



# BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

**Publication mensuelle**

LXVII<sup>e</sup> année, n° 2  
Février 1992

## **SOMMAIRE**

<b>Rapport présenté par le Gouverneur au nom du Conseil de régence</b>	<b>5</b>
<b>Statistiques</b> . . . . .	<b>1</b>
<b>Législation économique</b> . . . . .	<b>199</b>
<b>Liste des « Cahiers » parus</b> . . . . .	<b>207</b>
<b>Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique</b> . . . . .	<b>209</b>

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

# RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL DE REGENCE

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

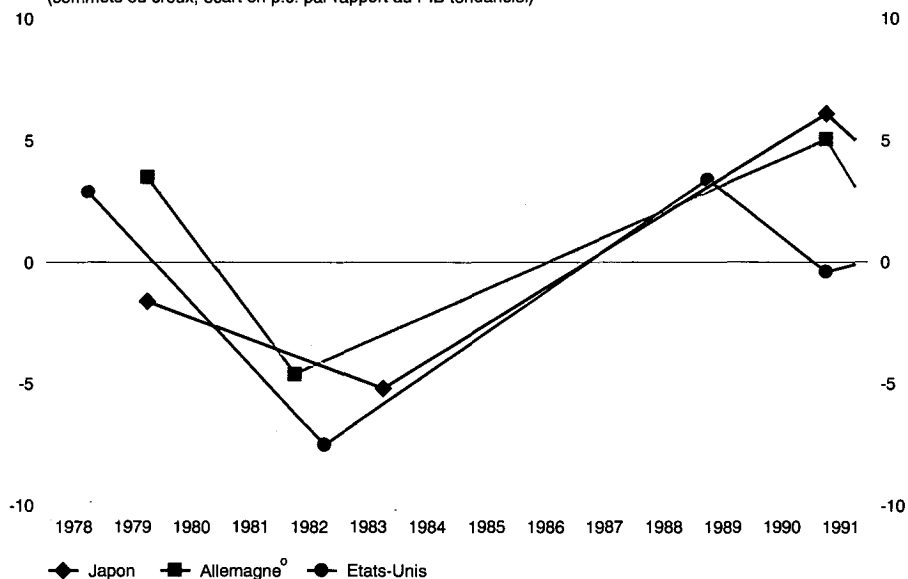
### Pays industrialisés

Le ralentissement de l'activité des économies occidentales, qui avait déjà pu être perçu en 1990, s'est poursuivi et amplifié : pour l'ensemble des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, le taux de croissance n'a plus atteint que quelque 1 p.c. en 1991, contre 2,6 p.c. encore l'année précédente.

La très longue phase d'expansion économique, qui avait démarré en 1981-1982, est arrivée à son terme. Le retournement conjoncturel a encore été accentué du fait que la crise du Golfe a miné la confiance des consommateurs et des investisseurs. La récession, déjà amorcée dans les pays anglo-saxons et dans certains Etats de l'AELE, s'y est amplifiée durant le premier semestre de 1991, alors qu'un ralentissement marqué de l'activité se manifestait aussi chez la plupart des partenaires de la Communauté. Que la récession ne se soit pas généralisée à l'ensemble du monde industrialisé tient assurément à l'expansion particulièrement vive enregistrée durant la première partie de l'année au Japon et surtout en Allemagne — où s'est fait sentir l'impulsion budgétaire

#### REPRESENTATION SCHEMATIQUE DU DERNIER CYCLE CONJONCTUREL

(sommets ou creux; écart en p.c. par rapport au PIB tendanciel)



considérable liée au processus de réunification — et à l'influence stabilisatrice que ce pays a exercée sur l'évolution conjoncturelle de la plupart de ses partenaires européens.

Les divergences dans les positions cycliques des grandes nations ont culminé durant le premier semestre : les deux pays précités se trouvaient au sommet conjoncturel de l'activité, alors que les Etats-Unis et le Royaume-Uni touchaient au creux de la récession.

Durant la seconde partie de l'année, en revanche, une convergence dans les situations s'est rapidement fait jour : en Allemagne, l'activité a reculé quelque peu et elle a pratiquement stagné au Japon, alors qu'ailleurs, les premiers signes — hésitants et timides — de reprise apparaissaient ; globalement, la croissance fut peu significative et l'évolution conjoncturelle des pays industrialisés a marqué un véritable temps mort.

Le ralentissement global de l'activité s'est traduit par une nette détérioration de la situation du marché du travail : dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, l'emploi a stagné et le chômage a crû parallèlement à l'augmentation de la population active. C'est aux Etats-Unis que la détérioration a été la plus forte, mais le chômage — pourtant déjà important — a aussi nettement progressé en Europe. Malgré une certaine réduction en Allemagne, il aurait touché quelque 9 p.c. de la population active de la Communauté, ce qui semble indiquer que la longue phase de haute conjoncture amorcée en 1981 n'a pu suffire à renverser la tendance à l'augmentation du chômage apparue durant les années septante et que, malgré les réformes à caractère structurel introduites durant la décennie écoulée, le fonctionnement du marché du travail présente encore bien des imperfections en Europe.

Le recul des prix pétroliers à la fin de 1990 et au début de 1991 fut tout aussi rapide que ne l'avait été leur hausse lors du déclenchement de la crise du Golfe et les causes externes de l'inflation ont évolué favorablement pour les pays industrialisés, d'autant plus que, en liaison avec la conjoncture, la baisse modérée des prix des autres matières premières s'est poursuivie. Ce sont principalement ces facteurs qui ont été à la base du ralentissement, sensible dans la plupart des pays, de la hausse des prix à la consommation d'une fin d'année à l'autre. Mesurés sur la base des moyennes annuelles, les progrès ont cependant été plus modestes, notamment parce que l'évolution des coûts intérieurs n'a souvent guère contribué au recul de l'inflation : l'affaiblissement conjoncturel a freiné les progrès de la productivité mais ne s'est généralement pas encore traduit par une atténuation sensible des hausses salariales.

En Allemagne, dans un climat de surchauffe, les coûts salariaux se sont au contraire nettement alourdis et l'inflation a encore été amplifiée par un relèvement de la fiscalité indirecte, destiné à financer en partie le coût de la réunification.

La résorption, en cours depuis 1988, des déséquilibres des paiements extérieurs courants des grands pays — un des problèmes majeurs de la seconde moitié des années quatre-vingt — a été grandement facilitée par les divergences de leurs situations conjoncturelles ; un facteur exceptionnel a de plus joué dans le même sens, à savoir le paiement aux Etats-Unis de contributions importantes d'autres Etats — l'Allemagne, le Japon, l'Arabie Saoudite, le Koweït — au titre de financement du coût de la guerre du Golfe. Le déficit courant américain a ainsi virtuellement disparu en 1991, et l'excédent courant allemand — encore considérable en 1990 — s'est mué en un léger déficit.

En revanche, le surplus courant du Japon, après plusieurs années de réduction, s'est de nouveau gonflé, sous l'effet d'un net redressement des termes de l'échange.

Pour la deuxième année consécutive, les déficits budgétaires de l'ensemble des pays industrialisés se sont amplifiés. Cette évolution résulte, pour une part, de l'accroissement



des dépenses liées à la réunification de l'Allemagne et reflète, pour le solde, le jeu des stabilisateurs automatiques en période de ralentissement conjoncturel. Nulle part cependant, les autorités n'ont mis en œuvre des politiques délibérées de relance budgétaire ; au contraire, dans un certain nombre de pays, notamment européens, les effets des stabilisateurs automatiques ont été, en partie, compensés par des mesures autonomes visant à restreindre la progression, jugée excessive, de l'impasse budgétaire.

Ainsi a été confirmée la tendance, perceptible depuis un certain nombre d'années déjà au sein des pays industrialisés, à renoncer aux armes budgétaires en vue de compenser les évolutions cycliques de l'économie, et le poids des ajustements conjoncturels a exclusivement reposé — une fois de plus — sur le maniement des politiques monétaires.

Aux Etats-Unis, l'assouplissement de la politique de la Réserve fédérale a été considérable, particulièrement en début d'année, dans la poursuite d'un mouvement déjà nettement entamé en 1990 quand la récession était devenue évidente. De même, vers la fin de 1991, lorsque les espoirs d'une reprise rapide de l'activité se sont estompés et que le ralentissement notable du rythme de progression des prix à la consommation a éloigné les risques d'inflation, la marge de manœuvre des autorités américaines pour accélérer la baisse nominale des taux à court terme s'est élargie.

A l'opposé, les autorités allemandes, confrontées à l'amplification du déficit budgétaire et à la surchauffe de l'économie, ont poursuivi leur politique axée sur la lutte contre les pressions inflationnistes internes ; elles ont maintenu l'orientation restrictive décidée au cours du dernier trimestre de 1990 et l'ont accentuée à partir de l'été par de nouveaux relèvements des taux officiels de la Bundesbank et de l'ensemble des taux à court terme.

Au Japon, la politique monétaire a évolué entre ces deux extrêmes : elle était demeurée assez restrictive jusqu'à la fin de 1990 et s'est progressivement et très prudemment assouplie au cours des premiers mois de 1991, à mesure que se dissipaient les craintes liées à l'effet inflationniste de la crise du Golfe ; lorsque le ralentissement conjoncturel s'est clairement manifesté, au second semestre, les autorités japonaises ont plus nettement encouragé la baisse des taux.

Durant la première moitié de l'année, l'évolution des cours de change des principales monnaies n'a pas reflété les orientations divergentes des politiques monétaires ; au contraire, le dollar s'est apprécié vis-à-vis du yen et, plus sensiblement encore, du mark allemand. Le dénouement de la crise du Golfe permettait à l'époque aux marchés d'anticiper une reprise rapide de l'économie américaine, susceptible de renverser l'orientation à la baisse des taux à court terme, et les difficultés économiques de la réunification pesaient sans doute, de surcroît, sur la monnaie allemande.

En revanche, le cours du dollar s'est inscrit en net recul vis-à-vis des deux autres monnaies lorsque le retard de la reprise américaine s'est précisé, vers le milieu de l'année, et que se sont fait sentir, au détriment de la monnaie américaine, les effets des écarts croissants de taux à court terme. A la fin de 1991, le cours du dollar avait ainsi retrouvé un niveau similaire à celui de la fin de 1990-début de 1991, vis-à-vis du yen, et fort proche de celui-ci, vis-à-vis du mark.

Il est probable que l'évolution récente, en partie atypique, de la conjoncture, notamment le caractère hésitant et peu soutenu de la reprise dans plusieurs pays, tient à certaines caractéristiques spécifiques de la situation économique actuelle, à la fois à l'intérieur

des pays industrialisés, notamment dans la sphère financière de certains d'entre eux, et à l'extérieur de ceux-ci — en particulier en Europe orientale et centrale et dans l'ancienne URSS.

### **Éléments de fragilité dans les systèmes financiers des pays industrialisés**

Dans le domaine financier, diverses évolutions enregistrées au cours des années récentes ont contribué à rendre la situation plus précaire dans un certain nombre de pays.

La réduction du taux d'épargne des ménages avait constitué un des éléments moteurs de l'expansion conjoncturelle des années quatre-vingt ; sans doute motivée par un effet de richesse, résultant du gonflement du patrimoine — biens immobiliers et portefeuilles d'actions notamment —, cette évolution s'est aussi appuyée sur une expansion, parfois considérable, de l'endettement. Dans la conjoncture actuelle, le niveau même atteint par celui-ci, notamment dans les pays anglo-saxons et au Japon, a fortement accru la vulnérabilité financière des ménages et risque de constituer un frein à une relance éventuelle des dépenses de consommation.

D'autre part, les secteurs financiers ont été assez durement touchés dans différents pays par la succession de problèmes auxquels ont dû faire face des catégories importantes de débiteurs des établissements de crédit et par la révélation de pratiques déontologiquement douteuses de certains organismes financiers. La crise est telle parfois qu'elle oblige les pouvoirs publics à de coûteuses interventions de sauvetage qui, dans les cas les plus aigus, restreignent aussi les marges de manœuvre budgétaires.

Si la situation paraît bien plus saine en Europe continentale, sans doute parce que des politiques de crédit plus prudentes y ont été menées, il est certain par ailleurs que les préoccupations liées à la rentabilité des intermédiaires financiers se sont accentuées partout dans le monde, dans le contexte d'une concurrence accrue, dans des marchés largement « dérégulés », et des contraintes imposées par le respect des ratios de solvabilité définis au niveau international.

La crainte est ainsi apparue que, dans ces circonstances, le financement de la reprise dans certaines économies, notamment aux Etats-Unis, ne se heurte à davantage de difficultés que dans le passé, en raison de réticences manifestées soit par les emprunteurs, soit par les prêteurs. Ceux-ci sont devenus nettement plus sélectifs quant à la qualité de leurs crédits et soucieux d'autre part d'accroître leur marge d'intermédiation, ce qui les a conduits à ne répercuter que partiellement sur leurs débiteurs la baisse des taux à court terme.

### **Europe centrale et orientale**

Les profondes mutations, en cours depuis plusieurs années, dans la situation politique et économique des pays de l'Europe centrale et orientale, qui se sont propagées en 1991 à l'ancienne URSS, ont par ailleurs introduit un bouleversement, sans précédent, et sans doute générateur de nombreuses incertitudes, dans le contexte extérieur des pays industrialisés. Elles imposent surtout, à ceux-ci et aux organismes multilatéraux de coopération internationale, des responsabilités, nouvelles et considérables, pour assister ces pays dans leur transition vers l'économie de marché.

## INTEGRATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EN EUROPE

### Progrès de la convergence

Au cours de l'année écoulée, le Système monétaire européen a continué à faire preuve d'une très grande stabilité et la volatilité des cours de change s'est réduite. Les tensions entre les monnaies qui participent au mécanisme de change sont restées limitées, même lorsqu'à la fin de l'année, le resserrement de la politique monétaire allemande s'est traduit par un net renforcement du mark.

Simultanément, la disparité des taux d'intérêt s'est amenuisée, aussi bien à court qu'à long terme, cette évolution reflétant la crédibilité croissante du Système, découlant notamment de la convergence des situations économiques des divers participants et du maintien, sans réaligement, de la grille des parités, sur une période de plus en plus longue.

Les disparités de taux d'inflation se sont, elles aussi, réduites, mais autour d'une moyenne communautaire qui est restée fort élevée en raison notamment de la détérioration de la situation en Allemagne et aux Pays-Bas. De même, les différences les plus fortes dans les positions des soldes courants extérieurs se sont atténuées nettement avec la disparition du surplus allemand et la réduction du déficit britannique, mais au total la position déficitaire de la Communauté s'est élargie.

Sur le plan budgétaire enfin, les efforts de consolidation se sont, pour la deuxième année consécutive, relâchés sous l'incidence de facteurs spécifiques — le coût de la réunification allemande — et conjoncturels. Les positions budgétaires des Etats membres demeurent d'ailleurs fort contrastées et risquent, pour un certain nombre de pays, de constituer un obstacle majeur au passage vers l'Union économique et monétaire.

### Union économique et monétaire

Les contours de celle-ci, notamment le contenu des deuxième et troisième phases, et les procédures de transition ont été fixés par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en Conseil européen à Maastricht, les 9 et 10 décembre 1991. Ceux-ci sont, en effet, arrivés à un accord sur le projet d'un traité d'Union européenne, qui intègre les résultats des conférences intergouvernementales sur l'Union politique et sur l'Union économique et monétaire.

La deuxième phase de l'UEM débutera le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

A cette date, les dernières restrictions qui pèseraient encore sur les mouvements de capitaux entre Etats membres ou vis-à-vis de pays tiers devront avoir été abolies.

En outre, tous les pays dans lesquels des difficultés auront été identifiées, concernant notamment la position budgétaire ou la stabilité des prix, de nature à compromettre la convergence nécessaire pour l'achèvement de l'Union économique et monétaire, devront avoir adopté, avant cette date, un plan pluriannuel d'ajustement.

Dès le démarrage de la deuxième phase, les dispositions interdisant le financement monétaire des pouvoirs publics seront d'application et l'Institut Monétaire Européen succédera au Comité des Gouverneurs et au Fonds Européen de Coopération Monétaire.

Il aura pour missions essentielles la coordination des politiques monétaires — la responsabilité de celles-ci restant cependant du ressort des autorités nationales —, la préparation de la troisième phase pour ce qui concerne les instruments et les procédures de la politique monétaire, et la supervision du développement de l'écu.

Enfin, durant la deuxième phase, chaque Etat membre devra, s'il y a lieu, mener à bien le processus conduisant à l'indépendance de sa banque centrale, et renforcer celui qui doit assurer la convergence des économies.

### **Passage à la troisième phase**

Pour le passage à la phase finale de l'UEM, la Communauté évaluera la situation de chaque Etat membre et déterminera si un degré suffisant de convergence a été atteint au départ de quatre critères :

— la stabilité des prix, qui implique que le taux d'inflation du pays considéré, mesuré par l'évolution de l'indice des prix à la consommation, ne peut avoir excédé, au cours de l'année précédant l'évaluation, de plus de 1,5 p.c. celui des pays — au maximum trois — où il a été le plus faible ;

— la situation des finances publiques, dont le caractère acceptable ou non est déterminé par le Conseil, sur la base de recommandations de la Commission. Celle-ci fonde son examen sur deux paramètres. D'une part, le déficit public ne peut dépasser 3 p.c. du PIB ; à défaut, il doit être en diminution, substantielle et continue, et se rapprocher considérablement de ce point de référence ; éventuellement, un déficit quelque peu supérieur à 3 p.c. pourra être accepté, s'il est dû à des facteurs exceptionnels et temporaires. D'autre part, la dette publique ne peut dépasser 60 p.c. du PIB ou doit à tout le moins se réduire suffisamment pour se rapprocher à un rythme satisfaisant de cette valeur de référence. Si un Etat membre ne satisfait pas à l'une de ces exigences, la Commission examine également, dans son rapport, si le déficit public excède les dépenses publiques d'investissement et tient compte de tous les autres facteurs pertinents, y compris la position économique et budgétaire à moyen terme de l'Etat membre ;

— le respect, depuis deux ans au moins, des marges de fluctuation étroites du mécanisme de change du SME, sans avoir subi de tensions graves, et notamment sans avoir dévalué sa monnaie ;

— le caractère durable de la convergence atteinte par un Etat membre, évalué par le niveau des taux d'intérêt à long terme ; au cours de la période d'un an précédant l'évaluation, ce niveau ne peut avoir dépassé en moyenne de plus de 2 points de pourcentage celui observé dans les pays — au maximum trois — où l'inflation a été la plus modérée.

Cette évaluation sera faite au plus tard le 31 décembre 1996 : si une majorité des Etats membres remplit les conditions nécessaires au passage à la troisième phase, le Conseil pourra fixer à la majorité qualifiée la date d'entrée en vigueur de celle-ci. Si cette date n'a pas été fixée sur la base de cette procédure avant la fin de 1997, le passage à la phase finale se fera le 1<sup>er</sup> janvier 1999 pour les Etats techniquement prêts à ce moment, les autres se voyant octroyer une dérogation temporaire.

### **Troisième phase**

Dès le passage à la troisième phase, et pour les pays qui y participent pleinement, les parités des monnaies seront irrévocablement fixées entre elles et les mesures nécessaires pour introduire l'écu en tant que monnaie unique seront prises.

Quelques mois avant la date d'entrée en vigueur de la dernière phase, le Système européen de banques centrales, composé des banques centrales nationales et de la Banque centrale européenne, qui se substituera à l'IME, sera institué.

Doté d'une large autonomie, le SEBC aura pour missions essentielles de mettre en œuvre la politique monétaire de la Communauté — au départ, de l'ensemble des pays qui participent pleinement à l'UEM —, de gérer les réserves de change et de conduire les opérations de change. Son objectif principal sera le maintien de la stabilité des prix.

Enfin, au cours de la troisième phase, les procédures de surveillance de la situation des finances publiques seront renforcées.

## **EVOLUTION ECONOMIQUE EN BELGIQUE**

### **Croissance**

De par son degré d'ouverture particulièrement élevé, l'économie belge est très largement tributaire des développements économiques à l'étranger : elle a subi en 1991 les influences, contradictoires, de l'affaiblissement général de la conjoncture internationale et du soutien spécifique très marqué fourni par l'économie allemande. C'est, en effet, à la vigueur de la demande de biens émanant de l'Allemagne que l'on peut attribuer le maintien d'un rythme élevé — bien qu'en retrait de 1 p.c. par rapport à 1990 — de la progression des exportations de biens et services : quelque 4 p.c. L'incidence de la faiblesse de la demande en provenance de l'étranger, notamment des pays anglo-saxons, a ainsi été en grande partie compensée.

Cependant, la dégradation du climat économique général dans les pays industrialisés a trouvé un large écho dans les réactions des agents économiques nationaux.

Malgré une forte hausse de leur revenu disponible, les ménages ont sensiblement réduit le rythme d'expansion de leur consommation, particulièrement celle de biens durables, ce qui s'est traduit par un relèvement, assez exceptionnel, du taux d'épargne. Ce comportement s'explique sans doute, pour l'essentiel, par la montée des incertitudes liées d'abord à la crise du Golfe et ensuite à la dégradation manifeste du marché de l'emploi. Il résulte aussi d'un élément accidentel, à savoir le fait que, pour une part, la hausse du revenu disponible a résulté de remboursements d'impôts, prévus pour 1990 mais qui n'ont été effectués qu'en 1991, et que les montants en cause ont sans doute été largement épargnés par les bénéficiaires. Le recul de la demande de logements, déjà nettement amorcé en 1990, s'est poursuivi durant l'année écoulée et, avec le décalage dû à la durée d'achèvement des travaux, il s'est aussi traduit par une réduction de quelque 5 p.c. des dépenses.

Quant aux investissements productifs des entreprises, qui avaient considérablement progressé au cours des cinq années précédentes, constituant d'ailleurs un des moteurs les plus dynamiques de la croissance de l'économie, ils n'ont plus augmenté que de quelque 2 p.c. en 1991; les entreprises dont les capacités de production avaient antérieurement été fortement renforcées se sont, en effet, adaptées à la détérioration des perspectives d'expansion de leurs débouchés.

Au total, le rythme d'accroissement des dépenses intérieures a fortement fléchi, de même d'ailleurs, mais dans une moindre mesure, que celui de l'ensemble des dépenses finales. Parallèlement, la progression des importations s'est, elle aussi, nettement ralentie; elle est restée inférieure à celle des exportations et les échanges extérieurs nets ont légèrement contribué à la croissance du produit national brut. Celle-ci est revenue de 3,4 p.c. en 1990 à 1,6 p.c.

### **Emploi et chômage**

L'évolution du marché de l'emploi a porté l'empreinte du ralentissement conjoncturel : après trois années de forte expansion — plus de 50.000 postes de travail créés annuellement de 1988 à 1990 —, un recul de quelque 10.000 emplois a été enregistré en 1991, surtout dans l'industrie. La réduction effective de l'emploi a d'ailleurs été plus importante encore, si l'on tient compte du fait que, dans l'industrie comme dans la construction, les entreprises ont recouru bien davantage que par le passé à la formule du chômage temporaire qui leur permet, sans modifier leurs effectifs, d'adapter avec souplesse le volume de travail presté aux besoins fluctuants de l'activité. Exprimé en années de travail à temps plein, l'emploi a ainsi diminué de 0,9 p.c. dans les entreprises. Ce recul n'a touché que les salariés, puisque le nombre d'indépendants a continué de croître en 1991.

L'augmentation de la population active s'est poursuivie, sous l'effet notamment de l'accroissement structurel du taux d'activité féminin, mais aussi en raison du gonflement du solde positif des mouvements migratoires, essentiellement en provenance de pays européens.

Pour la première fois depuis 1984, le chômage a donc augmenté. Selon les définitions européennes harmonisées, le taux de chômage aurait progressé de 7,7 à 8,1 p.c. de la population active, soit une hausse du même ordre de grandeur que dans l'ensemble de la CEE, le taux belge se situant néanmoins, pour la troisième année consécutive, au-dessous de la moyenne communautaire, qui a atteint 9 p.c.

### **Prix**

L'évolution des prix en 1991 a été fortement marquée par la résorption rapide de la flambée des prix pétroliers qui avait résulté du déclenchement de la crise du Golfe. Mesuré par la progression des prix à la consommation, le taux d'inflation est ainsi revenu de 3,5 p.c. en décembre 1990 à 2,8 p.c. en décembre 1991. En moyenne annuelle, le recul a été plus modeste — de 3,5 à 3,2 p.c.

Le ralentissement de la hausse des prix en 1991 témoigne aussi de la bonne tenue de l'ensemble des coûts intérieurs — ceux-ci n'auraient pas progressé davantage que l'année antérieure —, ce qui a permis à la Belgique de se maintenir parmi les pays

européens à taux d'inflation particulièrement bas — en compagnie du Danemark et de la France —, alors que l'inflation s'accélérait nettement, principalement sous l'effet d'une hausse de la pression fiscale, en particulier des impôts indirects, pour atteindre quelque 4 p.c. dans les pays européens traditionnellement connus pour leur capacité à maîtriser l'évolution des prix, à savoir les Pays-Bas et l'Allemagne.

### **Transactions courantes avec l'étranger**

L'évolution satisfaisante de la compétitivité en termes de coûts et de prix — qui a notamment permis de combler quelque peu le handicap en matière de disparité des coûts salariaux concédé en 1990 vis-à-vis des sept principaux partenaires — a probablement contribué à la bonne tenue des transactions courantes avec l'étranger. Plus fondamentalement, celles-ci ont bénéficié de la structure géographique spécifique des exportations belges et luxembourgeoises, traditionnellement axées sur l'Allemagne et aussi sur les Pays-Bas. L'UEBL a ainsi été à même de profiter au maximum — davantage sans doute que tous les autres pays européens — des retombées positives, directes et indirectes, du gonflement de la demande allemande lié au processus de réunification. De la sorte, dans un contexte par ailleurs déprimé, et malgré une légère détérioration des termes de l'échange, l'important surplus dégagé par les transactions sur marchandises a pu être maintenu.

Comme l'excédent traditionnel des services, en particulier les recettes nettes de placements et d'investissements perçues par les résidents, s'est accru en 1991, le surplus des transactions courantes de l'UEBL aurait progressé de 120 à 140 milliards. En regard de la détérioration globale des comptes courants de l'ensemble de la Communauté apparue en 1991, cette amélioration confirme la position confortable des économies de l'Union en matière de transactions courantes avec l'étranger.

### **Finances publiques**

En revanche, l'état des finances publiques belges, traditionnellement déjà l'aspect préoccupant de la situation macroéconomique générale, s'est nettement dégradé.

En l'espace d'un an, le solde net à financer de l'ensemble des pouvoirs publics s'est en effet creusé, pour passer de 5,5 à 6,3 p.c. du PNB, revenant ainsi à un niveau comparable à ceux de 1988 et 1989. Le ralentissement simultané de la croissance nominale a été tel que le déficit public a largement dépassé la progression du produit national, de sorte que l'« effet boule de neige » d'auto-alimentation du déficit par les charges d'intérêts est réapparu. Les progrès enregistrés au cours des deux années précédentes dans la réduction du rapport entre la dette publique et le PNB ont ainsi pour l'essentiel été annihilés. En quatre ans, le poids relatif de la dette a donc pu être stabilisé, mais aucun mouvement décisif de repli ne s'est dessiné.

Divers facteurs se trouvent à l'origine du renversement du processus d'assainissement des finances publiques, en cours depuis le début des années quatre-vingt.

L'ampleur du ralentissement conjoncturel n'avait pu être prévue et n'a été perçue que trop tardivement dans l'année pour permettre la mise en œuvre de mesures budgétaires correctrices, alors que le poids des échéances électorales d'une fin de législature se faisait sentir. Pour une part, mais elle est loin d'être prépondérante, elle a freiné l'augmentation des recettes et gonflé les dépenses de chômage.

La disparition d'éléments accidentels, qui avaient flatté la progression des recettes fiscales en 1990, a aussi joué un rôle. Les remboursements d'impôts — à la suite des allègements fiscaux sur les revenus des personnes physiques de 1989 — qui n'avaient pu être opérés en 1990 l'ont été en 1991, alors que les recettes de précompte mobilier retrouvaient un niveau normal, après le gonflement exceptionnel enregistré en 1990. Au total, en 1991, la croissance de l'ensemble des recettes fiscales et parafiscales n'a atteint que 83 p.c. de celle du PNB.

Enfin, et plus fondamentalement, s'est fait sentir l'effet d'une forte croissance de catégories importantes de dépenses, due notamment à la nouvelle accélération de la hausse du coût des soins de santé et aux répercussions de décisions prises antérieurement, dans un contexte économique plus favorable. Il s'agissait de mesures visant, d'une part, à l'adaptation des traitements et pensions du secteur public à la progression, au cours des dernières années, des rémunérations dans le reste de l'économie et, d'autre part, à la revalorisation des pensions du secteur privé. Le régime de ces dernières a de surcroît été profondément modifié par l'introduction en 1990 de la flexibilité du choix du départ à la retraite entre 60 et 65 ans pour tous les travailleurs et par la suppression de la pénalisation en cas d'anticipation qui frappait les travailleurs masculins.

La détérioration a été marquée et constitue assurément le résultat le plus négatif d'une année, certes moins favorable en termes d'activité et d'emploi, mais, on l'a vu, nettement plus satisfaisante sur le front de l'inflation et de l'équilibre extérieur; elle impose surtout aux autorités, plus encore que dans le passé, la nécessité d'une action résolue et sans faille pour assurer durablement l'assainissement budgétaire du pays.

## **Evolution financière**

Malgré l'augmentation considérable des besoins nets de financement des pouvoirs publics en 1991, la capacité nette de financement de l'ensemble de l'économie est restée largement positive et a même enregistré une légère progression — reflet de l'amélioration du solde des transactions courantes avec l'étranger —, pour atteindre 1,2 p.c. du PNB.

La hausse de l'épargne financière nette des ménages a, en effet, été telle durant l'année écoulée qu'elle a pu largement compenser la détérioration de la situation des pouvoirs publics et l'apparition — la première depuis 1984 — d'un léger besoin de financement des sociétés, dont les investissements sont demeurés très élevés, alors que leur épargne brute — bénéfices réservés et amortissements — se réduisait en proportion du PNB.

Parmi les principaux développements sur les marchés de fonds en 1991, deux méritent d'être soulignés.

D'une part, les choix de placements des entreprises et particuliers sont restés assez semblables à ceux qui s'étaient dégagés en 1990 sous l'effet de l'annonce de la nouvelle orientation de la politique de change et de l'abaissement du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., même si les mouvements de substitution entre actifs n'ont plus atteint la même amplitude. La préférence pour les placements en franc belge s'est maintenue en 1991, et a continué de se manifester sous la forme de placements à long terme, essentiellement au détriment des dépôts d'épargne ordinaires. La diminution de ceux-ci, quoique bien moindre qu'en 1990, a encore été substantielle — quelque 150 milliards au cours des dix premiers mois de l'année — et n'a été compensée que pour un peu



plus de la moitié par la progression des autres dépôts d'épargne, dont la rémunération est beaucoup plus élevée, même si elle est soumise au précompte mobilier.

D'autre part, l'entrée en vigueur de la réforme du marché des titres de la dette publique, le 29 janvier 1991, a intégré ces titres dans les efforts de modernisation et d'ouverture des marchés financiers, menés depuis plusieurs années déjà par les autorités belges, tout en permettant une gestion plus efficace de la dette. Le paysage financier et en particulier le mode de financement du Trésor en ont été considérablement modifiés.

Sur le marché primaire des certificats de trésorerie, les émissions au robinet, aux taux fixés par la Banque en concertation avec le Ministre des Finances, de certificats à 1, 2 et 3 mois, réservés exclusivement aux intermédiaires financiers belges et luxembourgeois, ont pris fin le 29 janvier. Elles ont cédé la place à des émissions, par adjudications hebdomadaires, compétitives et ouvertes à un très large éventail de souscripteurs, de certificats à 3 mois, et ultérieurement à des adjudications mensuelles de certificats à 1 an et à 6 mois. Le développement de marchés secondaires, liquides et actifs, aussi bien pour les certificats que pour les obligations linéaires, a par ailleurs été stimulé par la création d'un corps spécial de teneurs de marché : le Trésor a sélectionné à cet effet 14 « primary dealers » et 3 candidats à cette fonction.

L'efficacité de ces réformes a été étayée par la dématérialisation des titres, par la création d'un système centralisé de compensation et de règlement des opérations géré par la Banque, et par l'adoption de dispositions fiscales rendant plus aisées les transactions sur le marché secondaire. Leur succès a été immédiat ; les nouveaux certificats de trésorerie se sont substitués sans heurt aux anciens et leur émission a, pour l'essentiel, assuré la couverture des besoins de liquidités du Trésor. Les amples possibilités de crédit auprès de la Banque ont en effet, corollaire de la réforme, été limitées à une facilité de caisse de 15 milliards ; le volume des émissions d'obligations linéaires s'est nettement amplifié ; l'activité sur les marchés secondaires s'est développée et l'intérêt des placeurs pour les nouveaux titres dématérialisés a été particulièrement vif ; il s'est agi aussi bien des étrangers, dont les acquisitions d'obligations linéaires, notamment, ont fortement augmenté, que des entreprises et — indirectement au travers d'organismes de placement collectif — des particuliers nationaux.

### **Intermédiaires financiers**

Les modifications importantes du paysage financier survenues en 1991 ont aussi exercé de profondes répercussions sur l'activité des établissements de crédit.

L'arrêt des émissions au robinet de certificats de trésorerie et la suppression du marché du call money garanti, à la suite de la réforme du 29 janvier, ont obligé ces institutions à modifier considérablement leur gestion de trésorerie ; celle-ci est devenue plus active, mais sans doute aussi plus délicate, ayant à s'exercer plus largement au travers d'opérations du marché monétaire. Le développement rapide du marché secondaire des effets publics et les nouveaux instruments mis en place par la Banque leur ont cependant permis de s'adapter avec souplesse à ce nouvel environnement.

Corrélativement à la réforme du mode de financement du Trésor, en particulier l'ouverture complète du marché des certificats de trésorerie, le rôle d'intermédiation joué traditionnellement par les établissements de crédit belges dans le financement de la dette publique — collecte de dépôts aux taux du marché monétaire auprès de cor-

respondants étrangers ou d'entreprises belges, affectés au financement de portefeuilles de certificats — s'est réduit au profit de leur activité de négoce sur les marchés secondaires, en forte expansion.

Enfin, la réallocation des placements financiers des particuliers, au détriment des dépôts d'épargne ordinaires, vers des ressources plus onéreuses pour les intermédiaires financiers, s'est poursuivie en 1991, même si elle n'a plus atteint l'ampleur de l'année précédente.

Les pressions sur la rentabilité, notamment sur la marge d'intermédiation des établissements de crédit belges, qui s'étaient accentuées au cours des dernières années dans un contexte mondial de déréglementation financière et d'accroissement de la concurrence, et sous l'effet de mutations structurelles en Belgique, sont donc restées vives en 1991.

La dégradation de la situation des intermédiaires financiers n'a cependant pas atteint, et de loin, le niveau critique enregistré dans d'autres pays — Etats-Unis, quelques pays nordiques ou Japon, par exemple — et diverses indications laissent augurer que le creux de cette évolution aurait déjà été atteint en Belgique, et même, dans certains cas, dépassé, surtout pour les établissements les plus importants. Des éléments de solution semblent, en effet, se mettre en place. D'une part, les revenus des établissements de crédit seront davantage soutenus par la révision à la hausse de certains taux débiteurs entamée dès 1990, par la tarification des services bancaires, qui s'est progressivement généralisée à partir de la fixation par le Ministre des Affaires économiques d'un cadre réglementaire, en janvier 1991, et par les recettes qui devraient être générées par le développement récent de l'activité de négoce sur divers instruments financiers. D'autre part, les impératifs de maîtrise des coûts semblent mieux perçus, et plusieurs établissements importants ont d'ores et déjà mis en œuvre des mesures substantielles de compression des frais généraux.

Ces évolutions sont positives. Elles ne peuvent toutefois, à elles seules, dans tous les cas, porter complètement et durablement remède aux problèmes posés; dans les situations les plus délicates, c'est une vision plus stratégique qui s'impose. Celle-ci devra tendre à identifier et à développer, au sein de chaque établissement, les activités pour lesquelles se dégagent des avantages comparatifs suffisants et porteurs d'avenir, et requerra la prise en considération de toutes les possibilités de coopération fructueuse qui peuvent apparaître au sein même de la profession et sans doute au-delà des limites du secteur.

La réflexion dépasse largement le cadre traditionnel de l'activité bancaire; c'est la survie des entreprises qui est en jeu et la définition des nouvelles orientations ne pourra, à l'évidence, s'effectuer sans le concours de leurs actionnaires, d'autant plus que le rôle de ceux-ci, dont dépend en définitive le développement nécessaire des ressources en capital des établissements de crédit, a été renforcé au cours des dernières années par les exigences croissantes, internationales et nationales, en matière de fonds propres.

Face aux défis ainsi posés, c'est un effort d'imagination qui s'impose. Si les actionnaires n'étaient pas suffisamment présents dans les décisions stratégiques, et si leur rôle n'était pas mieux exercé dans les organes statutaires des établissements financiers, un risque d'immobilisme pourrait surgir. Les autorités en sont conscientes, et la Commission Bancaire et Financière a pris en 1991 l'initiative d'une révision des protocoles relatifs à l'autonomie bancaire. Cette révision, qui permettra de redéfinir les pouvoirs respectifs du comité de direction et des principaux actionnaires, devrait entrer en vigueur en 1992.

En raison du rôle stratégique que les institutions financières jouent dans le déploiement des intérêts économiques de la Belgique dans une perspective européenne, l'ancrage belge de ces institutions, avec ou sans le concours de partenaires européens, revêt une importance capitale. Un rôle important est dévolu en la matière aux investisseurs belges, privés et publics.

## **POLITIQUE MONETAIRE ET DE CHANGE**

### **Réforme des instruments de la politique monétaire**

La réforme du 29 janvier a radicalement modifié les conditions d'exercice de la politique monétaire ; elle ne témoigne cependant, en rien, d'un quelconque changement dans l'orientation fondamentale annoncée par les autorités belges en juin 1990, à savoir le choix d'une politique de change forte, axée sur le maintien de la stabilité du franc vis-à-vis des monnaies européennes considérées comme ancrées de stabilité.

Au contraire, la réforme a confirmé le caractère résolument européen, sur la voie menant à l'Union économique et monétaire, de l'option prise en 1990 en permettant aux autorités belges de renoncer aux moyens d'action très spécifiques dont elles disposaient en matière de politique de taux, à savoir la fixation discrétionnaire par la Banque — en concertation avec le Ministre des Finances — du taux des certificats de trésorerie, en dissociant davantage les responsabilités des politiques monétaire et budgétaire et en supprimant le financement monétaire de l'Etat par la Banque.

La réforme du 29 janvier a de surcroît couronné la nouvelle orientation de la politique de change en fournissant à la Banque les instruments nécessaires et parfaitement adaptés, pour mener, avec efficacité et souplesse, la politique de taux découlant de cette orientation, en conformité avec les usages des principaux partenaires européens. Depuis le 29 janvier, à l'instar de nombreuses banques centrales européennes, la Banque fait, en effet, très largement appel aux techniques de marché pour orienter les taux à court terme, en déterminant le volume, les conditions et la forme des crédits qu'elle octroie aux intermédiaires financiers.

La source structurelle de ce financement est constituée par des adjudications périodiques de crédits à 7 jours, opérées deux fois par semaine, sur la base de taux préalablement fixés par la Banque, les offres introduites par les intermédiaires financiers indiquant les montants souhaités. Depuis le 17 juin, ce financement structurel est complété par une facilité de réescompte permettant aux intermédiaires financiers de mobiliser des effets de commerce pour des montants très limités (globalement quelque 10 milliards) au taux d'escompte officiel.

Les concours en franc de la Banque résultent, pour le solde, de ses interventions directes effectuées au jour le jour sur le marché monétaire, essentiellement sous la forme de repurchase agreements (achat-vente) sur titres publics, mais aussi d'interventions classiques d'open market sur certificats de trésorerie, de swaps en devises ou d'opérations interbancaires.

Ces interventions sont complétées par un dispositif qui permet aux intermédiaires financiers de placer ou de financer les soldes qu'ils dégagent sur le marché monétaire en fin de journée, c'est-à-dire de gérer leurs trésoreries, au jour le jour, comme ils le faisaient avant le 29 janvier sur le marché du call money garanti aboli par la réforme.

Le taux des adjudications sert de référence dans ce dispositif; ce taux de référence s'applique tel quel à une partie, limitée globalement à 5 milliards, des surplus ou des déficits des primary dealers. En dehors de cette faculté, l'ensemble des intermédiaires financiers disposent, pour couvrir leurs déficits, de très larges lignes individuelles d'avances en comptes courants, octroyées par la Banque à un taux de 0,5 p.c. supérieur au taux de référence. De même, leurs surplus éventuels peuvent être placés auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie, à des conditions inférieures au taux de référence, la réduction étant, depuis le 17 juin, fixée à 0,5 p.c. pour une première tranche, correspondant à 5 p.c. des lignes individuelles d'avances, et à 2 p.c. pour le solde.

Enfin, la gamme des instruments est enrichie par deux taux qui ont une valeur largement symbolique : le taux pénalisateur des avances « hors plafond », fixé à 11,5 p.c. au lendemain du démarrage du nouveau système et qui s'applique aux intermédiaires financiers qui dépasseraient éventuellement les limites de leur ligne de crédit individuelle, et le taux d'escompte, un taux préférentiel réintroduit le 17 juin et fixé alors à 7,5 p.c.

Au travers de cette panoplie variée, la Banque peut désormais mener sa politique de taux avec toute la souplesse et l'efficacité souhaitables. Les grandes orientations en sont signalées par les modifications du taux des adjudications. Le cas échéant, elles sont renforcées par une adaptation — plus symbolique — des taux officiels, tels le taux d'escompte, permettant d'associer clairement la conduite de la politique monétaire belge aux modifications importantes des politiques monétaires annoncées par les principaux partenaires européens et notamment ceux qui servent de référence à la politique de change.

Les inflexions plus fines, au jour le jour, peuvent quant à elles être gérées par les opérations quotidiennes de la Banque sur le marché monétaire, qui, outre leurs effets spécifiques sur les segments où elles ont lieu, déterminent par leur volume la position globale de liquidité des participants en fin de journée et entretiennent en définitive, selon les besoins, des tensions à la hausse des taux — en cas de déficits à financer par le recours aux avances en comptes courants — ou à la baisse — en cas de surplus à placer.

### **Conduite opérationnelle de la politique monétaire**

Au démarrage du nouveau système, la politique monétaire s'est inscrite dans un mouvement rapide de baisse des taux.

Dès le début de l'année, en effet, les tensions qui avaient, très temporairement, affecté le SME au cours du dernier mois de 1990, et entraîné un élargissement du différentiel des taux à court terme avec le mark allemand, s'étaient résorbées; le franc avait retrouvé la position la plus haute parmi les monnaies qui participent à la bande étroite du SME et la Banque avait entamé la réduction du différentiel. A partir de février, c'est à l'aide des nouveaux instruments que la baisse des taux fut poursuivie.

Dès le mois de mai, le différentiel par rapport aux taux allemands était complètement éliminé, et en l'absence de mouvements clairs de ces taux, c'est exclusivement au travers de ses interventions ponctuelles sur le marché monétaire que la Banque a favorisé l'adéquation, aussi étroite que possible, des taux belges à l'évolution hésitante des taux allemands.

Du mois d'août jusqu'à la fin de l'année, ces derniers se sont résolument orientés à la hausse, sous l'impulsion du resserrement de la politique monétaire de la Bundesbank. La Banque s'est associée sans atermolement à cette évolution tant par le jeu du taux d'escompte officiel que par le maniement de l'ensemble de ses autres instruments.

Au terme de l'année, les nouveaux instruments de la politique monétaire ont démontré toute leur efficacité.

### **Politique de change**

Cette constatation témoigne d'un indéniable renforcement de la crédibilité attachée par les marchés à la nouvelle orientation de la politique de change, axée sur la stabilité des cours du franc par rapport aux monnaies considérées comme ancrées de stabilité dans le SME.

Une triple considération avait présidé à cette nouvelle orientation.

### **Objectifs**

Fondamentalement, ce choix s'inscrivait dans le souci d'assurer l'intégration rapide de la Belgique dans le mouvement européen d'unification monétaire où, au stade ultime, c'est-à-dire dès le démarrage de la troisième phase de l'UEM, les modifications du cours de change comme instrument d'ajustement interne auront disparu.

Il concrétisait aussi les bonnes performances de l'économie belge au cours des années récentes en matière de croissance, d'emploi, d'inflation et d'opérations courantes avec l'étranger, et permettait d'incorporer ces résultats éminemment positifs dans le statut de la monnaie nationale. En levant toute équivoque aux yeux des agents économiques nationaux ou étrangers quant à l'évolution future du franc, l'annonce de la nouvelle orientation de la politique de change devait réduire la prime de risque — c'est-à-dire l'écart positif de taux d'intérêt — dont était affecté le franc vis-à-vis du mark allemand et contribuer au succès de l'effort d'adaptation, de modernisation et d'ouverture des marchés financiers belges, en vue d'accroître l'attrait des placements en franc.

Ce choix renforçait enfin l'efficacité de la lutte contre l'inflation — déjà l'un des objectifs prioritaires de la politique économique du pays — en assignant au taux de change le rôle fondamental en la matière.

### **Condition de base : le maintien de la compétitivité**

La poursuite de ces multiples avantages, au moyen d'une politique de change, plus ambitieuse vis-à-vis des pays membres du SME, qui représentent quelque 73 p.c. des exportations de l'UEBL, mais sans influence sur les rapports entre le SME et les autres grandes monnaies flottantes, le dollar et le yen, aurait cependant été illusoire si le maintien d'un niveau adéquat de compétitivité n'avait été garanti. Cette dernière détermine en effet directement les performances de la Belgique en matière d'échanges extérieurs et donc la capacité du pays de dégager un solde satisfaisant des transactions courantes. Elle conditionne aussi, en grande partie, les possibilités de croissance, car

elle influence non seulement l'ampleur des débouchés extérieurs et intérieurs mais aussi le niveau de rentabilité des entreprises, deux éléments dont dépendent les investissements et les créations d'emplois.

Mais cette condition est rencontrée à un double titre.

D'une part, grâce aux caractéristiques spécifiques de l'économie belge, la poursuite d'une politique de franc fort ne compromet d'aucune manière la compétitivité de l'économie nationale. Une hausse du cours de change se traduit, en effet, par une baisse immédiate des prix des biens importés, qui se répercute assez rapidement dans l'ensemble de l'économie, notamment dans les prix à la consommation, dont ils représentent quelque 35 p.c. du coût unitaire total. Cette baisse se diffuse ensuite, via l'indexation des salaires et celle de nombreux autres revenus, à l'ensemble des coûts et prix intérieurs. Au bout d'environ un an, l'essentiel du désavantage compétitif initialement provoqué par une éventuelle appréciation du cours de change est ainsi récupéré sous la forme d'une réduction de l'ensemble des coûts intérieurs.

D'autre part, la loi du 6 janvier 1989 a mis en place les conditions institutionnelles nécessaires pour assurer à moyen terme la sauvegarde de la compétitivité de l'économie.

L'examen régulier par les interlocuteurs sociaux, au sein du Conseil Central de l'Économie, d'une batterie d'indicateurs leur permet d'évaluer correctement, par rapport à l'étranger, les développements des coûts, des prix ainsi que des aspects structurels et qualitatifs, et les contraintes qui en découlent, et de les prendre en considération, notamment à l'occasion de leurs négociations salariales.

## **Résultats**

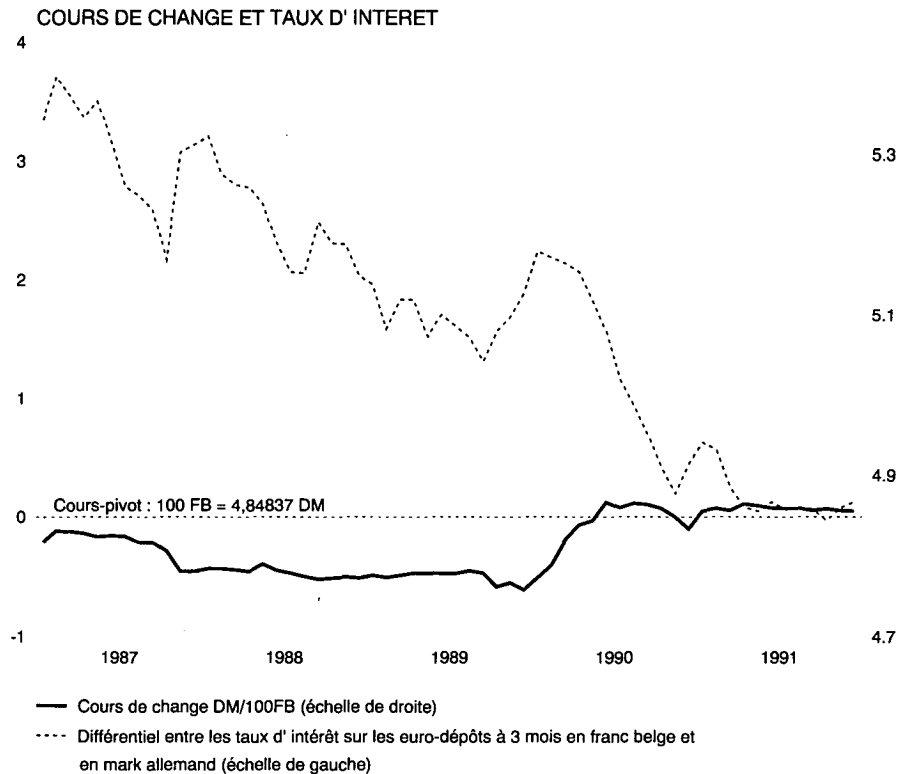
Dans ces conditions structurellement favorables, l'annonce de la nouvelle orientation de la politique de change a été particulièrement bien accueillie par les marchés, et s'est concrétisée par la réalisation complète des objectifs poursuivis.

En effet, cette annonce a permis quasi immédiatement au cours du franc de s'améliorer suffisamment sur le marché des changes pour rejoindre le niveau de son cours-pivot avec le mark allemand.

A l'exception d'une brève période de tension dans le SME, à la fin de 1990, il a constamment conservé cette position. La monnaie nationale a ainsi rejoint le groupe limité des monnaies fortes du SME.

De surcroît, cette évolution favorable sur le marché — qui était en tout état de cause indispensable pour matérialiser clairement la nouvelle orientation de la politique de change — a été obtenue sans qu'aucun des coûts qui avaient été envisagés initialement, et que les autorités avaient accepté de supporter, n'ait dû être encouru. L'amélioration du cours du franc a résulté exclusivement de la crédibilité que les marchés ont immédiatement accordée à la nouvelle orientation de la politique de change — il est vrai à un moment propice, alors que la monnaie allemande supportait certains handicaps liés au processus de réunification — sans que les autorités monétaires ne doivent appuyer ce mouvement par un élargissement de l'écart vis-à-vis des taux allemands, ni a fortiori par des interventions sur le marché des changes.

De ce fait aussi, le bénéfice majeur qui pouvait être espéré de la nouvelle politique, à savoir la réduction de la prime de risque dont était affecté le franc en raison de

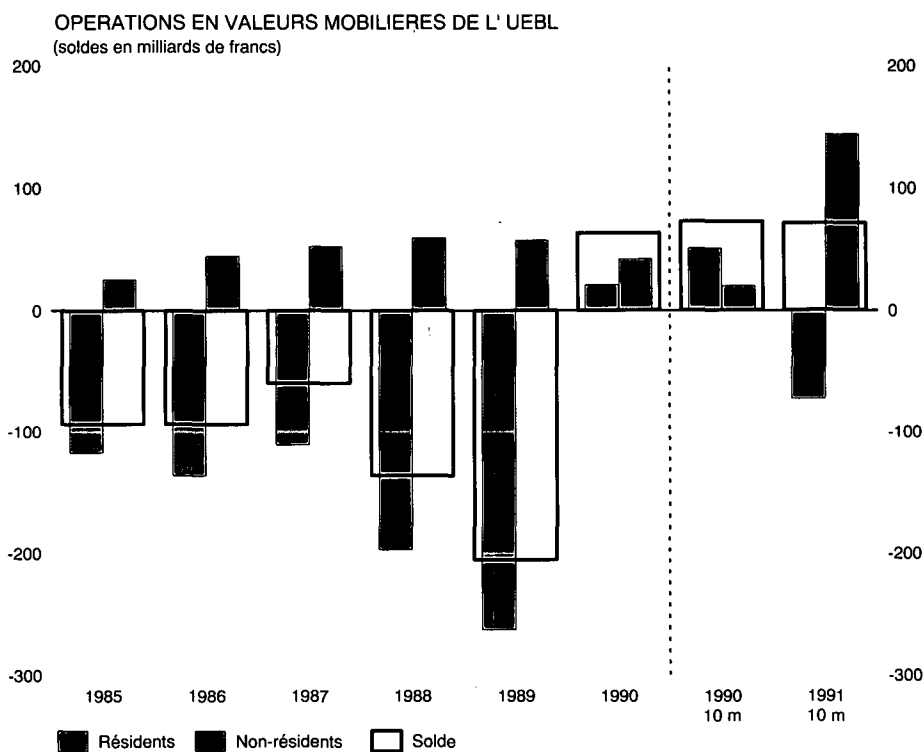


son évolution antérieure vis-à-vis du mark, a pu être engrangé sans délai. A court terme, le différentiel de taux à trois mois, qui dépassait encore 2 p.c. au cours des premiers mois de 1990, s'est progressivement et considérablement rétréci; depuis le mois de mai 1991, on l'a déjà signalé, il a virtuellement été éliminé. Entre le premier trimestre de 1990 et janvier 1992, les taux belges ont ainsi diminué de quelque 1 p.c., malgré la hausse des taux allemands survenue au cours des deux dernières années.

Le différentiel de taux à long terme s'est, lui aussi, significativement réduit : de près de 2 p.c. au début de 1990 à quelque 0,7 p.c. à l'heure actuelle. Qu'il n'ait pas entièrement disparu tient sans doute à une multiplicité de facteurs qui rendent les marchés des capitaux des différents pays bien moins homogènes et comparables que les marchés monétaires. A cet égard, le marché belge pâtit encore de certains handicaps spécifiques, à savoir l'état des finances publiques et en particulier l'ampleur de la dette publique. Ce marché reste probablement relativement trop étroit et n'est pas encore assez connu à l'étranger, ce qui met en exergue la nécessité d'accentuer la promotion des instruments les plus susceptibles d'attirer une large gamme de placeurs, notamment étrangers; la gestion actuelle de la dette publique, orientée vers un développement croissant du rôle des obligations linéaires dans le financement de l'Etat, va assurément dans ce sens.

Au demeurant, les progrès déjà réalisés par les autorités belges dans la modernisation et l'ouverture des marchés financiers — introduction des obligations linéaires, réduction du précompte mobilier, réforme de la Bourse, réforme du marché des certificats de trésorerie — sont substantiels.

Leur succès a été considérablement amplifié par la nouvelle orientation donnée à la politique de change, qui a ainsi contribué de manière significative au retournement



favorable des flux de capitaux avec l'étranger et à l'amélioration fondamentale de la structure de la balance des paiements. Celle-ci était traditionnellement obérée par l'ampleur des sorties nettes de capitaux à long terme, résultant notamment de l'attrait exercé sur les placeurs belges par les valeurs mobilières libellées en monnaies étrangères et du faible intérêt des placeurs étrangers à l'égard du franc. Jusqu'en 1989, les opérations sur valeurs mobilières dégageaient structurellement des déficits considérables et croissants; ceux-ci se sont mués en des excédents importants en 1990 — sous l'effet du retournement des choix de placement des résidents — et en 1991 — principalement en raison de l'intérêt marqué par les non-résidents pour les titres belges.

### Crédibilité de la politique de change

Le succès immédiat de la nouvelle orientation de la politique de change a été assuré — on l'a vu — par la crédibilité que les marchés lui ont aussitôt accordée.

Il est difficile de fournir une mesure quantitative précise de la confiance des marchés dans le statut d'une monnaie. L'illustration graphique ci-jointe est inspirée de définitions élaborées par diverses organisations internationales. Elle indique la position de différentes monnaies du SME, au travers du niveau de leurs taux à un an, par rapport à des bandes de crédibilité définies par une combinaison de l'évolution des taux d'intérêt et des cours de change, vis-à-vis d'une monnaie de référence, à savoir le mark allemand.

La position médiane que le franc belge occupe systématiquement depuis l'été de 1990 au sein de sa bande, témoigne du renforcement très net de la confiance dans la monnaie nationale après l'annonce de la nouvelle orientation de la politique de change.

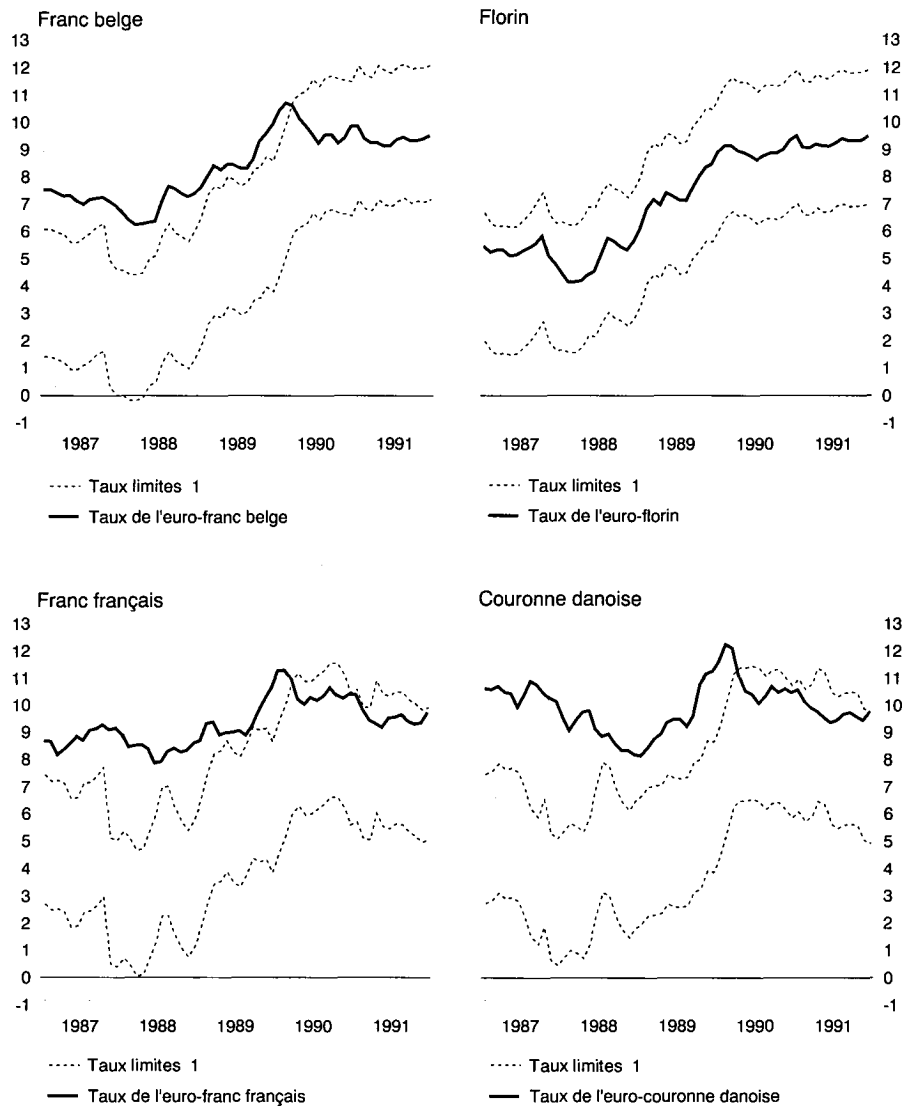


Cette confiance a ainsi rejoint presque instantanément le niveau de celle accordée depuis beaucoup plus longtemps au florin, qui bénéficie pourtant d'une politique de change axée de longue date sur la stabilité vis-à-vis du mark allemand.

Pour une part, cette évolution reflète l'accroissement de la crédibilité de l'ensemble du SME, à la suite des progrès continus dans la convergence des taux d'inflation en Europe et de l'absence de réaligement des parités depuis 1987. Toutes les monnaies dont les taux d'intérêt incorporent une prime de risque élevée, indiquant que les marchés n'excluaient pas une dévaluation éventuelle vis-à-vis du mark, et qui se trouvaient de ce fait au-dessus de leurs bandes de crédibilité, ont rejoint l'intérieur de celles-ci au cours des premiers mois de 1990.

### BANDES DE CREDIBILITE VIS-A-VIS DU MARK ALLEMAND

Taux à douze mois



1 La limite supérieure (inférieure) est égale au taux d'intérêt du mark augmenté (diminué) du pourcentage maximum, autorisé par les limites bilatérales du SME, de dépréciation (appréciation) de la monnaie considérée vis-à-vis du mark, compte tenu de sa position effective.

Cependant, depuis lors, le parcours du franc a été bien plus favorable que celui des autres monnaies, qui sont assez systématiquement restées dans la partie supérieure de leur bande, et illustre les mérites intrinsèques de la politique de change des autorités belges.

La crédibilité de celle-ci reposait, on l'a vu, sur des fondements solides : qualité des performances macroéconomiques du pays et maîtrise institutionnelle des prix et des coûts. Elle a été fortifiée en 1991 par la réforme du 29 janvier. Cette dernière a indéniablement renforcé la cohérence des politiques menées par les autorités dans les domaines monétaire, financier et de change. La Banque s'en est aussi trouvée mieux armée pour adapter, avec souplesse, au jour le jour, son action aux évolutions des cours de change et des taux d'intérêt et pour réaffirmer avec détermination la primauté de l'orientation fondamentale de la politique de change — à savoir, assurer la stabilité du cours de change du franc vis-à-vis du mark — sur les développements spontanés du marché monétaire. Tel fut notamment le cas lorsque la Banque a clairement indiqué, et confirmé à diverses reprises en 1991 et au début de 1992, qu'elle ne permettrait pas aux taux belges à court terme de descendre au-dessous des taux allemands correspondants. Au-delà de difficultés passagères qui peuvent parfois l'affecter, le mark reste en effet considéré comme la monnaie de référence dans le SME et le niveau des taux allemands constitue un plancher, à court terme et plus clairement encore à long terme, que les autres participants ne peuvent franchir sans danger. Ces périls ont été illustrés vers la fin de l'année, lorsqu'aux premiers signes de renforcement du mark, les taux d'intérêt ont dû être brutalement réajustés à la hausse, là où s'était creusé un différentiel négatif vis-à-vis des taux allemands.

La détermination des autorités belges ne se démentira pas à l'avenir. Solidement étayée par le souci institutionnel de sauvegarder la compétitivité de l'économie, l'orientation actuelle de la politique de change doit être maintenue jusqu'à son aboutissement naturel, la participation de la Belgique au noyau fondateur de l'Union économique et monétaire.

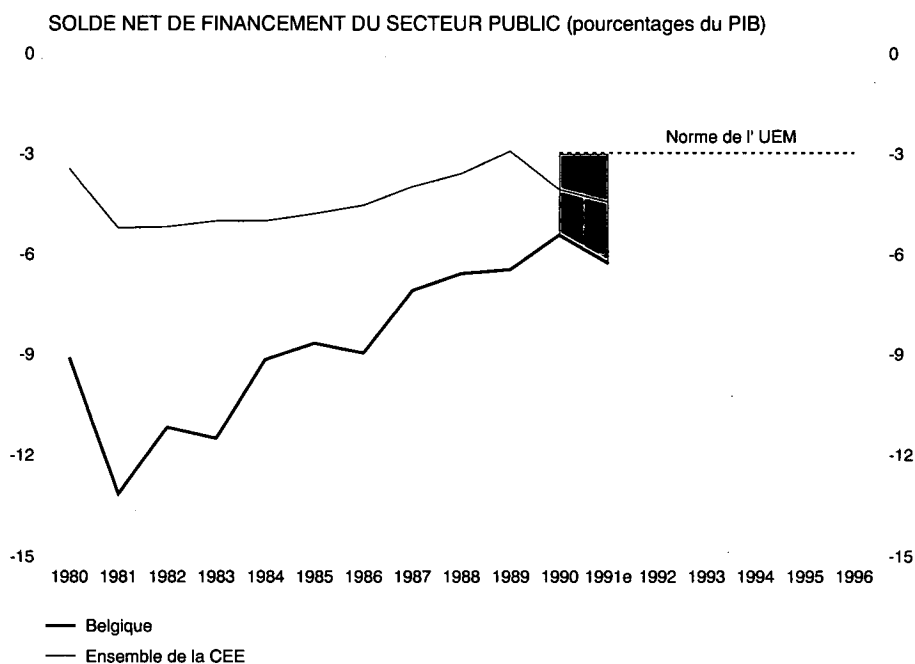
Les succès obtenus jusqu'à présent en matière de stabilité du taux de change, de réduction des différentiels de taux d'intérêt et de maîtrise de l'inflation, permettent d'ores et déjà de satisfaire à l'essentiel des critères menant à cet objectif. Mais un obstacle de taille subsiste : l'équilibre perturbé des finances publiques. C'est donc un effort résolu d'assainissement de celles-ci qui s'impose, sous peine de compromettre les résultats très positifs obtenus dans les autres domaines de la politique économique.

## **ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES**

### **Evolution récente**

La détérioration de la situation budgétaire en 1991 a remis le problème de l'assainissement fondamental des finances publiques au premier plan des préoccupations des responsables de la politique économique.

Elle a notamment illustré à quel point, malgré les efforts considérables mis en œuvre depuis 1982, cette situation témoignait encore d'une extrême fragilité; l'« effet boule de neige », qui avait pu être enrayé en 1989 et 1990 — il est vrai, dans un climat conjoncturel bien plus favorable —, a fait sa réapparition et le besoin net de finan-



Le déficit des pouvoirs publics s'est creusé notablement, au-delà même de l'évolution constatée dans la Communauté. La Belgique s'écarte ainsi à la fois de ses partenaires et, surtout, des critères européens définis à Maastricht pour le passage à la troisième étape de l'Union économique et monétaire.

### Nécessité

Or, les nécessités de poursuivre et d'achever l'assainissement budgétaire sont reconnues unanimement et s'imposent tant pour des raisons internes qu'externes.

Il convient, en effet, de mettre définitivement les finances publiques à l'abri de l'effet boule de neige, et au-delà, de reconstituer les marges de manœuvre de la politique budgétaire. A l'heure actuelle, ces marges ont totalement disparu sous l'effet de la croissance, auto-entretenu par l'ampleur de la dette, des charges d'intérêts. Or, en tout état de cause, la Belgique devra faire face aux besoins, sans doute substantiels, qui se feront jour d'ici une dizaine d'années, en raison du vieillissement de la population que les projections démographiques permettent déjà d'anticiper avec certitude.

Il s'agit aussi d'éliminer définitivement le dernier élément négatif de la situation macroéconomique générale du pays, qui pèse encore sur l'appréciation de l'économie belge et sans doute aussi sur le niveau des taux d'intérêt à long terme.

Il faut surtout lever le seul obstacle qui pourrait entraver la réalisation des ambitions européennes légitimes de la Belgique, et l'empêcher de participer — de concert avec son partenaire de l'UEBL — au démarrage de la troisième phase de l'Union économique et monétaire.

### Ampleur

Quel que soit l'angle d'approche choisi, rencontrer ces objectifs impose un effort substantiel et soutenu de compression du déficit public.

Les critères européens, retenus en matière budgétaire, pour le passage à la troisième phase de l'UEM, sont, en effet, des plus précis. Le respect du premier paramètre impose d'avoir comprimé le solde net à financer des pouvoirs publics, à l'exclusion des crédits et participations, à 3 p.c. — ou à un niveau très proche — en 1996. Le second paramètre est plus impératif encore, puisqu'à défaut d'avoir ramené la dette publique à 60 p.c. du PNB d'ici à 1996 — ce qui paraît irréaliste eu égard à l'ampleur actuelle de la dette en Belgique —, il faudra au moins qu'ait été entamée une réduction nette en direction de ce niveau; il en découle pour le solde net à financer des contraintes qui sont similaires à celles provenant de la nécessité de reconstituer des marges de manœuvre budgétaires ou d'arrêter l'effet boule de neige.

L'arrêt définitif de ce dernier supposé, en effet, que le solde net à financer de l'ensemble des pouvoirs publics, majoré cette fois des crédits et participations (un peu plus de 1 p.c. du PNB actuellement) qui accroissent aussi le niveau de l'endettement, soit ramené suffisamment au-dessous du taux de croissance nominal du PNB. Dans une optique à moyen terme, celui-ci peut être projeté pour les prochaines années à quelque 5,6 p.c. (2,5 p.c. de croissance réelle et 3 p.c. d'inflation). Recréer, en plus, des marges de manœuvre budgétaires implique une compression du poids relatif des charges d'intérêts qui nécessite une réduction substantielle et continue de la dette publique en proportion du produit national; pour que cette réduction atteigne, par an, environ 2 p.c. — ce qui semble un objectif minimum —, il convient dès lors de ramener le solde net à financer, y compris les crédits et participations, à un niveau proche de 3,5 p.c. du produit national.

Il serait, par ailleurs, illusoire de spéculer sur la date effective de démarrage de la troisième phase de l'UEM et notamment sur le fait qu'une majorité des Etats membres ne réunirait pas les conditions mises à ce passage. Quoi qu'il en soit, l'évaluation de la convergence aura lieu en 1996, et s'il en ressort, de l'avis des autorités communautaires, que la Belgique est confrontée à un déficit budgétaire excessif, la rendant inapte au passage à l'UEM, cette constatation aura, de toute façon, des effets négatifs sur l'appréciation portée sur le pays et la crédibilité de sa politique économique: les conséquences sur le niveau des taux d'intérêt notamment pourraient être sérieuses.

De surcroît, les échéances européennes se posent aussi en termes plus immédiats: la Belgique s'est en effet engagée, comme d'ailleurs la quasi-totalité des partenaires, à élaborer un plan pluriannuel de convergence dans les domaines où celle-ci fait problème. C'est donc dès à présent qu'un plan d'assainissement des finances publiques, tenant compte de l'évaluation européenne de 1996, doit être conçu; sinon, le risque de perdre la crédibilité nécessaire pourrait se matérialiser très rapidement.

## **Modalités**

L'objectif paraît donc clair: ramener le solde net à financer de l'ensemble des pouvoirs publics de 6,3 p.c. en 1991 à quelque 3 p.c. pour 1996 au plus tard, ce qui représente un effort annuel moyen d'environ 0,7 p.c. du PNB ou, exprimé en termes de surplus primaire, un effort annuel de 0,5 p.c. Cela ne paraît pas démesuré, au regard de l'expérience du passé. L'assainissement réalisé de 1981 à 1987 atteignait quelque 1 p.c. par an, alors que l'économie ne croissait pourtant que très faiblement; de 1987 à 1990, il a encore représenté 0,6 p.c., dans une période de croissance certes beaucoup plus élevée mais durant laquelle la pression fiscale et parafiscale a diminué au total de 2,4 p.c. du PNB.

Plus rapide sera l'effort, moins il sera lourd au total et plus vite se dégageront des marges budgétaires; les résultats des sacrifices consentis dès le départ se capitalisent, en effet, au travers d'une réduction accélérée de la dette et des charges d'intérêts.

Mais cette constatation technique incontournable ne peut être poussée à l'extrême: les actions entreprises doivent rester réalistes et garantir la crédibilité de l'ajustement jusqu'à son terme; elles doivent rester compatibles avec les principes fondamentaux de protection sociale, qui constituent un des éléments de base du consensus socio-économique du pays.

C'est donc à un ensemble équilibré de mesures qu'il faudra recourir, en assurant une répartition équitable des efforts entre les différents secteurs intérieurs. La compression du déficit public ne réussira que si elle est conçue, dès le départ, comme un effort exhaustif, conduisant à réexaminer l'ensemble des activités de l'Etat et n'excluant a priori aucun domaine.

Une attention particulière sera consacrée, du côté des dépenses comme du côté des recettes, aux domaines où peuvent encore subsister des abus ou qui présentent des différences relatives notables, en comparaison notamment avec la situation des principaux partenaires européens.

Pour en assurer le succès, les efforts devront reposer sur un scénario contraignant, dont la modulation dans le temps devrait, idéalement, permettre un progrès décisif dans les premières années de mise en œuvre.

Il s'agira, de surcroît, de couvrir l'ensemble des pouvoirs publics. Par son caractère exhaustif, l'assainissement ne peut, en effet, se limiter à un seul secteur des pouvoirs publics, aussi important soit-il. Les glissements de recettes et de dépenses entre les différents niveaux de pouvoir peuvent ainsi trop facilement flatter le solde de l'un des secteurs, au détriment des autres, et l'expérience de 1991 a d'ailleurs illustré ce danger. Les critères budgétaires retenus par la Communauté portent, eux aussi, sur l'ensemble des pouvoirs publics, même s'ils en font reposer le respect sur le seul pouvoir central.

Dans le contexte institutionnel belge actuel, ceci implique l'élaboration de scénarios séparés pour les grands niveaux de pouvoir, c'est-à-dire l'ensemble formé par l'Etat national et la Sécurité sociale, d'une part, et l'ensemble des pouvoirs régionaux et communautaires et les pouvoirs locaux soumis à leur tutelle, d'autre part. Il conviendrait aussi que, conformément aux décisions de Maastricht, les procédures budgétaires soient revues, de sorte que le pouvoir national soit en mesure d'assurer le respect de ces scénarios.

Les efforts à consentir sont assurément lourds. Mais l'enjeu est vital. La Banque est convaincue qu'une fois sa nécessité clairement perçue, l'assainissement des finances publiques pourra compter sur un consensus suffisant dans les principales couches socio-économiques du pays, dont la contribution conditionne en définitive le succès de l'entreprise. Ainsi aura-t-on la garantie qu'en s'appuyant aussi sur les autres piliers de la politique économique — la sauvegarde de la compétitivité et la liaison du franc aux monnaies les plus fortes du SME —, la Belgique pourra réaliser ses ambitions européennes les plus élevées et participer au groupe fondateur de l'Union économique et monétaire.

Bruxelles, le 29 janvier 1992

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS  
ECONOMIQUES ET FINANCIERES  
INTERESSANT LA BELGIQUE

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
<b>I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.</b>			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité .....	I - 2	b) Volume .....	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique .....	VIII - 5
a) Estimations à prix courants .....	I - 3a	<b>IX. — Balance des paiements de l'UEBL.</b>	
b) Estimations aux prix de 1985 .....	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels .....	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques .....	I - 4a	— Soldes trimestriels .....	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles .....	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes .....	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse .....	IX - 4
— résultats bruts par secteur .....	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme .....	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes .....	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations .....	IX - 6
— résultats bruts par région .....	I - 4b.4	<b>X. — Marché des changes.</b>	
c) Industrie de la construction :		1. Cours de change indicatifs :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes .....	I - 4c.1	a) Pays CEE .....	X - 1a
— résultats bruts par secteur .....	I - 4c.3	b) Pays autres que la CEE .....	X - 1b
d) Commerce :		2. Système Monétaire Européen :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes .....	I - 4d	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire .....	X - 2a
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière .....	I - 5	b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge .....	X - 2b
<b>II. — Population, emploi, chômage.</b>			
1. Population, demande et offre d'emplois .....	II - 1	c) Indicateurs de divergence .....	X - 2c
2. Chômage et emplois vacants .....	II - 2	d) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence .....	X - 2d
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>			
1. Agriculture .....	III - 1	3. Cours de change effectifs .....	X - 3
2. Pêche maritime .....	III - 2	<b>XI. — Finances publiques.</b>	
<b>IV. — Industrie.</b>			
1. Production industrielle .....	IV - 1	1. Situation officielle de la dette publique .....	XI - 1
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur .....	IV - 2	2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor .....	XI - 2
3. Energie .....	IV - 3	3. Composition du solde net à financer total du Trésor .....	XI - 3
4. Métallurgie .....	IV - 4	4. Détail des recettes du Trésor .....	XI - 4
5. Construction .....	IV - 5	5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics .....	XI - 5
6. Production industrielle des pays de la CEE .....	IV - 6	6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics .....	XI - 6
<b>V. — Services.</b>			
1. Transports :		7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics .....	XI - 7
a) Activités de la SNCB et de la Sabena .....	V - 1a	8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique .....	XI - 8
b) Navigation maritime .....	V - 1b	<b>XII. — Globalisation des comptes annuels des entreprises non financières.</b>	
c) Navigation intérieure .....	V - 1c	1. Ensemble des entreprises non financières	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique .....	V - 2	a) Globalisation des bilans après répartition .....	XII - 1a
3. Commerce intérieur :		b) Globalisation des flux de résultats	
a) Ventes du commerce de détail .....	V - 3a	1. Schémas complets et abrégés .....	XII - 1b.1
4. Chambres de compensation :		2. Schémas complets .....	XII - 1b.2
a) Nombre d'opérations .....	V - 4a	c) Globalisation des flux d'investissements .....	XII - 1c
b) Montant des opérations .....	V - 4b	d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels .....	XII - 1d
<b>VI. — Revenus.</b>			
1. Rémunérations des travailleurs .....	VI - 1	2. Industrie manufacturière	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie .....	VI - 2	a) Globalisation des bilans après répartition .....	XII - 2a
<b>VII. — Indices de prix.</b>			
1. Matières premières .....	VII - 1	b) Globalisation des flux de résultats	
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes .....	VII - 2a	1. Schémas complets et abrégés .....	XII - 2b.1
b) Indice des prix à la production industrielle .....	VII - 2b	2. Schémas complets .....	XII - 2b.2
3. Prix à la consommation en Belgique :		c) Globalisation des flux d'investissements .....	XII - 2c
a) Ventilation en 4 groupes .....	VII - 3a	d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels .....	XII - 2d
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes .....	VII - 3b	3. Commerce	
<b>VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.</b>			
1. Tableau général .....	VIII - 1	a) Globalisation des bilans après répartition .....	XII - 3a
2. Exportations selon la nature des produits .....	VIII - 2	b) Globalisation des flux de résultats	
3. Importations selon l'usage des produits .....	VIII - 3	1. Schémas complets et abrégés .....	XII - 3b.1
		2. Schémas complets .....	XII - 3b.2
		c) Globalisation des flux d'investissements .....	XII - 3c
		d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels .....	XII - 3d
		4. Services non financiers privés	
		a) Globalisation des bilans après répartition .....	XII - 4a

b) Globalisation des flux de résultats	
1. Schémas complets et abrégés	XII - 4b.1
2. Schémas complets	XII - 4b.2
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 4c
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 4d
<b>XII bis. — Créances et dettes dans l'économie belge.</b>	
1. Encours :	
a) au 31 décembre 1987	XII bis - 1a
b) au 31 décembre 1988	XII bis - 1b
2. Mouvements en 1988	XII bis - 2
3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) au 31 décembre 1987	XII bis - 3a
b) au 31 décembre 1988	XII bis - 3b
4. Mouvements en 1988 (totaux sectoriels)	XII bis - 4
<b>XIII. — Organismes principalement monétaires.</b>	
1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Bilans :	
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
c) Banques de dépôts	XIII - 2c
d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
b) Réserves de change nettes au comptant de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
<b>XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.</b>	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 <sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964 :	
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1 <sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 <sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
<b>XV. — Actifs financiers.</b>	
1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1
2. Stock monétaire	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 4a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 6a
b) Encours	XV - 6b

**XVI. — Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles.**

1. Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles	XVI - 1
2. Engagements contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 2a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 2b
3. Engagements contractés principalement par les particuliers — ventilation par créancier :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 3a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 3b
4. Ventes à tempérament, prêts personnels, cartes de banque et cartes de crédit :	
1) Résultats généraux	XVI - 4.1
2) Contrats non honorés	XVI - 4.2
5. Demandes de crédits hypothécaires et inscriptions hypothécaires :	
1) Demandes de crédits hypothécaires, pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux	XVI - 5.1
2) Inscriptions hypothécaires	XVI - 5.2
6. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 6a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 6b
7. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 7a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 7b
8. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 <sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964 :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 8a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 8b
9. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des établissements de crédit du secteur public :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 9a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 9b
10. Engagements des sociétés à l'égard de l'étranger	XVI - 10
11. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
1) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge	XVI - 11.1
2) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident	XVI - 11.1

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.**

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données INS	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données BNB	XVII - 5

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire	XVIII - 1
2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 2
3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée	XVIII - 3
4. Plafonds pour les mobilisations d'effets de commerce par les établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4
5. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 5
6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois	XVIII - 6a
b) Emission de certificats de trésorerie à un, six et douze mois	XVIII - 6b
7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 7
8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés	XVIII - 8



**XIX. — Taux d'intérêt.**

1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réesc compte et de Garantie .....	<b>XIX - 1</b>
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché secondaire .....	<b>XIX - 2</b>
3. Taux d'intérêt sur le marché interbancaire .....	<b>XIX - 3</b>
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges .....	<b>XIX - 4</b>
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges .....	<b>XIX - 5</b>
6. Taux de rendement à long terme sur le marché secondaire des obligations du secteur public .....	<b>XIX - 6</b>
7. Taux d'intérêt des dépôts en euro-devises à trois mois .....	<b>XIX - 7</b>
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale .....	<b>XIX - 8</b>

**XX. — Banques d'émission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	<b>XX - 1</b>
--------------------------	---------------

**GRAPHIQUES.**

PNB calculé par l'analyse des dépenses .....	<b>I - 3</b>
Enquêtes sur la conjoncture .....	<b>I - 4</b>
Courbes synthétiques de l'industrie de la construction ..	<b>I - 4c.2</b>
Production industrielle .....	<b>IV - 1</b>
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne .....	<b>IV - 6</b>
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée .....	<b>VI - 1</b>
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires .....	<b>XIII - 3</b>
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux .....	<b>XIII - 13</b>
Cours des valeurs belges au comptant .....	<b>XVII - 1</b>

**PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES**

<b>BNB</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>CEE</b>	Communauté Economique Européenne.
<b>CGER</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
<b>CNCP</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
<b>FECOM</b>	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International.
<b>INCA</b>	Institut National de Crédit Agricole.
<b>INS</b>	Institut National de Statistique.
<b>IRES</b>	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
<b>IRG</b>	Institut de Réesc compte et de Garantie.
<b>MAE</b>	Ministère des Affaires Economiques.
<b>OCCH</b>	Office Central de Crédit Hypothécaire.
<b>OCP</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
<b>ONEM</b>	Office National de l'Emploi.
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>RTT</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
<b>SNCB</b>	Société Nationale des Chemins de fer belges.
<b>SNCI</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
<b>SNL</b>	Société Nationale du Logement.
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
<b>UEBL</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

**SIGNES CONVENTIONNELS**

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

**REMARQUE GENERALE**

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

## COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1 et 3, XV-1 à 6 et XIX-1, dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

## STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « VAP - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de TVA pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement) . . . . .	FB 100	FB 100
1929-1940 . . . . .	FB 250	FB 250
1941-1950 . . . . .	FB 400	FB 450
1950-1960 . . . . .	FB 500	FB 600
1960-1970 . . . . .	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980 . . . . .	FB 2.000	FB 2.600*

\* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

## I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

### 1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<b>A. Rémunération des salariés<sup>1</sup> :</b>								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale .....	1.265,4	1.330,1	1.372,9	1.380,8	1.404,2	1.459,3	1.571,5	1.707,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale .....	61,0	63,2	66,2	68,7	70,0	71,5	73,3	75,7
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale .....	319,3	368,0	422,8	441,9	478,3	497,4	529,7	553,6
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale .....	611,5	650,3	684,2	741,9	741,1	744,7	779,1	826,7
5. Corrections et compléments .....	118,6	128,1	137,6	162,5	186,2	200,3	199,8	207,1
Ajustement statistique .....	19,5	2,6	- 12,1	18,8	- 8,8	6,9	- 17,5	- 2,9
<b>Total ...</b>	<b>2.395,2</b>	<b>2.542,3</b>	<b>2.671,6</b>	<b>2.815,6</b>	<b>2.870,9</b>	<b>2.980,1</b>	<b>3.135,8</b>	<b>3.367,2</b>
<b>B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :</b>								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup>	73,6	72,5	69,8	68,9	62,0	66,9	91,3	79,9
2. Professions libérales <sup>1</sup> .....	127,6	138,7	155,6	169,4	186,6	205,3	230,7	247,5
3. Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup>	236,6	256,6	266,8	284,5	299,2	317,1	334,0	350,1
4. Revenu des sociétés de personnes <sup>2</sup> ....	20,8	25,5	31,8	41,6	46,2	52,5	65,7	67,9
Ajustement statistique .....	3,8	0,5	- 2,4	3,8	- 1,8	1,5	- 4,0	- 0,7
<b>Total ...</b>	<b>462,4</b>	<b>493,8</b>	<b>521,6</b>	<b>568,2</b>	<b>592,2</b>	<b>643,3</b>	<b>718,1</b>	<b>744,7</b>
<b>C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers<sup>1</sup> :</b>								
1. Intérêts .....	403,0	463,4	500,9	517,5	515,9	523,9	548,3	611,4
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	126,5	144,8	159,3	173,8	190,0	203,3	214,1	223,2
3. Dividendes, tantièmes, dons .....	133,0	145,2	178,9	189,3	211,4	251,5	344,8	383,2
<b>Total ...</b>	<b>662,4</b>	<b>753,4</b>	<b>839,2</b>	<b>880,6</b>	<b>916,3</b>	<b>978,6</b>	<b>1.107,2</b>	<b>1.217,8</b>
<b>D. Bénéfices non distribués des sociétés<sup>2</sup> ....</b>	<b>52,4</b>	<b>88,5</b>	<b>139,3</b>	<b>212,9</b>	<b>228,7</b>	<b>264,0</b>	<b>339,6</b>	<b>345,3</b>
<b>E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques .....</b>	<b>115,0</b>	<b>132,7</b>	<b>148,4</b>	<b>156,6</b>	<b>164,3</b>	<b>177,6</b>	<b>182,0</b>	<b>187,6</b>
<b>F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :</b>								
1. Loyers imputés .....	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6	58,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices .....	- 13,5	- 4,8	0,2	- 10,8	- 9,0	- 16,6	- 5,9	4,3
<b>Total ...</b>	<b>18,1</b>	<b>28,4</b>	<b>36,2</b>	<b>28,5</b>	<b>34,8</b>	<b>33,1</b>	<b>50,7</b>	<b>62,6</b>
<b>G. Intérêts de la dette publique .....</b>	<b>- 391,2</b>	<b>- 441,6</b>	<b>- 510,5</b>	<b>- 569,5</b>	<b>- 560,1</b>	<b>- 572,7</b>	<b>- 639,4</b>	<b>- 703,2</b>
<b>Revenu national net au coût des facteurs</b>	<b>3.314,4</b>	<b>3.597,5</b>	<b>3.845,8</b>	<b>4.092,9</b>	<b>4.247,1</b>	<b>4.504,1</b>	<b>4.894,0</b>	<b>5.222,1</b>
<b>H. Amortissements .....</b>	<b>398,4</b>	<b>423,4</b>	<b>455,4</b>	<b>471,5</b>	<b>497,0</b>	<b>537,6</b>	<b>579,6</b>	<b>609,8</b>
<b>Revenu national brut au coût des facteurs</b>	<b>3.712,8</b>	<b>4.020,9</b>	<b>4.301,2</b>	<b>4.564,4</b>	<b>4.744,1</b>	<b>5.041,7</b>	<b>5.473,6</b>	<b>5.831,8</b>
<b>I. Impôts indirects .....</b>	<b>513,1</b>	<b>535,4</b>	<b>560,8</b>	<b>578,1</b>	<b>618,2</b>	<b>661,2</b>	<b>725,7</b>	<b>760,9</b>
<b>J. Subventions .....</b>	<b>- 58,4</b>	<b>- 66,4</b>	<b>- 69,4</b>	<b>- 72,7</b>	<b>- 60,6</b>	<b>- 68,6</b>	<b>- 71,9</b>	<b>- 72,7</b>
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>4.167,5</b>	<b>4.489,9</b>	<b>4.792,6</b>	<b>5.069,9</b>	<b>5.301,7</b>	<b>5.634,2</b>	<b>6.127,4</b>	<b>6.520,6</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.

<sup>2</sup> Après taxation.

**I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

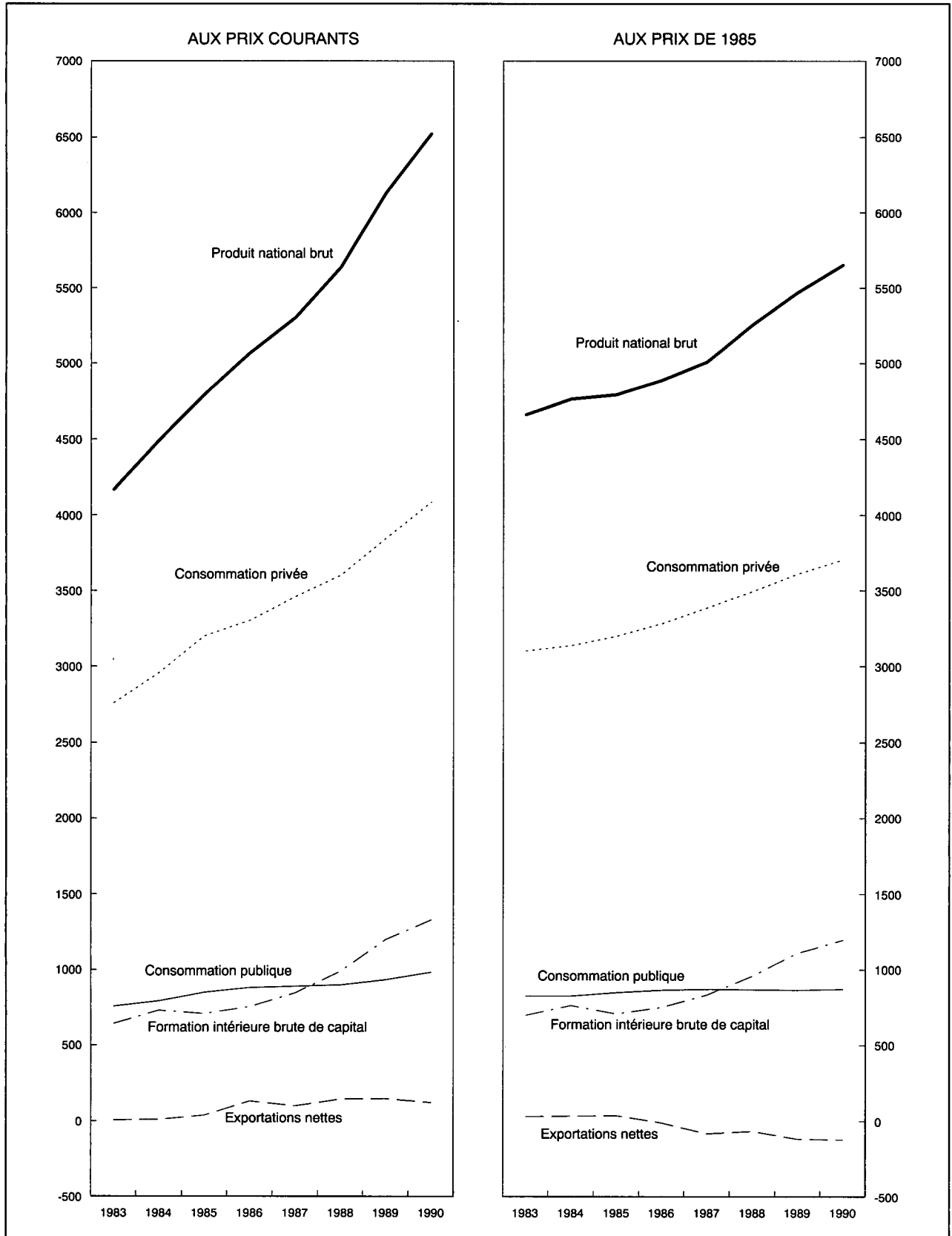
Source : INS.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	109,7	112,3	112,2	114,2	108,3	113,3	139,3	124,3
2. Industries extractives .....	24,8	22,4	22,2	17,4	15,6	14,7	16,4	16,8
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	198,7	208,6	221,3	228,5	228,5	227,3	236,2	249,5
b) Textiles .....	45,8	47,4	51,2	59,5	59,8	51,1	54,6	56,2
c) Vêtements et chaussures .....	24,0	24,7	26,2	27,1	27,6	26,3	29,0	33,8
d) Bois et meubles .....	39,2	41,6	45,0	47,4	49,9	53,0	60,2	63,2
e) Papier, impression, édition .....	52,2	54,6	59,5	65,1	67,9	74,6	88,8	95,5
f) Industrie chimique et activités connexes	113,0	134,6	143,2	160,7	132,1	148,5	156,8	157,6
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	37,6	40,8	39,9	44,4	48,0	53,1	58,1	58,9
h) Fer, acier et métaux non ferreux .....	64,1	68,4	73,4	76,5	71,3	100,5	121,4	109,2
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	254,8	252,1	294,5	291,0	301,6	309,7	334,9	365,5
j) Industries non dénommées ailleurs .....	145,8	158,5	168,2	178,2	187,6	206,4	236,1	267,6
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>975,2</i>	<i>1.031,2</i>	<i>1.122,4</i>	<i>1.178,4</i>	<i>1.174,3</i>	<i>1.250,4</i>	<i>1.376,1</i>	<i>1.457,1</i>
4. Construction .....	240,4	241,5	252,3	261,9	272,6	311,8	348,4	381,0
5. Electricité, gaz et eau .....	143,8	160,9	176,4	167,6	175,7	181,0	188,5	198,9
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce .....	838,5	870,9	956,5	1.050,9	1.127,2	1.180,2	1.250,2	1.366,7
b) Services financiers et assurances .....	218,1	256,1	279,6	325,2	355,0	358,6	368,0	381,7
c) Immeubles d'habitation .....	234,2	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1	377,2
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>1.290,9</i>	<i>1.384,9</i>	<i>1.513,9</i>	<i>1.670,8</i>	<i>1.797,1</i>	<i>1.874,4</i>	<i>1.975,3</i>	<i>2.125,6</i>
7. Transports et communications .....	321,8	359,4	390,5	385,6	411,4	457,1	490,6	529,0
8. Services .....	1.239,2	1.339,8	1.419,4	1.508,0	1.568,5	1.657,7	1.813,5	1.928,0
9. Correction pour investissements par moyens propres .....	5,5	6,1	6,8	7,1	7,6	9,3	10,8	12,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 63,1	- 72,9	- 79,1	- 92,3	- 92,3	- 88,9	- 86,6	- 88,2
11. TVA déductible sur la formation de capital	- 69,4	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 115,3	- 133,3	- 148,4
Ajustement statistique .....	1,8	30,4	4,1	- 5,4	5,1	13,3	21,5	40,2
<b>Produit intérieur brut aux prix du   marché .....</b>	<b>4.220,6</b>	<b>4.538,4</b>	<b>4.855,6</b>	<b>5.119,1</b>	<b>5.341,3</b>	<b>5.678,8</b>	<b>6.160,3</b>	<b>6.576,7</b>
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 53,1	- 48,5	- 63,0	- 49,2	- 39,6	- 44,6	- 32,9	- 56,1
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>4.167,5</b>	<b>4.489,9</b>	<b>4.792,6</b>	<b>5.069,9</b>	<b>5.301,7</b>	<b>5.634,2</b>	<b>6.127,4</b>	<b>6.520,6</b>

### I - 3. — PNB CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : INS.



## I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<b>A. Consommation privée :</b>								
1. Produits alimentaires .....	519,7	560,2	593,3	607,2	614,3	625,8	648,6	674,3
2. Boissons .....	121,5	123,8	128,6	132,7	138,3	142,8	149,3	167,6
3. Tabac .....	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,2	58,1
4. Vêtements et effets personnels .....	216,7	224,2	237,7	250,9	262,0	278,7	291,9	318,0
5. Loyers, taxes, eau .....	313,4	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,7	486,0
6. Chauffage et éclairage .....	184,6	202,9	228,5	189,1	171,7	157,9	164,8	175,2
7. Articles ménagers durables .....	233,5	242,8	257,3	292,1	313,8	336,9	363,7	385,9
8. Entretien de la maison .....	113,2	120,0	125,6	132,2	135,3	137,3	143,9	151,5
9. Soins personnels et hygiène .....	305,0	324,8	347,2	368,2	387,2	410,1	436,6	469,6
10. Transports .....	328,4	351,6	372,5	374,8	394,1	426,0	467,1	513,0
11. Communications : PTT .....	23,9	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0	39,5
12. Loisirs .....	251,5	272,7	291,3	305,1	324,6	352,9	380,1	410,7
13. Enseignement et recherches .....	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3	8,7	9,1
14. Services financiers .....	116,3	137,5	148,8	172,9	190,6	193,2	201,0	211,9
15. Services divers .....	22,7	25,2	28,0	30,1	34,6	37,2	44,3	46,4
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	88,5	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	139,7	148,5
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....	-112,3	-121,0	-124,8	-124,5	-137,2	-152,6	-149,8	-153,2
Ajustement statistique .....	-20,3	-26,9	8,5	-14,0	4,4	-17,0	...	-27,6
<b>Total ...</b>	<b>2.761,4</b>	<b>2.958,4</b>	<b>3.198,1</b>	<b>3.303,6</b>	<b>3.461,5</b>	<b>3.601,8</b>	<b>3.845,9</b>	<b>4.084,4</b>
<b>B. Consommation publique :</b>								
1. Rémunérations et pensions .....	554,8	582,4	620,0	642,9	640,3	645,4	674,8	714,4
2. Achats courants de biens et services ..	152,9	158,1	172,7	178,2	183,0	178,7	175,1	182,5
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6	58,3
4. Loyer payé .....	5,5	5,8	6,7	7,3	7,5	8,1	7,7	8,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics .....	8,2	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7	14,5	14,9
6. Amortissement mobilier et matériel ...	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,2	5,2
<b>Total ...</b>	<b>756,9</b>	<b>792,4</b>	<b>849,1</b>	<b>882,5</b>	<b>890,9</b>	<b>899,4</b>	<b>933,9</b>	<b>983,4</b>
<b>C. Formation intérieure brute de capital :</b>								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	16,1	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3	20,1	21,8
2. Industries extractives .....	4,7	5,0	4,0	3,6	1,4	3,3	3,9	4,9
3. Industries manufacturières .....	126,7	140,3	157,5	178,4	191,5	238,0	306,5	353,2
4. Construction .....	8,8	11,3	12,6	15,1	15,2	22,9	28,9	32,5
5. Electricité, gaz et eau .....	40,9	45,5	47,8	41,0	37,8	37,9	41,3	43,0
6. Commerce, banques, assurances .....	89,1	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	197,9	215,3
7. Immeubles d'habitation .....	132,7	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	288,4	322,7
8. Transports et communications .....	96,9	102,7	93,0	87,9	89,5	83,2	97,5	105,2
9. Pouvoirs publics et enseignement ...	112,6	103,1	95,9	89,5	84,9	91,5	87,9	95,8
10. Autres services .....	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7	112,3
11. Variations de stocks .....	-21,1	25,7	-34,7	-27,4	10,1	12,4	24,1	32,1
Ajustement statistique .....	-4,7	-6,6	1,9	-3,2	1,1	-4,7	...	-9,0
<b>Total ...</b>	<b>642,4</b>	<b>727,9</b>	<b>708,3</b>	<b>753,0</b>	<b>846,3</b>	<b>989,8</b>	<b>1.197,3</b>	<b>1.329,7</b>
<b>D. Exportations nettes de biens et services :</b>								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde .....	497,3	596,3	710,7	635,2	611,5	728,9	1.087,5	1.214,5
2. Exportations de biens et services .....	2.923,6	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,7	3.907,2	4.513,7	4.661,3
Exportations totales ...	3.420,9	3.932,9	4.189,8	4.002,1	4.088,2	4.636,1	5.601,2	5.875,8
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde .....	550,4	644,8	773,7	684,4	651,1	773,5	1.120,4	1.270,6
4. Importations de biens et services .....	2.863,7	3.276,9	3.379,0	3.186,9	3.334,1	3.719,4	4.330,5	4.482,2
Importations totales ...	3.414,1	3.921,7	4.152,7	3.871,3	3.985,2	4.492,9	5.450,9	5.752,8
Exportations nettes ...	6,8	11,2	37,1	130,8	103,0	143,2	150,3	123,0
<b>Produit national brut aux prix du marché ..</b>	<b>4.167,5</b>	<b>4.489,9</b>	<b>4.792,6</b>	<b>5.069,9</b>	<b>5.301,7</b>	<b>5.634,2</b>	<b>6.127,4</b>	<b>6.520,6</b>

## I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

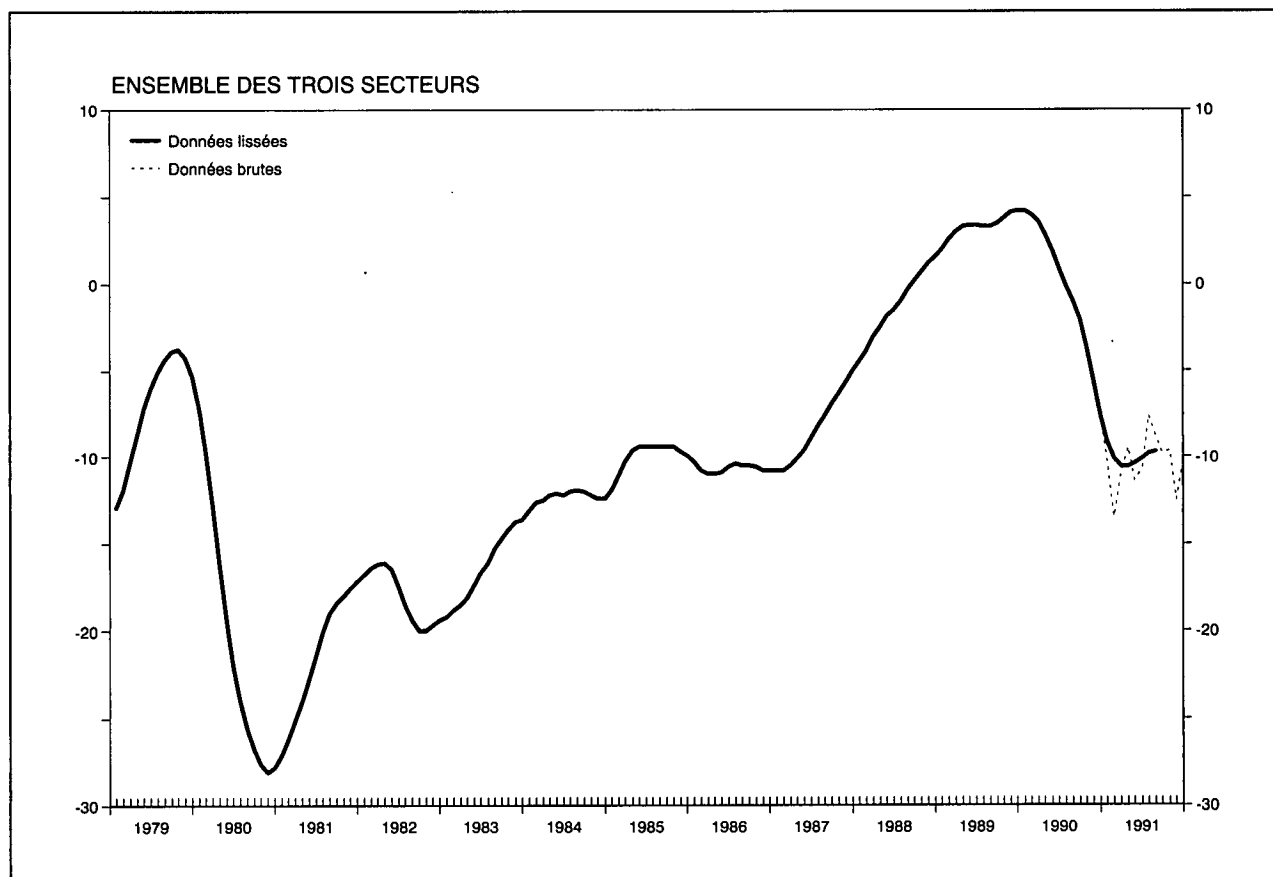
Estimations aux prix de 1985 — Indices 1985 = 100

Source : INS.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<b>A. Consommation privée :</b>								
1. Produits alimentaires .....	97	97	100	101	103	104	105	106
2. Boissons .....	101	100	100	100	104	106	108	115
3. Tabac .....	106	107	100	96	90	91	86	83
4. Vêtements et effets personnels .....	104	101	100	99	98	100	102	108
5. Loyers, taxes, eau .....	96	98	100	102	104	107	110	112
6. Chauffage et éclairage .....	90	92	100	101	101	96	95	97
7. Articles ménagers durables .....	98	98	100	110	115	122	130	136
8. Entretien de la maison .....	102	101	100	101	101	102	104	107
9. Soins personnels et hygiène .....	99	98	100	101	103	108	112	115
10. Transports .....	97	99	100	104	107	113	118	125
11. Communications : PTT .....	96	96	100	103	112	119	125	130
12. Loisirs .....	99	100	100	100	104	110	116	120
13. Enseignement et recherches .....	96	98	100	102	104	106	108	109
14. Services financiers .....	92	98	100	112	127	134	142	147
15. Services divers .....	89	95	100	102	114	120	140	142
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	98	99	100	101	112	125	121	122
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....	100	103	100	95	102	111	105	101
<i>Total ...</i>	97	98	100	103	106	109	113	116
<b>B. Consommation publique :</b>								
1. Rémunérations et pensions .....	97	98	100	101	101	101	101	102
2. Achats courants de biens et services ..	98	95	100	103	105	102	96	97
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	98	96	100	105	111	119	128	128
<i>Total ...</i>	98	98	100	102	102	102	102	103
<b>C. Formation intérieure brute de capital :</b>								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	97	100	100	107	116	109	103	109
2. Industries extractives .....	123	127	100	88	35	81	91	112
3. Industries manufacturières .....	85	91	100	112	120	147	183	206
4. Construction .....	75	93	100	117	118	175	212	232
5. Electricité, gaz et eau .....	93	99	100	86	79	78	81	82
6. Commerce, banques, assurances .....	85	93	100	113	128	149	162	171
7. Immeubles d'habitation .....	96	96	100	105	113	138	164	178
8. Transports et communications .....	112	114	100	94	95	87	97	102
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	131	112	100	102	107	122	113	114
10. Enseignement .....	123	111	100	83	67	57	51	62
11. Autres services .....	93	98	100	119	135	169	202	219
<i>Total ...</i>	99	108	100	106	118	136	156	169
<b>D. Exportations nettes de biens et services :</b>								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde .....	80	89	100	86	81	95	136	147
2. Exportations de biens et services .....	93	99	100	105	113	123	133	140
Exportations totales ...	91	97	100	102	108	119	134	141
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde .....	82	89	100	85	79	93	129	141
4. Importations de biens et services .....	93	99	100	107	118	128	140	146
Importations totales ...	91	97	100	103	111	121	138	145
<b>Produit national brut aux prix du marché ..</b>	<b>97</b>	<b>99</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>105</b>	<b>110</b>	<b>114</b>	<b>118</b>

## I - 4. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



### Résultats du mois de décembre

Les résultats de l'enquête de conjoncture menée, en décembre, par la Banque Nationale auprès des entreprises belges s'inscrivent dans le climat d'incertitude observé au cours des derniers mois.

Dans l'industrie manufacturière, l'indicateur synthétique brut a singulièrement augmenté, atténuant partiellement le recul enregistré le mois précédent. L'indicateur lissé, qui par l'élimination des points extrêmes indique la tendance fondamentale de la conjoncture, s'est, en revanche, stabilisé. L'évolution récente de ces deux indicateurs, conjuguée à la diminution du taux d'utilisation des capacités de production (77,0 p.c. pour le quatrième trimestre de 1991, contre 79,6 p.c. pour le premier trimestre de 1991, moment où la courbe lissée a atteint sa valeur la plus faible de l'année) témoigne de la conjoncture morose actuelle dans cette branche.

Dans l'industrie de la construction, le recul de l'indicateur brut et celui de la série lissée ne laissent pas augurer une amélioration prochaine dans ce secteur.

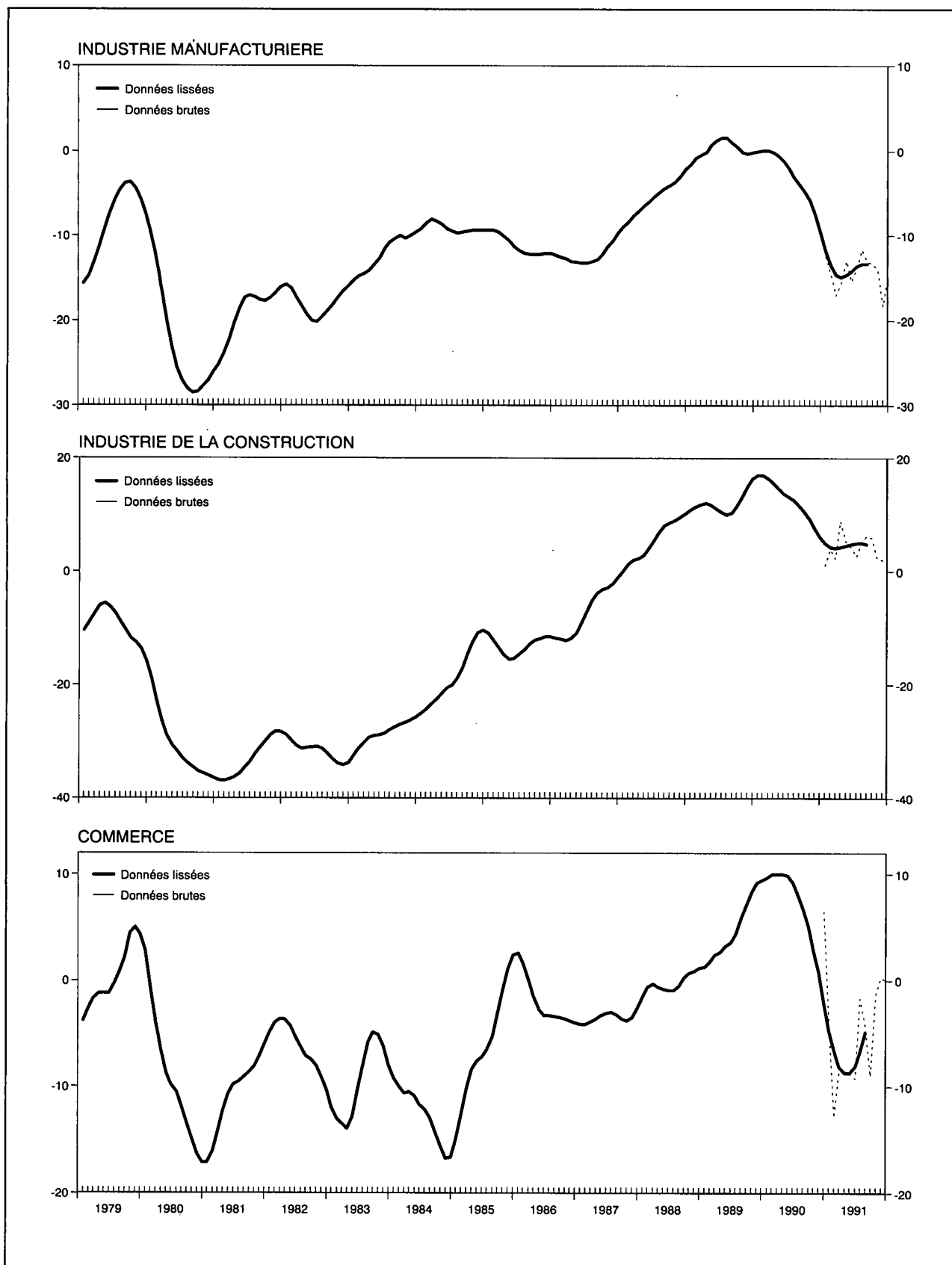
Dans le commerce, en revanche, les résultats bruts de décembre confirment les améliorations enregistrées au cours des deux derniers mois. L'indicateur synthétique lissé a, par ailleurs, de nouveau fortement progressé. Au vu des résultats de l'ensemble de l'année, il est évident qu'après le creux conjoncturel atteint au premier trimestre, l'activité a été orientée à la hausse.

Au total, l'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale de Belgique, par le poids prépondérant attribué à l'industrie manufacturière, a sensiblement augmenté au cours du mois de décembre. L'indicateur synthétique lissé n'a, pour sa part, enregistré aucun changement significatif, traduisant ainsi le climat d'incertitude actuel.



I - 4. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers <sup>1</sup>	
	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée
1988 Décembre .....	- 0,5	+ 0,4	+11,9	+12,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 1,6	+ 2,4	+ 5,4	+ 6,4
1989 Janvier .....	- 0,1	- 2,3	+12,1	+11,3	+ 1,3	- 0,7	+ 2,0	0,0	+ 5,4	+ 4,5
Février .....	+ 0,7	- 0,8	+11,8	+15,9	+ 1,8	- 3,3	+ 2,6	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,3
Mars .....	+ 1,3	+ 1,6	+11,1	+12,0	+ 2,4	+ 2,3	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,8	+ 4,6
Avril .....	+ 1,6	+ 3,6	+10,5	+ 7,1	+ 2,7	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,0	+ 4,6	+ 0,7
Mai .....	+ 1,6	+ 1,9	+10,1	+ 9,9	+ 3,2	+ 5,7	+ 3,4	+ 3,7	+ 4,7	+ 5,0
Juin .....	+ 1,0	+ 2,4	+10,4	+ 9,0	+ 3,6	+ 3,3	+ 3,4	+ 3,5	+ 5,3	+ 3,5
Juillet .....	+ 0,5	- 1,9	+11,6	+ 9,9	+ 4,4	+ 1,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 6,5	+ 4,7
Août .....	- 0,1	- 0,4	+13,2	+13,6	+ 5,8	+ 9,7	+ 3,3	+ 3,2	+ 8,0	+ 9,0
Septembre .....	- 0,3	- 3,1	+15,0	+16,6	+ 7,1	+ 4,3	+ 3,5	+ 1,0	+ 9,5	+10,7
Octobre .....	- 0,1	+ 0,5	+16,4	+16,1	+ 8,3	+ 8,2	+ 3,8	+ 4,0	+10,4	+10,2
Novembre .....	0,0	+ 0,1	+17,0	+17,6	+ 9,2	+ 9,7	+ 4,1	+ 4,2	+10,8	+11,6
Décembre .....	+ 0,1	- 0,3	+17,0	+17,3	+ 9,4	+12,7	+ 4,2	+ 4,3	+10,8	+10,9
1990 Janvier .....	+ 0,1	+ 1,8	+16,4	+25,7	+ 9,7	+ 6,8	+ 4,2	+ 6,1	+10,4	+18,9
Février .....	- 0,1	+ 1,5	+15,6	+14,0	+10,0	+10,0	+ 4,0	+ 4,7	+ 9,6	+10,0
Mars .....	- 0,6	- 1,1	+14,7	+15,4	+10,0	+10,2	+ 3,6	+ 3,1	+ 8,8	+ 8,4
Avril .....	- 1,2	- 3,1	+13,8	+ 7,7	+10,0	+ 9,8	+ 2,9	+ 0,5	+ 7,8	+ 0,9
Mai .....	- 2,1	+ 0,1	+13,2	+13,6	+ 9,9	+10,7	+ 1,9	+ 3,7	+ 6,9	+ 5,8
Juin .....	- 3,1	- 4,3	+12,6	+14,1	+ 9,2	+ 5,2	+ 0,9	- 0,1	+ 6,5	+ 7,6
Juillet .....	- 4,0	- 2,1	+11,6	+12,1	+ 8,0	+12,2	- 0,1	+ 2,2	+ 6,0	+ 7,1
Août .....	- 4,8	- 4,8	+10,5	+ 8,9	+ 6,8	+ 5,2	- 1,0	- 1,2	+ 5,2	+ 3,7
Septembre .....	- 5,8	- 5,4	+ 9,2	+ 6,0	+ 5,0	+ 9,2	- 2,1	- 1,5	+ 4,4	+ 1,9
Octobre .....	- 7,5	- 6,0	+ 7,6	+10,9	+ 2,8	- 0,8	- 3,7	- 2,7	+ 3,0	+ 6,8
Novembre .....	- 9,6	-10,0	+ 6,1	+ 8,1	+ 0,8	- 1,8	- 5,6	- 6,1	+ 1,5	+ 3,1
Décembre .....	-11,8	-12,4	+ 5,0	+ 1,0	- 2,1	+ 6,5	- 7,6	- 7,6	+ 0,6	- 3,8
1991 Janvier .....	-13,5	-14,5	+ 4,3	+ 4,0	- 4,8	- 4,0	- 9,1	-10,2	- 0,2	- 0,5
Février .....	-14,6	-17,0	+ 4,2	+ 2,3	- 6,6	-12,8	-10,1	-13,5	- 0,4	- 3,8
Mars .....	-14,9	-15,6	+ 4,3	+ 9,0	- 8,1	- 8,7	-10,6	-10,9	- 0,2	+ 6,0
Avril .....	-14,6	-12,9	+ 4,6	+ 5,3	- 8,7	- 8,5	-10,6	- 9,5	0,0	+ 3,9
Mai .....	-14,2	-15,4	+ 4,8	+ 4,4	- 8,7	- 8,7	-10,4	-11,4	+ 0,2	- 0,2
Juin .....	-13,6	-13,9	+ 5,0	+ 2,6	- 8,1	- 9,2	-10,1	-10,7	+ 0,4	- 0,2
Juillet .....	-13,3	-11,6	+ 5,1	+ 5,1	- 6,7	- 1,7	- 9,8	- 7,6	+ 0,5	+ 0,5
Août .....	-13,3	-13,0	+ 4,8	+ 6,3	- 4,9	- 4,3	- 9,7	- 8,8	+ 0,3	+ 3,8
Septembre .....	.	-13,3	.	+ 5,9	.	- 9,0	.	- 9,8	.	+ 2,1
Octobre .....	.	-13,9	.	+ 2,3	.	- 1,3	.	- 9,6	.	- 1,1
Novembre .....	.	-18,3	.	+ 2,0	.	+ 0,3	.	-12,5	.	- 1,0
Décembre .....	.	-14,9	.	+ 1,4	.	0,0	.	-10,2	.	- 1,3

<sup>1</sup> Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

<sup>2</sup> Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

# I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente <sup>1</sup>			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée
1989 Décembre .	+ 4,4	0	+ 2,4	+ 4	- 0,3	- 2	- 4,8	- 4	- 9,8	- 8	+ 2,4	+ 3	+ 1,5	+ 1	+ 9,6	+10	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1	-10	+ 9,6	+ 9
1990 Janvier ....	+ 3,9	+12	+ 2,6	+ 3	0,0	+ 5	- 4,3	- 4	- 9,4	-10	+ 2,8	+ 1	+ 1,4	+ 3	+ 8,8	+ 6	+ 0,1	+ 1,8	+ 0,9	+ 5	+ 8,8	+ 8
Février ....	+ 3,4	+ 2	+ 2,8	+ 2	+ 0,8	+ 4	- 4,1	- 3	- 9,1	- 2	+ 3,3	+ 4	+ 0,9	+ 3	+ 7,5	+10	- 0,1	+ 1,5	+ 1,6	+ 4	+ 7,6	+12
Mars .....	+ 3,0	+ 4	+ 2,6	+ 3	+ 0,6	- 3	- 4,4	- 5	- 9,0	- 9	+ 3,5	+ 3	+ 0,1	- 3	+ 5,9	+ 7	- 0,6	- 1,1	+ 1,9	+ 2	+ 6,5	+ 6
Avril .....	+ 3,1	+ 2	+ 2,1	+ 2	- 0,4	- 7	- 4,8	- 6	- 9,0	-11	+ 3,6	+ 4	- 0,5	- 1	+ 4,1	0	- 1,2	- 3,1	+ 1,3	+ 2	+ 5,6	+ 5
Mai .....	+ 3,1	+ 5	+ 0,9	+ 3	- 2,3	+ 6	- 5,0	- 4	- 9,0	- 9	+ 3,8	+ 4	- 1,0	0	+ 2,4	+ 4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 1	+ 5,3	+ 5
Juin .....	+ 3,0	+ 2	- 0,8	-13	- 4,5	+ 2	- 5,1	- 7	- 9,0	-12	+ 3,8	+ 3	- 1,4	- 2	+ 0,3	- 1	- 3,1	- 4,3	- 0,8	- 5	+ 5,6	+ 4
Juillet .....	+ 2,4	+ 6	- 1,9	0	- 6,0	-12	- 5,4	- 3	- 9,0	- 8	+ 4,0	+ 3	- 2,3	0	- 2,5	+ 3	- 4,0	- 2,1	- 1,6	- 3	+ 6,4	+ 6
Août .....	+ 1,3	+ 3	- 2,8	- 4	- 6,5	- 7	- 5,9	- 6	-10,3	- 9	+ 4,4	+ 4	- 4,0	- 2	- 5,3	- 9	- 4,8	- 4,8	- 2,0	- 2	+ 7,1	+ 8
Septembre .	0,0	- 1	- 3,4	- 5	- 6,9	- 6	- 7,5	- 4	-13,0	- 6	+ 4,6	+ 6	- 6,3	- 9	- 8,0	- 6	- 5,8	- 5,4	- 2,0	0	+ 7,8	+11
Octobre ...	- 1,5	- 1	- 4,1	+ 2	- 7,9	+ 2	-10,4	- 9	-16,3	-19	+ 4,9	+ 6	- 8,8	- 7	-10,5	-10	- 7,5	- 6,0	- 2,0	- 2	+ 7,6	+ 8
Novembre .	- 2,9	- 3	- 5,9	- 1	- 9,0	-11	-13,9	-14	-20,5	-21	+ 5,0	+ 5	-10,9	-12	-12,1	-13	- 9,6	-10,0	- 1,9	- 1	+ 6,8	+ 8
Décembre .	- 4,3	- 7	- 7,8	-12	-10,8	- 9	-17,6	-19	-24,3	-23	+ 5,1	+ 3	-12,4	-12	-13,3	-14	-11,8	-12,4	- 1,8	- 5	+ 5,8	+ 5
1991 Janvier ....	- 5,4	- 4	- 9,1	-10	-13,0	-11	-21,0	-21	-26,6	-29	+ 5,4	+ 4	-13,3	-17	-13,6	-20	-13,5	-14,5	- 1,8	- 5	+ 4,5	+ 4
Février ....	- 6,1	-10	-10,1	- 9	-14,8	-19	-23,4	-28	-28,6	-31	+ 5,8	+10	-13,0	-14	-13,0	-15	-14,6	-17,0	- 1,8	+ 1	+ 3,1	+ 4
Mars .....	- 6,5	- 6	-10,8	-12	-15,8	-22	-24,9	-26	-29,6	-32	+ 6,1	+ 7	-11,6	-14	-11,6	- 6	-14,9	-15,6	- 2,1	0	+ 1,9	+ 2
Avril .....	- 6,5	- 7	-11,3	- 7	-15,0	-17	-25,8	-24	-29,8	-29	+ 6,3	+ 6	- 9,9	- 7	-10,0	- 6	-14,6	-12,9	- 2,8	- 2	+ 0,6	0
Mai .....	- 6,4	- 5	-11,8	-18	-13,0	-13	-26,0	-31	-29,6	-30	+ 6,3	+ 6	- 8,1	- 8	- 9,0	-12	-14,2	-15,4	- 3,3	- 4	- 0,5	- 4
Juin .....	- 6,3	- 7	-11,6	-16	-11,0	- 9	-26,0	-26	-29,4	-26	+ 6,3	+10	- 7,1	- 7	- 8,8	-10	-13,6	-13,9	- 3,8	- 4	- 1,1	- 1
Juillet .....	- 6,4	- 5	-10,9	- 6	- 9,5	- 9	-26,1	-25	-29,5	-32	+ 6,4	+ 3	- 6,9	- 6	- 9,1	- 7	-13,3	-11,6	- 4,0	- 4	- 1,3	- 1
Août .....	- 6,5	- 7	-10,5	-12	- 9,0	- 9	-26,5	-27	-30,1	-26	+ 7,0	+10	- 6,8	- 5	- 9,8	- 8	-13,3	-13,0	- 4,4	- 8	- 0,9	- 3
Septembre .	.	- 3	.	- 7	.	-19	.	-25	.	-29	.	+ 5	.	- 7	.	-11	.	-13,3	.	-12	.	- 2
Octobre ...	.	- 7	.	- 9	.	- 7	.	-28	.	-32	.	+ 7	.	-10	.	-11	.	-13,9	.	0	.	+ 3
Novembre .	.	- 9	.	-20	.	-22	.	-31	.	-38	.	+10	.	- 6	.	-10	.	-18,3	.	- 4	.	+ 3
Décembre .	.	- 2	.	-15	.	- 7	.	-30	.	-38	.	+11	.	- 8	.	- 8	.	-14,9	.	- 7	.	+ 2

<sup>1</sup> Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

<sup>2</sup> Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

**I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR**

	A. Appréciation du carnet de commandes total <sup>1</sup>					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation <sup>1</sup>					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis <sup>1</sup>				
	1990	1991				1990	1991				1990	1991			
	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre
<b>Ensemble des industries</b> .....	- 20	- 27	- 29	- 34	- 33	- 23	- 28	- 32	- 37	- 37	+ 2	+ 9	+ 5	+ 7	+ 11
<b>I. Biens de consommation</b> .....	- 19	- 21	- 23	- 31	- 30	- 16	- 23	- 22	- 33	- 29	+ 2	+ 15	+ 14	+ 8	+ 9
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	- 13	- 26	- 24	- 25	- 27	- 26	- 32	- 31	- 34	- 42	+ 17	+ 6	+ 2	+ 9	+ 18
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	- 32	- 36	- 41	- 45	- 43	- 30	- 32	- 40	- 45	- 43	0	+ 11	- 1	+ 6	+ 9
Industrie textile .....	- 35	- 35	- 38	- 34	- 37	- 36	- 46	- 47	- 44	- 50	+ 23	+ 26	+ 17	+ 21	+ 23
dont : Laine .....	- 58	- 48	- 56	- 40	- 46	- 65	- 60	- 65	- 60	- 63	+ 10	+ 18	+ 14	+ 27	+ 25
Coton .....	- 25	- 36	- 35	- 33	- 28	- 22	- 53	- 49	- 46	- 46	+ 24	+ 27	+ 24	+ 19	+ 18
Bonneterie .....	- 16	- 10	- 19	- 27	- 28	- 28	- 27	- 26	- 48	- 52	+ 20	+ 11	- 3	+ 1	+ 3
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	- 26	- 23	- 22	- 25	- 37	- 23	- 32	- 7	- 14	- 10	- 8	+ 14	+ 4	- 3	- 6
dont : Chaussures .....	- 47	- 29	- 40	- 28	- 40	- 80	- 78	- 80	- 73	- 73	- 35	- 1	- 22	- 7	- 4
Habillement .....	- 21	- 22	- 18	- 24	- 36	- 20	- 27	- 1	- 9	- 6	- 2	+ 17	+ 9	- 3	- 7
Industrie du bois et du meuble en bois .....	- 14	- 22	- 20	- 38	- 38	- 26	- 24	- 28	- 41	- 44	+ 4	+ 23	+ 11	+ 17	+ 15
dont : Bois .....	- 12	- 19	- 30	- 50	- 52	- 18	- 33	- 39	- 64	- 72	+ 1	+ 19	0	+ 19	+ 17
Meubles en bois .....	- 17	- 24	- 13	- 30	- 28	- 30	- 18	- 22	- 28	- 28	+ 5	+ 25	+ 20	+ 17	+ 15
Papiers et cartons .....	- 28	- 36	- 38	- 54	- 57	- 9	- 57	- 50	- 69	- 72	+ 3	+ 33	+ 11	+ 9	+ 12
dont : Production de papier et carton .....	- 22	- 56	- 52	- 75	- 78	- 3	- 60	- 57	- 84	- 85	+ 3	+ 36	+ 17	+ 40	+ 58
Transformation de papier et carton .....	- 32	- 21	- 28	- 39	- 42	- 25	- 49	- 33	- 34	- 41	+ 3	+ 30	+ 7	- 15	- 23
Industrie du cuir .....	- 58	- 45	- 17	- 14	- 14	- 58	- 51	- 9	- 9	- 9	0	+ 15	+ 10	+ 14	+ 14
Transformation de matières plastiques .....	- 9	+ 13	- 4	- 8	- 6	- 16	+ 15	+ 5	- 6	- 1	0	+ 30	- 6	+ 28	+ 35
Raffinage de pétrole .....	0	0	- 13	- 29	- 39	0	0	- 13	- 13	- 39	0	0	+ 13	0	0
Production et première transformation des métaux .....	- 49	- 53	- 56	- 62	- 58	- 40	- 35	- 50	- 59	- 51	- 5	+ 1	- 15	- 4	- 2
dont : Métaux ferreux .....	- 52	- 47	- 51	- 63	- 66	- 43	- 32	- 43	- 57	- 54	- 8	- 6	- 14	- 8	- 5
Métaux non ferreux .....	- 38	- 74	- 76	- 62	- 31	- 31	- 45	- 76	- 67	- 45	+ 4	+ 27	- 21	+ 9	+ 7
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	- 4	- 12	- 13	- 23	- 9	- 10	- 8	- 12	- 23	- 35	+ 19	0	- 3	+ 12	+ 27
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat .....	- 4	- 18	- 19	- 24	- 6	- 10	- 25	- 19	- 25	- 33	+ 22	+ 2	0	+ 17	+ 32
Industrie chimique .....	- 4	- 11	- 16	- 13	- 8	+ 3	- 7	- 11	- 7	- 6	- 12	- 1	+ 3	- 5	0
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	- 33	- 100	- 60	- 92	- 76	- 93	- 83	- 52	- 90	- 100	+ 33	+ 45	+ 48	+ 52	+ 88
Fabrication d'ouvrages en métaux .....	- 27	- 25	- 24	- 21	- 25	- 2	- 23	- 16	- 8	- 12	- 12	+ 14	+ 2	- 8	- 10
Construction de machines et de matériel mécanique .....	- 19	- 41	- 43	- 40	- 44	- 47	- 53	- 54	- 54	- 53	+ 8	+ 9	+ 24	+ 32	+ 37
dont : Machines et tracteurs agricoles .....	- 1	- 94	- 94	- 90	- 90	- 51	- 95	- 95	- 89	- 92	+ 47	+ 63	+ 92	+ 89	+ 90
Machines-outils .....	- 29	- 35	- 66	- 41	- 24	- 67	- 45	- 63	- 43	- 27	- 45	- 45	+ 15	+ 25	+ 22
Machines textiles .....	- 74	- 78	- 65	- 61	- 55	- 80	- 74	- 69	- 63	- 58	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes .....	- 2	- 12	- 4	- 1	- 9	- 30	- 26	- 15	- 30	- 45	- 1	- 4	- 14	+ 9	+ 23
Construction électrique et électronique .....	- 13	- 28	- 16	- 33	- 22	- 15	- 19	- 24	- 40	- 32	+ 23	+ 11	+ 5	- 1	0
dont : Construction électrique d'équipement .....	- 20	- 28	- 22	- 25	- 32	- 25	- 31	- 37	- 32	- 50	+ 23	+ 11	+ 3	- 3	- 1
Appareils électroménagers, radio, télévision .....	+ 1	- 28	- 5	- 57	- 2	0	+ 3	- 1	- 59	- 2	+ 42	+ 30	+ 39	+ 39	+ 33
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	- 17	- 32	- 58	- 47	- 47	- 18	- 41	- 50	- 49	- 49	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport .....	- 10	- 21	- 35	- 30	- 49	- 31	- 40	- 42	- 58	- 72	+ 34	+ 75	+ 66	+ 36	+ 47
dont : Construction navale .....	- 62	- 64	- 54	- 53	- 60	- 96	- 96	- 95	- 95	- 95	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles .....	0	- 68	- 86	- 77	- 83	0	- 100	- 100	- 100	- 100	+ 34	+ 75	+ 86	+ 48	+ 47

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production <sup>1</sup>																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Déc.	Mars	juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	juin	Sept.	Déc.
<b>Ensemble des industries</b> .....	26	18	22	18	19	60	70	63	67	55	8	7	4	6	4	4	3	3	6	3
<b>I. Biens de consommation</b> .....	27	15	21	16	20	61	74	64	69	61	10	10	10	7	8	3	3	1	5	4
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	30	23	28	27	26	50	59	47	52	58	12	11	5	10	5	6	5	6	10	4
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	28	21	22	15	14	62	71	71	75	61	4	2	2	4	3	2	1	1	2	1
Industrie textile .....	22	17	19	11	9	66	68	69	69	72	4	3	6	11	9	4	1	1	4	3
dont : Laine .....	10	11	21	3	5	86	77	78	78	65	3	1	1	10	20	4	3	1	13	10
Coton .....	30	16	18	10	7	54	65	70	72	70	5	3	2	10	5	4	0	0	0	0
Bonneterie .....	21	13	8	9	12	63	71	71	53	67	5	7	24	21	20	6	2	2	11	6
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	22	12	15	18	17	66	75	64	59	67	17	11	16	14	14	0	1	0	0	0
dont : Chaussures .....	25	31	24	24	36	75	69	76	69	64	0	0	0	7	0	0	0	0	0	0
Habillement .....	22	8	14	17	12	63	76	61	56	68	21	13	20	15	18	0	1	0	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois .....	26	20	25	23	21	48	61	60	62	65	28	16	14	13	12	3	5	1	5	5
dont : Bois .....	25	23	32	23	24	54	60	56	56	56	19	11	6	16	9	4	3	3	2	1
Meubles en bois .....	26	19	21	22	18	44	61	63	67	71	35	19	21	11	15	2	6	0	6	8
Papiers et cartons .....	24	12	29	13	3	59	60	60	79	84	13	4	4	0	4	1	1	2	2	2
dont : Production de papier et carton .....	40	14	26	13	0	54	64	74	87	98	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton .....	11	11	31	12	5	63	57	49	74	74	5	6	6	0	8	3	2	3	3	4
Industrie du cuir .....	0	33	25	25	0	93	67	68	29	100	7	0	7	46	0	14	14	14	60	14
Transformation de matières plastiques .....	46	40	38	40	40	51	57	60	29	27	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux .....	36	28	22	14	15	53	67	70	80	79	3	1	3	3	0	0	0	0	1	0
dont : Métaux ferreux .....	41	31	27	15	18	53	63	68	78	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux .....	13	8	1	7	1	52	89	80	90	99	19	3	19	19	0	0	0	0	3	0
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	50	28	40	38	37	37	52	29	47	48	3	4	2	3	2	10	5	17	10	5
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat .....	55	30	41	40	40	34	53	29	50	45	3	5	2	3	2	7	1	14	5	3
Industrie chimique .....	0	0	0	0	0	96	97	98	97	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	67	9	36	36	63	33	91	55	53	37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux .....	25	25	31	20	25	52	64	49	58	57	8	18	3	7	8	12	10	5	16	15
Construction de machines et de matériel mécanique .....	27	28	23	29	16	62	61	63	63	75	8	9	11	7	8	2	7	3	3	2
dont : Machines et tracteurs agricoles .....	6	3	3	3	0	94	93	96	96	100	0	1	1	1	0	0	1	0	0	1
Machines-outils .....	45	0	8	0	42	39	90	81	90	47	10	58	8	10	11	0	0	1	0	0
Machines textiles .....	25	80	24	80	0	75	20	76	20	100	0	1	1	1	2	1	1	1	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes .....	29	16	29	17	12	48	63	52	70	80	13	3	10	6	6	4	21	2	2	2
Construction électrique et électronique .....	12	10	13	18	17	66	78	55	55	74	19	14	0	14	0	3	0	0	18	0
dont : Construction électrique d'équipement .....	12	8	15	20	21	56	74	39	41	66	27	20	1	21	1	5	0	0	26	0
Appareils électroménagers, radio, télévision .....	5	5	7	5	5	95	95	93	95	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	66	33	64	34	51	34	67	36	66	49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport .....	20	14	9	6	9	47	51	66	59	58	12	10	2	13	12	0	4	0	1	0
dont : Construction navale .....	4	10	17	12	17	74	72	80	68	64	22	19	3	20	19	0	0	1	1	0
Construction de cycles et motocycles .....	100	49	0	0	0	0	31	100	100	100	0	0	0	0	0	0	20	0	0	0

<sup>1</sup> En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée <sup>1</sup>					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1990		1991			1990		1991			1990	1991			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre
<b>Ensemble des industries</b> .....	+ 21	+ 29	+ 24	+ 28	+ 29	79,9 <sup>2</sup>	79,4 <sup>2</sup>	80,1 <sup>2</sup>	78,5 <sup>2</sup>	76,6 <sup>2</sup>	3,8	3,6	3,6	3,5	3,5
<b>I. Biens de consommation</b> .....	+ 25	+ 37	+ 31	+ 33	+ 31	82,7	80,3	82,8	80,5	76,0	2,3	2,1	2,0	2,3	2,3
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	+ 17	+ 21	+ 19	+ 21	+ 28	80,8	79,0	80,3	79,3	75,5	6,2	6,0	6,0	5,6	5,5
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	+ 30	+ 34	+ 31	+ 38	+ 33	75,1	78,3	77,1	76,3	77,1	2,1 <sup>2</sup>	1,9	1,9	1,9	1,9 <sup>2</sup>
Industrie textile .....	+ 32	+ 40	+ 39	+ 37	+ 34	75,0	75,9	74,5	73,0	74,0	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
dont : Laine .....	+ 45	+ 53	+ 55	+ 28	+ 45	69,5	67,8	75,4	75,2	79,3	1,6	1,6	1,9	2,1	2,1
Coton .....	+ 19	+ 27	+ 37	+ 32	+ 29	78,5	78,0	73,6	72,0	71,0	2,4	2,2	2,2	2,3	2,3
Bonneterie .....	+ 20	+ 27	+ 15	+ 17	+ 16	71,8	77,3	74,5	75,3	73,6	2,0	2,5	2,1	2,0	2,1
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	+ 44	+ 50	+ 44	+ 36	+ 36	77,6	75,5	80,5	79,8	76,7	2,1	2,4	2,0	2,2	2,1
dont : Chaussures .....	+ 67	+ 60	+ 67	+ 58	+ 76	71,9	68,1	73,0	69,2	72,1	1,5	1,9	1,2	1,8	2,0
Habillement .....	+ 39	+ 48	+ 39	+ 31	+ 28	78,9	77,1	82,2	82,1	77,7	2,2	2,5	2,1	2,3	2,2
Industrie du bois et du meuble en bois .....	+ 11	+ 18	+ 15	+ 17	+ 30	86,4	84,1	85,1	80,4	84,1	1,9	1,7	1,7	1,6	1,6
dont : Bois .....	+ 16	+ 15	0	+ 4	+ 51	83,9	83,5	84,0	74,4	82,7	1,9	1,8	1,7	1,6	1,6
Meubles en bois .....	+ 8	+ 20	+ 26	+ 26	+ 15	88,2	84,5	86,0	84,7	85,0	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5
Papiers et cartons .....	+ 22	+ 32	+ 28	+ 63	+ 70	85,1	83,6	83,4	81,8	78,3	1,2	1,1	1,2	1,0	1,0
dont : Production de papier et carton .....	+ 4	+ 49	+ 30	+ 79	+ 82	92,9	89,8	87,9	83,0	79,8	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0
Transformation de papier et carton .....	+ 35	+ 21	+ 26	+ 51	+ 61	79,2	78,9	80,0	80,9	77,1	1,3	1,2	1,2	1,1	1,1
Industrie du cuir .....	+ 70	+ 18	+ 44	+ 7	0	73,9	70,8	70,0	78,7	83,3	1,5	1,6	2,1	2,7	2,7
Transformation de matières plastiques .....	+ 4	+ 5	+ 6	- 32	- 28	85,4	81,7	82,7	84,4	83,0	3,7	3,0	3,0	2,8	2,8
Production et première transformation des métaux .....	+ 51	+ 45	+ 37	+ 57	+ 41	67,2	77,3	74,8	75,5	76,5	1,7	1,7	1,6	1,6	1,7
dont : Métaux ferreux .....	+ 60	+ 49	+ 37	+ 62	+ 43	63,3	76,2	72,7	74,4	76,2	1,6	1,6	1,5	1,6	1,7
Métaux non ferreux .....	+ 6	+ 24	+ 35	+ 35	+ 37	86,8	82,9	85,1	81,0	77,6	2,4	2,1	2,1	1,8	1,8
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	+ 10	+ 18	+ 5	+ 17	+ 30	84,9	80,3	86,2	85,1	82,1	1,8	2,2	2,1	1,9	1,8
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat .....	+ 11	+ 24	+ 12	+ 19	+ 28	85,1	79,4	84,8	84,1	80,9	1,8	2,1	2,1	1,9	1,8
Industrie chimique .....	+ 8	+ 28	+ 23	+ 25	+ 22	81,3	77,5	77,8	75,9	77,8	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	- 58	0	+ 55	+ 53	- 12	95,8	90,7	93,6	96,8	95,7	2,2	2,0	2,1	2,1	2,0
Fabrication d'ouvrages en métaux .....	+ 30	+ 21	+ 29	+ 20	+ 31	80,1	80,0	79,2	77,5	73,9	4,7	4,6	4,8	4,7	4,6
Construction de machines et de matériel mécanique .....	+ 27	+ 32	+ 43	+ 38	+ 47	82,0	76,8	79,5	74,9	70,3	4,7	4,4	4,7	4,7	4,5
dont : Machines et tracteurs agricoles .....	+ 48	+ 47	+ 96	+ 95	+ 97	67,3	67,2	66,7	60,4	51,2	7,1	6,9	6,4	6,6	6,6
Machines-outils .....	+ 19	+ 9	+ 38	+ 34	+ 35	91,7	87,2	80,6	74,0	69,5	7,9	6,6	6,3	5,3	5,0
Machines textiles .....	+ 6	+ 66	+ 73	+ 46	+ 81	89,6	76,7	82,3	84,2	81,5	5,3	4,6	4,9	5,0	4,8
Moteurs, compresseurs, pompes .....	+ 15	+ 17	+ 7	+ 14	+ 14	83,5	77,3	83,4	78,0	74,4	3,7	3,8	5,8	6,3	6,0
Construction électrique et électronique .....	+ 2	+ 17	+ 4	+ 14	+ 4	78,4	80,9	78,2	79,8	75,7	5,7	5,4	5,1	4,9	4,8
dont : Construction électrique d'équipement .....	+ 1	+ 5	- 14	+ 1	- 11	79,4	82,6	79,4	81,3	77,6	6,0	6,4	6,2	5,9	5,8
Appareils électroménagers, radio, télévision .....	+ 4	+ 48	+ 48	+ 46	+ 39	76,3	75,6	75,1	74,1	71,0	5,1	3,1	2,6	2,6	2,6
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	+ 17	+ 50	+ 18	+ 17	+ 31	96,5	89,1	97,3	91,3	72,3	2,4	1,9	2,5	3,7	3,7
Construction d'autre matériel de transport .....	+ 27	+ 21	+ 33	+ 40	+ 34	66,5	68,4	66,4	66,2	62,5	20,7	18,9	17,8	16,0	16,3
dont : Construction navale .....	+ 89	+ 85	+ 78	+ 89	+ 77	62,6	64,5	63,9	66,7	64,3	20,4	17,4	15,8	13,7	14,6
Construction de cycles et motocycles .....	0	- 13	+ 64	+ 64	+ 47	88,5	86,1	69,8	56,5	48,9	2,2	1,5	1,3	1,2	1,3

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

<sup>2</sup> Série recalculée à partir de 1980.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois <sup>1</sup>					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois <sup>2</sup>					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois <sup>2</sup>				
	1990	1991				1990	1991				1990	1991			
	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre
<b>Ensemble des industries</b> .....	- 18	- 11	- 9	- 14	- 9	- 16	- 6	- 6	- 12	- 11	+ 9	- 5	- 3	+ 2	+ 5
<b>I. Biens de consommation</b> .....	- 22	- 5	- 1	- 16	- 2	- 20	- 2	0	- 13	- 9	+ 25	+ 8	+ 14	+ 14	+ 19
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	- 15	- 11	- 10	- 13	- 11	- 22	- 13	- 12	- 17	- 20	+ 14	- 1	+ 2	+ 5	+ 4
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	- 18	- 19	- 17	- 16	- 13	- 8	- 7	- 7	- 11	- 8	- 8	- 14	- 18	- 7	- 2
Industrie textile .....	- 11	- 19	- 7	- 8	- 8	- 10	- 5	- 6	- 5	- 8	+ 16	+ 9	+ 8	+ 10	+ 20
dont : Laine .....	- 41	- 45	- 24	- 10	- 6	- 34	- 1	- 7	- 4	- 15	+ 2	0	+ 5	+ 10	+ 19
Coton .....	- 5	- 29	- 9	- 15	- 11	- 1	- 10	- 8	- 5	- 4	0	+ 11	- 2	+ 5	+ 9
Bonneterie .....	- 17	+ 4	+ 10	- 24	- 20	- 12	+ 8	- 3	- 6	- 11	+ 30	+ 12	+ 19	+ 19	+ 29
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	- 8	- 25	- 6	- 23	- 12	- 14	- 14	- 10	- 15	- 18	+ 22	+ 11	+ 14	+ 13	+ 13
dont : Chaussures .....	+ 37	- 29	+ 25	- 8	- 11	+ 8	- 48	- 8	0	- 4	+ 26	+ 15	+ 23	+ 17	+ 10
Habillement .....	- 18	- 25	- 13	- 27	- 11	- 18	- 7	- 11	- 19	- 22	+ 21	+ 10	+ 12	+ 12	+ 13
Industrie du bois et du meuble en bois .....	- 16	- 21	- 15	- 29	- 32	- 2	- 2	- 6	- 16	- 19	+ 14	+ 10	+ 15	+ 18	+ 29
dont : Bois .....	- 28	- 23	- 25	- 39	- 38	- 4	- 3	- 12	- 24	- 19	0	+ 3	+ 9	- 7	+ 3
Meubles en bois .....	- 8	- 20	- 7	- 22	- 29	- 1	- 1	0	- 10	- 19	+ 24	+ 14	+ 20	+ 35	+ 48
Papiers et cartons .....	- 18	- 27	- 24	- 34	- 30	- 6	- 9	- 7	- 23	- 17	- 12	- 16	- 11	- 26	- 36
dont : Production de papier et carton .....	- 13	- 42	- 32	- 53	- 52	+ 6	- 5	- 11	- 37	- 32	- 36	- 47	- 41	- 45	- 68
Transformation de papier et carton .....	- 22	- 14	- 18	- 20	- 15	- 14	- 13	- 5	- 13	- 7	+ 8	+ 7	+ 13	- 11	- 12
Industrie du cuir .....	0	- 39	- 11	+ 7	0	0	- 29	+ 15	0	0	0	- 30	- 3	+ 16	0
Transformation de matières plastiques .....	- 1	+ 23	+ 32	+ 9	+ 8	- 7	- 5	+ 20	- 2	- 4	+ 5	+ 15	+ 13	+ 3	+ 5
Raffinage de pétrole .....	0	0	- 33	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux .....	- 30	- 33	- 35	- 32	- 26	- 12	- 10	- 14	- 13	- 5	- 36	- 36	- 46	- 14	- 5
dont : Métaux ferreux .....	- 35	- 40	- 40	- 38	- 31	- 13	- 10	- 14	- 8	0	- 41	- 43	- 60	- 8	+ 7
Métaux non ferreux .....	- 9	- 8	- 19	- 11	- 8	- 6	- 5	- 14	- 29	- 19	- 17	- 13	+ 1	- 34	- 47
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	- 19	- 7	- 10	- 17	+ 1	- 24	- 13	- 8	- 24	- 20	+ 6	+ 3	- 11	+ 4	+ 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat .....	- 19	- 9	- 12	- 20	+ 1	- 21	- 12	- 11	- 28	- 25	+ 4	+ 4	- 11	+ 6	+ 17
Industrie chimique .....	+ 10	+ 4	+ 5	+ 12	+ 11	0	0	0	- 1	- 2	+ 15	- 10	- 6	+ 5	+ 12
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	- 33	- 3	+ 17	+ 21	+ 25	0	0	+ 12	+ 16	0	+ 58	+ 6	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux .....	- 30	- 5	- 6	- 12	- 14	- 21	- 8	- 3	- 11	- 19	+ 20	- 3	- 4	+ 1	- 2
Construction de machines et de matériel mécanique .....	- 29	- 30	- 32	- 38	- 38	- 37	- 31	- 35	- 34	- 33	+ 17	- 6	+ 6	+ 8	+ 10
dont : Machines et tracteurs agricoles .....	- 50	- 93	- 90	- 91	- 89	- 48	- 89	- 93	- 88	- 86	- 2	0	+ 30	- 1	+ 1
Machines-outils .....	- 81	- 17	+ 2	- 25	- 24	- 72	- 35	- 43	- 15	- 25	+ 59	- 9	+ 8	+ 12	- 8
Machines textiles .....	- 55	- 80	- 69	- 57	- 71	- 55	- 54	- 53	- 52	- 56	- 48	- 47	- 31	- 12	+ 2
Moteurs, compresseurs, pompes .....	- 9	- 13	- 13	- 28	- 31	- 17	+ 3	- 18	- 22	- 14	+ 51	- 2	+ 15	+ 17	+ 21
Construction électrique et électronique .....	- 31	+ 5	+ 4	+ 2	+ 20	- 44	- 9	- 3	- 21	- 9	+ 11	- 7	- 3	- 7	- 18
dont : Construction électrique d'équipement .....	- 8	+ 7	+ 11	+ 11	+ 8	- 27	- 16	- 8	- 7	- 15	+ 28	+ 5	0	- 6	- 19
Appareils électroménagers, radio, télévision .....	- 88	- 3	- 13	- 21	+ 51	- 99	+ 3	+ 4	- 57	+ 7	- 39	- 38	- 9	- 13	- 28
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	- 50	+ 10	+ 9	- 11	+ 16	- 17	+ 6	+ 6	- 10	0	+ 13	+ 11	+ 30	+ 5	+ 14
Construction d'autre matériel de transport .....	+ 24	- 10	- 5	+ 3	- 10	+ 22	+ 36	+ 16	+ 13	+ 2	+ 40	+ 1	+ 34	+ 25	+ 9
dont : Construction navale .....	0	+ 4	+ 18	+ 34	- 3	+ 1	+ 45	- 4	- 2	- 4	+ 7	+ 7	+ 31	+ 44	+ 17
Construction de cycles et motocycles .....	+ 20	- 64	- 74	- 68	- 36	0	- 64	- 32	+ 5	+ 36	+ 84	- 8	- 26	+ 6	- 17

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

<sup>2</sup> Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

# I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente <sup>1</sup>			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée
1989 Décembre	+ 6,6	+ 7	+ 1,9	+18	+ 6,4	+ 7	+ 6,9	+16	+ 2,9	+ 9	+5,1	+ 8	+ 5,4	+ 1	+ 9,0	+12	+ 4,1	+ 7,8	+ 1,3	+ 1	+16,4	+18
1990 Janvier	+ 5,4	+12	+ 2,9	- 9	+ 6,5	+ 6	+ 6,3	+ 5	+ 2,9	+ 3	+4,4	+ 4	+ 4,3	+ 6	+ 8,8	+ 9	+ 3,7	+ 3,5	+ 1,3	+ 6	+15,4	+12
Février	+ 3,3	+ 4	+ 3,4	+ 7	+ 5,6	+15	+ 4,6	+ 9	+ 1,6	+ 8	+4,0	+ 3	+ 3,1	+ 7	+ 7,9	+ 9	+ 2,7	+ 7,0	+ 1,1	+ 4	+13,9	+16
Mars	+ 0,8	-10	+ 3,1	- 4	+ 3,0	- 7	+ 2,4	+ 2	0,0	0	+4,0	+ 5	+ 2,0	+ 1	+ 6,6	+ 3	+ 1,1	- 2,5	+ 1,0	+ 1	+11,9	+14
Avril	- 1,0	- 5	+ 2,5	+ 6	+ 0,3	- 7	+ 0,4	- 1	- 1,6	- 4	+3,9	+ 4	+ 1,3	+ 2	+ 5,4	- 1	- 0,4	- 1,8	+ 1,0	+ 1	+ 9,9	+ 5
Mai	- 1,5	0	+ 0,6	+ 2	- 1,8	+13	- 1,1	- 1	- 3,3	- 3	+3,6	+ 6	+ 0,5	- 2	+ 4,4	+ 7	- 1,5	+ 1,3	+ 1,0	+ 1	+ 8,6	+10
Juin	- 1,1	- 3	- 2,1	- 9	- 3,1	0	- 2,3	- 2	- 4,6	- 6	+3,4	+ 3	- 0,9	0	+ 3,0	+ 4	- 2,3	- 2,4	+ 1,0	- 1	+ 8,1	+ 6
Juillet	- 0,4	0	- 4,9	+ 4	- 3,1	- 9	- 3,4	- 3	- 6,1	- 3	+3,8	+ 2	- 2,8	+ 5	+ 0,9	+ 6	- 3,4	- 0,3	+ 1,3	+ 1	+ 8,9	+ 7
Août	0,0	+ 1	- 7,6	- 9	- 3,0	- 2	- 5,6	- 5	- 8,5	- 8	+4,9	+ 3	- 4,8	- 6	- 1,8	- 5	- 4,9	- 4,6	+ 1,8	- 2	+10,6	+ 9
Septembre	- 0,5	- 4	- 8,9	-13	- 3,8	- 4	- 8,9	- 6	-11,5	-10	+6,1	+11	- 6,6	- 7	- 5,0	- 4	- 6,6	- 7,4	+ 2,4	+ 8	+12,1	+16
Octobre	- 1,8	0	- 8,3	-10	- 4,9	- 3	-12,5	-15	-14,4	-19	+7,4	+10	- 8,4	- 9	- 8,1	-10	- 8,3	- 9,5	+ 3,0	+ 3	+13,3	+14
Novembre	- 3,4	+ 1	- 7,0	+ 2	- 6,0	- 8	-16,6	-21	-17,5	-16	+8,0	+ 8	-10,4	- 8	-10,8	- 8	-10,0	- 8,3	+ 3,4	+ 3	+13,3	+15
Décembre	- 6,0	- 7	- 5,8	- 3	- 7,9	- 8	-20,9	-16	-21,4	-18	+8,0	+ 8	-12,5	-13	-12,9	-15	-12,0	-11,0	+ 3,6	+ 8	+11,9	+13
1991 Janvier	- 9,0	- 6	- 5,3	- 8	-10,5	- 6	-25,0	-23	-25,4	-24	+8,3	+ 7	-14,4	-18	-14,1	-26	-14,1	-14,8	+ 3,4	+ 4	+10,1	+10
Février	-11,3	-14	- 6,0	- 5	-12,8	-15	-28,4	-37	-29,0	-33	+9,0	+12	-15,3	-18	-13,9	-20	-15,9	-19,3	+ 2,5	+ 1	+ 8,4	+ 7
Mars	-12,8	-17	-7,8	- 2	-14,8	-20	-30,9	-33	-31,8	-35	+9,8	+ 8	-14,8	-16	-12,5	- 9	-16,9	-17,5	+ 1,3	+ 4	+ 7,0	+ 6
Avril	-12,9	-14	- 9,5	-11	-15,8	-16	-32,0	-32	-32,4	-36	+10,5	+10	-13,1	- 6	-10,8	-10	-17,1	-16,9	- 0,3	- 1	+ 6,5	+ 7
Mai	-11,5	-11	-10,4	-15	-15,4	-17	-32,0	-32	-31,6	-30	+11,5	+12	-11,0	-13	- 8,6	-13	-16,6	-17,9	- 1,5	- 2	+ 6,8	+ 5
Juin	- 9,5	- 6	- 9,6	-13	-14,4	-11	-31,4	-27	-30,8	-29	+12,3	+22	- 9,4	-12	- 6,8	- 7	-15,7	-15,9	- 2,3	- 3	+ 7,4	+ 6
Juillet	- 8,3	-11	- 7,9	- 2	-13,4	-11	-30,9	-35	-30,0	-32	+12,8	+ 7	- 8,1	- 7	- 5,4	- 3	-14,9	-13,5	- 2,5	- 4	+ 8,1	+14
Août	- 7,6	- 2	- 6,8	- 4	-12,8	-15	-31,1	-39	-29,8	-28	+13,0	+18	- 7,6	- 5	- 4,4	- 4	-14,3	-14,4	- 2,5	- 2	+ 8,3	+ 9
Septembre	.	- 6	.	- 9	.	-13	.	-26	.	-30	.	+14	.	- 8	.	- 4	.	-13,8	.	- 7	.	+10
Octobre	.	-10	.	0	.	- 7	.	-22	.	-29	.	+10	.	-14	.	- 7	.	-12,4	.	- 1	.	+ 5
Novembre	.	- 9	.	-15	.	-20	.	-33	.	-30	.	+12	.	- 6	.	0	.	-15,6	.	+ 1	.	+ 2
Décembre	.	- 8	.	-17	.	- 9	.	-33	.	-36	.	+11	.	-13	.	- 3	.	-16,3	.	- 8	.	+ 2

<sup>1</sup> Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

<sup>2</sup> Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.



# I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente <sup>1</sup>			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée
1989 Décembre	+ 0,9	-12	- 2,8	-12	- 1,3	-21	-27,4	-29	-27,4	-25	+ 1,6	0	0,0	0	- 0,5	+ 5	- 5,9	-11,8	+ 0,6	-11	+ 6,4	+ 4
1990 Janvier	+ 2,6	+10	- 1,4	0	- 2,9	+37	-27,1	-30	-27,6	-31	+ 2,4	+ 4	- 0,3	0	- 0,5	- 9	- 5,8	- 3,4	+ 2,5	+ 4	+ 3,6	0
Février	+ 4,3	- 4	- 0,1	+ 3	- 4,5	- 4	-26,0	-27	-27,6	-28	+ 3,4	+11	- 0,9	+ 1	- 0,9	+ 7	- 5,9	- 7,9	+ 1,8	+13	+ 1,6	+ 5
Mars	+ 5,8	+30	+ 0,3	- 5	- 4,5	- 7	-23,8	-25	-26,6	-28	+ 4,5	+ 2	- 1,6	- 5	- 1,8	- 2	- 6,1	- 5,5	- 1,3	-11	+ 0,4	- 1
Avril	+ 6,4	+ 7	- 1,1	+ 8	- 4,5	- 5	-20,8	-22	-24,9	-26	+ 5,3	+ 6	- 2,3	- 5	- 2,6	- 3	- 6,4	- 6,5	- 4,3	+ 3	- 0,5	0
Mai	+ 5,6	+ 6	- 4,3	+ 6	- 5,0	+ 4	-18,0	-15	-23,1	-21	+ 5,8	- 2	- 2,5	- 2	- 3,6	- 1	- 6,9	- 2,6	- 7,3	-11	- 1,3	- 4
Juin	+ 4,4	+ 2	- 7,8	-16	- 6,0	+ 1	-16,3	-15	-21,9	-21	+ 6,4	+ 6	- 2,5	- 3	- 5,5	- 5	- 8,2	- 7,9	- 9,0	- 7	- 2,4	0
Juillet	+ 2,6	+ 6	-10,1	-11	- 7,6	- 8	-16,8	-15	-22,5	-21	+ 7,1	+ 9	- 4,4	0	- 9,0	- 7	-10,3	- 8,1	- 9,0	-11	- 3,8	- 2
Août	- 0,5	+ 1	-10,6	-14	-10,4	-18	-19,0	-18	-24,8	-23	+ 8,0	+11	- 8,4	0	-14,0	-30	-12,6	-14,1	-10,3	+ 4	- 5,1	- 7
Septembre	- 4,0	-11	-10,4	- 7	-12,8	-14	-22,1	-23	-27,3	-29	+ 9,0	+ 6	-12,6	-26	-19,3	-12	-14,8	-16,0	-12,3	-25	- 6,1	- 5
Octobre	- 6,6	-10	-10,4	-10	-14,3	- 5	-25,8	-25	-29,8	-31	+ 9,9	+ 9	-16,8	-18	-23,6	-21	-16,4	-16,1	-13,6	- 6	- 6,9	- 7
Novembre	- 7,8	- 3	-12,4	+10	-15,0	-21	-28,6	-30	-31,6	-31	+10,6	+13	-18,9	-24	-26,3	-28	-17,1	-17,5	-14,8	-22	- 7,6	-10
Décembre	- 7,5	-12	-16,1	-25	-14,5	-27	-30,6	-33	-32,6	-36	+11,3	+10	-18,9	-19	-26,8	-27	-17,9	-23,6	-14,6	-17	- 8,5	-22
1991 Janvier	- 5,9	- 8	-19,9	-25	-13,3	- 4	-31,8	-32	-33,4	-36	+11,8	+12	-18,0	-19	-26,3	-27	-18,6	-20,4	-13,3	-12	- 9,5	- 5
Février	- 3,4	+ 1	-22,4	-12	-12,5	-14	-32,4	-35	-33,9	-33	+11,8	+16	-16,4	-11	-25,8	-23	-18,8	-17,9	-12,4	- 9	-11,5	- 8
Mars	- 1,9	+ 6	-22,0	-31	-11,8	- 8	-33,1	-31	-34,0	-34	+11,3	+10	-14,6	-12	-25,4	-12	-18,9	-16,5	-11,8	-15	-15,1	-11
Avril	- 1,0	-17	-20,0	-17	-11,1	-24	-34,1	-32	-34,4	-34	+10,3	+12	-13,1	-18	-25,4	-25	-18,9	-22,4	-11,1	-11	-19,3	-28
Mai	- 0,6	+ 9	-18,5	-28	-12,1	- 7	-35,4	-37	-35,3	-43	+ 8,5	+ 6	-12,4	-13	-26,4	-26	-18,7	-18,9	-11,5	- 3	-23,1	-27
Juin	- 1,4	-16	-17,6	+ 9	-13,4	-15	-36,3	-35	-36,3	-34	+ 6,6	+10	-12,1	- 9	-28,1	-26	-18,9	-17,0	-12,5	-15	-25,0	-20
Juillet	- 2,3	0	-17,5	-14	-15,1	- 8	-36,9	-40	-37,3	-37	+ 4,8	+ 3	-11,9	-12	-29,8	-39	-19,1	-19,1	-13,5	- 9	-24,0	-30
Août	- 2,3	- 4	-18,3	-21	-17,0	-17	-37,4	-37	-38,0	-38	+ 3,3	+ 4	-11,5	-13	-31,1	-33	-19,2	-20,9	-14,5	-15	-19,9	-26
Septembre	.	+ 6	.	-27	.	-19	.	-35	.	-38	.	- 2	.	-11	.	-32	.	-19,3	.	-19	.	-19
Octobre	.	- 9	.	-12	.	-25	.	-38	.	-39	.	- 1	.	- 8	.	-23	.	-19,1	.	-16	.	- 2
Novembre	.	- 2	.	-19	.	-24	.	-41	.	-42	.	+ 2	.	- 8	.	-31	.	-21,1	.	+ 3	.	+12
Décembre	.	+ 1	.	-23	.	0	.	-39	.	-42	.	+11	.	-11	.	-28	.	-19,1	.	+13	.	- 2

<sup>1</sup> Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

<sup>2</sup> Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

**I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION**

	A. Appréciation du carnet de commandes total <sup>1</sup>					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis <sup>1</sup>				
	1990		1991			1990		1991		
	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre
<b>REGION FLAMANDE</b>										
Ensemble des industries .....	- 17	- 28	- 34	- 29	- 28	+ 6	+ 16	+ 12	+ 9	+ 10
I. Biens de consommation .....	- 1	- 17	- 35	- 23	- 20	+ 1	+ 14	+ 15	+ 9	+ 9
II. Biens d'investissement .....	- 28	- 42	- 36	- 30	- 34	+ 25	+ 16	+ 12	+ 7	+ 7
III. Biens intermédiaires .....	- 22	- 29	- 34	- 36	- 30	- 4	+ 17	+ 6	+ 10	+ 12
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie) .....	- 26	- 27	- 24	- 25	- 29	+ 14	+ 26	+ 15	+ 11	+ 14
Industrie de la transformation du bois .....	- 14	- 24	- 18	- 32	- 33	+ 7	+ 26	+ 13	+ 17	+ 14
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation) .....	- 21	- 23	- 32	- 42	- 46	+ 11	+ 43	+ 33	+ 24	+ 9
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole .....	- 3	- 11	- 18	- 16	- 8	- 18	+ 8	+ 3	+ 1	+ 5
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	- 29	- 11	- 8	- 7	- 2	+ 13	- 2	- 7	- 11	- 15
Industrie des fabrications métalliques .....	- 14	- 37	- 48	- 34	- 35	+ 14	+ 14	+ 19	+ 13	+ 15
<b>REGION WALLONNE</b>										
Ensemble des industries .....	- 34	- 34	- 39	- 40	- 42	+ 9	+ 9	0	+ 4	+ 10
I. Biens de consommation .....	- 37	- 22	- 12	- 29	- 31	+ 4	+ 6	+ 3	+ 4	+ 6
II. Biens d'investissement .....	- 11	- 19	- 23	- 26	- 30	+ 29	+ 14	+ 3	+ 7	+ 23
III. Biens intermédiaires .....	- 47	- 45	- 50	- 50	- 49	- 6	- 1	- 9	- 4	- 2
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie) .....	- 43	- 47	- 57	- 51	- 54	+ 21	+ 26	+ 33	+ 29	+ 24
Industrie de la transformation du bois .....	- 68	- 36	- 7	- 69	- 53	0	- 17	- 9	+ 9	+ 0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation) .....	- 4	- 57	- 51	- 52	- 38	+ 1	+ 22	- 11	+ 9	+ 37
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole .....	- 33	- 18	- 23	- 21	- 22	0	- 6	- 3	- 7	- 11
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	- 2	- 12	- 12	- 15	- 20	+ 20	+ 4	- 12	- 1	+ 21
Industrie des fabrications métalliques .....	- 22	- 25	- 34	- 35	- 37	+ 26	+ 20	+ 11	+ 11	+ 18

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée <sup>1</sup>					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1990	1991				1990	1991				1990	1991			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Décembre
<b>REGION FLAMANDE</b>															
<b>Ensemble des industries<sup>2</sup></b> .....	+ 22	+ 31	+ 27	+ 25	+ 26	82,5	80,0	81,6	80,0	77,1	3,8	3,5	3,4	3,2	3,1
<b>I. Biens de consommation</b> .....	+ 15	+ 35	+ 24	+ 25	+ 25	87,4	82,7	86,5	82,9	75,1	2,3	2,2	2,0	1,8	1,7
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	+ 35	+ 37	+ 40	+ 38	+ 39	76,8	75,1	77,3	77,2	74,4	6,6	6,2	6,0	5,6	5,6
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	+ 8	+ 23	+ 21	+ 15	+ 17	83,0	81,5	80,6	79,8	80,3	2,5	2,2	2,2	2,2	2,2
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie) .....	+ 23	+ 32	+ 28	+ 28	+ 21	79,4	79,6	79,8	79,1	77,8	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2
Industrie de la transformation du bois .....	+ 15	+ 19	+ 19	+ 20	+ 25	87,1	83,9	84,9	82,7	84,4	2,0	1,8	1,8	1,7	1,7
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation) .....	+ 17	+ 37	+ 27	+ 61	+ 55	83,6	80,7	82,5	80,1	74,7	1,5	1,3	1,4	1,2	1,3
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	+ 27	+ 21	+ 12	+ 19	+ 16	80,4	73,6	87,4	84,8	82,8	2,3	2,9	2,8	2,5	2,5
Industrie des fabrications métalliques .....	+ 26	+ 40	+ 34	+ 32	+ 37	82,1	79,6	81,5	79,5	71,7	5,3	4,9	4,7	4,3	4,3
<b>REGION WALLONNE</b>															
<b>Ensemble des industries<sup>2</sup></b> .....	+ 42	+ 36	+ 39	+ 47	+ 42	73,0	74,9	76,1	74,5	72,3	3,0	3,1	3,3	3,1	3,0
<b>I. Biens de consommation</b> .....	+ 31	+ 33	+ 32	+ 24	+ 31	78,1	76,5	76,8	77,8	78,0	1,1	1,8	1,9	1,8	1,6
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	+ 24	+ 25	+ 36	+ 31	+ 40	82,0	77,1	81,3	77,2	71,0	4,9	4,9	5,3	5,0	4,8
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	+ 57	+ 41	+ 39	+ 62	+ 46	65,9	73,8	72,5	72,3	73,0	1,5	1,6	1,5	1,5	1,6
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie) .....	+ 36	+ 52	+ 63	+ 41	+ 64	76,0	74,2	71,0	74,1	73,4	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
Industrie de la transformation du bois .....	- 8	+ 17	+ 20	+ 19	+ 14	72,1	73,4	73,3	70,6	83,6	1,3	1,4	1,4	1,3	1,2
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation) .....	+ 17	+ 33	+ 25	+ 68	+ 63	83,7	85,0	81,5	79,8	79,3	1,0	1,3	1,5	1,3	1,3
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	+ 10	+ 16	+ 4	0	+ 19	84,6	82,6	85,1	84,3	83,5	1,5	1,6	1,7	1,6	1,5
Industrie des fabrications métalliques .....	+ 34	+ 28	+ 44	+ 42	+ 44	77,6	74,6	78,2	73,3	67,6	5,1	5,1	5,6	5,2	5,1

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

<sup>2</sup> A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois <sup>1</sup>					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois <sup>1</sup>					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois <sup>2</sup>				
	1990	1991				1990	1991				1990	1991			
	Décembre	2° trim.	3° trim.	4° trim.	Décembre	Décembre	2° trim.	3° trim.	4° trim.	Décembre	Décembre	2° trim.	3° trim.	4° trim.	Décembre
<b>REGION FLAMANDE</b>															
Ensemble des industries .....	- 14	- 7	- 4	- 6	- 3	- 12	- 8	- 7	- 14	- 13	+ 19	+ 3	+ 10	+ 7	+ 11
I. Biens de consommation .....	- 20	- 5	- 1	- 12	+ 1	- 7	- 1	0	- 8	- 6	+ 23	+ 8	+ 17	+ 12	+ 20
II. Biens d'investissement .....	- 22	- 16	- 9	- 5	- 7	- 27	- 19	- 21	- 26	- 28	+ 28	+ 3	+ 13	+ 12	+ 13
III. Biens intermédiaires .....	- 3	- 4	- 1	0	- 3	- 7	- 8	- 5	- 8	- 8	+ 11	- 2	+ 2	- 1	+ 3
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie) .....	- 7	- 16	- 9	- 7	+ 1	- 7	- 7	- 6	- 9	- 13	+ 22	+ 10	+ 8	+ 8	+ 15
Industrie de la transformation du bois .....	- 18	- 21	- 16	- 28	- 34	- 6	- 5	- 6	- 14	- 20	+ 17	+ 11	+ 18	+ 23	+ 35
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation) .....	- 11	- 11	- 8	- 18	- 25	+ 1	- 11	- 1	- 14	- 17	+ 13	+ 5	- 5	- 30	- 41
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 9	+ 8	+ 10	+ 11	+ 6	- 1	- 1	+ 4	- 1	- 2	+ 17	- 8	+ 4	+ 7	+ 15
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 19	- 10	- 14	- 23	- 3	- 16	+ 1	- 7	- 28	- 26	+ 14	+ 9	+ 4	+ 4	+ 8
Industrie des fabrications métalliques .....	- 28	- 10	- 6	- 7	- 1	- 23	- 15	- 16	- 20	- 17	+ 25	+ 5	+ 16	+ 9	+ 10
<b>REGION WALLONNE</b>															
Ensemble des industries .....	- 27	- 26	- 30	- 32	- 29	- 19	- 12	- 12	- 14	- 13	- 18	- 22	- 27	+ 1	- 1
I. Biens de consommation .....	+ 12	- 6	+ 5	- 9	- 7	- 23	0	+ 2	- 2	- 5	+ 31	+ 11	+ 23	+ 49	+ 57
II. Biens d'investissement .....	- 20	- 14	- 15	- 25	- 27	- 32	- 25	- 22	- 22	- 26	+ 3	- 8	- 9	+ 4	+ 1
III. Biens intermédiaires .....	- 31	- 36	- 41	- 35	- 27	- 8	- 5	- 5	- 12	- 5	- 38	- 39	- 45	- 12	- 16
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie) .....	- 5	- 32	- 15	- 23	- 36	- 15	+ 1	- 8	- 6	- 9	+ 9	- 6	+ 10	+ 19	+ 18
Industrie de la transformation du bois .....	+ 59	- 24	- 3	- 31	+ 6	+ 3	+ 7	- 3	- 11	- 6	+ 13	+ 5	+ 53	+ 72	+ 75
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation) .....	+ 12	- 21	- 19	- 20	- 12	- 1	+ 6	- 1	- 16	- 6	- 44	- 34	- 15	- 25	- 46
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 14	- 5	- 11	- 1	+ 12	- 5	- 5	- 2	- 13	- 7	+ 1	- 13	- 12	- 5	- 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 18	- 10	+ 2	- 4	+ 4	- 39	- 26	- 12	- 28	- 30	+ 8	- 14	- 7	+ 21	+ 15
Industrie des fabrications métalliques .....	- 28	- 16	- 21	- 30	- 33	- 30	- 19	+ 20	- 19	- 21	+ 5	- 8	- 12	- 1	- 2

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

<sup>2</sup> Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

# I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes  
Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix <sup>1</sup>			
	rythme d'activité		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée
1989 Décembre ...	+12,3	+ 7	+25,9	+28	+13,9	+14	+18,4	+19	+18,6	+22	+20,1	+19	+11,8	+12	+17,0	+17,3	+24,3	+25	+40,5	+44
1990 Janvier .....	+13,8	+31	+22,3	+33	+13,6	+22	+18,1	+18	+19,9	+30	+21,1	+30	+ 9,5	+16	+16,4	+25,7	+24,1	+32	+39,4	+39
Février .....	+13,5	+15	+17,8	+10	+13,4	+13	+18,4	+12	+19,5	+21	+22,3	+22	+ 7,4	+ 5	+15,6	+14,0	+23,0	+29	+37,4	+38
Mars .....	+11,6	+15	+13,8	+14	+13,0	+12	+19,1	+21	+17,4	+18	+22,9	+24	+ 5,9	+ 4	+14,7	+15,4	+20,4	+20	+34,3	+37
Avril .....	+ 9,3	-15	+11,4	+ 3	+12,9	+ 7	+19,5	+18	+14,6	+15	+22,9	+19	+ 4,9	+ 7	+13,8	+ 7,7	+16,6	+19	+30,9	+30
Mai .....	+ 6,8	+ 6	+10,9	+ 9	+13,1	+16	+19,3	+24	+12,3	+10	+22,4	+27	+ 4,3	+ 3	+13,2	+13,6	+13,5	+10	+27,6	+25
Juin .....	+ 5,4	+ 5	+11,1	+14	+13,4	+17	+18,4	+23	+10,6	+10	+21,5	+23	+ 3,5	+ 7	+12,6	+14,1	+11,3	+10	+25,1	+22
Juillet .....	+ 4,3	+ 9	+10,9	+19	+13,5	+ 8	+17,1	+14	+10,0	+10	+19,9	+21	+ 1,8	+ 4	+11,6	+12,1	+10,5	+10	+24,0	+23
Août .....	+ 2,4	- 2	+10,8	+ 8	+13,3	+14	+16,3	+16	+ 9,6	+ 6	+17,8	+19	- 1,1	+ 1	+10,5	+ 8,9	+11,0	+11	+22,8	+26
Septembre ...	+ 0,6	- 9	+11,0	+11	+12,8	+14	+15,9	+12	+ 9,1	+ 6	+15,3	+14	- 4,3	- 6	+ 9,2	+ 6,0	+11,5	+17	+20,6	+24
Octobre .....	- 1,1	+15	+10,0	+11	+12,1	+12	+15,6	+18	+ 8,9	+16	+12,5	+13	- 7,0	- 9	+ 7,6	+10,9	+11,6	+18	+18,4	+17
Novembre ...	- 2,0	- 3	+ 7,6	+15	+11,0	+11	+15,4	+20	+ 8,5	+14	+10,6	+ 9	- 8,6	- 9	+ 6,1	+ 8,1	+11,3	+12	+16,1	+15
Décembre ...	- 2,0	+ 1	+ 4,4	- 5	+ 9,1	+ 1	+15,1	+10	+ 8,4	+ 7	+10,0	+ 7	- 7,4	-14	+ 5,0	+ 1,0	+10,8	+10	+14,6	+12
1991 Janvier .....	- 2,6	- 2	+ 0,8	- 4	+ 6,9	+14	+15,1	+15	+ 8,4	+ 9	+10,5	+ 7	- 3,8	-11	+ 4,3	+ 4,0	+10,4	+ 8	+14,9	+13
Février .....	- 4,4	-32	- 1,8	+ 3	+ 4,8	+ 3	+15,4	+13	+ 8,1	+ 4	+11,5	+15	+ 0,3	+10	+ 4,2	+ 2,3	+10,4	+ 9	+16,5	+14
Mars .....	- 6,1	+11	- 2,9	0	+ 3,3	+ 6	+15,6	+18	+ 8,0	+ 8	+12,8	+16	+ 4,3	+ 4	+ 4,3	+ 9,0	+10,9	+11	+18,5	+20
Avril .....	- 7,4	- 7	- 3,1	- 4	+ 2,6	+ 3	+15,5	+16	+ 8,0	+ 9	+12,5	+13	+ 6,6	+ 7	+ 4,6	+ 5,3	+11,6	+19	+20,5	+32
Mai .....	- 7,6	-11	- 2,1	- 3	+ 2,4	+ 2	+14,9	+16	+ 7,9	+ 7	+11,5	+13	+ 6,4	+ 7	+ 4,8	+ 4,4	+12,1	+13	+21,6	+26
Juin .....	- 5,9	-14	- 0,4	- 3	+ 2,1	+ 2	+14,0	+12	+ 7,6	+14	+10,4	+ 9	+ 4,8	- 2	+ 5,0	+ 2,6	+12,3	+11	+21,5	+22
Juillet .....	- 3,6	- 4	+ 1,4	+ 4	+ 2,1	0	+13,1	+11	+ 6,9	+ 7	+ 8,9	+ 9	+ 3,0	+ 9	+ 5,1	+ 5,1	+11,5	+14	+21,0	+13
Août .....	- 1,9	0	+ 2,6	+13	+ 2,6	+ 3	+12,8	+13	+ 5,5	+ 8	+ 7,6	+ 8	+ 1,3	- 1	+ 4,8	+ 6,3	+10,0	+12	+20,5	+20
Septembre ...	.	+ 7	.	+ 9	.	+ 5	.	+13	.	+ 2	.	+ 3	.	+ 2	.	+ 5,9	.	+ 7	.	+21
Octobre .....	.	+ 3	.	0	.	+ 1	.	+10	.	+ 3	.	+ 5	.	- 6	.	+ 2,3	.	+ 7	.	+18
Novembre ...	.	- 6	.	- 4	.	+ 8	.	+13	.	- 4	.	+ 6	.	+ 1	.	+ 2,0	.	+ 7	.	+20
Décembre ...	.	- 3	.	- 7	.	+ 7	.	+11	.	- 4	.	+10	.	- 4	.	+ 1,4	.	+ 3	.	+16

<sup>1</sup> Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

<sup>2</sup> Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

**I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

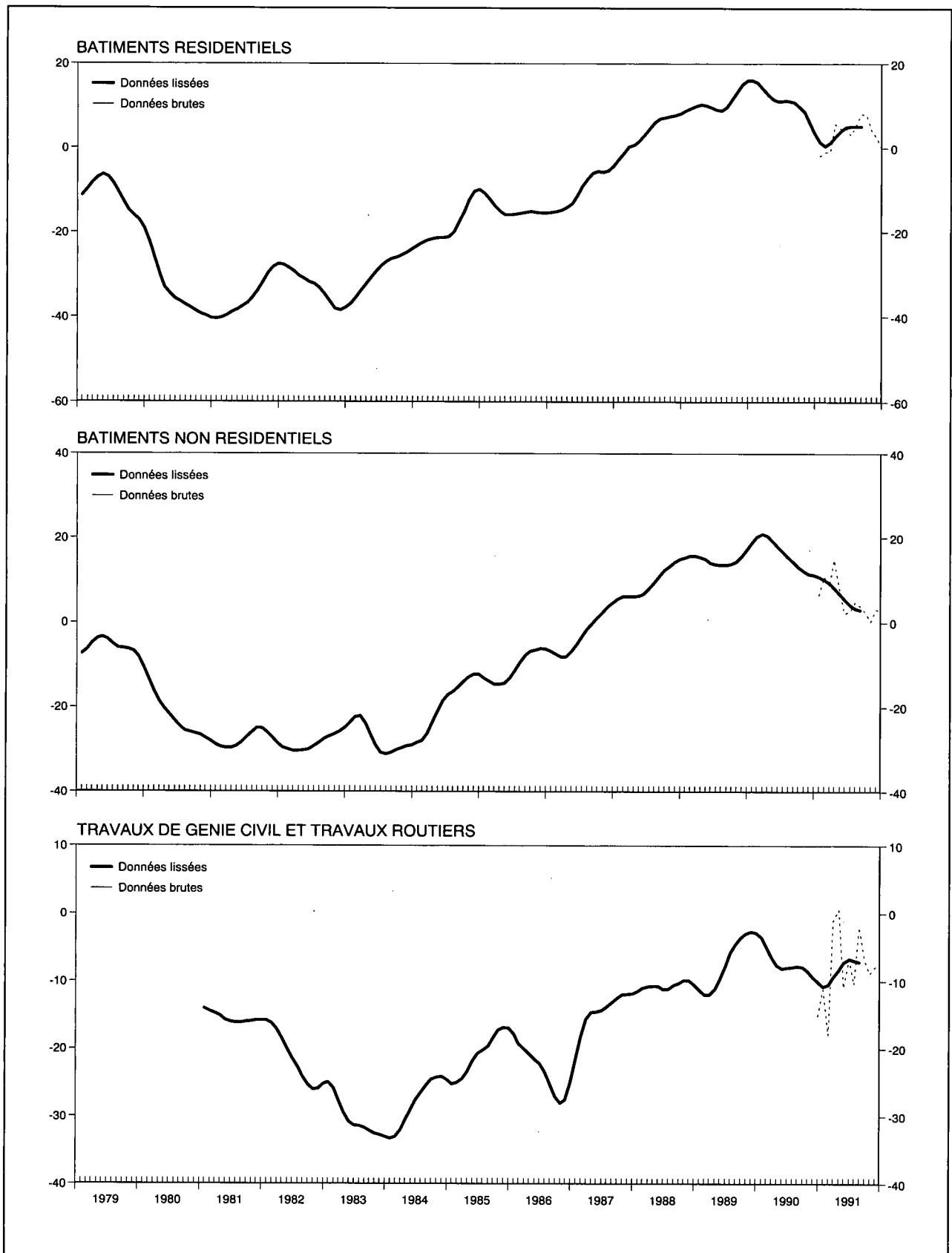
	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix <sup>1</sup>			
	montant des travaux exécutés		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée
1989 Décembre ...	+ 4,5	- 5	+ 6,8	+ 8	-10,1	- 8	+ 6,8	- 1	-43,0	-40	+ 2,1	+ 4	+13,1	+14	- 2,8	- 4,0	- 1,0	- 3	+ 7,6	+10
1990 Janvier .....	+ 2,6	+38	+ 4,5	+ 3	-10,0	-10	+ 6,5	+10	-43,0	-39	+ 1,0	+ 3	+12,5	+17	- 3,5	+ 3,1	- 1,1	0	+ 8,4	+ 7
Février .....	- 0,4	+ 6	+ 1,6	+ 4	- 9,5	0	+ 5,5	+15	-43,1	-43	- 0,9	+ 1	+ 9,9	+21	- 4,9	+ 0,6	- 1,6	0	+ 8,4	+12
Mars .....	- 4,1	- 3	- 1,1	- 2	- 8,9	-10	+ 4,5	+ 4	-43,4	-44	- 2,6	- 5	+ 7,1	+ 3	- 6,4	- 8,1	- 2,0	- 3	+ 7,5	+12
Avril .....	- 6,8	- 9	- 3,3	- 5	- 8,6	-21	+ 3,9	- 1	-43,5	-43	- 4,4	- 8	+ 4,1	-18	- 7,6	-15,0	- 2,5	- 1	+ 5,9	+ 4
Mai .....	- 7,9	-15	- 4,6	-12	- 8,4	- 6	+ 3,6	+ 3	-43,6	-48	- 5,4	- 9	+ 3,3	+ 1	- 8,1	-12,3	- 3,6	- 6	+ 4,4	+ 3
Juin .....	- 7,0	- 9	- 4,0	-12	- 8,6	- 6	+ 4,1	+ 9	-43,8	-45	- 5,6	- 3	+ 4,8	+13	- 8,0	- 7,6	- 5,3	- 5	+ 3,3	+ 6
Juillet .....	- 4,3	- 6	- 2,0	- 5	- 9,0	- 9	+ 4,8	+ 9	-43,8	-32	- 6,0	+ 2	+ 5,6	+ 9	- 7,9	- 4,6	- 7,3	- 3	+ 2,4	+ 1
Août .....	- 1,3	+ 3	0,0	+ 3	- 9,5	-18	+ 4,0	- 3	-44,0	-36	- 6,4	- 6	+ 5,5	- 1	- 7,8	- 8,3	- 9,0	-11	+ 1,9	0
Septembre ..	+ 1,1	+ 1	+ 1,3	+ 6	- 9,6	-17	+ 3,4	- 4	-44,4	-44	- 6,9	- 7	+ 4,3	+11	- 7,9	- 7,7	-10,0	-12	+ 1,8	+ 2
Octobre ....	+ 1,0	+ 6	0,0	+19	- 8,9	0	+ 2,9	+10	-44,6	-49	- 7,6	- 9	+ 2,3	+ 4	- 8,5	- 2,7	- 9,4	-12	+ 1,6	+ 2
Novembre ...	- 1,3	+ 5	- 3,0	- 3	- 9,0	- 5	+ 2,3	+ 4	-44,3	-48	- 8,0	- 7	+ 0,9	- 6	- 9,4	- 8,6	- 7,5	- 8	+ 1,5	0
Décembre ...	- 3,8	- 7	- 6,0	-15	- 9,5	-13	+ 3,1	- 4	-43,1	-45	- 7,3	-11	+ 2,3	-11	-10,1	-15,1	- 5,3	+ 1	+ 1,8	+ 4
1991 Janvier .....	- 7,3	-17	- 7,3	- 9	-11,3	- 6	+ 4,3	+ 4	-41,6	-38	- 5,5	-13	+ 5,5	+ 1	-10,8	-11,1	- 3,1	- 4	+ 2,3	- 3
Février .....	-10,0	-48	- 5,5	-23	-14,8	-27	+ 4,8	-15	-39,9	-38	- 3,5	+ 4	+ 8,5	+22	-10,5	-17,9	- 1,9	- 3	+ 3,1	+ 1
Mars .....	-10,5	-11	- 2,5	+14	-17,4	-22	+ 5,3	+12	-38,6	-40	- 1,8	+ 3	+10,6	+14	- 9,4	- 1,1	- 1,1	- 1	+ 4,4	+ 4
Avril .....	-10,5	0	+ 0,5	+25	-18,4	- 3	+ 5,3	+14	-37,9	-44	- 1,0	- 1	+10,4	+13	- 8,3	+ 0,6	- 0,6	+ 2	+ 5,4	+ 8
Mai .....	- 9,3	-24	+ 2,0	- 1	-17,8	-20	+ 4,4	+ 6	-37,4	-36	- 1,0	- 4	+ 8,6	+ 3	- 7,2	-10,9	- 0,4	+ 1	+ 6,1	+ 6
Juin .....	- 7,0	-11	+ 2,0	+ 3	-16,3	-10	+ 3,0	+ 2	-37,1	-34	- 0,1	- 2	+ 6,9	+ 5	- 6,7	- 6,7	- 0,1	- 6	+ 6,6	+11
Juillet .....	- 5,5	- 7	+ 1,5	- 4	-15,0	-23	+ 1,4	- 7	-37,0	-37	+ 1,6	- 1	+ 6,1	+ 6	- 6,9	-10,4	0,0	0	+ 6,9	+ 6
Août .....	- 4,5	+ 5	+ 1,0	+14	-14,8	-14	+ 0,3	0	-37,3	-37	+ 3,4	+11	+ 6,4	+ 8	- 7,1	- 1,9	0,0	- 7	+ 7,0	+ 7
Septembre ..	.	0	.	-18	.	- 8	.	+ 1	.	-41	.	+ 8	.	+11	.	- 6,7	.	0	.	+ 9
Octobre ....	.	- 3	.	+ 3	.	-18	.	- 2	.	-41	.	+ 6	.	- 7	.	- 8,9	.	+ 1	.	+ 7
Novembre ...	.	- 4	.	- 1	.	-16	.	- 1	.	-37	.	- 3	.	+ 7	.	- 7,9	.	+ 4	.	+ 6
Décembre ...	.	- 6	.	+18	.	-18	.	0	.	-39	.	- 3	.	- 5	.	- 7,6	.	0	.	0

<sup>1</sup> Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

<sup>2</sup> Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

# I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



## I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

### Résultats bruts par secteur

	1990	1991			
	Décembre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	Décembre
<b>A. Evolution du rythme d'activité<sup>1</sup></b>					
Gros œuvre de bâtiments .....	- 39	+ 15	+ 9	- 7	- 44
dont :					
Bâtiments résidentiels .....	- 42	+ 17	+ 12	- 7	- 48
Bâtiments non-résidentiels .....	- 32	+ 12	+ 5	- 7	- 39
Génie civil et travaux routiers .....	-	-	-	-	-
<b>B. Evolution du montant des travaux exécutés<sup>1</sup></b>					
Gros œuvre de bâtiments .....	-	-	-	-	-
dont :					
Bâtiments résidentiels .....	-	-	-	-	-
Bâtiments non-résidentiels .....	-	-	-	-	-
Génie civil et travaux routiers .....	- 45	- 37	- 39	- 38	- 44
<b>C. Appréciation de la durée d'activité assurée<sup>2</sup></b>					
Gros œuvre de bâtiments .....	- 2	+ 15	+ 9	- 7	- 12
dont :					
Bâtiments résidentiels .....	+ 1	+ 17	+ 12	- 7	- 15
Bâtiments non-résidentiels .....	- 8	+ 13	+ 6	- 7	- 7
Génie civil et travaux routiers .....	- 41	- 37	- 39	- 39	- 37
<b>D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois<sup>3</sup></b>					
Gros œuvre de bâtiments .....	0	+ 13	+ 9	- 1	+ 2
dont :					
Bâtiments résidentiels .....	+ 1	+ 14	+ 10	- 2	0
Bâtiments non-résidentiels .....	- 1	+ 10	+ 9	+ 1	+ 4
Génie civil et travaux routiers .....	- 11	+ 2	+ 6	- 8	- 6
<b>E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois<sup>1</sup></b>					
Gros œuvre de bâtiments .....	+ 19	+ 24	+ 18	+ 17	+ 21
dont :					
Bâtiments résidentiels .....	+ 19	+ 29	+ 19	+ 20	+ 24
Bâtiments non-résidentiels .....	+ 16	+ 17	+ 16	+ 14	+ 17
Génie civil et travaux routiers .....	+ 11	+ 6	+ 6	+ 4	+ 7

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

<sup>2</sup> Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

<sup>3</sup> Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».



I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente <sup>1</sup>			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée <sup>2</sup>	Série brute dessaisonnalisée
1989 Décembre .....	+19,5	+16	+ 8,9	+ 8	+14,6	+15	+ 9,9	+20	+14,0	+18	+14,4	+29	+ 9,4	+12,7	+12,6	+ 8	+16,1	+14
1990 Janvier .....	+21,5	+24	+11,1	+10	+13,4	+12	+ 8,8	+ 4	+12,0	+ 9	+13,1	+ 6	+ 9,7	+ 6,8	+12,3	+ 8	+15,4	+12
Février .....	+22,6	+27	+13,8	+18	+12,4	+11	+ 8,0	+ 6	+10,0	+ 9	+12,4	+11	+10,0	+10,0	+12,4	+12	+15,0	+15
Mars .....	+23,4	+19	+15,6	+14	+12,0	+12	+ 7,0	+19	+ 9,0	+ 9	+12,6	+12	+10,0	+10,2	+12,9	+16	+15,0	+16
Avril .....	+24,0	+26	+16,4	+20	+12,3	+12	+ 6,4	+ 1	+ 9,4	+ 8	+13,4	+16	+10,0	+ 9,8	+13,4	+15	+15,0	+15
Mai .....	+23,6	+24	+15,9	+19	+12,8	+11	+ 6,6	+ 7	+10,1	+12	+14,0	+13	+ 9,9	+10,7	+13,5	+13	+15,3	+13
Juin .....	+22,0	+14	+14,4	+ 9	+13,3	+17	+ 6,9	+ 3	+10,4	+ 7	+14,4	+15	+ 9,2	+ 5,2	+13,1	+ 7	+15,8	+17
Juillet .....	+19,0	+35	+13,0	+15	+13,8	+14	+ 7,0	+ 7	+10,1	+13	+13,8	+17	+ 8,0	+12,2	+12,1	+15	+16,1	+14
Août .....	+15,5	+ 4	+10,8	+11	+13,9	+20	+ 7,3	+ 9	+ 9,5	+13	+12,3	+14	+ 6,8	+ 5,2	+11,1	+13	+16,4	+20
Septembre .....	+12,5	+21	+ 7,5	+13	+13,1	+ 5	+ 6,1	+ 9	+ 8,3	+ 8	+10,0	+ 9	+ 5,0	+ 9,2	+10,3	+10	+16,1	+20
Octobre .....	+10,8	+10	+ 4,8	+ 1	+12,4	+13	+ 3,0	- 7	+ 6,8	+ 2	+ 7,0	+ 2	+ 2,8	- 0,8	+ 9,6	+ 9	+15,4	+16
Novembre .....	+ 9,9	+ 7	+ 1,8	- 3	+12,6	+17	- 0,6	- 4	+ 4,5	+ 6	+ 4,4	0	+ 0,8	- 1,8	+ 9,4	+ 9	+14,6	+11
Décembre .....	+ 8,4	+15	- 1,3	+ 1	+13,5	+ 9	- 4,6	+14	+ 0,6	+ 9	+ 2,5	+ 9	- 2,1	+ 6,5	+ 9,1	+15	+14,0	+12
1991 Janvier .....	+ 5,5	+11	- 4,4	+ 1	+15,4	+ 9	- 7,4	- 9	- 3,9	- 4	+ 1,9	-14	- 4,8	- 4,0	+ 8,8	0	+13,8	+14
Février .....	+ 2,1	-27	- 8,3	-19	+18,1	+17	- 8,1	- 9	- 7,6	-12	+ 2,1	+ 7	- 6,6	-12,8	+ 8,5	+ 4	+13,8	+24
Mars .....	- 0,6	+ 1	-11,6	- 9	+20,4	+25	- 8,3	- 8	-10,1	-11	+ 2,6	0	- 8,1	- 8,7	- 8,5	+15	+13,9	+13
Avril .....	- 2,1	- 3	-13,6	-14	+22,1	+20	- 8,1	- 5	-10,9	-12	+ 3,0	+ 3	- 8,7	- 8,5	+ 8,3	+ 9	+14,0	+16
Mai .....	- 2,4	- 4	-14,3	-18	+23,5	+24	- 8,3	-11	- 9,9	+ 2	+ 3,0	+ 3	- 8,7	- 8,7	+ 7,9	+ 7	+13,8	+14
Juin .....	- 1,4	- 2	-13,6	-15	+23,5	+27	- 8,4	- 5	- 8,1	-10	+ 2,6	+ 4	- 8,1	- 9,2	+ 7,3	+12	+13,3	+ 9
Juillet .....	+ 0,4	+26	-12,1	+ 7	+22,0	+24	- 8,1	-12	- 6,4	-14	+ 1,9	+ 7	- 6,7	- 1,7	+ 6,0	+ 6	+12,8	+15
Août .....	+ 2,0	+ 4	-10,8	-10	+20,0	+13	- 7,9	- 7	- 4,4	0	+ 1,1	0	- 4,9	- 4,3	+ 4,8	+ 5	+12,3	+ 6
Septembre .....	.	- 6	.	-14	.	+16	.	-14	.	- 4	.	0	.	- 9,0	.	+ 1	.	+12
Octobre .....	.	+18	.	+ 1	.	+20	.	- 6	.	- 1	.	0	.	- 1,3	.	+ 1	.	+13
Novembre .....	.	+ 5	.	- 7	.	+12	.	+12	.	- 6	.	+10	.	+ 0,3	.	+ 3	.	+11
Décembre .....	.	+ 2	.	-10	.	+16	.	+10	.	+ 3	.	+11	.	0,0	.	+ 3	.	+18

<sup>1</sup> Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

<sup>2</sup> Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXV<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

## I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la BNB			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la BNB <sup>1</sup>	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée <sup>2</sup>	Statistique annuelle des investissements industriels <sup>2</sup>
1981 .....	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982 .....	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983 .....	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984 .....	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985 .....	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986 .....	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987 .....	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	+ 6,4
1988 .....	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8	+ 24,6	+ 28,3
1989 .....	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0	+ 15,4	
1990 .....	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8	+ 14,5		
1991 .....	+ 4,1	+ 6,0	- 2,3			
1992 .....	+ 5,3					

<sup>1</sup> Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

<sup>2</sup> Source : INS.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI<sup>e</sup> année, tome 1, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

## II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

### 1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, INS, ONSS, ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale <sup>1</sup> .....	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active <sup>2</sup> .....	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)<sup>3</sup> :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total .....	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes .....	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes .....	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler <sup>4</sup> :								
Total .....	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes .....	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes .....	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total .....	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes .....	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes .....	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi) .....								
par :	- 69	- 49	- 37	- 6	+ 20	+ 25	+ 18	+ 53
2.1 les entreprises .....								
- 72	- 50	- 31	- 13	+ 13	+ 5	+ 31	+ 51	
- agriculture, sylviculture et pêche ...	- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2
- industrie <sup>5</sup> .....	- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13
- construction .....	- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8
- services .....	+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58
2.2 les services non-marchands <sup>6</sup> .....								
+ 3	+ 2	- 6	+ 7	+ 8	+ 18	- 14	- 14	+ 3
2.3 l'étranger <sup>7</sup> .....								
0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	+ 2	0
3. Chômage (1 - 2) <sup>8</sup> :								
Total .....	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes .....	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes .....	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

\* A la fin de l'année.

<sup>2</sup> Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

<sup>3</sup> Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

<sup>4</sup> Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

<sup>5</sup> Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

<sup>6</sup> Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

<sup>7</sup> Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

<sup>8</sup> Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

## II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi <sup>1</sup>						Taux de chômage <sup>5</sup>	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi <sup>2</sup>	Emplois vacants notifiés à l'ONEM <sup>3</sup>								
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement <sup>4</sup>	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifi- cations reçues durant le mois <sup>6</sup>	Emplois encore vacants <sup>1</sup>					
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite										(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus															
milliers d'unités						milliers d'unités											
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)							
1984 .....	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,4	—	10,8	8,0							
1985 Janvier-Mars .....	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,6	—	13,0	18,4							
Avril-Décembre .....		292,0	36,5			544,8	13,2				42,1						
1986 .....	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7							
1987 .....	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7							
1988 .....	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6							
1989 .....	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4							
1990 .....	70,4	246,2	31,1	45,5	9,3	402,5	9,8	72,4	13,4	18,7							
1991 .....	78,0	258,9	31,8	49,5	11,3	429,5	10,3	74,0	12,0	16,2							
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	69,7	249,0	31,2	59,1	9,5	418,5	9,8	73,5	13,5	19,5							
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	76,5	249,0	31,3	33,8	8,9	399,5	9,8	73,9	16,1	19,1							
2 <sup>e</sup> trimestre .....	67,0	238,7	30,8	22,8	8,4	367,7	9,7	71,1	14,9	20,4							
3 <sup>e</sup> trimestre .....	69,9	248,6	31,2	64,1	9,6	423,4	9,7	72,1	11,6	19,4							
4 <sup>e</sup> trimestre .....	68,3	248,4	30,9	61,3	10,4	419,3	9,8	72,6	10,8	16,0							
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	81,9	255,7	31,4	36,2	10,7	415,9	10,0	73,4	13,1	15,0							
2 <sup>e</sup> trimestre .....	75,6	249,1	31,3	26,0	10,9	392,9	10,2	73,8	12,6	16,2							
3 <sup>e</sup> trimestre .....	78,8	262,7	32,1	68,0	11,6	453,2	10,3	74,2	11,4	17,4							
4 <sup>e</sup> trimestre .....	75,7	268,2	32,3	67,6	12,1	455,9	10,6	74,4	11,1	16,3							
1991 Janvier .....	80,5	257,4	31,3	43,5	10,4	423,1	9,9	73,5	13,7	14,7							
Février .....	82,8	257,6	31,5	36,4	10,6	418,9	10,1	72,9	11,3	14,6							
Mars .....	82,4	252,1	31,3	28,8	11,1	405,7	10,0	73,8	14,4	15,7							
Avril .....	79,4	250,3	31,6	25,5	11,0	397,8	10,2	73,4	13,3	16,0							
Mai .....	75,0	248,2	31,2	24,6	10,9	389,9	10,2	73,7	12,1	16,1							
Juin .....	72,3	248,8	31,2	28,0	10,8	391,1	10,3	74,2	12,3	16,4							
Juillet .....	79,5	261,5	31,8	59,0	12,0	443,8	10,2	74,2	8,5	16,3							
Août .....	80,5	266,4	32,2	70,2	11,1	460,4	10,4	74,1	11,4	18,0							
Septembre .....	76,4	260,2	32,3	74,7	11,8	455,4	10,4	74,2	14,2	17,9							
Octobre .....	76,0	264,5	32,2	71,5	12,1	456,3	10,5	74,5	14,8	17,3							
Novembre .....	74,0	266,3	32,4	67,3	12,2	452,2	10,6	74,7	11,3	16,6							
Décembre .....	77,2	273,9	32,4	63,9	11,8	459,2	10,8	73,9	8,0	15,1							
1992 Janvier .....	87,5	279,0	32,9	49,9	11,8	461,1	.	73,7	14,1	16,0							

<sup>1</sup> Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

<sup>2</sup> Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïonnalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)} \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage}$$

<sup>3</sup> Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

<sup>4</sup> A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

<sup>5</sup> Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïonnalisés).

<sup>6</sup> Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — AGRICULTURE

Sources : INS : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<b>Superficie agricole utilisée<sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)								
Froment .....	187	177	180	181	185	186	203	205
Autres céréales panifiables .....	16	16	16	17	20	18	18	19
Céréales non panifiables .....	170	168	149	152	146	145	129	111
Betteraves sucrières .....	109	117	118	113	106	109	106	108
Autres plantes industrielles .....	14	17	16	13	16	16	17	19
Pommes de terre .....	34	36	41	40	45	41	42	48
Autres plantes et racines tuberculifères .....	15	15	15	14	14	12	12	12
Prés et prairies .....	686	678	669	661	652	647	638	633
Cultures maraîchères .....	25	25	27	23	27	29	29	27
Cultures fruitières .....	11	11	11	11	11	12	12	13
Divers .....	133	136	148	158	155	154	156	162
Total ...	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362	1.357
<b>Production végétale<sup>2</sup></b> (milliers de tonnes)								
Froment .....	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402	1.266
Avoine .....	80	92	94	59	60	70	45	34
Orge .....	670	873	685	793	678	738	647	534
Autres céréales .....	123	155	137	148	136	148	148	152
Betteraves sucrières .....	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061	6.418
Pommes de terre .....	978	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443	1.665
<b>Animaux<sup>1</sup></b> (milliers)								
Vaches laitières .....	984	994	973	947	922	892	872	846
Autres bovidés .....	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255	2.403
Porcs .....	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474	6.700
<b>Production animale</b>								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033	2.952
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	979	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116	1.094

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai.

<sup>2</sup> Estimations sur base des rendements à l'hectare.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

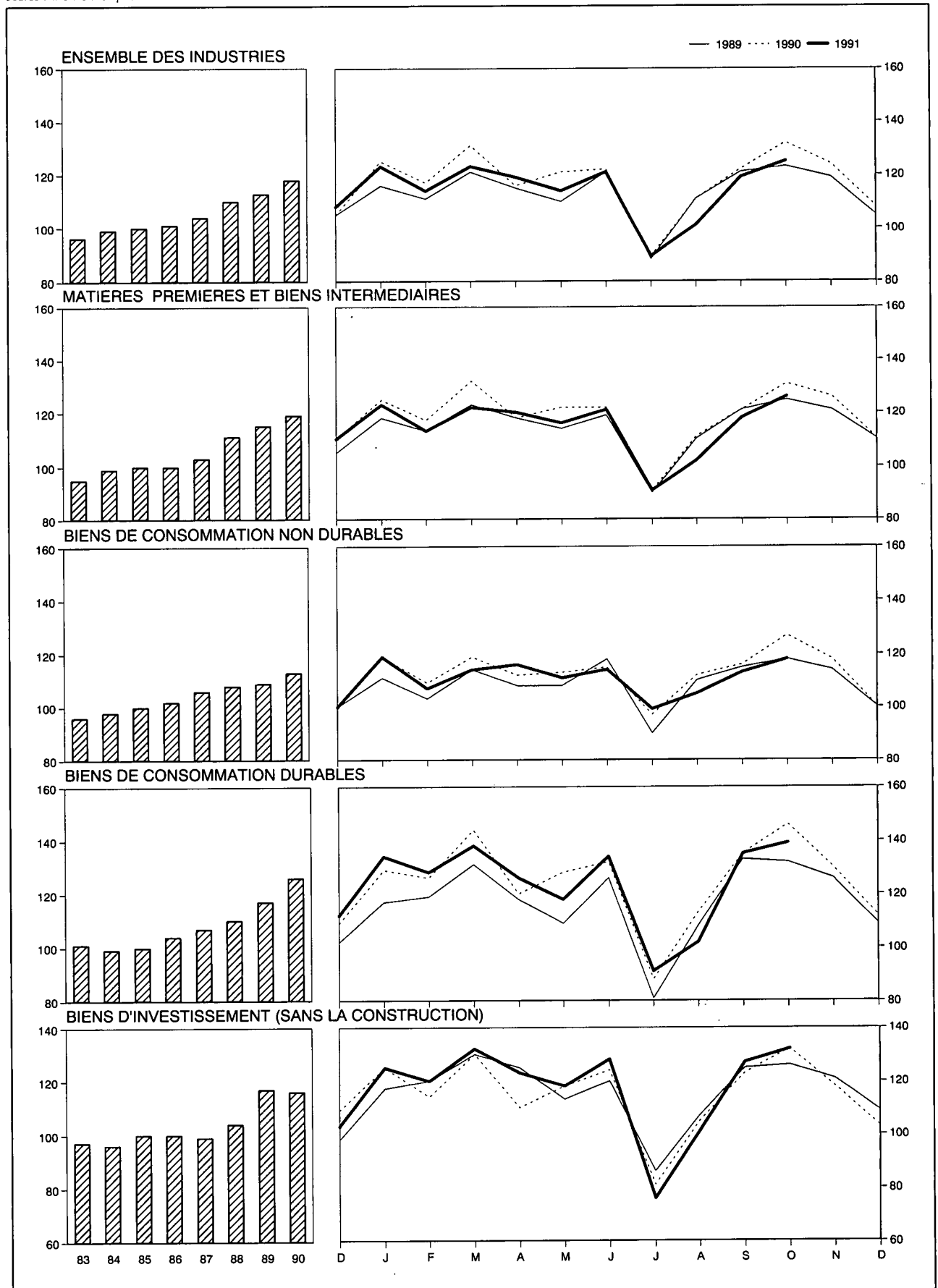
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1987
Poissons de fond .....	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1	29,1
Poissons pélagiques .....	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1	0,1
Crustacés et mollusques .....	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2	2,2
Total ...	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4	31,4

# IV — INDUSTRIE

## IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles



## IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général non compris la construction	Dont :		Dont :				Indice général y compris la construction	Construction
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988 et 1989 .....	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1983 .....	96	96	106	95	96	101	97	101	120
1984 .....	99	98	107	99	98	99	96	100	107
1985 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986 .....	101	101	89	100	102	104	100	101	101
1987 .....	104	104	77	103	106	107	99	103	100
1988 .....	110	111	67	111	108	110	104	110	111
1989 .....	113	115	54	115	109	117	117	114	118
1990 .....	118	121	38	119	113	125	115	123	144
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	106	109	48	107	105	107	106	107	111
4 <sup>e</sup> trimestre .....	116	117	52	119	111	122	119	116	119
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	124	126	45	124	115	132	123	126	139
2 <sup>e</sup> trimestre .....	119	123	42	120	112	124	117	126	159
3 <sup>e</sup> trimestre .....	107	109	32	107	108	111	100	111	129
4 <sup>e</sup> trimestre .....	121	123	33	121	115	129	118	125	144
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	120	123	23	119	113	133	126	118	111
2 <sup>e</sup> trimestre .....	118	122	31	119	113	126	123	122	140
3 <sup>e</sup> trimestre .....	103	105	26	104	105	109	101	106	117
1990 Octobre .....	132	135	41	131	125	146	133	141	179
Novembre .....	123	126	36	124	118	131	119	129	153
Décembre .....	107	110	23	108	101	111	104	106	99
1991 Janvier .....	123	127	25	123	118	134	126	121	111
Février .....	114	118	16	113	107	128	120	107	77
Mars .....	123	126	29	123	114	138	132	127	144
Avril .....	119	122	32	120	116	126	123	124	145
Mai .....	114	117	29	116	111	118	118	117	130
Juin .....	121	124	31	121	114	134	128	125	143
Juillet .....	89	92	18	91	99	91	76	85	67
Août .....	101	104	27	102	105	102	101	107	133
Septembre .....	119	122	34	118	113	135	127	125	151
Octobre .....	125	129	31	126	118	139	132	132	162

## IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

### Ventilation par secteur industriel

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988 et 1989 <sup>1</sup> .....	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1983 .....	96	92	93	97	93	95	92	105	100	101	107	93	94	122
1984 .....	96	97	104	100	96	98	96	110	100	99	102	99	95	115
1985 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986 .....	101	103	92	94	98	102	102	102	101	104	105	102	98	143
1987 .....	100	111	93	89	101	105	111	107	101	115	98	112	100	146
1988 .....	108	120	106	95	111	108	114	120	102	120	94	123	100	156
1989 .....	114	125	103	94	118	113	118	130	106	135	111	124	104	167
1990 .....	121	131	108	93	122	120	124	130	110	138	118	130	100	156
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	104	116	104	82	111	112	107	121	88	115	108	118	107	175
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	119	125	104	93	121	115	131	134	111	145	113	123	102	166
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	127	134	116	100	129	114	133	134	123	139	131	134	97	148
1990 2 <sup>e</sup> trimestre .....	121	130	109	99	128	117	114	135	113	139	110	135	103	184
1990 3 <sup>e</sup> trimestre .....	104	119	103	74	111	117	114	117	91	116	115	122	104	162
1990 4 <sup>e</sup> trimestre .....	124	131	105	91	122	121	135	132	115	148	114	129	99	132
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	123	135	111	97	126	113	137	116	112	143	143	133	101	180
1991 2 <sup>e</sup> trimestre .....	121	136	113	96	117	115	119	127	106	161	110	130	104	179
1991 3 <sup>e</sup> trimestre .....	99	119	97	75	103	117	112	114	83	123	117	115	111	167
1990 Octobre .....	138	143	110	101	139	135	131	147	133	164	132	147	99	79
1990 Novembre .....	126	133	114	99	124	126	135	133	121	151	109	134	97	137
1990 Décembre .....	109	118	90	74	103	102	139	115	92	129	101	106	102	180
1991 Janvier .....	124	140	112	100	136	120	143	126	113	145	138	134	98	187
1991 Février .....	117	128	106	92	119	104	137	99	108	132	143	129	98	177
1991 Mars .....	128	137	115	97	121	113	132	124	116	154	149	136	106	178
1991 Avril .....	120	139	114	99	123	116	121	127	108	156	114	135	105	178
1991 Mai .....	116	131	115	96	112	114	121	123	100	144	98	119	103	184
1991 Juin .....	125	137	109	94	116	115	115	131	111	184	117	135	106	175
1991 Juillet .....	77	115	94	36	91	107	110	89	61	98	100	103	101	193
1991 Août .....	95	114	90	93	105	118	111	115	81	119	110	111	116	194
1991 Septembre .....	124	128	108	91	113	126	113	137	107	152	141	130	116	115
1991 Octobre .....	129	136	116	98	126	132	127	143	111	171	129	132	110	161

<sup>1</sup> L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : MAE, Administration des Mines ; autres données : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m <sup>3</sup> )	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en UEBL	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total <sup>1</sup>	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1983 .....	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984 .....	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985 .....	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986 .....	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1987 .....	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000		
1988 .....	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159		
1989 .....	2.048	1.274	240	695	172	.	455	436	158	1.150	5.326		
1990 .....	2.103	1.252	227	700	146	.	452	439	86	1.261	5.572		
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.068	1.146	248	579	153	.	453	434	116	980	4.835		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.072	1.429	221	852	186	.	461	433	134	1.253	5.905		
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2.199	1.351	222	791	180	.	*455	*459	*136	*1.224	6.005		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.464	1.286	239	674	178	.	*461	*457	* 90	*1.330	5.049		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.103	1.311	222	768	139	.	*451	*415	* 59	*1.059	5.134		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.647	1.061	226	567	89	.	*439	*427	* 61	*1.384	6.099		
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2.504	1.468	205	881	208	.	*419	*433	* 62	*1.055	6.206		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.449	1.215	221	631	179	.	*408	*427	* 60	*1.328	5.369		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.287	1.202	239	647	127	.	.	.	.	.	.		
1990 Septembre .....	1.639	985	195	576	15	.	*436	*419	* 67	*1.119	5.371		
Octobre .....	963	909	219	475	42	.	*445	*464	* 75	*1.137	5.916		
Novembre .....	1.655	1.008	207	559	78	.	*427	*438	* 68	*1.773	6.098		
Décembre .....	2.323	1.266	251	666	146	.	*446	*380	* 39	*1.242	6.283		
1991 Janvier .....	2.526	1.660	213	1.139	154	.	*431	*433	* 65	*1.359	6.459		
Février .....	2.426	1.397	185	820	232	.	*392	*416	* 55	* 666	6.201		
Mars .....	2.559	1.347	217	684	238	.	*435	*449	* 65	*1.140	5.957		
Avril .....	2.446	1.209	212	629	170	.	*405	*397	* 63	*1.175	5.465		
Mai .....	2.531	1.038	235	520	110	.	*412	*441	* 56	*1.380	5.469		
Juin .....	2.371	1.398	217	744	258	.	*407	*444	* 60	*1.428	5.174		
Juillet .....	2.422	1.099	240	563	141	.	*408	*390	* 30	*935	4.963		
Août .....	2.332	1.309	268	750	83	.	.	.	.	.	5.034		
Septembre .....	2.107	1.200	210	626	158	.	.	.	.	.	.		

<sup>1</sup> Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole).

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

**IV - 4. — METALLURGIE**

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois <sup>2</sup>	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1983 .....	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984 .....	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985 .....	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986 .....	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987 .....	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988 .....	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989 .....	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1990 .....	955	761	32,1	82,7	114,8	112,7
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	914	775	29,2	82,6	111,8	111,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	909	644	27,4	68,2	95,7	89,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	918	720	34,6	84,0	118,6	115,4
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	* 1.022	* 822	* 34,1	* 88,2	* 122,3	* 114,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	* 966	* 799	* 33,1	* 82,4	* 115,7	* 115,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	* 901	* 664	* 28,4	* 71,1	* 99,6	* 99,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	* 930	* 757	* 32,5	* 89,1	* 121,7	* 121,4
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	* 989	* 830	* 30,8	* 85,7	* 116,5	* 112,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	* 1.002	* 802	* 31,5	* 81,5	* 112,9	* 113,4
1990 Août .....	* 959	* 688	* 34,2	* 70,5	* 104,7	* 98,6
Septembre .....	* 926	* 761	* 30,1	* 87,5	* 117,4	* 121,3
Octobre .....	* 979	* 830	* 33,7	* 98,6	* 132,3	* 133,0
Novembre .....	* 1.013	* 839	* 29,2	* 85,4	* 114,7	* 122,4
Décembre .....	* 799	* 601	* 34,7	* 83,3	* 118,0	* 108,7
1991 Janvier .....	* 1.003	* 836	* 30,9	* 84,8	* 115,7	* 112,6
Février .....	* 942	* 778	* 29,8	* 83,2	* 112,9	* 106,9
Mars .....	* 1.023	* 875	* 31,7	* 89,1	* 120,8	* 116,9
Avril .....	* 1.019	* 817	* 30,9	* 78,8	* 109,7	* 110,7
Mai .....	* 1.020	* 803	* 29,8	* 80,6	* 110,3	* 108,8
Juin .....	* 968	* 787	* 33,8	* 85,1	* 118,9	* 120,7
Juillet .....	* 816	* 595	* 22,0	* 55,4	* 77,4	* 76,4
Août .....	* 785	* 657	* 27,2	* 56,5	* 83,7	* 83,4

## IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région) ; autres données : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1985 = 100 <sup>1</sup>
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	
1983 .....	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	120
1984 .....	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	107
1985 .....	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	101
1986 .....	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	102
1987 .....	.	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	100
1988 .....	.	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	111
1989 .....	.	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	117
1990 .....	.	4,3	2.646	3,4	2.154	.	0,8	4.338	0,7	3.058	144
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	.	4,6	2.846	3,7	2.329	.	0,9	3.937	0,6	2.662	—
3 <sup>e</sup> trimestre .....	.	4,1	2.554	2,9	1.844	.	0,8	4.608	0,6	2.267	—
4 <sup>e</sup> trimestre .....	.	4,1	2.497	4,2	2.601	.	0,7	3.936	0,6	4.175	—
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	.	4,7	2.961	3,3	2.115	.	0,8	4.425	0,6	3.208	—
2 <sup>e</sup> trimestre .....	.	4,1	2.573	4,0	2.557	.	0,8	4.709	0,7	3.559	—
3 <sup>e</sup> trimestre .....	.	4,2	2.581	3,0	1.891	.	0,8	4.386	0,6	2.238	—
4 <sup>e</sup> trimestre .....	.	4,0	2.469	3,3	2.051	.	0,7	3.833	0,7	3.227	—
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	.	3,7	2.343	3,3	1.957	.	0,7	4.517	0,6	3.410	—
2 <sup>e</sup> trimestre .....	.	4,1	2.506	4,3	2.756	.	0,7	3.998	0,7	4.807	—
1990 Août .....	.	4,1	2.484	3,0	1.897	.	0,8	4.079	0,6	2.093	* 136
Septembre .....	.	4,0	2.450	2,7	1.708	.	0,8	4.492	0,5	1.955	* 138
Octobre .....	.	4,0	2.464	3,0	2.020	.	0,8	4.385	0,7	3.709	* 140
Novembre .....	.	4,2	2.485	3,3	1.958	.	0,7	3.745	0,6	2.433	* 143
Décembre .....	.	3,7	2.458	3,5	2.176	.	0,7	3.368	0,8	3.539	* 144
1991 Janvier .....	.	3,7	2.301	3,7	2.133	.	0,7	5.308	0,9	4.054	* 143
Février .....	.	3,4	2.132	2,3	1.436	.	0,6	3.106	0,4	1.971	* 138
Mars .....	.	3,9	2.595	3,8	2.303	.	0,7	5.138	0,6	4.205	* 137
Avril .....	.	3,6	2.371	3,6	2.297	.	0,7	3.811	0,5	2.932	* 136
Mai .....	.	3,5	2.039	4,2	2.569	.	0,6	2.991	0,7	2.802	* 134
Juin .....	.	5,2	3.108	5,2	3.403	.	0,9	5.193	1,0	8.687	* 132
Juillet .....	.	3,6	2.385	3,1	1.979	.	0,8	4.643	0,6	2.950	* 132
Août .....	.	3,0	1.841	3,0	2.007	.	0,6	3.739	0,6	3.005	* 130

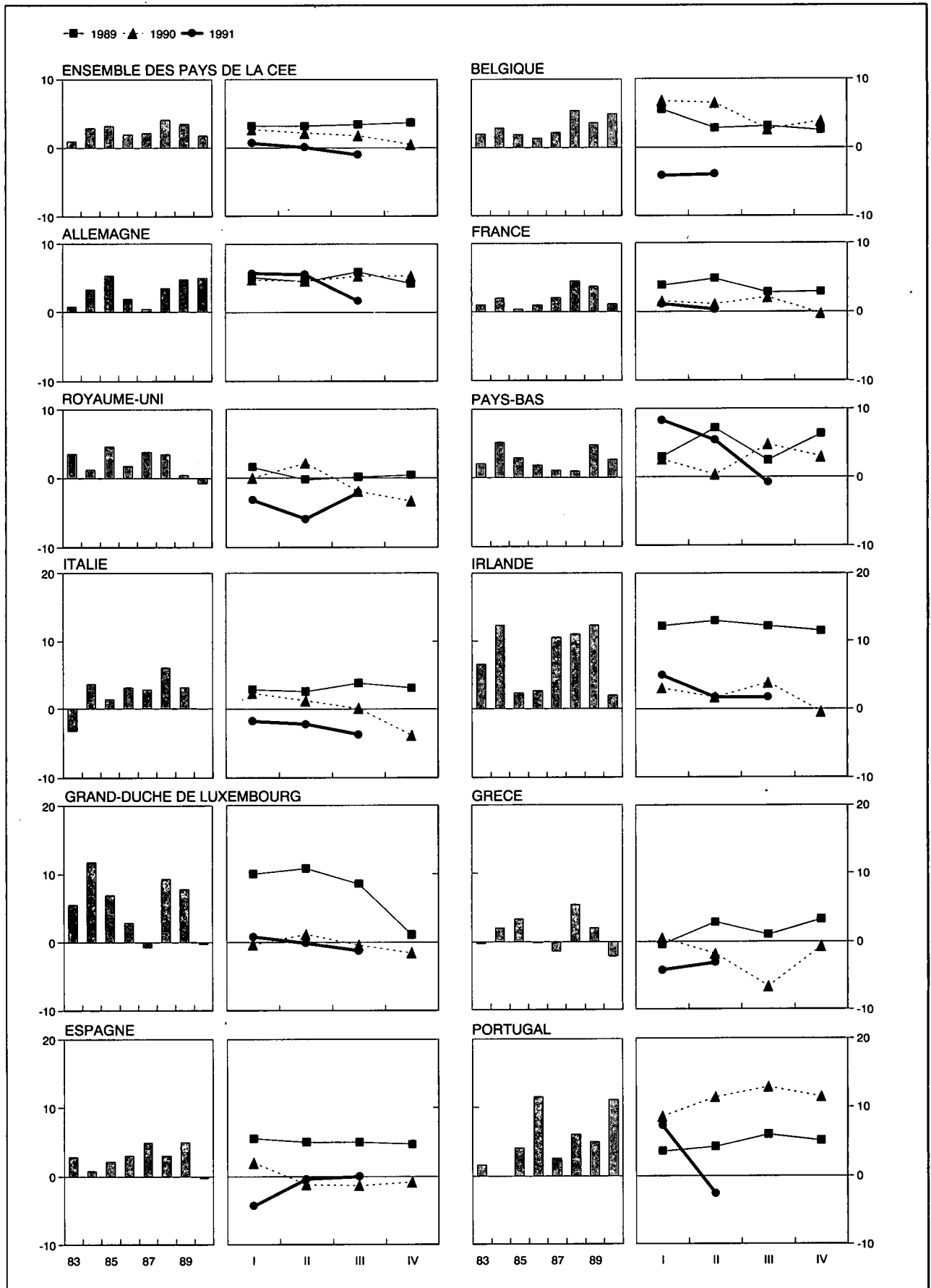
<sup>1</sup> Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non des-

saisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

### IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



#### IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

(indices 1985 = 100)

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays CEE (11 pays <sup>1</sup> )	Belgique	Alle- magne	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1983 .....	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984 .....	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986 .....	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987 .....	104	103	103	103	106	101	107	111	101	98	108	112
1988 .....	109	110	106	108	110	101	114	123	110	103	111	116
1989 .....	113	113	112	112	110	107	119	138	119	104	116	124
1990 .....	115	118	117	114	109	109	118	144	118	102	116	135
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	114	115	113	113	111	107	118	140	121	104	117	124
4 <sup>e</sup> trimestre .....	114	115	113	113	110	110	121	142	117	105	116	128
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	114	120	115	113	110	104	119	142	116	104	118	131
2 <sup>e</sup> trimestre .....	115	118	115	114	112	108	117	141	120	103	115	134
3 <sup>e</sup> trimestre .....	116	116	119	115	109	112	119	148	121	98	116	138
4 <sup>e</sup> trimestre .....	115	120	119	113	107	113	116	146	115	104	116	139
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	115	116	121	113	107	113	117	148	117	100	113	140
2 <sup>e</sup> trimestre .....	115	113	122	114	105	113	114	143	120	100	115	.
3 <sup>e</sup> trimestre .....	115	.	121	.	106	111	114	150	120	.	116	.
1990 Octobre .....	115	118	120	114	108	111	116	144	114	107	116	139
Novembre .....	115	121	119	112	107	112	115	145	116	102	117	140
Décembre .....	114	120	119	110	106	116	118	149	116	103	114	138
1991 Janvier .....	116	116	122	114	105	114	117	149	114	100	117	135
Février .....	116	116	121	113	107	120	117	151	118	100	116	138
Mars .....	114	115	121	110	107	106	117	145	121	100	106	141
Avril .....	114	111	121	113	104	111	111	144	117	102	118	129
Mai .....	114	113	120	113	104	115	113	140	117	100	115	132
Juin .....	117	114	125	113	107	114	119	145	126	100	113	.
Juillet .....	116	106	122	114	107	112	115	142	115	101	117	.
Août .....	114	106	120	114	106	112	112	153	124	.	115	.
Septembre .....	114	.	120	113	106	108	116	156	120	.	116	.
Octobre .....	115	.	119	114	107	115	114	.	.	.	122	.

<sup>1</sup> Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a. — Activités de la SNCB et de la SABENA

Sources : SNCB et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	SNCB					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives <sup>1</sup>	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales <sup>2</sup>	minerais <sup>2</sup>		
(millions)			(milliers de tonnes)			(millions)	
1983 .....	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984 .....	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985 .....	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986 .....	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987 .....	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988 .....	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989 .....	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1990 .....	545	696	5.594	1.254	1.075	631	114
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	549	683	5.649	1.162	1.216	565	109
3 <sup>e</sup> trimestre .....	519	626	5.068	1.128	1.157	672	113
4 <sup>e</sup> trimestre .....	551	719	5.745	1.301	1.147	528	109
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	540	706	5.729	1.346	1.108	500	102
2 <sup>e</sup> trimestre .....	537	690	5.619	1.221	1.112	658	119
3 <sup>e</sup> trimestre .....	537	650	5.128	1.164	1.036	788	128
4 <sup>e</sup> trimestre .....	566	739	5.898	1.287	1.044	578	109
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	549	633	5.076	1.093	1.011	455	89
2 <sup>e</sup> trimestre .....	571	699	5.407	1.067	1.108	499	91
1990 Septembre .....	516	669	5.305	1.240	1.022	734	127
Octobre .....	604	833	6.570	1.432	1.239	644	118
Novembre .....	541	746	6.155	1.308	1.117	521	103
Décembre .....	552	637	4.969	1.120	777	570	106
1991 Janvier .....	541	608	4.937	1.081	1.062	530	97
Février .....	539	558	4.633	926	896	375	80
Mars .....	567	733	5.657	1.272	1.073	461	91
Avril .....	565	651	4.966	1.040	1.198	473	86
Mai .....	572	677	5.440	974	1.137	488	88
Juin .....	576	768	5.816	1.187	990	535	98
Juillet .....	574	605	4.947	1.010	1.115	640	100
Août .....	523	674	5.096	864	926	660	95
Septembre .....	* 562	705	5.566	1.125	992	591	90

<sup>1</sup> Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

<sup>2</sup> Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —  
Navigation  
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], INS (autres colonnes).

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics <sup>1</sup>	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1983 .....	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984 .....	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985 .....	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986 .....	10.582	4.315	3.051	1.728	1.523	414	3.478	418	272	7.943	434
1987 .....	10.849	4.465	2.962	1.697	1.609	417	3.866	604	322	7.865	427
1988 .....	11.278	4.792	3.231	1.789	1.406	365	4.128	617	349	8.263	453
1989 .....		4.093	3.134	1.803	1.267	399	5.031	908	422	8.105	444
1990 .....		4.514	3.267	1.983	1.413	344	5.590	1.141	463	8.331	454
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....		3.754	2.809	1.788	1.218	290	4.795	805	385	7.904	424
4 <sup>e</sup> trimestre .....		4.421	3.151	1.973	1.436	445	5.126	1.097	455	8.047	454
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....		3.456	2.756	1.996	1.293	417	5.126	1.120	522	8.323	463
2 <sup>e</sup> trimestre .....		4.781	3.614	1.870	1.280	269	5.777	1.134	405	9.071	481
3 <sup>e</sup> trimestre .....		5.518	3.594	2.032	1.261	276	5.728	1.026	431	7.960	425
4 <sup>e</sup> trimestre .....		4.299	3.102	2.033	1.819	411	5.728	1.285	496	7.972	447
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....				1.978			5.374			7.584	426
2 <sup>e</sup> trimestre .....										8.462	456
1990 Juin .....		6.499	3.578	1.595	1.570	263	6.136	1.096	432	9.137	494
Juillet .....		7.012	4.531	2.001	1.309	335	5.841	1.308	433	7.631	397
Août .....		6.552	4.022	2.073	1.434	303	5.422	829	522	8.224	429
Septembre .....		2.990	2.230	2.023	1.041	191	5.921	940	338	8.024	448
Octobre .....		4.853	3.441	1.895	1.058	426	6.629	918	300	8.557	492
Novembre .....		3.571	2.770	2.006	2.704	377	5.459	1.232	379	8.363	459
Décembre .....		4.473	3.095	2.199	1.695	431	5.097	1.704	809	6.997	389
1991 Janvier .....				1.958			5.617			7.953	447
Février .....				1.814			4.976			6.157	365
Mars .....				2.162			5.529			8.641	467
Avril .....				2.141			5.572			8.633	467
Mai .....				1.985			5.739			8.369	447
Juin .....										8.383	454

<sup>1</sup> Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

## V - 2. — TOURISME

### Nuits passées par les touristes en Belgique<sup>1</sup>

(milliers)

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1983 .....	<b>2.528</b>	1.783	75	256	105	110	50
1984 .....	<b>2.557</b>	1.778	80	257	105	117	62
1985 .....	<b>2.595</b>	1.775	79	264	103	126	74
1986 .....	<b>2.637</b>	1.819	81	277	96	126	67
1987 .....	<b>2.565</b>	1.727	81	299	90	131	61
1988 .....	<b>2.706</b>	1.825	84	339	81	141	48
1989 .....	<b>2.997</b>	1.983	101	374	99	164	49
1990 .....	<b>2.641</b>	1.656	86	376	106	140	51
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>2.407</b>	1.483	93	300	103	162	54
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>5.314</b>	3.871	106	694	120	197	55
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>1.272</b>	591	62	223	78	98	42
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<b>983</b>	428	54	177	58	77	36
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>2.736</b>	1.683	104	345	133	180	57
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>5.459</b>	3.864	117	737	148	201	68
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>1.386</b>	650	68	246	85	103	42
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .... *	<b>1.034</b>	499	56	155	62	87	24
2 <sup>e</sup> trimestre .... *	<b>2.433</b>	1.529	91	278	112	162	47
1990 Juillet .....	<b>7.396</b>	5.390	127	1.012	143	264	75
Août .....	<b>6.682</b>	4.935	143	870	155	184	64
Septembre .....	<b>2.298</b>	1.267	83	331	148	155	66
Octobre .....	<b>1.673</b>	762	74	313	118	149	54
Novembre .....	<b>1.303</b>	596	75	221	79	90	38
Décembre .....	<b>1.182</b>	592	56	205	58	71	33
1991 Janvier .....	<b>727</b>	309	43	126	37	59	25
Février .....	<b>867</b>	414	51	139	53	58	18
Mars .....	<b>1.509</b>	774	73	201	97	145	30
Avril .....	<b>2.254</b>	1.496	85	215	102	126	38
Mai .....	<b>2.585</b>	1.551	111	335	122	190	51
Juin .....	<b>2.460</b>	1.539	77	285	113	169	52
Juillet .....	<b>6.608</b>	5.114	81	856	88	228	23

<sup>1</sup> Y compris les nuitées de camping.



## V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

### a. — Ventes du commerce de détail

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail <sup>1</sup>	Grands magasins et entreprises à succursales <sup>2</sup>	Supermarchés <sup>3</sup>	Coopératives de consommation	Alimentation <sup>4</sup>	Textiles et habillement <sup>5</sup>	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité <sup>6</sup>
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981 .....	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1983 .....	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984 .....	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985 .....	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986 .....	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987 .....	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988 .....	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989 .....	159	159	127	24	155	180	190	148	162	110
1990 .....	* 163	169	131	22	* 163	* 187	* 195	* 150	* 168	* 109
1988 4 <sup>e</sup> trimestre .....	159	165	127	26	158	181	196	143	164	113
1989 1 <sup>er</sup> trimestre .....	148	149	119	24	145	170	165	142	152	104
2 <sup>e</sup> trimestre .....	162	161	128	24	157	182	182	157	165	112
3 <sup>e</sup> trimestre .....	150	152	129	26	152	168	180	136	154	104
4 <sup>e</sup> trimestre .....	176	175	133	22	166	201	232	158	180	120
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	* 157	161	124	20	* 155	* 174	* 179	* 154	* 161	* 106
2 <sup>e</sup> trimestre .....	* 167	171	130	23	* 165	* 183	* 201	* 158	* 171	* 113
3 <sup>e</sup> trimestre .....	* 154	159	132	24	* 160	* 176	* 182	* 136	* 159	* 103
4 <sup>e</sup> trimestre .....	* 175	184	136	22	* 173	* 213	* 219	* 153	* 180	* 115
1989 Décembre .....	204	203	152	24	191	223	295	175	208	138
1990 Janvier .....	* 154	159	123	20	* 152	* 187	* 171	* 145	* 158	* 104
Février .....	* 145	149	116	19	* 145	* 141	* 174	* 144	* 149	* 98
Mars .....	* 173	176	134	21	* 167	* 195	* 192	* 174	* 177	* 117
Avril .....	* 163	170	126	22	* 158	* 197	* 191	* 153	* 168	* 110
Mai .....	* 169	172	130	23	* 166	* 187	* 203	* 158	* 173	* 114
Juin .....	* 169	172	133	23	* 171	* 165	* 208	* 162	* 173	* 114
Juillet .....	* 148	162	131	25	* 153	* 179	* 183	* 130	* 155	* 102
Août .....	* 148	155	136	25	* 164	* 141	* 173	* 134	* 153	* 100
Septembre .....	* 166	161	130	21	* 163	* 207	* 191	* 144	* 168	* 108
Octobre .....	* 168	172	130	22	* 164	* 212	* 200	* 149	* 172	* 110
Novembre .....	* 156	172	126	21	* 160	* 186	* 187	* 142	* 163	* 104
Décembre .....	* 200	209	151	23	* 195	* 242	* 270	* 167	* 206	* 132

<sup>1</sup> Indices calculés sur base des données d'un sondage.

<sup>2</sup> Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

<sup>3</sup> Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

<sup>4</sup> Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

<sup>5</sup> Y compris les textiles d'ameublement.

<sup>6</sup> Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

## V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

### a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province Toutes opérations	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total		
1987 .....	2	303	7		19.125		20.861	3	40.301	885	<b>41.186</b>
1988 .....	2	272	8		21.227		22.107	2	43.618	833	<b>44.451</b>
1989 .....	2	265	7		23.494		24.051	3	47.822	786	<b>48.608</b>
1990 .....	1	242	6		25.993		25.897	2	52.141	709	<b>52.850</b>
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	2	265	7		23.434		22.051	4	45.763	758	<b>46.521</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2	248	7		24.661		25.645	3	50.566	762	<b>51.328</b>
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2	257	6		24.349		25.784	3	50.401	745	<b>51.146</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1	259	6	43	21	26.264	26.527	1	53.122	757	<b>53.879</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2	246	6	43	20	25.534	23.991	1	49.843	688	<b>50.531</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2	205	6	45	23	27.630	27.288	0	55.199	646	<b>55.845</b>
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1	222	3	44	27	25.398	26.858	1	52.554	602	<b>53.156</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0	236	3	43	29	27.820	27.749	1	55.881	650	<b>56.531</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0	232	3	38	30	28.277	26.213	2	54.795	575	<b>55.370</b>
1990 Novembre .....	2	181	6	45	22	25.808	26.336	0	52.400	600	<b>53.000</b>
Décembre .....	1	198	5	41	25	28.064	27.652	0	55.986	632	<b>56.618</b>
1991 Janvier .....	1	245	4	51	32	26.748	27.935	1	55.017	665	<b>55.682</b>
Février .....	1	210	3	39	22	23.745	25.688	0	49.708	565	<b>50.273</b>
Mars .....	1	209	3	43	28	25.701	26.951	1	52.937	577	<b>53.514</b>
Avril .....	1	232	3	45	31	29.503	27.564	1	57.380	683	<b>58.063</b>
Mai .....	0	228	3	45	27	28.150	28.470	1	56.924	641	<b>57.565</b>
Juin .....	0	249	3	38	28	25.807	27.212	1	53.338	625	<b>53.963</b>
Juillet .....	0	295	3	38	29	31.008	28.202	5	59.580	716	<b>60.296</b>
Août .....	0	210	3	38	34	26.130	24.099	1	50.515	528	<b>51.043</b>
Septembre .....	0	191	3	39	28	27.693	26.336	1	54.291	481	<b>54.772</b>
Octobre .....	0	219	3	44	36	30.208	29.832	0	60.342	543	<b>60.885</b>
Novembre .....	0	173	2	42	33	26.648	27.120	0	54.018	438	<b>54.456</b>

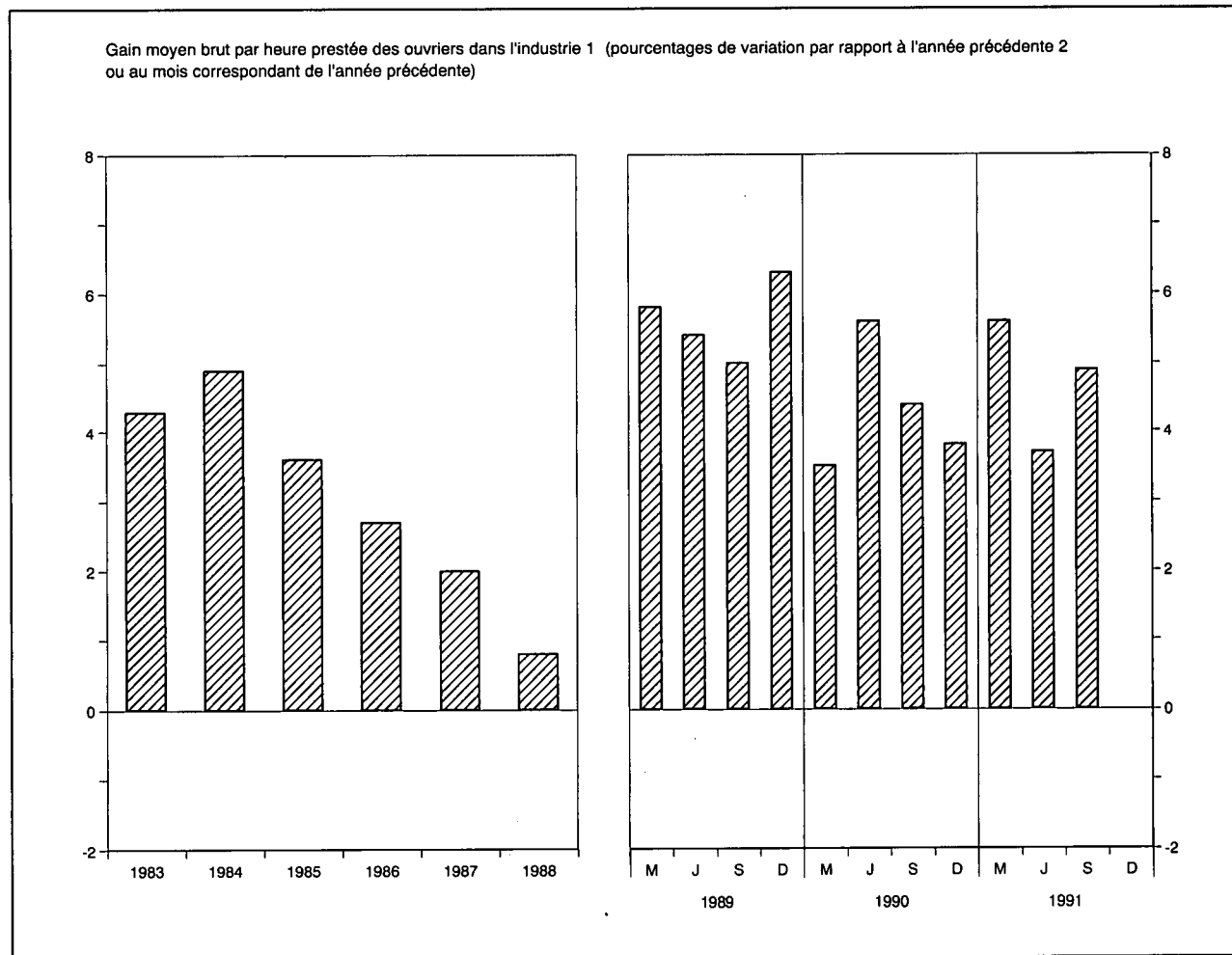
### b) Montant des opérations

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province Toutes opérations	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total		
1987 .....	288	5	1.216		837		7.191	1.035	10.572	672	<b>11.244</b>
1988 .....	238	5	1.272		965		7.575	1.082	1.137	744	<b>11.881</b>
1989 .....	256	5	1.352		1.125		9.080	1.820	3.638	773	<b>14.411</b>
1990 .....	221	3	1.170		1.886		10.310	1.517	15.107	795	<b>15.902</b>
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	237	5	1.280		1.101		8.813	2.007	13.443	706	<b>14.149</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....	245	4	1.258		1.102		9.896	2.151	14.656	805	<b>15.461</b>
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	221	4	1.199		1.363		10.772	2.365	15.924	826	<b>16.750</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....	212	3	1.285	9	3	1.955	10.019	1.437	14.923	789	<b>15.712</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....	212	3	1.124	8	4	2.091	10.057	1.196	14.695	771	<b>15.466</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....	239	2	1.071	11	3	2.099	10.391	1.071	14.887	794	<b>15.681</b>
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	623	3	1.133	14	1	1.998	12.362	1.014	17.148	698	<b>17.846</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....	717	4	1.023	11	1	1.670	12.456	675	16.557	462	<b>17.019</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....	696	4	1.001	8	1	1.397	12.294	503	15.904	409	<b>16.313</b>
1990 Novembre .....	248	2	1.047	13	1	1.806	9.548	929	13.594	745	<b>14.339</b>
Décembre .....	235	2	1.037	12	5	2.264	10.856	1.078	15.489	818	<b>16.307</b>
1991 Janvier .....	328	4	1.216	12	1	1.985	12.047	1.046	16.639	850	<b>17.489</b>
Février .....	737	3	1.088	16	2	2.011	12.091	821	16.769	741	<b>17.510</b>
Mars .....	804	3	1.095	14	1	1.997	12.948	1.173	18.035	504	<b>18.539</b>
Avril .....	723	3	1.049	21	2	1.969	12.977	867	17.611	486	<b>18.097</b>
Mai .....	733	4	867	10	1	1.711	12.002	530	15.858	464	<b>16.322</b>
Juin .....	694	5	1.152	3	1	1.329	12.390	627	16.201	435	<b>16.636</b>
Juillet .....	707	5	1.002	5	2	1.633	13.060	595	17.009	467	<b>17.476</b>
Août .....	711	3	974	10	1	1.382	12.063	495	15.639	380	<b>16.019</b>
Septembre .....	670	3	1.029	8	1	1.176	11.759	418	15.064	379	<b>15.443</b>
Octobre .....	652	3	1.045	9	1	1.653	12.329	510	16.202	402	<b>16.604</b>
Novembre .....	512	2	868	47	1	1.464	11.110	420	14.424	335	<b>14.759</b>

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie <sup>1 2</sup>				Salaires conventionnels <sup>5</sup>			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type <sup>3</sup>		Salaire-coût horaire <sup>4</sup>	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	BNB			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
<b>Indices 1975 = 100</b>								
1984 .....	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985 .....	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986 .....	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987 .....	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
<b>Indices 1987 = 100</b>								
1988 .....	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989 .....	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990 .....	111,1	110,3	111,8	110,6	112,1	112,8	112,0	111,9
1991 .....	*116,6	*116,0	*117,7	.	118,0	118,8	117,0	116,6
1990 Mars .....	108,1	108,9	110,4	107,5	110,6	111,1	110,4	110,4
Juin .....	111,0	109,5	111,0	110,5	111,3	111,8	110,8	110,9
Septembre .....	110,5	110,9	112,4	109,9	112,8	113,6	112,5	112,5
Décembre .....	114,8	111,8	113,4	114,3	113,7	114,5	114,3	113,7
1991 Mars .....	*114,2	114,5	116,3	*113,5	116,2	117,4	115,9	115,3
Juin .....	*115,1	115,6	116,9	*114,5	117,5	118,1	116,3	116,1
Septembre .....	*115,9	*116,1	*117,9	*114,8	118,3	119,0	116,8	116,6
Décembre .....	*121,3	*117,8	*119,5	.	119,9	120,8	118,8	118,4

<sup>1</sup> Y compris les ouvriers du transport.

<sup>2</sup> Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

<sup>3</sup> Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

<sup>4</sup> Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

<sup>5</sup> Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

## VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : INS.

Groupes et branches d'industrie	1988	1989	1989	1990	1990	1988	1989	1989	1990	1990
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i> .....	310	318	328	337	343	76,6	78,4	80,8	84,0	86,2
<i>Industrie extractive</i> .....	346	351	357	368	369	69,2	65,0	73,6	81,9	86,1
<i>Bâtiment et génie civil</i> .....	299	310	319	326	333	71,0	73,0	74,6	78,3	79,1
<i>Industrie manufacturière</i> .....	310	318	327	337	342	77,5	79,6	81,8	84,6	86,7
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	308	314	322	330	336	73,5	76,2	79,6	80,5	83,4
Construction de machines et de matériel mécanique .....	326	331	337	350	357	80,5	82,2	83,0	86,3	88,9
Construction électrique et électronique .....	309	316	323	336	342	81,3	82,5	85,0	87,9	90,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	327	331	339	346	357	79,6	82,0	82,8	86,9	87,1
Construction d'autre matériel de transport ....	322	329	334	348	355	76,7	79,4	81,4	85,8	87,4
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires .....	300	313	313	330	337	74,6	76,1	77,8	81,3	85,0
Métallurgie de base .....	385	391	402	422	427	91,1	94,0	96,2	100,7	102,2
Industrie chimique .....	377	391	398	412	421	89,2	93,3	95,7	98,2	100,8
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac .....	297	303	311	319	325	73,2	74,1	76,4	78,8	80,7
Industrie textile .....	264	272	277	287	291	70,8	71,8	72,8	75,7	77,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	324	332	340	351	359	78,7	80,7	83,2	85,2	87,3
Industrie du bois .....	275	281	286	299	302	61,8	63,9	65,5	66,7	68,8
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	231	235	244	248	252	55,9	56,9	60,1	61,2	62,9
Industrie du papier, imprimerie et édition ....	343	354	355	370	376	74,8	77,0	78,9	81,8	83,5
Raffineries de pétrole .....	486	504	525	553	590	113,7	117,5	115,6	124,2	127,4
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude .....	—	—	—	—	—	91,6	94,9	96,9	100,7	101,8

## VII. — INDICES DE PRIX

### 1. — MATIERES PREMIERES<sup>1</sup>

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1984 .....	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985 .....	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986 .....	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987 .....	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988 .....	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989 .....	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990 .....	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1991 .....	161,8	136,4	89,0	84,4	98,4	88,2	172,5	182,0	174,5	149,5	176,6	173,3	176,9
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	160,6	144,2	95,2	95,4	95,7	95,0	181,5	195,0	202,6	125,1	170,1	164,4	170,7
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	165,3	146,4	96,8	93,7	94,3	99,4	184,1	205,3	189,7	131,3	176,2	173,0	176,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	152,8	151,5	99,2	96,6	97,6	101,3	191,4	209,1	203,4	137,9	153,5	173,4	151,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	199,5	154,9	92,7	84,8	98,1	95,2	202,2	213,6	217,7	157,2	225,6	176,6	230,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	225,1	150,5	89,9	77,4	99,0	93,7	196,7	215,2	196,5	156,9	268,6	184,6	276,6
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	165,3	145,1	89,1	80,9	97,4	90,7	187,7	207,1	183,7	151,0	177,1	182,2	176,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	156,8	135,7	87,6	82,7	97,3	87,0	172,4	184,7	175,6	141,7	169,1	166,0	169,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	160,6	131,4	88,3	84,0	98,3	87,2	164,3	168,0	169,8	149,0	177,6	165,9	178,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	164,4	133,5	90,9	89,9	100,5	88,0	165,9	168,4	169,1	156,4	182,5	179,2	182,8
1990 Décembre .....	201,2	148,6	90,1	77,4	98,6	94,1	193,2	214,2	187,2	155,7	232,0	185,3	236,4
1991 Janvier .....	182,3	146,7	89,0	79,4	96,7	91,7	190,7	212,6	183,8	152,6	203,1	183,8	205,0
Février .....	157,7	146,1	88,5	80,1	97,0	90,2	189,9	209,8	184,1	154,6	164,5	186,6	162,4
Mars .....	155,8	142,4	89,8	83,3	98,6	90,3	182,4	198,9	183,2	145,9	163,6	176,1	162,4
Avril .....	157,9	138,8	89,1	83,3	98,4	89,0	176,6	187,7	184,2	143,0	169,1	168,2	169,2
Mai .....	159,2	135,4	86,6	83,1	96,9	85,0	172,6	186,2	173,5	142,3	173,1	167,3	173,6
Juin .....	153,4	133,0	87,2	81,8	96,6	86,9	167,9	180,2	169,0	139,8	165,2	162,5	165,5
Juillet .....	158,1	131,5	86,3	80,1	95,5	86,4	165,9	174,8	169,8	141,6	173,6	162,3	174,7
Août .....	159,8	130,2	87,9	84,3	98,4	86,1	162,5	164,1	168,7	150,8	177,1	165,3	178,3
Septembre .....	163,8	132,6	90,8	87,5	100,9	89,1	164,4	165,0	170,8	154,7	182,1	170,0	183,2
Octobre .....	171,6	133,7	90,1	89,1	99,2	87,3	167,0	170,2	170,6	155,4	193,8	173,9	195,7
Novembre .....	168,0	133,5	90,6	88,8	100,9	88,0	166,2	167,5	171,7	156,2	188,2	179,1	189,1
Décembre .....	153,6	133,2	92,0	91,9	101,4	88,8	164,5	167,6	164,9	157,5	165,5	184,5	163,7

<sup>1</sup> Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1983 .....	130,5	132,7	142,8	138,2
1984 .....	137,1	140,8	155,3	148,6
1985 .....	135,2	144,8	159,7	152,5
1986 .....	125,1	131,6	138,3	135,0
1987 .....	122,0	125,8	130,6	128,3
1988 .....	121,3	127,4	133,4	130,4
1989 .....	133,8	134,7	142,5	138,9
1990 .....	127,6	135,5	140,0	137,6
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	134,0	135,5	142,8	139,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	137,2	136,1	141,0	139,0
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	130,1	134,9	140,6	137,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	131,3	134,4	137,4	135,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	124,8	136,2	139,0	137,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	124,2	136,5	142,9	139,4
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	127,8	133,3	139,6	136,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	125,0	133,7	137,6	135,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	124,3	134,4	138,6	136,2
1990 Octobre .....	122,7	137,9	142,6	139,7
Novembre .....	124,3	136,4	143,5	139,7
Décembre .....	125,6	135,2	142,6	138,8
1991 Janvier .....	124,6	134,5	141,7	137,9
Février .....	133,6	133,0	138,5	136,0
Mars .....	125,1	132,3	138,6	135,4
Avril .....	120,0	133,3	137,5	135,0
Mai .....	125,7	133,7	137,3	135,3
Juin .....	129,2	134,1	138,1	136,0
Juillet .....	122,7	133,9	138,9	136,1
Août .....	121,9	134,4	137,8	135,6
Septembre .....	128,2	135,0	139,1	136,9
Octobre .....	135,0	135,5	137,1	136,4

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 2-3, août-septembre 1989.

## VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : MAE.

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1984 .....	140,8	158,6	146,8	130,6	129,6	147,6	131,4	130,6
1985 .....	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986 .....	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987 .....	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,6	135,1	138,9
1988 .....	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1989 .....	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1990 .....	135,5	110,6	152,8	149,2	140,0	128,9	142,7	150,2
1991 .....*	133,9	106,0	143,7	152,8	142,1	124,4	144,8	154,5
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	136,1	108,8	156,2	147,7	142,0	129,3	144,9	148,3
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	134,9	107,4	154,9	148,5	140,1	128,5	141,9	149,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	134,4	104,1	154,8	148,9	140,9	126,6	143,6	149,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	136,2	113,6	152,6	149,3	139,8	130,0	142,9	150,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	136,5	117,3	149,0	150,3	139,2	130,5	142,3	151,6
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	133,3	105,7	145,5	151,3	140,4	124,3	143,5	152,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	133,7	104,8	144,8	152,8	141,9	124,4	143,9	154,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	134,4	107,6	143,5	153,5	142,1	125,1	144,6	155,3
4 <sup>e</sup> trimestre ..... *	134,4	105,9	141,1	153,5	144,1	123,8	147,1	155,4
1990 Décembre .....	135,2	113,1	147,8	150,8	139,2	128,3	142,1	152,3
1991 Janvier .....	134,5	110,6	146,0	150,8	140,1	126,7	143,0	152,3
Février .....	133,0	104,4	145,1	151,6	140,6	123,5	143,7	153,1
Mars .....	132,3	102,1	145,4	151,6	140,5	122,5	143,6	153,1
Avril .....	133,3	104,1	145,3	151,6	141,7	124,2	143,7	153,1
Mai .....	133,7	104,7	144,4	153,4	141,8	124,3	143,8	155,1
Juin .....	134,1	105,5	144,7	153,4	142,2	124,8	144,3	155,1
Juillet .....	133,9	106,5	144,0	153,4	141,3	124,8	143,6	155,1
Août .....	134,4	107,9	143,4	153,5	141,8	125,3	144,3	155,4
Septembre .....	135,0	108,3	143,2	153,5	143,2	125,4	146,0	155,4
Octobre .....	135,2	109,6	141,5	153,5	143,5	125,6	146,2	155,4
Novembre ..... *	134,8	107,2	141,0	153,5	144,3	124,3	147,3	155,4
Décembre ..... *	133,2	101,0	141,0	153,5	144,6	121,3	147,8	155,4

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

## VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
<b>Indices 1981 = 100</b>					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général .....	<b>100,000</b>	22,145	42,795	28,660	6,400
1985 .....	<b>129,87</b>	131,88	131,52	125,82	130,09
1986 .....	<b>131,56</b>	134,44	129,00	132,38	134,96
1987 .....	<b>133,60</b>	133,90	130,43	136,52	140,72
1988 .....	<b>135,15</b>	133,88	131,91	138,59	145,85
1989 .....	<b>139,35</b>	138,07	136,37	142,14	151,24
1990 .....	<b>144,16</b>	143,18	141,17	146,69	156,08
1990 3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>144,77</b>	143,11	141,40	148,50	156,36
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>146,51</b>	145,02	144,57	148,16	157,24
<b>Indices 1988 = 100<sup>1</sup></b>					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général .....	<b>100,000</b>	18,985	39,675	34,165	7,175
1991 .....	<b>109,98</b>	108,88	110,20	110,46	109,49
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<b>108,98</b>	108,35	109,54	108,92	107,78
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>109,28</b>	107,93	109,56	109,74	109,21
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>110,54</b>	109,58	110,35	111,41	109,99
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>111,13</b>	109,65	111,33	111,76	110,99
1991 Janvier .....	<b>108,89</b>	108,30	109,81	108,53	107,03
Février .....	<b>109,25</b>	108,87	109,87	109,03	107,84
Mars .....	<b>108,80</b>	107,87	108,95	109,20	108,47
Avril .....	<b>108,86</b>	107,48	109,10	109,35	108,89
Mai .....	<b>109,25</b>	107,57	109,71	109,67	109,20
Juin .....	<b>109,74</b>	108,75	109,86	110,19	109,54
Juillet .....	<b>110,34</b>	109,70	109,94	111,29	109,74
Août .....	<b>110,68</b>	110,38	110,17	111,60	109,98
Septembre .....	<b>110,60</b>	108,67	110,94	111,35	110,24
Octobre .....	<b>111,01</b>	109,17	111,45	111,63	110,57
Novembre .....	<b>111,29</b>	109,97	111,59	111,73	111,05
Décembre .....	<b>111,09</b>	109,81	110,95	111,92	111,34
1992 Janvier .....	<b>111,37</b>	110,18	110,44	112,77	112,94

<sup>1</sup> Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires à 1,3410 ; produits non alimentaires à 1,3180 ; services à 1,3866 ; loyers à 1,4684.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
<b>Indices 1981 = 100</b>									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	<b>100,000</b>	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1985 .....	<b>129,87</b>	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986 .....	<b>131,56</b>	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987 .....	<b>133,60</b>	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988 .....	<b>135,15</b>	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1989 .....	<b>139,35</b>	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20
1990 .....	<b>144,16</b>	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>140,97</b>	142,79	154,98	129,01	140,94	144,61	135,33	145,85	150,26
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<b>142,14</b>	144,22	156,07	129,86	141,66	147,61	137,37	146,28	150,63
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>143,20</b>	145,00	157,45	129,88	142,53	147,85	137,81	147,61	154,69
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>144,77</b>	145,40	158,17	131,60	143,12	148,84	140,86	149,06	158,09
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>146,51</b>	147,25	160,14	135,81	143,85	149,98	143,48	149,46	156,12
<b>Indices 1988 = 100<sup>1</sup></b>									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	<b>100,000</b>	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305
1991 .....	<b>109,98</b>	109,38	110,43	110,77	106,65	112,27	110,80	106,49	111,64
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<b>108,98</b>	108,82	109,06	110,31	105,37	111,30	109,60	105,87	109,63
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>109,28</b>	108,45	110,14	109,72	106,27	111,94	110,22	106,19	110,84
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>110,54</b>	110,04	110,61	111,19	107,06	112,63	111,29	106,46	113,04
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<b>111,13</b>	110,22	111,92	111,88	107,91	113,20	112,08	107,45	113,05
1991 Janvier .....	<b>108,89</b>	108,74	108,65	110,68	105,02	110,89	109,91	105,53	109,02
Février .....	<b>109,25</b>	109,32	108,94	111,15	105,39	111,43	109,38	106,13	109,79
Mars .....	<b>108,80</b>	108,39	109,58	109,09	105,71	111,57	109,51	105,95	110,08
Avril .....	<b>108,86</b>	108,02	109,94	109,31	105,99	111,77	109,63	106,04	110,15
Mai .....	<b>109,25</b>	108,11	110,16	109,81	106,20	111,85	110,38	106,26	110,79
Juin .....	<b>109,74</b>	109,23	110,33	110,03	106,61	112,19	110,65	106,26	111,57
Juillet .....	<b>110,34</b>	110,13	110,40	110,75	106,81	112,49	110,90	106,18	113,05
Août .....	<b>110,68</b>	110,79	110,54	111,18	107,02	112,67	110,92	106,21	113,62
Septembre .....	<b>110,60</b>	109,20	110,90	111,63	107,35	112,74	112,06	106,99	112,45
Octobre .....	<b>111,01</b>	109,75	111,57	112,11	107,76	112,93	112,22	107,29	112,88
Novembre .....	<b>111,29</b>	110,53	112,03	112,24	107,93	113,04	112,32	107,33	113,01
Décembre .....	<b>111,09</b>	110,39	112,16	111,29	108,05	113,63	111,71	107,72	113,25
1992 Janvier .....	<b>111,37</b>	110,75	112,16	111,39	108,22	115,35	111,33	108,23	113,98

<sup>1</sup> Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

## VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

### 1. — TABLEAU GENERAL

Source : INS ; Calculs : BNB.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 <sup>1</sup>				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		Termes de l'échange <sup>2</sup>
					importations	exportations	à l'importation	à l'exportation	
1983 .....	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984 .....	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985 .....	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986 .....	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987 .....	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988 .....	3.393,6	3.382,3	- 11,3	100	122,5	118,7	83,5	90,0	107,8
1989 .....	3.883,9	3.943,1	+ 59,2	102	130,8	128,2	89,5	97,1	108,5
1990 .....	4.011,6	3.944,5	- 67,1	98	137,6	132,4	87,9	94,1	107,1
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	925,8	918,2	- 7,6	99	123,6	118,3	90,2	97,8	108,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	986,5	1.013,0	+ 26,5	103	133,7	130,4	88,9	98,0	110,2
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.044,1	1.031,4	- 12,7	99	141,5	134,3	89,0	96,9	108,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.000,8	977,8	- 23,0	98	137,6	129,3	87,7	95,6	109,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	930,9	912,8	- 18,1	98	128,1	122,9	87,6	93,7	107,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.035,9	1.022,3	- 13,6	99	138,4	138,7	90,3	93,1	103,1
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.056,1	1.035,8	- 20,3	98	146,1	139,1	87,1	94,0	107,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.042,1	1.028,4	- 13,7	99	144,2	139,3	87,1	93,2	107,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	976,0	919,2	- 56,8	94	134,7	126,7	87,3	91,5	104,8
1990 Octobre .....	382,0	387,7	+ 5,7	101	153,4	158,6	90,1	92,6	102,8
Novembre .....	345,2	345,7	+ 0,5	100	137,9	138,2	90,5	94,7	104,6
Décembre .....	308,7	288,9	- 9,8	94	123,8	119,2	90,2	91,8	101,8
1991 Janvier .....	373,8	363,7	- 10,1	97	153,4	144,3	88,1	95,5	108,4
Février .....	326,2	317,7	- 8,5	97	136,5	128,6	86,4	93,6	108,3
Mars .....	356,1	354,4	- 1,7	99	148,5	144,5	86,7	92,9	107,2
Avril .....	353,2	350,2	- 3,0	99	147,6	141,3	86,5	93,9	108,6
Mai .....	342,7	336,9	- 5,8	98	141,7	138,0	87,5	92,5	105,7
Juin .....	346,2	341,3	- 4,9	99	143,4	138,7	87,3	93,2	106,8
Juillet .....	331,5	330,2	- 1,3	100	135,9	134,5	88,2	93,0	105,5
Août .....	291,6	242,8	- 48,8	83	123,0	101,3	85,7	90,8	105,9
Septembre .....	352,9	346,2	- 6,7	98	145,4	144,2	87,8	91,0	103,6
Octobre .....	369,8	381,3	+ 11,5	103	154,2	156,7	86,7	92,2	106,3

N.B. Les données de l'INS sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la BNB sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la BNB sur la base des données définitives de l'INS.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 2-3, août-septembre 1989.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

## VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : INS (classement BNB d'après le Classement type pour le Commerce International de l'ONU).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimi- ques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pé- trollière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1980 .....	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981 .....	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982 .....	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983 .....	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984 .....	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985 .....	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986 .....	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 .....	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 <sup>e</sup> trimestre .....	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 <sup>er</sup> trimestre .....	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 <sup>e</sup> trimestre .....	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 <sup>e</sup> trimestre .....	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 <sup>e</sup> trimestre .....	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 <sup>er</sup> trimestre .....	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 <sup>e</sup> trimestre .....	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 <sup>e</sup> trimestre .....	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 <sup>e</sup> trimestre .....	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois .....	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 <sup>er</sup> mois .....	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois .....	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois .....	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois .....	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois .....	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois .....	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois .....	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois .....	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois .....	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois .....	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois .....	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois .....	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.  
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

### VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : INS — Calculs BNB.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres											produits animaux
1980 .....	<b>112,60</b>	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	<b>37,46</b>	5,18	6,61	3,21	22,46	<b>19,54</b>	<b>5,08</b>	<b>174,68</b>
1981 .....	<b>126,25</b>	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	<b>39,74</b>	5,96	7,33	3,50	22,95	<b>19,55</b>	<b>5,85</b>	<b>191,39</b>
1982 .....	<b>147,73</b>	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	<b>45,73</b>	7,64	8,27	4,44	25,38	<b>22,24</b>	<b>4,49</b>	<b>220,19</b>
1983 .....	<b>158,32</b>	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	<b>47,52</b>	7,11	8,71	4,82	26,88	<b>23,43</b>	<b>5,48</b>	<b>234,75</b>
1984 .....	<b>180,31</b>	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	<b>52,64</b>	7,37	10,53	5,60	29,14	<b>27,73</b>	<b>5,36</b>	<b>266,04</b>
1985 .....	<b>183,13</b>	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	<b>55,96</b>	7,58	10,97	6,04	31,37	<b>30,10</b>	<b>7,10</b>	<b>276,29</b>
1986 .....	<b>155,87</b>	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	<b>59,80</b>	7,51	11,08	6,02	35,19	<b>34,05</b>	<b>5,44</b>	<b>255,15</b>
1987 .....	<b>155,47</b>	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	<b>63,06</b>	7,76	10,55	6,68	38,07	<b>35,27</b>	<b>4,47</b>	<b>258,27</b>
1985 4 <sup>e</sup> trimestre ...	<b>184,45</b>	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	<b>57,13</b>	7,71	11,11	6,15	32,16	<b>32,71</b>	<b>7,81</b>	<b>282,10</b>
1986 1 <sup>er</sup> trimestre ...	<b>173,40</b>	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	<b>61,06</b>	6,85	10,94	6,04	37,23	<b>31,37</b>	<b>6,11</b>	<b>271,94</b>
2 <sup>e</sup> trimestre ...	<b>162,04</b>	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	<b>59,48</b>	7,53	11,43	6,12	34,40	<b>36,49</b>	<b>6,58</b>	<b>264,59</b>
3 <sup>e</sup> trimestre ...	<b>136,02</b>	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	<b>58,07</b>	7,26	10,54	5,72	34,55	<b>32,13</b>	<b>4,32</b>	<b>230,54</b>
4 <sup>e</sup> trimestre ...	<b>149,42</b>	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	<b>60,16</b>	8,41	11,36	6,08	34,31	<b>35,78</b>	<b>4,71</b>	<b>250,07</b>
1987 1 <sup>er</sup> trimestre ...	<b>155,00</b>	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	<b>61,86</b>	7,25	9,94	6,13	38,54	<b>35,47</b>	<b>5,11</b>	<b>257,44</b>
2 <sup>e</sup> trimestre ...	<b>153,03</b>	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	<b>62,49</b>	8,08	10,87	6,50	37,04	<b>35,14</b>	<b>5,04</b>	<b>255,70</b>
3 <sup>e</sup> trimestre ...	<b>144,08</b>	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	<b>60,13</b>	7,32	9,99	6,23	36,59	<b>32,40</b>	<b>3,43</b>	<b>240,04</b>
4 <sup>e</sup> trimestre ...	<b>167,70</b>	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	<b>66,98</b>	8,36	11,62	7,15	39,85	<b>39,36</b>	<b>4,71</b>	<b>278,75</b>

<sup>1</sup> Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

## VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES<sup>1</sup>

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.
<b>IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation .....	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement .....	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
<b>Ensemble ...</b>	<b>135,7</b>	<b>155,9</b>	<b>178,2</b>	<b>190,1</b>	<b>204,7</b>	<b>209,2</b>	<b>178,9</b>	<b>167,1</b>	<b>203,7</b>	<b>193,7</b>	<b>181,2</b>	<b>170,9</b>	<b>172,4</b>	<b>167,5</b>	<b>167,5</b>	<b>168,9</b>	<b>167,3</b>
<b>EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques .....	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux .....	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles .....	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques .....	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère .....	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière .....	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces .....	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles .....	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments .....	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières .....	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques .....	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles .....	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres .....	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés .....	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc .....	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires .....	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers .....	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
<b>Ensemble ...</b>	<b>129,7</b>	<b>142,2</b>	<b>162,4</b>	<b>173,8</b>	<b>187,4</b>	<b>193,2</b>	<b>178,7</b>	<b>169,1</b>	<b>190,6</b>	<b>187,8</b>	<b>181,6</b>	<b>175,0</b>	<b>172,7</b>	<b>171,4</b>	<b>169,2</b>	<b>168,2</b>	<b>169,2</b>
<b>INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE<sup>2</sup></b>																	
<b>Ensemble ...</b>	<b>95,6</b>	<b>91,2</b>	<b>91,1</b>	<b>91,4</b>	<b>91,5</b>	<b>92,4</b>	<b>99,9</b>	<b>101,2</b>	<b>93,6</b>	<b>97,0</b>	<b>100,2</b>	<b>102,4</b>	<b>100,2</b>	<b>102,3</b>	<b>101,1</b>	<b>99,6</b>	<b>101,2</b>

<sup>1</sup> Voir N.B. au tableau VIII-3.

<sup>2</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (FOB)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (CIF)}} \times 100$ .

## VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME<sup>1</sup>

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.
<b>IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation ....	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement .....	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
<b>Ensemble ...</b>	<b>132,4</b>	<b>126,8</b>	<b>128,4</b>	<b>127,1</b>	<b>134,0</b>	<b>137,2</b>	<b>146,8</b>	<b>158,7</b>	<b>143,9</b>	<b>146,8</b>	<b>149,7</b>	<b>138,4</b>	<b>149,7</b>	<b>156,0</b>	<b>157,8</b>	<b>145,6</b>	<b>171,5</b>
<b>EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques .....	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux .....	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles .....	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques .....	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère .....	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière .....	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces .....	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles .....	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments .....	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières .....	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques .....	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles .....	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres .....	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés .....	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc .....	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires .....	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers .....	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
<b>Ensemble ...</b>	<b>133,1</b>	<b>133,2</b>	<b>135,3</b>	<b>139,6</b>	<b>146,2</b>	<b>149,9</b>	<b>158,1</b>	<b>168,7</b>	<b>160,8</b>	<b>154,7</b>	<b>158,7</b>	<b>143,0</b>	<b>173,7</b>	<b>161,3</b>	<b>173,9</b>	<b>154,0</b>	<b>184,3</b>

<sup>1</sup> Voir N.B. au tableau VIII-3.

## VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Allemagne <sup>1</sup>			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983 .....	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984 .....	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985 .....	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1986 .....	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+ 10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987 .....	63,0	51,2	- 11,8	40,7	52,8	+ 12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988 .....	69,1	54,8	- 14,3	43,5	56,3	+ 12,8	50,2	41,4	- 8,8
1989 .....	76,0	62,1	- 13,9	48,2	67,2	+ 19,0	57,1	45,0	- 12,1
1990 .....	79,8	69,7	- 10,1	53,0	66,5	+ 13,5	58,5	44,8	- 13,7
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	70,7	59,5	- 11,2	44,4	60,6	+ 16,2	53,5	40,9	- 12,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	76,6	60,5	- 16,1	50,2	70,2	+ 20,0	57,9	45,6	- 12,3
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	82,6	66,9	- 15,7	55,9	71,0	+ 15,1	59,8	47,3	- 12,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	79,8	66,9	- 12,9	54,3	68,2	+ 13,9	58,4	45,9	- 12,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	74,6	65,8	- 8,8	47,4	60,4	+ 13,0	53,8	40,3	- 13,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	82,0	79,3	- 2,7	54,4	66,3	+ 11,9	62,0	45,7	- 16,3
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	81,5	86,7	+ 5,2	55,7	67,0	+ 11,3	62,8	46,8	- 16,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	82,5	84,8	+ 2,3	54,8	65,8	+ 11,0	57,2	46,8	- 10,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	77,3	71,0	- 6,3	50,6	58,1	+ 7,5	56,2	42,2	- 14,0
1990 10 mois .....	80,0	69,0	- 11,0	53,3	67,6	+ 14,3	58,6	45,3	- 13,3
1991 10 mois .....	81,2	81,3	+ 0,1	54,3	64,5	+ 10,2	59,5	46,1	- 13,4
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			CEE <sup>2</sup>		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983 .....	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984 .....	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985 .....	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986 .....	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987 .....	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988 .....	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1989 .....	13,7	20,9	+ 7,2	25,5	30,9	+ 5,4	231,0	241,8	+ 10,8
1990 .....	15,1	21,5	+ 6,4	27,7	28,5	+ 0,8	244,3	247,1	+ 2,8
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	13,8	17,9	+ 4,1	24,0	28,5	+ 4,5	216,8	221,6	+ 4,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	14,3	21,8	+ 7,5	25,4	30,2	+ 4,8	234,9	244,7	+ 9,8
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	15,7	23,7	+ 8,0	29,0	30,5	+ 1,5	253,4	256,5	+ 3,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	14,9	21,9	+ 7,0	25,9	26,5	+ 0,6	243,8	246,5	+ 2,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	14,6	17,5	+ 2,9	26,8	28,9	+ 2,1	226,5	227,1	+ 0,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	15,1	23,0	+ 7,9	29,0	28,1	- 0,9	253,5	258,3	+ 4,8
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	15,9	22,5	+ 6,6	30,0	27,9	- 2,1	257,5	267,1	+ 9,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	15,3	20,5	+ 5,2	30,3	25,7	- 4,6	251,8	260,6	+ 8,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	15,5	16,4	+ 0,9	26,0	24,7	- 1,3	236,4	228,2	- 8,2
1990 10 mois .....	15,2	21,6	+ 6,4	27,7	28,9	+ 1,2	245,0	248,6	+ 3,6
1991 10 mois .....	15,7	20,3	+ 4,6	29,3	26,3	- 3,0	251,3	255,3	+ 4,0

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

<sup>1</sup> Jusqu'au mois de septembre 1990 : RFA.

<sup>2</sup> Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

### VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite)

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'OPEP <sup>1</sup>		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983 .....	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984 .....	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985 .....	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986 .....	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987 .....	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988 .....	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1989 .....	15,3	15,8	+ 0,5	7,3	4,3	- 3,0	9,7	5,4	- 4,3
1990 .....	15,2	14,2	- 1,0	7,0	4,4	- 2,6	9,2	5,9	- 3,3
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	15,1	15,7	+ 0,6	7,2	4,6	- 2,6	10,4	5,4	- 5,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	14,7	15,5	+ 0,8	6,9	4,4	- 2,5	10,0	5,3	- 4,7
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	15,4	15,3	- 0,1	7,4	5,1	- 2,3	10,2	6,3	- 3,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	15,7	14,0	- 1,7	7,7	4,1	- 3,6	9,2	5,5	- 3,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	14,1	14,0	- 0,1	6,3	4,5	- 1,8	8,6	5,9	- 2,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	15,5	13,4	- 2,1	6,5	3,9	- 2,6	8,7	6,0	- 2,7
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	16,0	12,1	- 3,9	7,3	4,1	- 3,2	11,0	5,8	- 5,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	17,4	12,7	- 4,7	8,4	3,9	- 4,5	10,5	7,4	- 3,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	15,0	12,1	- 2,9	7,3	4,2	- 3,1	10,2	6,5	- 3,7
1990 10 mois .....	15,4	14,6	- 0,8	7,2	4,5	- 2,7	9,1	5,9	- 3,2
1991 10 mois .....	16,4	12,7	- 3,7	7,7	4,1	- 3,6	10,4	6,9	- 3,5
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1983 .....	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984 .....	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985 .....	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986 .....	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987 .....	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988 .....	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1989 .....	282,6	293,1	+ 10,5	34,1	27,7	- 6,4	6,7	5,4	- 1,3
1990 .....	294,2	294,3	+ 0,1	31,0	26,4	- 4,6	7,0	4,4	- 2,6
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	267,0	271,1	+ 4,1	35,5	27,1	- 8,4	5,9	4,9	- 1,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	285,8	298,7	+ 12,9	34,9	29,1	- 5,8	6,8	5,7	- 1,1
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	304,9	307,4	+ 2,5	34,3	27,6	- 6,7	6,6	5,1	- 1,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	293,6	293,1	- 0,5	31,6	25,0	- 6,6	6,1	4,2	- 1,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	271,4	272,0	+ 0,6	29,4	24,6	- 4,8	7,6	4,3	- 3,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	307,0	304,7	- 2,3	28,7	28,4	- 0,3	7,6	4,1	- 3,5
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	311,9	311,4	- 0,5	31,1	25,4	- 5,7	7,3	4,9	- 2,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	305,9	307,0	+ 1,1	33,8	27,8	- 6,0	6,5	6,1	- 0,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	284,7	271,1	- 13,6	32,4	27,7	- 4,7	6,4	6,1	- 0,3
1990 10 mois .....	294,9	296,7	+ 1,8	31,6	26,2	- 5,4	7,2	4,5	- 2,7
1991 10 mois .....	304,1	300,8	- 3,3	32,3	27,7	- 4,6	6,7	5,8	- 0,9

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

<sup>1</sup> Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'UEBL* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'INS*. — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur*. — *Statistiques Economiques belges 1970-1980*. — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE)*, *Statistical Papers : Direction of International Trade (ONU)*, *Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.



## IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

### 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990		
							Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations .....	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	- 6,5	+ 51,4	+ 27,2	3.682,0	3.692,7	- 10,7
1.12 Travail à façon .....	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	+ 54,9	+ 54,3	+ 64,6	84,4	18,9	+ 65,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	+ 36,0	+ 21,3	+ 18,3	36,2	—	+ 36,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises .....	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	+ 33,2	+ 44,0	+ 53,8	223,0	173,1	+ 49,9
1.3 Autres frais de transport .....	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	+ 1,1	- 1,9	- 13,0	93,0	99,6	- 6,5
1.4 Déplacements à l'étranger .....	- 16,8	- 23,0	- 31,7	- 35,3	- 43,6	- 49,5	123,6	182,0	- 58,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements .....	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	+ 13,4	+ 11,7	+ 49,8	2.089,2	2.064,3	+ 24,8
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	+ 80,5	+ 84,5	+ 92,4	115,0	22,0	+ 93,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers .....	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 3,2	+ 3,1	+ 1,6	38,6	38,4	+ 0,2
1.72 Autres .....	- 19,4	- 18,8	- 17,7	- 21,9	- 20,7	- 29,1	481,0	484,0	- 3,0
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 48,3</b>	<b>+ 83,1</b>	<b>+182,2</b>	<b>+158,6</b>	<b>+204,1</b>	<b>+216,2</b>	<b>6.966,1</b>	<b>6.774,9</b>	<b>+191,2</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	- 10,0	- 7,4	- 9,6	- 4,3	+ 1,5	+ 2,0	66,6	86,5	- 19,9
2.2 Transferts publics .....	- 40,9	- 34,4	- 33,9	- 51,7	- 71,6	- 78,5	59,1	110,7	- 51,6
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 50,9</b>	<b>- 41,8</b>	<b>- 43,5</b>	<b>- 56,0</b>	<b>- 70,1</b>	<b>- 76,5</b>	<b>125,7</b>	<b>197,3</b>	<b>- 71,5</b>
Opérations courantes (Total 1. + 2.) .....	- 2,6	+ 41,3	+138,7	+102,6	+134,0	+139,7	7.091,8	6.972,2	+119,6
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements .....	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	+ 17,3	+ 92,5	+ 85,6	360,4	329,7	+ 30,7
3.12 Avoirs .....	- 6,7	- 5,3	- 6,1	- 5,9	- 3,6	- 10,4	0,9	6,6	- 5,8
3.2 Autres pouvoirs publics .....	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	- 2,8	- 2,4	- 1,5	24,9	29,7	- 4,8
<b>Total 3 ...</b>	<b>+ 69,0</b>	<b>+ 6,8</b>	<b>+ 42,0</b>	<b>+ 8,6</b>	<b>+ 86,5</b>	<b>+ 73,8</b>	<b>386,2</b>	<b>366,0</b>	<b>+ 20,2</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises<sup>1</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets) .....	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	- 12,1	+ 7,8	32,7	—	+ 32,7
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation .....	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	- 6,4	- 3,2	- 9,7	15,1	22,4	- 7,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public .....	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	+ 8,1	+ 30,1	- 10,1	24,5	74,5	- 50,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets) .....	-110,5	-122,1	-165,5	-138,6	-379,7	-567,1	—	305,2	-305,2
4.2312 Investissements directs .....	- 16,3	- 13,7	- 72,7	-100,1	-132,7	-240,9	81,8	302,4	-220,7
4.2313 Immeubles .....	- 0,8	- 0,9	- 2,4	- 3,0	- 5,8	- 11,4	14,2	20,9	- 6,7
4.2314 Autres (chiffres nets) .....	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	- 5,6	+ 14,6	- 15,1	73,4	—	+ 73,4
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) .....	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	+ 82,1	+288,4	+432,6	263,4	—	+263,4
4.2322 Investissements directs .....	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	+ 87,3	+183,5	+265,2	330,9	58,1	+272,8
4.2323 Immeubles .....	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,9	+ 11,9	22,1	7,3	+ 14,8
4.2324 Autres (chiffres nets) .....	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	+ 67,9	- 39,8	+ 41,5	159,4	—	+159,4
<b>Total 4 ...</b>	<b>- 68,5</b>	<b>- 87,3</b>	<b>-174,1</b>	<b>- 6,5</b>	<b>- 53,8</b>	<b>- 95,3</b>	<b>1.017,6</b>	<b>790,8</b>	<b>+226,7</b>
5. Erreurs et omissions (nettes) .....	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	+ 3,2	- 4,5	- 24,1	—	53,4	- 53,4
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire .....	0,0	0,0	0,0	- 10,6	0,0	- 2,6	—	0,4	- 0,4
<b>Total 1 à 6 ...</b>	<b>- 14,1</b>	<b>- 44,6</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+ 97,3</b>	<b>+162,2</b>	<b>+ 91,3</b>	<b>8.495,5</b>	<b>8.182,9</b>	<b>+312,7</b>
<b>7. Financement du total :</b>									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois .....	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	- 34,8	- 46,3	- 53,5	—	—	- 9,7
7.112 Monnaies étrangères .....	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	+ 51,3	+183,5	+132,2	—	—	+305,8
7.12 Organismes divers .....	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,4	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes) .....	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	+ 12,3	—	—	+ 16,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

<sup>1</sup> Non compris les organismes principalement monétaires.

## IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1988	1989				1990			
	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations .....	+ 23,5	+ 8,2	+ 15,4	- 4,3	+ 8,0	- 10,2	+ 6,0	+ 1,9	- 8,4
1.12 Travail à façon .....	+ 15,2	+ 16,2	+ 16,6	+ 14,3	+ 17,5	+ 16,4	+ 17,7	+ 14,1	+ 17,5
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 7,4	+ 1,9	+ 4,9	+ 3,9	+ 7,5	+ 4,8	+ 15,3	+ 9,2	+ 6,9
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises .....	+ 10,5	+ 12,3	+ 13,5	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2	+ 12,3	+ 13,7	+ 10,6
1.3 Autres frais de transport .....	- 0,8	- 3,8	- 2,9	- 3,2	- 3,2	- 2,9	- 2,2	- 1,2	- 0,2
1.4 Déplacements à l'étranger .....	- 6,3	- 8,7	- 8,4	- 26,6	- 5,8	- 11,5	- 10,6	- 28,8	- 7,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 7,0	+ 9,2	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 13,7	+ 10,0	+ 3,5	- 2,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 22,4	+ 21,6	+ 23,4	+ 23,0	+ 24,4	+ 22,0	+ 24,7	+ 22,9	+ 23,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers .....	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	- 0,5
1.72 Autres .....	- 11,6	+ 2,3	- 12,4	- 5,9	- 13,1	- 3,1	+ 1,8	- 4,1	+ 2,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 67,4</b>	<b>+ 59,8</b>	<b>+ 70,5</b>	<b>+ 24,4</b>	<b>+ 61,4</b>	<b>+ 42,3</b>	<b>+ 75,3</b>	<b>+ 31,8</b>	<b>+ 41,7</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	+ 2,4	+ 1,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 5,8	- 3,4	- 6,3	- 4,3
2.2 Transferts publics .....	- 22,4	- 18,5	- 16,2	- 18,4	- 25,4	- 17,2	- 17,7	- 12,2	- 4,5
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 20,0</b>	<b>- 17,2</b>	<b>- 17,6</b>	<b>- 18,9</b>	<b>- 22,8</b>	<b>- 23,1</b>	<b>- 21,1</b>	<b>- 18,5</b>	<b>- 8,9</b>
Opérations courantes (Total 1. + 2.) .....	+ 47,4	+ 42,7	+ 53,0	+ 5,4	+ 38,6	+ 19,2	+ 54,1	+ 13,4	+ 32,9
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements .....	- 7,1	+ 11,1	+ 1,9	+ 34,5	+ 38,2	- 4,1	+ 23,4	- 8,1	+ 19,6
3.12 Avoirs .....	- 1,5	- 3,3	- 1,7	- 0,5	- 4,9	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 5,0
3.2 Autres pouvoirs publics .....	- 4,2	- 0,6	- 0,3	0,0	- 0,7	+ 1,7	- 0,4	- 0,6	- 5,5
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 12,8</b>	<b>+ 7,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 34,1</b>	<b>+ 32,6</b>	<b>- 3,0</b>	<b>+ 22,8</b>	<b>- 8,7</b>	<b>+ 9,1</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises<sup>1</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Crédits commerciaux .....	- 7,6	- 7,3	- 7,4	+ 29,1	- 6,6	- 9,9	+ 12,6	+ 12,9	+ 17,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation .....	- 0,3	- 3,2	- 0,4	- 2,5	- 3,6	+ 0,4	- 3,0	- 2,2	- 2,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 31,3	- 54,0	+ 10,8	+ 16,5	+ 16,6	- 21,8	+ 16,9	- 40,2	- 5,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. ....	- 138,5	- 155,3	- 73,2	- 265,4	- 73,2	+ 6,9	- 99,3	- 75,8	- 136,9
4.2312 Investissements directs ..	- 36,8	- 35,2	- 67,5	- 57,8	- 80,4	- 18,3	- 79,0	- 12,9	- 110,4
4.2313 Immeubles .....	- 0,9	- 4,2	- 3,8	- 1,0	- 2,5	- 3,1	- 1,3	- 0,7	- 1,6
4.2314 Autres .....	+ 28,4	- 26,2	- 56,7	+ 26,5	+ 41,3	- 17,2	+ 23,7	- 24,6	+ 91,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob. ....	+ 157,1	+ 97,2	+ 72,6	+ 105,3	+ 157,6	+ 60,0	+ 73,0	+ 42,2	+ 88,1
4.2322 Investissements directs ..	+ 75,5	+ 55,3	+ 83,7	+ 60,6	+ 65,6	+ 57,7	+ 60,2	+ 40,3	+ 114,6
4.2323 Immeubles .....	+ 1,0	+ 1,2	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 3,0	+ 2,9	+ 4,7	+ 4,3
4.2324 Autres .....	+ 17,1	+ 9,4	+ 8,7	- 6,3	+ 29,7	+ 23,2	+ 9,9	+ 82,8	+ 43,6
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 126,3</b>	<b>- 122,3</b>	<b>- 30,5</b>	<b>- 91,2</b>	<b>+ 148,6</b>	<b>+ 81,0</b>	<b>+ 16,6</b>	<b>+ 26,5</b>	<b>+ 102,6</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 1,2</b>	<b>- 19,6</b>	<b>+ 15,2</b>	<b>- 37,3</b>	<b>+ 17,5</b>	<b>- 27,7</b>	<b>- 5,9</b>	<b>- 26,9</b>	<b>+ 7,0</b>
<b>6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire .....</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total 1 à 6 ...</b>	<b>+ 159,7</b>	<b>- 92,0</b>	<b>+ 37,6</b>	<b>- 89,6</b>	<b>+ 235,4</b>	<b>+ 69,6</b>	<b>+ 87,2</b>	<b>+ 4,3</b>	<b>+ 151,6</b>
<b>7. Financement du total :</b>									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	+ 0,3	- 17,3	- 20,7	- 19,0	+ 3,4	+ 11,0	- 25,3	- 19,4	+ 24,0
7.112 Monnaies étrangères .....	+ 152,8	- 79,7	+ 59,6	- 79,1	+ 231,4	+ 55,1	+ 84,2	+ 42,6	+ 123,9
7.12 Organismes divers .....	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes) .....	+ 6,9	+ 4,7	- 1,4	+ 8,5	+ 0,5	+ 3,4	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

<sup>1</sup> Voir tableau IX-1, note 1.

### IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1990					
	3 <sup>e</sup> trimestre			4 <sup>e</sup> trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations .....	852,2	850,3	+ 1,9	941,9	950,3	- 8,4
1.12 Travail à façon .....	17,9	3,8	+ 14,1	22,0	4,5	+ 17,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	9,2	—	+ 9,2	6,9	—	+ 6,9
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises .....	56,2	42,5	+ 13,7	56,5	45,9	+ 10,6
1.3 Autres frais de transport .....	24,1	25,3	- 1,2	24,4	24,6	- 0,2
1.4 Déplacements à l'étranger .....	40,3	69,1	- 28,8	28,2	35,7	- 7,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	503,6	500,1	+ 3,5	544,5	546,9	- 2,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	28,0	5,1	+ 22,9	28,4	5,1	+ 23,4
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers .....	9,4	8,8	+ 0,6	10,3	10,8	- 0,5
1.72 Autres .....	111,0	115,1	- 4,1	142,4	140,1	+ 2,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>1.652,0</b>	<b>1.620,2</b>	<b>+ 31,8</b>	<b>1.805,6</b>	<b>1.763,9</b>	<b>+ 41,7</b>
<b>2. Transferts :</b>						
2.1 Transferts privés .....	19,5	25,7	- 6,3	15,3	19,6	- 4,3
2.2 Transferts publics .....	12,8	25,0	- 12,2	25,4	29,9	- 4,5
<b>Total 2 ...</b>	<b>32,3</b>	<b>50,8</b>	<b>- 18,5</b>	<b>40,7</b>	<b>49,5</b>	<b>- 8,9</b>
Opérations courantes (Total 1. + 2.) .....	<b>1.684,3</b>	<b>1.670,9</b>	<b>+ 13,4</b>	<b>1.846,3</b>	<b>1.813,4</b>	<b>+ 32,9</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements .....	66,5	74,5	- 8,1	88,9	69,3	+ 19,6
3.12 Avoirs .....	0,3	0,4	- 0,1	0,4	5,4	- 5,0
3.2 Autres pouvoirs publics .....	17,2	17,8	- 0,6	5,1	10,6	- 5,5
<b>Total 3 ...</b>	<b>84,0</b>	<b>92,7</b>	<b>- 8,7</b>	<b>94,4</b>	<b>85,3</b>	<b>+ 9,1</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises<sup>1</sup> et particuliers :</b>						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets) .....	12,9	—	+ 12,9	17,0	—	+ 17,0
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation .....	0,0	2,2	- 2,2	14,5	17,0	- 2,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	11,9	52,1	- 40,2	15,5	20,5	- 5,0
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets) .....	—	75,8	- 75,8	—	136,9	-136,9
4.2312 Investissements directs ..	32,5	45,4	- 12,9	15,1	125,5	-110,4
4.2313 Immeubles .....	3,6	4,2	- 0,7	4,5	6,1	- 1,6
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	—	24,6	- 24,6	91,5	—	+ 91,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) .....	42,2	—	+ 42,2	88,1	—	+ 88,1
4.2322 Investissements directs ..	58,9	18,6	+ 40,3	129,1	14,5	+114,6
4.2323 Immeubles .....	6,0	1,3	+ 4,7	6,3	2,0	+ 4,3
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	82,8	—	+ 82,8	43,6	—	+ 43,6
<b>Total 4 ...</b>	<b>250,8</b>	<b>224,2</b>	<b>+ 26,5</b>	<b>425,2</b>	<b>322,5</b>	<b>+102,6</b>
5. Erreurs et omissions (nettes) .....	—	26,9	- 26,9	7,0	—	+ 7,0
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total 1 à 6 ...</b>	<b>2.019,1</b>	<b>2.014,7</b>	<b>+ 4,3</b>	<b>2.372,9</b>	<b>2.221,2</b>	<b>+151,6</b>
<b>7. Financement du total :</b>						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxembourgeois ..	—	—	- 19,4	—	—	+ 24,0
7.112 Monnaies étrangères .....	—	—	+ 42,6	—	—	+123,9
7.12 Organismes divers : .....	—	—	0,0	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes) .....	—	—	- 18,9	—	—	+ 3,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».  
<sup>1</sup> Voir tableau IX-1, note <sup>1</sup>.

## IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1989	1990	1990				*1991			
	Année		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	oct.	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	oct.
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations .....	+ 31,9	+ 18,8	- 20,6	+ 13,1	+ 18,3	+ 8,0	- 7,7	+ 14,3	+ 8,0	+ 0,8
1.12 Travail à façon .....	+ 63,3	+ 67,1	+ 16,2	+ 20,0	+ 12,3	+ 6,0	+ 18,6	+ 20,7	+ 15,8	+ 4,7
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 22,7	+ 37,9	+ 5,5	+ 18,4	+ 7,6	+ 4,9	+ 9,2	+ 3,9	+ 0,1	+ 0,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises .....	+ 53,8	+ 49,9	+ 13,2	+ 12,3	+ 13,7	+ 4,5	+ 11,0	+ 7,5	+ 9,8	+ 5,0
1.3 Autres frais de transport .....	- 13,0	- 6,5	- 2,9	- 2,2	- 1,2	- 0,5	- 2,2	- 0,9	- 1,5	- 2,1
1.4 Déplacements à l'étranger .....	- 49,5	- 58,4	- 11,5	- 10,6	- 28,8	- 4,1	- 12,0	- 13,4	- 31,7	- 4,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements .....	+ 49,8	+ 24,8	+ 13,7	+ 10,0	+ 3,5	+ 6,1	- 15,0	+ 14,3	+ 31,3	+ 18,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 92,4	+ 93,0	+ 22,0	+ 24,7	+ 22,9	+ 8,4	+ 23,9	+ 24,3	+ 25,0	+ 9,1
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers .....	+ 1,6	+ 0,2	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,7	- 0,6	- 0,1	- 0,8	+ 0,2
1.72 Autres .....	- 29,1	- 3,0	- 3,1	+ 1,8	- 4,1	+ 0,8	+ 1,7	+ 1,1	+ 1,8	+ 0,4
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 223,9</b>	<b>+ 223,9</b>	<b>+ 32,4</b>	<b>+ 87,9</b>	<b>+ 44,8</b>	<b>+ 34,7</b>	<b>+ 26,9</b>	<b>+ 71,6</b>	<b>+ 57,7</b>	<b>+ 32,3</b>
<b>2. Transferts :</b>										
2.1 Transferts privés .....	+ 2,0	- 19,9	- 5,8	- 3,4	- 6,3	- 2,1	- 2,8	- 2,7	- 3,3	+ 0,8
2.2 Transferts publics .....	- 78,5	- 51,6	- 17,2	- 17,7	- 12,2	- 6,8	- 10,4	- 17,0	- 13,2	- 7,4
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 76,5</b>	<b>- 71,5</b>	<b>- 23,1</b>	<b>- 21,1</b>	<b>- 18,5</b>	<b>- 8,9</b>	<b>- 13,2</b>	<b>- 19,7</b>	<b>- 16,6</b>	<b>- 6,6</b>
Opérations courantes (Total 1. + 2.) .....	+ 147,5	+ 152,3	+ 9,4	+ 66,7	+ 26,3	+ 25,8	+ 13,7	+ 52,0	+ 41,1	+ 25,7
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements .....	+ 85,6	+ 30,7	- 4,1	+ 23,4	- 8,1	+ 8,3	+ 19,0	+ 78,4	- 15,9	- 0,8
3.12 Avoirs .....	- 10,4	- 5,8	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 0,9	- 4,5	- 9,9	+ 11,0	- 1,6
3.2 Autres pouvoirs publics .....	- 1,5	- 4,8	+ 1,7	- 0,4	- 0,6	- 4,1	- 0,4	- 1,1	+ 1,0	- 0,9
<b>Total 3 ...</b>	<b>+ 73,8</b>	<b>+ 20,2</b>	<b>- 3,0</b>	<b>+ 22,8</b>	<b>- 8,7</b>	<b>+ 3,3</b>	<b>+ 14,1</b>	<b>+ 67,4</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 3,2</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises<sup>1</sup> et particuliers :</b>										
4.1 Crédits commerciaux .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation .....	- 9,7	- 7,3	+ 0,4	- 3,0	- 2,2	- 0,2	- 1,9	- 0,2	- 0,2	- 0,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public .....	- 10,1	- 50,0	- 21,8	+ 16,9	- 40,2	- 3,5	- 17,7	+ 22,7	- 33,9	+ 4,4
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mobilières .....	- 567,1	- 305,2	+ 6,9	- 99,3	- 75,8	- 59,1	- 149,9	- 221,4	- 299,5	- 141,2
4.2312 Investissements directs .....	- 240,9	- 220,7	- 18,3	- 79,0	- 12,9	- 43,3	- 36,3	- 75,3	- 42,9	- 9,5
4.2313 Immeubles .....	- 11,4	- 6,7	+ 3,1	- 1,3	- 0,7	+ 0,6	+ 0,2	- 1,7	- 2,2	- 0,5
4.2314 Autres .....	- 15,1	+ 73,4	- 17,2	+ 23,7	- 24,6	+ 45,4	- 0,2	+ 30,1	- 6,8	+ 2,3
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :										
4.2321 Valeurs mobilières .....	+ 432,6	+ 263,4	+ 60,0	+ 73,0	+ 42,2	+ 15,9	+ 298,5	+ 92,1	+ 214,9	+ 144,5
4.2322 Investissements directs .....	+ 265,2	+ 272,8	+ 57,7	+ 60,2	+ 40,3	+ 47,7	+ 58,1	+ 84,3	+ 33,0	+ 29,8
4.2323 Immeubles .....	+ 11,9	+ 14,8	+ 3,0	+ 2,9	+ 4,7	+ 0,6	+ 3,9	+ 2,6	+ 4,0	+ 0,7
4.2324 Autres .....	+ 41,5	+ 159,4	+ 23,2	+ 9,9	+ 82,8	+ 29,4	- 16,8	+ 104,2	+ 136,0	+ 33,2
<b>Total 4 ...</b>	<b>- 103,1</b>	<b>+ 194,0</b>	<b>+ 90,8</b>	<b>+ 4,0</b>	<b>+ 13,6</b>	<b>+ 33,4</b>	<b>+ 138,0</b>	<b>+ 37,3</b>	<b>+ 2,4</b>	<b>+ 63,3</b>
5. Erreurs et omissions .....	- 24,1	- 53,4	- 27,7	- 5,9	- 26,9	+ 2,9	- 34,7	- 23,0	+ 44,8	+ 10,0
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire .....	- 2,6	- 0,4	0,0	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total 1 à 6 ...</b>	<b>+ 91,3</b>	<b>+ 312,7</b>	<b>+ 69,6</b>	<b>+ 87,2</b>	<b>+ 4,3</b>	<b>+ 65,4</b>	<b>+ 131,1</b>	<b>+ 133,7</b>	<b>+ 84,4</b>	<b>+ 95,9</b>
<b>7. Financement du total :</b>										
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.111 Francs belge et luxembourgeois .....	- 53,5	- 9,7	+ 11,0	- 25,3	- 19,4	+ 33,0	+ 34,5	+ 30,2	+ 21,6	+ 69,5
7.112 Monnaies étrangères .....	+ 132,2	+ 305,8	+ 55,1	+ 84,2	+ 42,6	+ 30,6	+ 101,7	+ 96,1	+ 63,0	+ 20,0
7.12 Organismes divers .....	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,5	- 0,4	- 0,5	+ 0,9	- 0,6
7.13 BNB (réserv. de change nettes) .....	+ 12,3	+ 16,6	+ 3,4	+ 28,4	- 18,9	+ 2,3	- 4,7	+ 7,9	- 1,1	+ 7,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

<sup>1</sup> Voir tableau IX-1, note 1.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES  
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES  
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1987	1988	1989	1990	1990		* 1991		
					4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	oct.
1. Opérations courantes <sup>1</sup> .....	+ 102,6	+ 134,0	+ 139,7	+ 119,6	+ 32,9	.	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 104,2	+ 121,9	+ 147,5	+ 152,3	+ 49,9	+ 13,7	+ 52,0	+ 41,1	+ 25,7
2. Opérations en capital du secteur privé non financier <sup>2</sup> :									
2.1 Crédits commerciaux .....	+ 1,6	- 12,1	+ 7,8	+ 32,7	+ 17,0	.	.	.	.
2.2 Avoirs nets en francs des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	+ 34,4	+ 80,4	+ 43,7	+ 98,0	- 25,0	- 35,6	- 47,0	- 58,0	- 70,0
2.21 Au comptant .....	+ 26,1	+ 57,6	+ 57,0	+ 18,4	- 32,9	+ 62,3	- 38,1	- 78,5	- 44,4
2.22 A terme .....	+ 8,3	+ 22,8	- 13,3	+ 79,6	+ 7,9	- 97,9	- 8,9	+ 20,5	- 25,7
2.3 Avoirs nets des entreprises et particuliers résidents .....	+ 44,6	- 67,3	- 29,6	- 244,4	0,0	+ 14,1	+ 32,7	- 31,2	+ 19,2
2.31 En francs à l'étranger .....	+ 15,6	+ 8,3	- 21,0	- 20,7	+ 7,2	- 10,6	+ 7,1	+ 5,2	+ 6,6
2.32 En monnaies étrangères .....	+ 29,0	- 75,6	- 8,6	- 223,7	- 7,3	+ 24,7	+ 25,7	- 36,4	+ 12,6
2.321 Au comptant .....	- 40,9	- 111,1	- 94,0	+ 46,1	+ 69,0	+ 3,0	+ 52,8	- 29,4	+ 26,1
2.322 A terme .....	+ 69,9	+ 35,5	+ 85,4	- 269,8	- 76,2	+ 21,6	- 27,2	- 7,0	- 13,6
2.4 Valeurs mobilières .....	- 60,2	- 137,7	- 205,8	+ 63,6	- 18,2	+ 46,5	- 2,2	+ 29,5	- 2,7
2.41 Actions .....	+ 23,4	+ 37,5	- 47,5	+ 47,3	+ 4,1	- 17,4	+ 9,5	+ 9,6	+ 5,1
2.411 Avoirs de résidents .....	- 0,5	+ 18,5	- 78,1	+ 19,3	- 4,9	- 17,9	+ 3,2	+ 1,4	+ 4,2
2.412 Avoirs de non-résidents .....	+ 23,9	+ 19,0	+ 30,6	+ 28,1	+ 9,0	+ 0,5	+ 6,3	+ 8,2	+ 0,9
2.42 Titres à revenu fixe .....	- 83,6	- 175,2	- 158,3	+ 16,3	- 22,3	+ 63,9	- 11,7	+ 19,9	- 7,9
2.421 Avoirs de résidents .....	- 111,4	- 214,9	- 185,1	+ 2,0	- 30,8	- 6,1	- 30,5	+ 2,8	- 30,4
2.422 Avoirs de non-résidents .....	+ 27,8	+ 39,7	+ 26,8	+ 14,3	+ 8,6	+ 70,0	+ 18,8	+ 17,1	+ 22,5
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées .....	- 12,1	+ 51,2	+ 43,3	+ 75,2	+ 11,3	+ 6,5	+ 20,5	- 10,4	+ 18,8
2.51 Avoirs de résidents .....	- 108,3	- 138,4	- 259,3	- 228,2	- 110,2	- 34,3	- 76,5	- 47,7	- 11,5
2.52 Avoirs de non-résidents .....	+ 96,2	+ 189,6	+ 302,6	+ 303,4	+ 121,5	+ 40,8	+ 96,9	+ 37,3	+ 30,3
2.6 Total (2.1 à 2.5) .....	+ 8,3	- 85,5	- 140,6	+ 25,1	- 14,9	.	.	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5) .....	+ 6,7	- 73,4	- 148,4	- 7,7	- 31,9	+ 31,4	+ 4,0	- 70,0	- 34,7
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents <sup>2</sup> .....	- 56,0	- 23,2	- 23,8	- 36,0	- 35,1	- 3,0	- 25,2	- 15,6	+ 2,8
3.1 Au comptant .....	+ 22,2	+ 35,1	+ 48,2	- 226,3	- 103,4	- 79,3	- 61,2	- 4,0	- 34,4
3.2 A terme .....	- 78,2	- 58,3	- 72,1	+ 190,3	+ 68,3	+ 76,3	+ 36,0	- 11,5	+ 37,2
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics <sup>2</sup> .....	- 3,8	- 17,5	- 2,9	- 14,1	- 0,1	- 11,7	- 3,0	+ 5,9	- 0,9
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières .....	- 6,4	- 3,2	- 9,7	- 7,3	- 2,5	- 1,9	- 0,2	- 0,2	- 0,4
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics .....	+ 2,6	- 14,3	+ 6,8	- 6,8	+ 2,4	- 9,8	- 2,8	+ 6,0	- 0,4
5. Erreurs et omissions .....	+ 5,7	- 1,3	- 23,8	- 54,7	+ 2,5	- 30,7	- 23,5	+ 42,6	+ 14,7
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or .....	- 10,6	0,0	- 2,6	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6) .....	+ 46,2	+ 6,5	- 54,1	+ 39,5	- 14,7	- 0,3	+ 4,3	+ 3,9	+ 7,6
Financement du total :									
7.1 Opérations en capital, en monnaies étrangères, des pouvoirs publics <sup>3</sup> .....	- 34,5	- 12,2	- 72,9	+ 22,9	- 18,4	+ 4,5	- 3,6	+ 3,0	+ 2,7
7.2 Mouvement des réserves de change nettes, au comptant et à terme, de la Banque Nationale de Belgique <sup>4</sup> .....	+ 80,7	+ 18,7	+ 18,8	+ 16,6	+ 3,6	- 4,7	+ 7,9	+ 0,9	+ 5,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

<sup>1</sup> Signe + : excédent ; signe - : déficit.

<sup>2</sup> Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

<sup>3</sup> Soit les emprunts au comptant en monnaies étrangères et les opérations à terme conclues avec la BNB. Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ou achats de monnaies étrangères à terme ; signe - : augmentation de la dette ou cessions à terme.

<sup>4</sup> Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

## IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS<sup>1</sup>

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la CEE								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
<b>Paiements d'importations</b>										
1983 .....	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	<b>67,6</b>	27,1	5,3
1984 .....	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	<b>69,4</b>	25,6	5,0
1985 .....	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	<b>71,6</b>	23,4	5,0
1986 .....	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	<b>77,5</b>	16,6	5,9
1987 .....	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	<b>78,2</b>	16,7	5,1
1988 .....	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	<b>78,2</b>	16,7	5,1
1989 .....	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,0	<b>77,3</b>	17,9	4,8
1990 .....	28,6	22,0	11,4	9,2	3,4	2,8	1,0	<b>78,4</b>	16,6	5,0
1989 6 premiers mois .....	28,2	22,1	10,7	8,7	3,5	2,6	1,0	<b>76,8</b>	18,2	5,0
9 premiers mois .....	28,2	22,1	10,9	8,8	3,4	2,7	1,0	<b>77,1</b>	18,1	4,8
1990 3 premiers mois .....	29,9	21,2	11,1	9,0	3,5	2,6	0,9	<b>78,2</b>	16,8	5,0
6 premiers mois .....	29,7	21,7	11,2	9,1	3,4	2,7	0,9	<b>78,7</b>	16,4	4,9
9 premiers mois .....	28,9	21,9	11,4	9,1	3,4	2,8	1,0	<b>78,5</b>	16,6	4,9
1991 3 premiers mois .....	28,1	21,6	11,2	9,0	3,2	2,8	1,0	<b>76,9</b>	17,7	5,4
6 premiers mois .....	27,6	22,3	11,2	8,8	3,0	2,8	1,1	<b>76,8</b>	17,9	5,3
9 premiers mois .....	27,6	22,4	11,2	8,8	2,9	2,9	1,0	<b>76,8</b>	17,9	5,3
<b>Recettes d'exportations</b>										
1983 .....	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	<b>81,0</b>	16,0	3,0
1984 .....	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	<b>80,2</b>	16,6	3,2
1985 .....	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	<b>82,6</b>	13,9	3,5
1986 .....	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	<b>85,9</b>	10,0	4,1
1987 .....	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	<b>85,4</b>	11,0	3,6
1988 .....	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	<b>85,4</b>	10,9	3,7
1989 .....	34,6	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,1	<b>85,1</b>	11,3	3,6
1990 .....	33,4	19,3	15,6	8,0	4,6	2,9	1,4	<b>85,2</b>	10,8	4,0
1989 6 premiers mois .....	34,6	17,9	15,8	7,7	5,1	2,8	1,1	<b>85,0</b>	11,4	3,6
9 premiers mois .....	34,4	17,8	16,0	7,7	5,0	2,9	1,1	<b>84,9</b>	11,5	3,6
1990 3 premiers mois .....	35,2	18,9	15,7	8,1	4,6	2,8	1,3	<b>86,6</b>	9,7	3,7
6 premiers mois .....	34,2	19,3	16,0	8,1	4,6	2,8	1,3	<b>86,3</b>	9,9	3,8
9 premiers mois .....	33,6	19,0	16,0	8,0	4,7	2,9	1,3	<b>85,5</b>	10,5	4,0
1991 3 premiers mois .....	32,6	20,0	14,7	8,1	4,4	2,5	1,4	<b>83,7</b>	12,2	4,1
6 premiers mois .....	31,7	20,8	14,5	8,1	4,2	2,4	1,5	<b>83,2</b>	12,8	4,0
9 premiers mois .....	31,6	20,5	14,7	8,1	4,2	2,5	1,4	<b>83,0</b>	13,0	4,0

<sup>1</sup> A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

**Références bibliographiques :** *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV<sup>e</sup> année,

tome I, n° 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIV<sup>e</sup> année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux » ; LXVI<sup>e</sup> année, n° 10 octobre 1991 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1989 et 1990 sur la base des transactions » ; *Rapports de la BNB. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1a. — COURS DE CHANGE INDICATIFS<sup>1</sup> — PAYS CEE

Moyennes journalières	1 mark allemand	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 florin des Pays-Bas	100 pesetas	1 couronne danoise	100 escudos	1 punt irlandais	100 drachmes grecques
1983 .....	20,01	6,72	77,50	3,37	17,91	35,68	5,59	46,77	63,58	—
1984 .....	20,31	6,61	76,98	3,29	18,01	35,93	5,58	39,62	62,60	—
1985 .....	20,18	6,61	76,33	3,11	17,89	34,87	5,60	34,58	62,80	—
1986 .....	20,58	6,44	65,48	3,00	18,25	31,88	5,52	29,88	59,80	—
1987 .....	20,78	6,21	61,11	2,88	18,44	30,28	5,46	26,49	55,50	—
1988 .....	20,94	6,17	65,37	2,83	18,60	31,57	5,46	25,52	55,99	25,94
1989 .....	20,96	6,18	64,55	2,87	18,58	33,27	5,39	25,02	55,85	24,29
1990 .....	20,68	6,14	59,47	2,79	18,35	32,79	5,40	23,44	55,26	21,11
1991 .....	20,59	6,06	60,23	2,75	18,27	32,87	5,34	23,64	54,99	18,76
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	21,01	6,17	60,40	2,85	18,61	32,85	5,40	24,34	55,65	23,27
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	20,87	6,15	58,45	2,81	18,52	32,34	5,41	23,66	55,38	22,14
2 <sup>e</sup> trimestre .....	20,63	6,13	57,98	2,81	18,33	32,99	5,41	23,38	55,30	21,11
3 <sup>e</sup> trimestre .....	20,57	6,13	61,02	2,79	18,26	33,23	5,39	23,32	55,18	20,93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	20,63	6,12	60,33	2,75	18,30	32,62	5,38	23,37	55,18	20,20
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	20,60	6,06	60,14	2,75	18,27	32,90	5,36	23,37	54,89	19,27
2 <sup>e</sup> trimestre .....	20,57	6,07	60,92	2,77	18,26	33,18	5,36	23,62	55,04	18,87
3 <sup>e</sup> trimestre .....	20,59	6,06	60,46	2,76	18,27	32,89	5,33	23,94	55,06	18,68
4 <sup>e</sup> trimestre .....	20,60	6,03	59,42	2,74	18,28	32,50	5,31	23,60	54,98	18,22
1991 Janvier .....	20,60	6,07	60,14	2,74	18,28	32,69	5,35	23,13	54,98	19,47
Février .....	20,59	6,05	59,88	2,74	18,27	32,91	5,35	23,40	54,78	19,22
Mars .....	20,60	6,05	60,38	2,76	18,28	33,13	5,36	23,61	54,89	19,10
Avril .....	20,56	6,08	61,28	2,77	18,25	33,31	5,37	23,69	54,99	18,97
Mai .....	20,57	6,07	60,94	2,77	18,26	33,23	5,37	23,66	55,06	18,81
Juin .....	20,58	6,07	60,51	2,77	18,27	33,00	5,34	23,50	55,06	18,83
Juillet .....	20,59	6,07	60,65	2,76	18,27	32,86	5,32	23,84	55,07	18,81
Août .....	20,59	6,06	60,44	2,75	18,27	32,97	5,32	24,01	55,04	18,66
Septembre .....	20,60	6,05	60,29	2,75	18,28	32,83	5,34	23,99	55,07	18,57
Octobre .....	20,59	6,04	59,93	2,75	18,27	32,65	5,33	23,94	55,06	18,47
Novembre .....	20,60	6,03	59,40	2,73	18,28	32,55	5,30	23,59	55,01	18,18
Décembre .....	20,60	6,03	58,85	2,72	18,28	32,28	5,29	23,22	54,87	17,97
1992 Janvier .....	20,59	6,04	58,81	2,73	18,29	32,50	5,31	23,78	54,82	17,84

<sup>1</sup> Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

**X - 1b. — COURS DE CHANGE INDICATIFS<sup>1</sup> — PAYS AUTRES QUE LA CEE**

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	100 yens	1 dollar canadien	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	1 zaire	1 dollar australien	1 dollar néo-zélandais	1 ECU	1 DTS
1983 .....	51,18	21,55	41,52	6,66	24,34	284,50	7,00	9,18	6,3602	.	.	.	54,64
1984 .....	57,79	24,32	44,63	6,98	24,61	288,81	7,08	9,61	1,6090	.	.	45,06	59,18
1985 .....	59,36	24,91	43,50	6,89	24,21	287,18	6,90	9,56	1,2119	.	.	44,91	60,12
1986 .....	44,66	26,57	32,13	6,26	24,89	292,79	6,04	8,80	0,7598	.	.	43,79	52,33
1987 .....	37,34	25,85	28,17	5,89	25,06	295,41	5,54	8,50	0,3504	.	.	43,03	48,26
1988 .....	36,81	28,70	29,95	6,00	25,14	297,76	5,64	8,78	0,2080	.	.	43,42	49,39
1989 .....	39,43	28,63	33,30	6,11	24,11	297,79	5,71	9,18	0,1065	.	.	43,35	50,50
1990 .....	33,41	23,14	28,63	5,64	24,09	293,87	5,34	8,73	0,0572	.	.	42,50	45,30
1991 .....	34,18	25,40	29,84	5,65	23,83	292,60	5,27	8,45	0,0069	26,61	19,76	42,26	46,67
1989 4 <sup>e</sup> trimestre ....	38,12	26,65	32,62	5,96	23,71	298,36	5,56	9,03	0,0878	.	.	42,90	48,90
1990 1 <sup>er</sup> trimestre ....	35,30	23,87	29,88	5,74	23,44	296,51	5,40	8,83	0,0750	.	.	42,52	46,42
2 <sup>e</sup> trimestre ....	34,61	22,29	29,57	5,68	24,00	293,16	5,33	8,74	0,0647	.	.	42,33	45,39
3 <sup>e</sup> trimestre ....	32,79	22,58	28,43	5,62	24,53	292,38	5,33	8,74	0,0527	.	.	42,62	44,91
4 <sup>e</sup> trimestre ....	31,00	23,74	26,70	5,53	24,38	293,33	5,29	8,62	0,0365	.	.	42,54	44,45
1991 1 <sup>er</sup> trimestre ....	31,53	23,57	27,28	5,54	24,13	292,77	5,27	8,55	0,0131	24,53	18,82	42,39	44,50
2 <sup>e</sup> trimestre ....	35,68	25,79	31,06	5,72	24,20	292,35	5,28	8,73	0,0088	27,50	20,84	42,33	47,72
3 <sup>e</sup> trimestre ....	35,93	26,33	31,42	5,67	23,65	292,59	5,27	8,51	0,0049	28,09	20,60	42,26	48,01
4 <sup>e</sup> trimestre ....	33,55	25,90	29,58	5,64	23,36	292,67	5,25	8,02	0,0010	26,32	18,81	42,04	46,40
1991 Janvier .....	31,10	23,28	26,91	5,52	24,46	292,83	5,27	8,54	0,0159	24,23	18,50	42,47	44,24
Février .....	30,47	23,37	26,39	5,50	24,05	292,63	5,26	8,48	0,0133	23,88	18,34	42,34	43,90
Mars .....	33,06	24,10	28,58	5,61	23,84	292,80	5,28	8,61	0,0096	25,51	19,64	42,33	45,52
Avril .....	35,05	25,56	30,39	5,72	24,33	292,22	5,29	8,77	0,0095	27,30	20,66	42,40	47,30
Mai .....	35,28	25,55	30,69	5,74	24,27	292,35	5,28	8,73	0,0086	27,27	20,68	42,29	47,40
Juin .....	36,74	26,27	32,12	5,71	23,99	292,48	5,27	8,69	0,0082	27,91	21,18	42,31	48,42
Juillet .....	36,85	26,71	32,11	5,69	23,75	292,49	5,28	8,58	0,0080	28,44	20,91	42,31	48,68
Août .....	35,93	26,26	31,37	5,67	23,63	292,54	5,27	8,48	0,0046	28,12	20,61	42,26	48,00
Septembre .....	34,97	25,99	30,75	5,66	23,56	292,74	5,26	8,46	0,0020	27,73	20,27	42,22	47,34
Octobre .....	34,81	26,63	30,85	5,65	23,53	292,61	5,26	8,45	0,0016	27,60	19,62	42,17	47,41
Novembre .....	33,37	25,75	29,52	5,64	23,27	292,68	5,24	7,96	0,0008	26,26	18,81	42,04	46,26
Décembre .....	32,28	25,18	28,19	5,63	23,25	292,72	5,23	7,59	0,0005	24,92	17,87	41,89	45,36
1992 Janvier .....	32,46	25,94	28,08	5,66	23,17	292,63	5,24	7,57	0,0005	24,27	17,60	41,97	45,74

<sup>1</sup> Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.



**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,  
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE  
DU 8 JANVIER AU 7 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,1679	2,30358	7,79845	2,04446	1529,70	6,85684	0,763159	132,889
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges ....		5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
	—	5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas ..	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70
100 liras italiennes ...	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200
100 francs français ...	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais ...	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858	

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,  
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE  
DEPUIS LE 8 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES
Cours-pivot de l'ECU	42,4032	2,31643	7,84195	2,05586	1538,24	6,89509	0,767417	133,631	0,696904
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire									
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619	1,74510
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143	1,64352
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802	1,54790
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30	31,9450
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83	30,0853
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10	28,3340
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40	9,43610
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05	8,88687
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90	8,36970
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70	35,9970
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00	33,8984
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70	31,9280
100 liras italiennes	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400	0,0481050
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726	0,0453053
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200	0,0426690
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80	10,7320
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06	10,1073
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30	9,5190
100 punds irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2	96,4240
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1	90,8116
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7	85,5260
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772		0,553740
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—	0,521514
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858		0,491160
100 livres Royaume-Uni	6460,50	352,950	1194,79	313,200	234362,0	1050,550	116,920	20360,0	
	6084,51	332,389	1125,26	295,000	220725,0	989,389	110,118	19175,0	—
	5730,35	313,050	1059,76	277,800	207879,0	931,800	103,710	18059,0	

X - 2b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES  
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE<sup>1</sup>

Moyennes journalières	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole <sup>2</sup>	Livre sterling <sup>3</sup>
1984 .....	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	—	—
1985 .....	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	—	—
1986 .....	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	—
1987 .....	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	—
1988 .....	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	—
1989 .....	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 <sup>2</sup>	—
1990 .....	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	—
1991 .....	- 0,21	- 1,26	- 0,18	- 0,42	- 1,54	- 0,48	+ 3,58	- 1,02
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,66	- 0,14	+ 1,84	- 0,37	+ 0,36	+ 0,72	+ 3,50	—
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 1,16	+ 0,14	+ 1,18	+ 1,82	+ 0,05	+ 0,23	+ 1,91	—
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 0,13	+ 0,11	0,00	+ 1,87	- 0,28	+ 0,07	+ 4,00	—
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 0,27	- 0,24	- 0,26	+ 1,05	- 0,31	- 0,12	+ 4,71	—
4 <sup>e</sup> trimestre .....	- 0,05	- 0,45	+ 0,03	- 0,40	- 0,41	- 0,14	+ 2,78	- 0,85 <sup>3</sup>
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 0,26	- 0,96	- 0,14	- 0,30	- 1,53	- 0,68	+ 3,68	- 1,17
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 0,25	- 0,81	- 0,26	+ 0,55	- 1,25	- 0,39	+ 4,57	+ 0,12
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 0,18	- 1,46	- 0,17	+ 0,04	- 1,48	- 0,36	+ 3,64	- 0,63
4 <sup>e</sup> trimestre .....	- 0,15	- 1,81	- 0,14	- 0,71	- 1,91	- 0,50	+ 2,41	- 2,39
1991 Janvier .....	- 0,39	- 1,03	- 0,11	- 0,57	- 1,37	- 0,50	+ 3,03	- 1,15
Février .....	- 0,21	- 1,05	- 0,19	- 0,51	- 1,66	- 0,86	+ 3,70	- 1,58
Mars .....	- 0,17	- 0,78	- 0,12	+ 0,20	- 1,58	- 0,66	+ 4,39	- 0,77
Avril .....	- 0,29	- 0,65	- 0,29	+ 0,68	- 1,05	- 0,48	+ 4,99	+ 0,72
Mai .....	- 0,26	- 0,58	- 0,27	+ 0,53	- 1,34	- 0,35	+ 4,73	+ 0,19
Juin .....	- 0,19	- 1,21	- 0,21	+ 0,43	- 1,35	- 0,35	+ 4,00	- 0,56
Juillet .....	- 0,18	- 1,54	- 0,20	+ 0,27	- 1,37	- 0,35	+ 3,56	- 0,32
Août .....	- 0,21	- 1,53	- 0,19	- 0,10	- 1,49	- 0,38	+ 3,89	- 0,66
Septembre .....	- 0,14	- 1,32	- 0,13	- 0,06	- 1,59	- 0,34	+ 3,47	- 0,92
Octobre .....	- 0,18	- 1,41	- 0,17	- 0,11	- 1,79	- 0,36	+ 2,91	- 1,50
Novembre .....	- 0,14	- 1,91	- 0,12	- 0,83	- 1,97	- 0,44	+ 2,60	- 2,38
Décembre .....	- 0,14	- 2,11	- 0,12	- 1,19	- 1,97	- 0,70	+ 1,73	- 3,28
1992 Janvier .....	- 0,11	- 1,87	- 0,16	- 0,89	- 1,82	- 0,79	+ 2,43	- 3,34

<sup>1</sup> Formule =  $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

<sup>2</sup> Depuis le 19 juin 1989.

<sup>3</sup> Depuis le 8 octobre 1990.

X - 2c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : INDICATEURS DE DIVERGENCE<sup>1</sup>

Moyennes journalières	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole <sup>2</sup>	Livre sterling <sup>3</sup>
1984 .....	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	-	-
1985 .....	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	-	-
1986 .....	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	-	-
1987 .....	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	-	-
1988 .....	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	-	-
1989 .....	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 <sup>2</sup>	-
1990 .....	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48	-
1991 .....	- 25	- 16	+ 35	- 22	- 21	+ 57	- 2	- 67	+ 12
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 51	- 30	+ 53	- 50	+ 31	+ 38	+ 15	- 38	-
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 44	- 12	+ 35	- 17	- 49	+ 47	+ 30	- 18	-
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 14	+ 8	+ 9	+ 20	- 76	+ 33	+ 10	- 61	-
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 11	+ 25	+ 25	+ 32	- 40	+ 27	+ 16	- 65	-
4 <sup>e</sup> trimestre .....	- 7	- 4	+ 15	- 11	+ 13	+ 15	0	- 49	+ 14 <sup>3</sup>
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 27	- 19	+ 19	- 27	- 12	+ 54	+ 5	- 69	+ 15
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 13	- 1	+ 25	0	- 40	+ 55	+ 6	- 78	- 4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 22	- 13	+ 47	- 18	- 24	+ 58	- 4	- 67	+ 6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	- 38	- 31	+ 46	- 41	- 6	+ 62	- 14	- 55	+ 31
1991 Janvier .....	- 26	- 19	+ 23	- 27	+ 2	+ 46	- 2	- 59	+ 14
Février .....	- 33	- 23	+ 17	- 32	- 8	+ 54	+ 8	- 72	+ 21
Mars .....	- 22	- 14	+ 16	- 21	- 32	+ 63	+ 10	- 78	+ 10
Avril .....	- 7	+ 8	+ 24	+ 10	- 40	+ 51	+ 15	- 82	- 12
Mai .....	- 13	- 1	+ 14	- 1	- 40	+ 59	+ 3	- 81	- 5
Juin .....	- 19	- 9	+ 38	- 11	- 40	+ 54	- 1	- 71	+ 6
Juillet .....	- 18	- 9	+ 54	- 12	- 32	+ 56	- 1	- 65	+ 1
Août .....	- 23	- 13	+ 49	- 19	- 19	+ 56	- 5	- 71	+ 7
Septembre .....	- 24	- 18	+ 38	- 24	- 22	+ 61	- 7	- 65	+ 11
Octobre .....	- 31	- 23	+ 35	- 30	- 27	+ 64	- 13	- 58	+ 19
Novembre .....	- 40	- 34	+ 50	- 44	- 2	+ 64	- 17	- 58	+ 31
Décembre .....	- 44	- 38	+ 55	- 51	+ 13	+ 59	- 10	- 47	+ 45
1992 Janvier .....	- 41	- 36	+ 48	- 43	+ 3	+ 55	- 2	- 57	+ 49

<sup>1</sup> Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

<sup>2</sup> Depuis le 19 juin 1989.

<sup>3</sup> Depuis le 8 octobre 1990.

**X - 2d. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN**

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies <sup>1</sup>
	Paquets <sup>2</sup> de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet <sup>2</sup> de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) x (2)	(4)	
<b>du 8 janvier au 7 octobre 1990</b>					
Mark allemand .....	0,6242	20,6255	12,8744	30,53	1,56
Franc français .....	1,332	6,14977	8,1915	19,43	1,81
Livre sterling .....	0,08784	57,8740 <sup>3</sup>	5,0837	12,06	—
Lire italienne .....	151,8	0,0275661	4,1845	9,92	2,03
Florin des Pays-Bas .....	0,2198	18,3054	4,0235	9,54	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,14	2,07
Couronne danoise .....	0,1976	5,40723	1,0685	2,53	2,19
Punt irlandais .....	0,008552	55,2545	0,4725	1,12	2,22
Drachme grecque .....	1,44	0,224376 <sup>3</sup>	0,3231	0,77	—
Peseta espagnole .....	6,885	0,317316	2,1847	5,18	5,69
Escudo portugais .....	1,393	0,237241 <sup>3</sup>	0,3305	0,78	—
Total ...			42,1679	100,00	
<b>depuis le 8 octobre 1990</b>					
Mark allemand .....	0,6242	20,6255	12,8745	30,36	1,57
Franc français .....	1,332	6,14977	8,1915	19,32	1,82
Livre sterling .....	0,08784	60,8451	5,3446	12,61	5,24
Lire italienne .....	151,8	0,0275661	4,1845	9,87	2,03
Florin des Pays-Bas .....	0,2198	18,3054	4,0235	9,49	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,09	2,07
Couronne danoise .....	0,1976	5,40723	1,0685	2,52	2,19
Punt irlandais .....	0,008552	55,2545	0,4725	1,11	2,23
Drachme grecque .....	1,44	0,206532 <sup>3</sup>	0,2974	0,70	—
Peseta espagnole .....	6,885	0,317316	2,1847	5,15	5,69
Escudo portugais .....	1,393	0,237241 <sup>3</sup>	0,3305	0,78	—
Total ...			42,4032	100,00	

<sup>1</sup> Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

<sup>2</sup> Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

<sup>3</sup> Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques, livres sterling ou escudos portugais et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

## X - 3. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : BNB, FMI : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices BNB pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International													
	exportations de l'UEBL	importations de l'UEBL	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	Peseta espagnole	Punt irlandais
	Franc belge															
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8	48,8	67,4
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7	47,4	68,3
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6	48,5	73,3
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6	49,6	73,3
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4	51,0	72,8
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3	52,4	70,6
1990	117,8	115,2	103,3	93,6	153,8	209,2	74,5	74,1	48,0	139,7	68,2	175,4	95,9	80,7	56,4	76,2
1991	119,2	117,0	102,8	93,2	151,2	227,1	72,6	74,0	46,8	138,0	67,4	170,6	93,7	78,6	55,9	74,9
1989 4 <sup>e</sup> trimestre	112,0	111,7	98,7	99,4	147,4	222,2	70,5	70,5	46,4	134,5	67,4	160,6	89,9	78,4	52,9	72,1
1990 1 <sup>er</sup> trimestre	114,6	115,3	101,5	97,0	152,3	209,2	73,1	71,3	47,5	138,4	67,8	166,4	94,1	79,8	54,3	74,7
2 <sup>e</sup> trimestre	115,8	117,4	102,9	97,1	152,8	197,9	74,0	71,9	48,2	138,7	68,3	173,4	95,4	80,2	56,2	75,6
3 <sup>e</sup> trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0	57,4	76,3
4 <sup>e</sup> trimestre	118,3	120,6	104,8	88,0	156,2	223,6	75,9	76,6	48,0	142,0	68,2	181,3	97,9	81,8	57,5	78,0
1991 1 <sup>er</sup> trimestre	118,8	122,2	104,9	89,4	155,7	220,4	74,7	76,3	48,0	141,6	68,4	179,1	97,2	82,2	58,0	77,1
2 <sup>e</sup> trimestre	116,6	119,9	101,6	95,8	148,6	224,9	71,5	73,6	46,4	135,9	67,1	170,0	92,4	77,1	55,3	73,4
3 <sup>e</sup> trimestre	117,2	120,6	101,4	95,9	148,6	228,7	71,2	72,8	46,1	135,8	66,4	165,5	91,5	76,7	54,7	73,4
4 <sup>e</sup> trimestre	119,6	123,7	103,3	91,6	151,9	234,3	72,7	73,3	46,8	138,8	67,7	167,9	93,7	78,5	55,6	75,4
1990 Décembre	119,0	121,1	105,0	88,4	157,6	218,9	75,8	76,1	48,2	142,8	68,3	181,0	98,2	82,0	57,4	78,3
1991 Janvier	119,1	121,7	105,2	88,7	156,4	219,1	75,3	76,7	48,1	142,3	68,3	182,7	97,5	81,7	57,7	77,7
Février	119,9	122,6	105,6	87,3	157,3	222,8	75,5	76,9	48,4	143,0	68,7	180,9	98,2	82,3	58,6	78,0
Mars	118,1	121,0	103,8	92,0	153,5	219,3	73,5	75,4	47,4	139,5	68,2	173,7	96,0	82,7	57,5	75,8
Avril	116,7	119,5	101,8	94,6	149,2	224,8	72,0	74,4	46,7	136,5	67,4	172,0	93,1	77,6	55,9	73,8
Mai	116,9	119,6	101,9	95,3	149,0	224,2	71,7	73,9	46,5	136,4	67,6	171,4	93,0	77,4	55,6	73,7
Juin	116,4	119,0	101,0	97,6	147,5	225,6	70,8	72,4	45,9	134,9	66,4	166,7	91,0	76,2	54,5	72,8
Juillet	116,6	119,1	100,7	97,6	147,2	228,8	70,7	72,4	45,8	134,8	65,9	164,6	90,6	76,0	54,1	72,8
Août	117,4	120,2	101,4	96,1	148,6	228,2	71,3	72,8	46,1	135,8	66,3	165,4	91,5	76,7	54,8	73,4
Septembre	118,2	121,4	102,0	94,2	149,8	229,3	71,8	73,2	46,4	136,9	66,8	166,5	92,5	77,4	55,2	74,1
Octobre	118,5	121,8	102,0	93,3	149,5	235,6	71,6	72,7	46,3	136,8	66,6	166,1	92,5	77,2	54,9	74,2
Novembre	119,8	123,5	103,4	91,4	152,0	233,7	72,8	73,4	46,8	138,9	67,9	167,4	93,7	78,6	55,8	75,4
Décembre	120,8	124,8	104,4	90,0	154,2	233,5	73,8	73,8	47,2	140,8	68,6	170,3	95,0	79,8	56,1	76,5
1992 Janvier	120,6	124,6														

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII<sup>e</sup> année, tome I, n<sup>o</sup> 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>o</sup> 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

# XI. — FINANCES PUBLIQUES \*

## 1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale <sup>2</sup>	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée <sup>1</sup>	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'OCP	totale	consolidée <sup>2</sup>	à court et à moyen terme	totale <sup>2</sup>						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)		(13) = (9) + (12)
1982 .....	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983 .....	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984 .....	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985 .....	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986 .....	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987 .....	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988 .....	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989 .....	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1990 .....	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1990 Décembre .....	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1991 Janvier .....	3.625,4	9,8	1.956,7	125,3	5.717,2	561,1	542,3	1.103,4	6.820,6	506,1	—	506,1	7.326,7	
Février .....	3.724,4	9,8	2.016,6	102,2	5.853,0	554,3	549,6	1.103,9	6.956,9	504,1	—	504,1	7.461,0	
Mars .....	3.827,3	9,5	2.068,2	103,4	6.008,4	598,0	531,6	1.129,6	7.138,0	443,0	—	443,0	7.581,0	
Avril .....	3.841,4	9,5	2.030,7	119,8	6.001,4	623,0	512,0	1.135,0	7.136,4	413,3	—	413,3	7.549,7	
Mai .....	3.943,4	9,5	2.069,3	94,4	6.116,6	624,4	508,6	1.133,0	7.249,6	413,3	—	413,3	7.662,9	
Juin .....	4.081,2	9,5	2.041,4	111,7	6.243,8	635,9	505,0	1.140,9	7.384,7	380,4	—	380,4	7.765,1	
Juillet .....	4.108,5	1,5	1.978,2	108,8	6.197,0	624,0	507,7	1.131,7	7.328,7	380,4	—	380,4	7.709,1	
Août .....	4.166,7	1,5	1.942,9	112,3	6.223,4	622,3	508,7	1.131,0	7.354,4	380,3	—	380,3	7.734,7	
Septembre .....	4.193,6	1,1	1.961,4	95,5	6.251,6	616,1	509,9	1.126,0	7.377,6	380,2	—	380,2	7.757,8	
Octobre .....	4.242,4	1,1	1.889,4	107,2	6.240,1	617,6	507,9	1.125,5	7.365,6	380,2	—	380,2	7.745,8	
Novembre .....	4.253,9	1,1	1.900,5	95,0	6.250,5	610,2	510,5	1.120,7	7.371,2	378,3	—	378,3	7.749,5	
Décembre .....	4.327,3	1,1	1.821,8	90,5	6.240,7	604,2	502,8	1.107,0	7.347,7	403,2	—	403,2	7.750,9	

<sup>1</sup> Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

<sup>2</sup> Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

\* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 5, mai 1988.

**XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE  
ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique <sup>1</sup>	Ajustements					Solde net à financer total du Trésor <sup>3</sup>
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le FMI	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation <sup>2</sup>	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1982 .....	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983 .....	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984 .....	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985 .....	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986 .....	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987 .....	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988 .....	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989 .....	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990 .....	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5
1989 12 mois .....	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990 1 mois .....	+ 80,2	+ 0,6	+ 2,1	—	—	+ 2,7	77,5
2 mois .....	+ 194,2	+ 0,3	0,0	—	+ 0,5	+ 0,8	193,4
3 mois .....	+ 314,0	+ 1,0	- 3,6	—	+ 31,5	+ 28,9	285,1
4 mois .....	+ 283,4	+ 1,0	- 3,5	—	+ 31,5	+ 29,0	254,4
5 mois .....	+ 332,3	- 9,3	+ 7,4	—	+ 31,5	+ 29,6	302,7
6 mois .....	+ 376,3	- 9,5	+ 3,5	—	+ 31,5	+ 25,5	350,8
7 mois .....	+ 391,0	- 9,5	- 0,6	+ 15,0	+ 31,5	+ 36,4	354,6
8 mois .....	+ 404,6	- 9,5	+ 3,0	+ 15,0	+ 31,5	+ 40,0	364,6
9 mois .....	+ 456,3	- 8,8	+ 6,9	+ 15,0	+ 31,5	+ 44,6	411,7
10 mois .....	+ 443,0	- 8,8	+ 5,8	+ 15,0	+ 31,5	+ 43,5	399,5
11 mois .....	+ 470,9	- 8,8	+ 2,2	+ 15,0	+ 31,5	+ 39,9	431,0
12 mois .....	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5

<sup>1</sup> Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

<sup>2</sup> Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

<sup>3</sup> Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).



### XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires <sup>1 2</sup>						Solde budgétaire	Autres opérations <sup>1</sup>	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions
	Opérations courantes			Opérations en capital						
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1982 .....	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983 .....	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984 .....	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985 .....	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986 .....	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987 .....	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988 .....	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989 .....	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990 .....	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)
1989 12 mois .....	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990 1 mois .....	154,7	239,1	- 84,4	1,6	20,3	- 18,7	- 103,1	+ 25,6	- 77,5	(- 25,0)
2 mois .....	281,9	446,3	- 164,4	3,2	31,7	- 28,5	- 192,9	- 0,5	- 193,4	(- 7,2)
3 mois .....	402,2	667,4	- 265,2	4,6	47,2	- 42,6	- 307,8	+ 22,7	- 285,1	(- 20,6)
4 mois .....	618,0	869,9	- 251,9	6,1	54,4	- 48,3	- 300,2	+ 45,8	- 254,4	(- 23,1)
5 mois .....	734,1	1.025,3	- 291,2	7,6	60,7	- 53,1	- 344,3	+ 41,6	- 302,7	(- 16,2)
6 mois .....	879,5	1.223,2	- 343,7	9,2	70,9	- 61,7	- 405,4	+ 54,6	- 350,8	(- 25,2)
7 mois .....	1.117,5	1.414,7	- 297,2	11,3	79,3	- 68,0	- 365,2	+ 10,6	- 354,6	(- 46,7)
8 mois .....	1.247,3	1.555,1	- 307,8	13,9	88,6	- 74,7	- 382,5	+ 17,9	- 364,6	(- 39,9)
9 mois .....	1.353,5	1.701,5	- 348,0	15,3	95,3	- 80,0	- 428,0	+ 16,3	- 411,7	(- 39,3)
10 mois .....	1.523,0	1.859,4	- 336,4	18,9	106,3	- 87,4	- 423,8	+ 24,3	- 399,5	(- 46,9)
11 mois .....	1.632,5	1.982,2	- 349,7	20,6	116,7	- 96,2	- 445,8	+ 14,8	- 431,0	(- 37,2)
12 mois .....	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)

<sup>1</sup> Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

<sup>2</sup> Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

## XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR<sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1989 11 mois	1990 11 mois
<b>A. Recettes courantes<sup>2</sup></b> .....	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.676,8	1.827,6	1.504,6	1.632,5
I. Recettes fiscales .....	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.609,5	1.733,2	1.446,2	1.550,0
1. Impôts directs .....	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	932,3	1.012,3	850,5	911,0
dont <sup>3</sup> :										
— précompte professionnel <sup>4</sup> .....	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	565,6	616,9	524,3	568,6
— versements anticipés .....	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	208,6	196,8	176,9	165,9
— impôts des sociétés (rôles) .....	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 21,4	- 25,1	- 20,0	- 22,3
— impôts des personnes physiques (rôles) ...	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	4,0	3,9	3,9	1,4
— précompte mobilier .....	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	146,5	166,6	139,5	158,8
2. Douanes et accises .....	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	157,8	173,6	143,3	159,4
3. T.V.A. et enregistrement .....	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	519,4	547,3	452,4	479,6
II. Recettes non fiscales .....	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	67,3	94,4	58,4	82,6
<b>B. Recettes en capital<sup>5</sup></b> .....	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	17,7	23,0	15,0	20,6
I. Recettes fiscales .....	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	15,4	18,7	13,8	17,2
II. Recettes non fiscales .....	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	2,3	4,3	1,2	3,4
<b>C. Recettes totales [A + B]</b> .....	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.850,6	1.519,6	1.653,1
I. Recettes des Voies et Moyens .....	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.055,0	1.143,1	928,2	1.003,8
II. Recettes cédées .....	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	68,8	74,1	62,6	67,8
III. Recettes ristournées plus recettes affectées <sup>6</sup> .....	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	568,5	631,7	526,7	578,1
IV. Moyens propres des communautés et régions ...	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	2,2	1,7	2,1	3,4

<sup>1</sup> A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

<sup>2</sup> Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

<sup>3</sup> Les montants suivants concernent des données à l'exclusion des recettes comptabilisées provisoirement (9,5 milliards pendant les onze premiers mois et 20,9 milliards pour l'année 1990) dont on ne connaît pas encore la ventilation exacte.

<sup>4</sup> Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

<sup>5</sup> Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

<sup>6</sup> Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

## XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS<sup>1</sup>

(milliards de francs)

	Pouvoir national, communautés et régions						Pouvoirs locaux	Sécurité sociale <sup>4</sup>	Octrois de crédits et prises de participations	Total
	Solde net à financer du Trésor			Position de caisse des communautés et des régions <sup>2</sup>	Autres <sup>3</sup>	Total				
	Total	Dont national	Dont communautés et régions <sup>2</sup>							
1980 .....	- 297	- 297	0	0	- 36	- 333	- 58	- 6	+ 79	- 318
1981 .....	- 455	- 455	0	0	- 61	- 515	- 65	- 10	+ 104	- 486
1982 .....	- 509	- 509	0	- 2	- 70	- 581	- 28	+ 27	+ 114	- 468
1983 .....	- 524	- 524	0	+ 1	- 65	- 588	- 27	+ 12	+ 127	- 476
1984 .....	- 504	- 504	0	0	- 37	- 541	- 11	+ 45	+ 110	- 397
1985 .....	- 571	- 552	- 19	0	- 41	- 613	- 10	+ 49	+ 118	- 456
1986 .....	- 555	- 552	- 3	0	- 50	- 605	- 15	+ 31	+ 101	- 488
1987 .....	- 430	- 451	+ 21	0	- 100	- 531	- 2	+ 21	+ 107	- 405
1988 .....	- 434	- 416	- 18	0	- 64	- 498	- 6	+ 16	+ 69	- 419
1989 .....	- 397	- 442	+ 45	0	- 86	- 483	- 34	+ 47	+ 52	- 418
1990 .....	- 394	- 366	- 28	0	- 115	- 508	- 15	+ 39	+ 85	- 399
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 102	- 120	+ 18	0	- 32	- 134	- 22	+ 14	+ 20	- 122
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 49	- 63	+ 14	0	- 15	- 64	- 3	+ 4	+ 5	- 58
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 17	+ 12	+ 5	0	- 12	+ 5	- 14	+ 32	+ 10	+ 33
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 285	- 264	- 21	0	- 48	- 334	+ 10	+ 10	+ 19	- 295
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 66	- 61	- 5	0	- 41	- 107	- 33	+ 14	+ 37	- 89
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 61	- 47	- 14	0	- 13	- 74	+ 7	+ 10	+ 14	- 43
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 18	+ 7	+ 11	0	- 11	+ 7	+ 1	+ 5	+ 15	+ 28
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 268	- 268	0	- 12	- 21	- 301	- 2	+ 5	+ 25	- 273
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 122	- 122	0	- 5	- 45	- 172	- 28	- 1	+ 37	- 164
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 34	- 34	0	- 25	- 17	- 76	+ 1	- 30	+ 22	- 83

<sup>1</sup> Sources : Ministère des Finances, BNB.

<sup>2</sup> Jusqu'à fin 1990, le Trésor assurait la trésorerie des régions et des communautés, si bien que leur solde financier faisait partie intégrante du solde net à financer total du Trésor. Tel n'est plus le cas depuis début 1991, puisque ces entités disposent depuis lors d'une trésorerie autonome; leur situation de caisse est par conséquent reprise sous une colonne distincte.

<sup>3</sup> Débudgétisations, préfinancements et emprunts de régularisation. La formation d'actifs financiers en a été déduite.

<sup>4</sup> Les données relatives à la sécurité sociale englobent les mêmes organismes que celles des comptes nationaux et, comme ces derniers, tiennent compte des cotisations sociales dues et non pas de celles qui ont été effectivement versées.

## XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Périodes	Nouveaux engagements						Formation d'actifs financiers en franc belge <sup>2</sup>	Dont par le Trésor <sup>3</sup>	Solde <sup>4</sup>	
	En monnaies étrangères	En franc belge				Total				
		Auprès de la BNB <sup>1</sup>	Autres							
			A un an au plus	A plus d'un an	Dont OLO					
1980 .....	+ 95	+ 25	+ 142	+ 135	0	+ 302	+ 397	+ 80	0	+ 318
1981 .....	+ 223	+ 72	+ 161	+ 113	0	+ 346	+ 569	+ 83	0	+ 486
1982 .....	+ 243	+ 32	+ 182	+ 158	0	+ 372	+ 615	+ 147	0	+ 468
1983 .....	+ 134	+ 7	+ 89	+ 395	0	+ 491	+ 625	+ 148	0	+ 476
1984 .....	+ 155	+ 12	+ 70	+ 332	0	+ 415	+ 570	+ 173	0	+ 397
1985 .....	+ 34	- 18	+ 54	+ 563	0	+ 598	+ 633	+ 177	0	+ 456
1986 .....	+ 62	+ 27	+ 294	+ 227	0	+ 547	+ 610	+ 122	0	+ 488
1987 .....	+ 32	- 82	+ 219	+ 384	0	+ 521	+ 553	+ 148	0	+ 405
1988 .....	+ 20	- 21	+ 33	+ 500	0	+ 512	+ 532	+ 113	0	+ 419
1989 .....	+ 69	- 40	+ 275	+ 205	+ 82	+ 439	+ 508	+ 90	0	+ 418
1990 .....	- 22	- 30	+ 138	+ 448	+ 273	+ 556	+ 534	+ 135	0	+ 399
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 13	+ 5	+ 33	+ 110	+ 20	+ 147	+ 134	+ 12	0	+ 122
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 16	- 9	+ 65	- 7	+ 34	+ 49	+ 65	+ 8	0	+ 58
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 69	+ 19	- 134	+ 72	+ 28	- 43	+ 25	+ 59	0	- 33
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 8	- 36	+ 295	+ 56	+ 10	+ 315	+ 324	+ 29	0	+ 295
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 15	- 26	- 58	+ 223	+ 59	+ 138	+ 124	+ 35	0	+ 89
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 36	+ 1	+ 45	+ 66	+ 103	+ 112	+ 76	+ 32	0	+ 43
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 21	+ 31	- 144	+ 103	+ 101	- 10	+ 11	+ 39	0	- 28
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 6	- 106	+ 320	+ 185	+ 341	+ 399	+ 394	+ 120	+ 63	+ 273
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 3	0	+ 8	+ 228	+ 382	+ 237	+ 234	+ 69	+ 35	+ 164
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0	+ 1	- 41	+ 97	+ 109	+ 56	+ 57	- 27	- 23	+ 83

<sup>1</sup> Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique, de l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par des avances spéciales de celle-ci et de la créance consolidée de la Banque sur l'Etat. A partir de 1991, cette colonne comprend seulement les avances accordées par la Banque à l'Etat dans le cadre d'une facilité de caisse spéciale, limitée à 15 milliards.

<sup>2</sup> Y compris les octrois de crédits et prises de participations.

<sup>3</sup> Il s'agit des opérations dites de gestion du Trésor.

<sup>4</sup> Cette colonne correspond au déficit financier total des pouvoirs publics (cf. tableau XI-5 avec signe inversé).

## XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS<sup>1</sup>

(milliards de francs)

	Dettes				Total général	Actifs financiers en franc belge <sup>2</sup>	Dont opérations de gestion du Trésor	Dettes nettes		
	En monnaies étrangères	En franc belge						Total général	Total général	p.m. total à l'exclusion de la dette envers le FMI <sup>3</sup>
		A un an au plus <sup>2</sup>	A plus d'un an	Total						
1980 .....	159	576	2.082	2.658	2.817	375	0	2.441	2.404	
1981 .....	404	816	2.195	3.011	3.415	355	0	3.060	3.016	
1982 .....	683	1.037	2.353	3.390	4.073	389	0	3.685	3.633	
1983 .....	868	1.166	2.749	3.915	4.783	411	0	4.372	4.288	
1984 .....	1.063	1.236	3.083	4.319	5.382	452	0	4.930	4.839	
1985 .....	1.031	1.280	3.646	4.926	5.957	511	0	5.446	5.347	
1986 .....	1.048	1.586	3.873	5.459	6.507	531	0	5.976	5.891	
1987 .....	1.070	1.720	4.261	5.981	7.051	573	0	6.478	6.396	
1988 .....	1.108	1.734	4.761	6.495	7.603	617	0	6.986	6.902	
1989 .....	1.150	1.974	4.965	6.939	8.089	655	0	7.435	7.346	
1990 .....	1.129	2.073	5.413	7.486	8.615	705	0	7.910	7.831	
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.098	2.033	4.900	6.933	8.031	603	0	7.428	7.340	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.110	2.090	4.893	6.983	8.093	605	0	7.488	7.399	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.150	1.974	4.965	6.939	8.089	655	0	7.435	7.346	
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.154	2.234	5.021	7.255	8.409	664	0	7.746	7.656	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.147	2.139	5.244	7.383	8.530	662	0	7.868	7.790	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.114	2.186	5.310	7.496	8.610	681	0	7.930	7.850	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.129	2.073	5.413	7.486	8.615	705	0	7.910	7.831	
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.147	2.318	5.564	7.882	9.029	800	63	8.229	8.153	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.158	2.340	5.784	8.124	9.282	833	99	8.449	8.368	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.143	2.296	5.884	8.180	9.323	784	76	8.539	8.457	

<sup>1</sup> Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984 ; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

<sup>2</sup> Y compris l'encours des certificats de trésorerie financés par le Fonds des Rentes grâce au concours spécial de la BNB et le portefeuille d'effits publics de cette dernière.

<sup>3</sup> A l'exclusion des crédits et participations.

<sup>4</sup> La remise de certificats de trésorerie qui ne portent pas d'intérêts, au FMI, ne donne lieu à aucune recette de trésorerie pour les pouvoirs publics.

## XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect <sup>3</sup>	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
direct <sup>1</sup>		indirect <sup>2</sup>			
1977 .....	40	37	3	15	13-07-1977
				0	05-10-1977
				15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
1978 .....	53	37	16	40	26-07-1978
				30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979 .....	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980 .....	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981 .....	187	37	150	170	23-12-1981
1982 .....	218	37	181	190	28-04-1982
1983 .....	225	37	188	210	05-01-1983
1984 .....	238	37	201	210	05-01-1983
1985 .....	219	37	182	210	05-01-1983
1986 .....	246	37	209	210	05-01-1983
1987 .....	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Septembre .....	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre .....	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars .....	89	37	52	160	30-03-1988
Juin .....	94	37	57	130	08-06-1989
Septembre .....	85	37	48	130	08-06-1989
Décembre .....	103	37	66	110	04-12-1989
1990 Mars .....	68	37	31	110	04-12-1989
Juin .....	42	37	5	110	04-12-1989
Septembre .....	43	37	6	110	04-12-1989
Décembre .....	74	37	37	110	04-12-1989

<sup>1</sup> Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

<sup>2</sup> Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

<sup>3</sup> Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

## XII. — GLOBALISATIONS DES COMPTES ANNUELS DES ENTREPRISES NON FINANCIERES \*

### 1a. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>2</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....	74.440	87.903	88.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
<b>ACTIF</b>								
<b>A. Actifs immobilisés</b>								
I. Frais d'établissement .....	30,8	28,1	22,7	21,6	13,7	11,4	12,5	9,6
II. Immobilisations incorporelles .....	121,0	151,7	180,6	193,3	231,4	263,6	215,5	225,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions .....	725,4	778,8	805,8	853,9	935,9	1.048,7	863,9	928,4
b. Installations, machines et outillage .....	911,4	1.055,0	1.084,3	1.125,2	1.169,6	1.258,5	1.119,2	1.167,6
c. Mobilier et matériel roulant .....	195,3	204,1	230,4	248,8	264,6	296,2	245,6	267,6
d. Location-financement et droits similaires .....	39,9	44,6	56,7	65,5	100,7	122,2	94,6	112,3
e. Autres immobilisations corporelles .....	67,0	75,2	78,5	84,6	96,4	114,0	86,0	103,9
f. Immobilisations en cours et acomptes versés .....	213,5	150,9	147,8	147,9	162,2	189,3	154,8	170,8
Total des immobilisations corporelles	2.152,5	2.308,7	2.403,4	2.525,9	2.729,2	3.028,9	2.564,1	2.750,6
IV. Immobilisations financières .....	514,5	622,0	755,2	886,3	1.142,0	1.535,2	1.053,3	1.410,6
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>2.818,8</b>	<b>3.110,5</b>	<b>3.362,0</b>	<b>3.626,8</b>	<b>4.116,3</b>	<b>4.839,1</b>	<b>3.845,4</b>	<b>4.395,8</b>
<b>B. Actifs circulants</b>								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales .....	52,8	51,5	62,8	63,5	68,7	75,8	66,1	63,3
b. Autres créances .....	82,5	98,0	118,0	166,2	275,2	376,7	250,0	339,4
Total des créances à plus d'un an	135,2	149,5	180,8	229,7	343,9	452,5	316,1	402,7
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks .....	1.029,3	1.088,5	1.056,7	1.056,7	1.153,7	1.250,4	1.047,7	1.131,7
b. Commandes en cours d'exécution .....	194,5	191,2	207,2	203,7	162,5	181,6	144,8	162,3
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	1.223,8	1.279,7	1.263,9	1.260,4	1.316,2	1.432,0	1.192,5	1.294,0
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales .....	1.526,8	1.690,9	1.648,5	1.659,9	1.890,9	2.154,3	1.695,7	1.942,9
b. Autres créances .....	312,5	356,0	415,0	484,3	725,8	1.002,4	642,6	876,2
Total des créances à un an au plus	1.839,2	2.047,0	2.063,5	2.144,2	2.616,7	3.156,7	2.338,3	2.819,1
VIII. Placements de trésorerie .....	238,8	273,6	331,7	430,5	544,6	722,1	496,0	667,6
IX. Valeurs disponibles .....	226,2	240,0	258,4	278,2	317,9	360,8	283,7	307,3
X. Comptes de régularisation .....	103,4	115,7	112,8	114,6	129,8	143,0	121,0	131,3
<b>Total des actifs circulants</b>	<b>3.766,7</b>	<b>4.105,5</b>	<b>4.211,1</b>	<b>4.457,7</b>	<b>5.269,1</b>	<b>6.267,1</b>	<b>4.747,6</b>	<b>5.622,0</b>
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>6.585,5</b>	<b>7.216,0</b>	<b>7.573,1</b>	<b>8.084,6</b>	<b>9.385,4</b>	<b>11.106,2</b>	<b>8.593,0</b>	<b>10.017,8</b>

<b>PASSIF</b>								
<b>A. Capitaux propres</b>								
I. Capital .....	1.176,3	1.247,3	1.396,8	1.511,7	1.783,7	2.101,7	1.629,3	1.833,8
II. Primes d'émission .....	55,3	141,9	146,8	158,2	178,1	205,2	171,6	201,1
III. Plus-values de réévaluation .....	195,6	172,7	151,8	142,8	101,2	103,5	98,3	100,9
IV. Réserves								
a. Réserve légale .....	47,6	53,5	58,9	64,7	75,3	84,9	70,3	80,1
b. Réserves indisponibles .....	49,2	60,6	67,5	70,2	73,3	78,6	67,6	73,1
c. Réserves immunisées .....	126,7	144,3	159,3	174,0	188,6	269,3	168,4	258,2
d. Réserves disponibles .....	318,2	381,2	425,9	473,3	529,5	633,5	483,4	595,7
Total des réserves	541,7	639,6	711,6	782,2	866,7	1.066,3	789,7	1.007,1
V. Bénéfice reporté .....	133,4	172,2	204,9	237,8	301,3	367,3	278,3	344,9
Perte reportée .....	-227,0	-219,8	-232,3	-240,8	-228,0	-231,7	-177,3	-194,1
VI. Subsidés en capital .....	105,8	122,0	134,9	142,3	143,5	143,9	141,1	140,2
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>1.981,1</b>	<b>2.275,9</b>	<b>2.514,6</b>	<b>2.734,2</b>	<b>3.146,3</b>	<b>3.756,2</b>	<b>2.931,0</b>	<b>3.433,9</b>
<b>B. VII. Provisions pour risques et charges</b> .....	<b>172,6</b>	<b>192,2</b>	<b>208,3</b>	<b>225,8</b>	<b>271,0</b>	<b>270,8</b>	<b>248,9</b>	<b>258,6</b>
<b>C. Dettes</b>								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières .....	1.244,7	1.285,7	1.357,8	1.497,8	1.737,6	2.008,5	1.622,8	1.809,2
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(797,0)	(838,4)	(882,1)	(995,9)	(1.154,6)	(1.345,7)	(1.070,9)	(1.208,7)
b. Dettes commerciales .....	20,7	18,7	13,7	12,6	10,9	13,1	9,5	9,4
c. Acomptes reçus sur commandes .....	34,6	33,6	28,4	24,9	16,6	20,0	16,5	19,7
d. Autres dettes .....	138,8	144,3	150,9	172,9	182,1	191,3	162,7	169,7
Total des dettes à plus d'un an	1.438,7	1.482,3	1.550,9	1.708,3	1.947,3	2.232,9	1.811,5	2.008,0
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année .....	162,3	181,0	213,8	241,7	291,9	368,6	265,3	336,0
b. Dettes financières .....	504,9	592,2	566,8	630,4	793,4	1.179,3	709,9	1.036,8
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(446,7)	(505,0)	(473,4)	(487,7)	(584,8)	(809,9)	(520,3)	(706,1)
c. Dettes commerciales .....	1.338,9	1.427,7	1.376,2	1.404,4	1.634,9	1.824,1	1.457,1	1.621,8
d. Acomptes reçus sur commandes .....	210,7	207,8	217,6	198,9	210,5	237,6	191,9	215,9
e. Dettes fiscales, salariales et sociales .....	312,6	339,7	358,6	374,7	397,5	434,0	357,9	391,4
f. Autres dettes .....	336,2	376,1	429,7	430,2	545,4	634,2	485,2	560,4
Total des dettes à un an au plus	2.865,6	3.124,5	3.162,8	3.280,2	3.873,5	4.677,8	3.467,3	4.162,3
X. Comptes de régularisation .....	127,5	141,1	136,6	136,1	147,3	168,5	134,3	155,0
<b>Total des dettes</b>	<b>4.431,8</b>	<b>4.747,9</b>	<b>4.850,2</b>	<b>5.124,7</b>	<b>5.968,1</b>	<b>7.079,2</b>	<b>5.413,1</b>	<b>6.325,3</b>

<sup>1</sup> Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

\* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI<sup>e</sup> année, n° 9, septembre 1991.



## XII - 1b. 1. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
<b>FLUX DE RESULTATS</b>									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation .....		2.182,4	2.405,6	2.538,4	2.604,9	2.843,0	3.055,7	2.598,6	2.779,3
Frais de personnel .....	-	1.413,9	1.561,4	1.606,2	1.652,8	1.741,7	1.867,7	1.582,1	1.696,0
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles .....	-	287,0	326,4	361,4	402,4	466,2	516,1	423,3	458,5
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales .....	-	15,4	17,9	23,0	18,3	18,3	18,3	15,8	15,6
Provisions nettes pour risques et charges .....	-	24,5	17,0	16,1	22,7	21,7	13,7	20,0	12,0
Autres charges d'exploitation <sup>3</sup> .....	-	126,3	134,5	119,1	108,4	107,0	116,0	96,2	104,2
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	3,9	2,6	2,6	3,1	3,9	2,8	3,7	2,3
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>319,2</b>	<b>351,0</b>	<b>415,2</b>	<b>403,4</b>	<b>492,0</b>	<b>526,7</b>	<b>464,9</b>	<b>495,3</b>
Produits financiers .....	+	189,6	224,7	231,6	267,9	313,1	483,2	287,5	440,3
Charges financières .....	-	275,9	285,4	297,4	307,1	333,2	462,4	303,0	418,7
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>=</b>	<b>232,9</b>	<b>290,3</b>	<b>349,4</b>	<b>364,3</b>	<b>471,9</b>	<b>547,5</b>	<b>449,4</b>	<b>516,9</b>
Produits exceptionnels .....	+	86,8	69,1	84,1	82,1	95,1	190,1	79,9	178,4
Charges exceptionnelles .....	-	83,9	60,4	87,2	90,7	115,1	110,1	92,8	98,7
<b>Résultat de l'exercice avant impôts</b>	<b>=</b>	<b>235,8</b>	<b>299,0</b>	<b>346,3</b>	<b>355,7</b>	<b>451,9</b>	<b>627,5</b>	<b>436,5</b>	<b>596,6</b>
Impôts sur le résultat .....	-	70,2	79,0	100,3	96,7	110,3	118,2	99,9	107,7
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>=</b>	<b>165,6</b>	<b>220,0</b>	<b>246,0</b>	<b>259,0</b>	<b>341,6</b>	<b>509,3</b>	<b>336,6</b>	<b>488,9</b>
Transfert net aux réserves immunisées .....	-	9,3	19,9	19,3	20,3	28,7	86,4	23,4	82,8
Bénéfice reporté de l'exercice précédent .....	+	108,3	143,7	169,7	193,5	230,4	292,4	212,3	277,7
Perte reportée de l'exercice précédent .....	-	211,1	216,3	201,7	221,4	227,8	203,5	191,1	175,6
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>	<b>=</b>	<b>53,5</b>	<b>127,5</b>	<b>194,7</b>	<b>210,8</b>	<b>315,5</b>	<b>511,8</b>	<b>334,4</b>	<b>508,2</b>
<b>AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS</b>									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres .....	+	64,8	17,0	- 25,9	- 33,1	- 105,1	- 249,9	- 138,0	- 260,2
Intervention d'associés dans la perte .....	+	5,9	4,7	3,6	2,9	2,2	2,0	1,5	1,7
Bénéfice à distribuer .....	-	124,2	149,2	172,4	180,6	212,6	263,8	197,8	249,7
dont : rémunération du capital .....		(114,0)	(137,0)	(155,3)	(161,8)	(192,5)	(243,6)	(179,7)	(231,7)

<sup>1</sup> Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

## XII - 1b. 2. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
<b>FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation .....		1.851,5	1.963,3	2.049,1	2.072,4	2.258,0	2.422,6	2.103,2	2.242,0
Subsides d'exploitation .....	+	33,0	36,5	35,2	39,1	38,3	34,3	33,8	31,3
<b>Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>1.884,4</b>	<b>1.999,7</b>	<b>2.084,3</b>	<b>2.111,4</b>	<b>2.296,4</b>	<b>2.456,9</b>	<b>2.137,0</b>	<b>2.273,2</b>
Frais de personnel .....	-	1.226,7	1.304,9	1.318,1	1.335,2	1.392,7	1.484,2	1.287,0	1.368,7
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation .....	-	53,4	53,9	55,0	59,2	61,2	69,2	59,3	66,1
Autres charges d'exploitation .....	-	28,0	27,5	23,5	20,9	23,2	26,9	19,0	22,3
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>576,3</b>	<b>613,4</b>	<b>687,7</b>	<b>696,1</b>	<b>819,3</b>	<b>876,6</b>	<b>771,7</b>	<b>816,2</b>
Produit des immobilisations financières .....	+	48,8	63,6	66,3	72,9	86,3	142,2	82,5	133,5
Produit des actifs financiers circulants .....	+	53,3	55,7	54,5	67,1	88,2	159,4	79,1	144,6
Subsides en intérêts .....	+	4,4	4,5	4,2	4,2	4,8	4,7	4,5	4,3
Charge des dettes .....	-	176,7	181,1	180,5	177,6	193,2	247,0	179,6	227,1
Solde des autres produits et charges financiers .....	+	-17,6	0,5	-5,6	-0,5	0,9	-18,5	2,1	-18,6
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur .....	+	15,7	3,1	9,9	10,7	-2,3	3,5	-3,9	3,7
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	11,1	5,9	5,8	7,1	8,8	3,5	7,4	3,0
Impôts sur le résultat .....	-	61,2	66,3	83,6	77,6	89,0	92,4	81,9	86,0
Intervention d'associés dans la perte .....	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,2
Bénéfice à distribuer .....	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	182,4	234,4
<i>dont : rémunération du capital</i> .....		(110,7)	(132,2)	(148,9)	(154,0)	(183,9)	(234,3)	(172,6)	(224,1)
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>=</b>	<b>343,8</b>	<b>365,7</b>	<b>403,1</b>	<b>440,4</b>	<b>531,3</b>	<b>588,1</b>	<b>500,4</b>	<b>540,6</b>
<b>COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Résultat net après impôts .....		150,0	195,1	210,0	217,5	291,2	460,2	291,8	444,6
Amortissements d'exploitation .....	+	255,0	280,0	303,2	330,4	378,5	412,7	349,9	374,6
Amortissements nets exceptionnels .....	+	16,1	8,3	17,9	9,2	21,1	14,1	16,2	12,3
Provisions nettes pour risques et charges .....	+	26,7	23,0	29,1	30,8	38,6	17,7	30,6	17,8
Réductions de valeurs nettes .....	+	31,3	27,9	36,3	44,7	44,7	54,7	35,9	48,6
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital .....	-	25,1	35,0	37,5	30,1	50,4	127,5	42,6	124,2
Intervention d'associés dans la perte .....	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,2
Bénéfice à distribuer .....	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	182,4	234,4

<sup>1</sup> Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

## XII - 1c. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>								
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....	74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	29,7	55,7	60,7	56,7	103,2	94,0	92,6	59,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	3,0	2,7	1,7	3,2	5,0	8,6	4,3	3,5
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	434,6	478,2	537,2	557,1	677,7	856,7	606,8	675,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	55,9	76,9	82,9	70,4	89,9	106,9	78,2	90,4
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	120,3	174,5	220,3	262,7	409,4	646,2	365,6	556,5
Cessions (valeur nette comptable) .....	34,0	52,8	64,9	72,5	96,4	188,2	81,3	169,5
<b>II. Schémas complets</b>								
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....	11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	24,7	49,4	53,5	46,2	90,5	77,3	83,1	53,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	2,8	2,3	1,4	2,7	4,6	7,9	4,0	3,0
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	374,8	394,7	428,3	421,9	502,5	650,0	462,2	537,4
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	48,7	65,8	74,6	60,2	77,1	89,5	68,0	75,9
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	116,5	168,5	210,3	250,8	383,9	600,0	348,3	527,5
Cessions (valeur nette comptable) .....	32,8	50,4	62,4	69,6	93,1	182,2	78,7	164,4

<sup>1</sup> Données définitives.

## XII - 1d. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>									
Nombre de comptes annuels .....		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
1. Marges sur ventes (en p.c.) <sup>2</sup>									
1.1 Résultat brut d'exploitation <sup>3</sup> / Chiffre d'affaires .....		7,0	7,0	8,3	8,5	9,3	9,0	9,5	9,1
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires .....		3,5	3,5	4,3	4,1	4,6	4,4	4,8	4,6
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel .....		64,8	64,9	63,3	63,5	61,3	61,1	60,9	61,0
2.2 Autres charges d'exploitation <sup>4</sup> .....		5,8	5,6	4,7	4,1	3,7	3,8	3,7	3,7
2.3 Excédent brut d'exploitation <sup>5</sup> = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		29,4	29,5	32,0	32,4	35,0	35,1	35,4	35,3
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) <sup>6</sup>									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée .....		1.436	1.510	1.586	1.623	1.738	1.824	1.762	1.843
3.2 Frais de personnel par personne occupée .....		951	1.006	1.034	1.061	1.095	1.147	1.103	1.155
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		19,9	19,9	21,2	21,4	23,8	28,0	23,4	24,3
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		8,4	9,7	9,8	9,5	10,9	13,6	11,5	14,2
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		30,1	31,5	33,2	33,7	33,5	33,8	34,1	34,3
<b>II. Schémas complets</b>									
Nombre de comptes annuels .....		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute <sup>7</sup>									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel .....	—	65,1	65,3	63,2	63,2	60,7	60,4	60,2	60,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation .....	—	2,8	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,8	2,9
1.4 Autres charges d'exploitation .....	—	1,5	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1	0,9	1,0
1.5 Excédent brut d'exploitation <sup>3,5</sup> .....	=	30,6	30,7	33,0	33,0	35,7	35,7	36,1	35,9
1.6 Produit des actifs financiers <sup>8</sup> .....	+	5,4	6,0	5,8	6,6	7,6	12,3	7,5	12,2
1.7 Charge des dettes .....	—	9,4	9,1	8,7	8,4	8,4	10,1	8,4	10,0
1.8 Impôts sur le résultat .....	—	3,2	3,3	4,0	3,7	3,9	3,8	3,8	3,8
1.9 Rémunération du capital .....	—	5,9	6,6	7,1	7,3	8,0	9,5	8,1	9,8
1.10 Solde des autres flux <sup>9</sup> .....	+	0,7	0,6	0,3	0,7	0,1	-0,7	0,1	-0,7
1.11 Epargne brute <sup>5</sup> .....	=	18,2	18,3	19,3	20,9	23,1	23,9	23,4	23,8
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		19,9	19,7	20,6	20,0	21,9	26,5	21,6	23,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières .....		6,2	8,4	10,1	11,9	16,7	24,4	16,3	23,2
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		8,4	9,8	9,7	9,3	10,9	14,3	11,5	14,9
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ....		29,7	31,3	33,1	33,6	33,4	33,9	33,9	34,3

<sup>1</sup> Données définitives.

<sup>2</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

<sup>3</sup> Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

<sup>4</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

<sup>5</sup> Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>6</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

<sup>7</sup> Cf. tableau XII-1b.2.

<sup>8</sup> Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

<sup>9</sup> Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

## XII - 2a. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>2</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....	12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
<b>ACTIF</b>								
<b>A. Actifs immobilisés</b>								
I. Frais d'établissement .....	12,1	10,1	6,9	9,1	5,0	4,6	4,5	4,0
II. Immobilisations incorporelles .....	21,3	27,6	38,1	44,7	64,5	82,8	57,5	65,7
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions .....	187,4	187,9	196,5	202,7	215,8	235,4	195,9	211,7
b. Installations, machines et outillage .....	256,6	281,9	299,2	310,6	335,4	382,2	305,4	328,5
c. Mobilier et matériel roulant .....	20,0	24,9	29,9	33,0	39,7	41,6	35,0	37,5
d. Location-financement et droits similaires .....	9,8	11,7	20,0	25,4	30,9	35,1	29,9	33,0
e. Autres immobilisations corporelles .....	13,9	14,1	14,9	14,3	15,0	15,1	13,1	13,2
f. Immobilisations en cours et acomptes versés .....	30,3	39,6	39,4	40,6	48,2	68,6	43,5	60,4
Total des immobilisations corporelles	517,9	560,1	599,8	626,8	685,1	778,0	622,8	684,3
IV. Immobilisations financières .....	206,7	251,1	301,3	347,5	440,6	601,1	407,0	581,0
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>758,1</b>	<b>848,9</b>	<b>946,1</b>	<b>1.028,0</b>	<b>1.195,2</b>	<b>1.466,5</b>	<b>1.091,8</b>	<b>1.335,0</b>
<b>B. Actifs circulants</b>								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales .....	10,9	14,0	17,5	9,1	10,4	8,2	9,1	7,9
b. Autres créances .....	16,8	17,9	24,7	28,6	27,2	26,1	22,1	24,9
Total des créances à plus d'un an	27,7	31,9	42,2	37,8	37,6	34,3	31,2	32,8
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks .....	504,7	515,1	479,9	467,7	515,5	555,3	469,0	512,2
b. Commandes en cours d'exécution .....	64,0	61,0	62,9	57,4	56,9	62,9	54,0	59,4
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	568,7	576,1	542,8	525,1	572,4	618,2	523,0	571,6
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales .....	643,6	687,3	673,1	644,8	723,6	797,9	653,6	735,4
b. Autres créances .....	108,4	115,4	148,2	121,6	154,7	224,9	133,9	211,9
Total des créances à un an au plus	751,9	802,7	821,3	766,3	878,3	1.022,8	787,5	947,3
VIII. Placements de trésorerie .....	87,1	103,9	134,4	166,4	167,6	201,9	154,9	193,2
IX. Valeurs disponibles .....	59,3	59,3	66,3	68,2	80,1	92,9	71,5	73,5
X. Comptes de régularisation .....	16,6	17,0	17,0	16,8	18,4	20,1	16,6	18,4
<b>Total des actifs circulants</b>	<b>1.511,4</b>	<b>1.591,0</b>	<b>1.624,0</b>	<b>1.580,6</b>	<b>1.754,4</b>	<b>1.990,2</b>	<b>1.584,7</b>	<b>1.836,8</b>
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>2.269,4</b>	<b>2.439,9</b>	<b>2.570,1</b>	<b>2.608,6</b>	<b>2.949,6</b>	<b>3.456,7</b>	<b>2.676,4</b>	<b>3.171,8</b>

<b>PASSIF</b>								
<b>A. Capitaux propres</b>								
I. Capital .....	439,3	487,4	527,3	504,3	546,1	600,8	498,5	526,6
II. Primes d'émission .....	31,3	31,1	35,6	40,9	44,5	50,9	40,1	49,0
III. Plus-values de réévaluation .....	32,6	29,7	31,1	27,0	23,1	21,2	22,0	20,5
IV. Réserves								
a. Réserve légale .....	19,3	20,8	22,6	23,4	27,6	29,9	25,6	28,7
b. Réserves indisponibles .....	15,3	15,9	15,2	15,4	14,6	15,8	13,2	15,0
c. Réserves immunisées .....	57,3	67,6	71,0	76,1	77,2	128,3	66,1	125,4
d. Réserves disponibles .....	151,2	178,4	201,1	219,5	237,3	296,7	215,8	286,2
Total des réserves	243,1	282,7	309,9	334,4	356,7	470,7	320,7	455,3
V. Bénéfice reporté .....	66,1	74,7	90,7	112,1	139,4	179,0	131,0	174,0
Perte reportée .....	- 89,1	- 69,9	- 76,5	- 76,9	- 83,2	- 81,3	- 61,7	- 70,0
VI. Subsidés en capital .....	17,6	20,5	20,3	19,1	18,7	20,4	16,9	17,5
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>740,9</b>	<b>856,3</b>	<b>938,3</b>	<b>960,9</b>	<b>1.045,2</b>	<b>1.261,7</b>	<b>967,5</b>	<b>1.172,9</b>
<b>B. VII. Provisions pour risques et charges</b> .....	<b>85,2</b>	<b>92,6</b>	<b>106,3</b>	<b>113,1</b>	<b>133,7</b>	<b>129,7</b>	<b>116,5</b>	<b>125,0</b>
<b>C. Dettes</b>								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières .....	270,5	279,5	324,0	366,9	420,6	513,3	379,7	461,2
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(174,7)	(173,6)	(198,9)	(213,4)	(229,1)	(263,4)	(203,8)	(233,9)
b. Dettes commerciales .....	6,5	6,5	4,6	4,0	2,9	3,3	2,6	2,7
c. Acomptes reçus sur commandes .....	11,8	8,3	8,9	5,4	5,7	8,8	5,7	8,7
d. Autres dettes .....	46,0	34,2	36,2	47,8	67,0	64,1	62,1	58,8
Total des dettes à plus d'un an	334,7	328,4	373,7	424,1	496,2	589,5	450,1	531,4
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année .....	55,3	57,0	58,1	70,4	103,4	115,0	89,7	102,2
b. Dettes financières .....	209,4	233,3	216,0	187,1	197,4	279,2	174,9	256,9
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(175,7)	(185,7)	(176,0)	(143,6)	(160,9)	(215,7)	(142,2)	(198,6)
c. Dettes commerciales .....	498,7	508,6	485,5	480,3	571,4	629,8	516,4	569,4
d. Acomptes reçus sur commandes .....	57,1	51,1	51,8	47,3	49,9	54,1	47,7	51,2
e. Dettes fiscales, salariales et sociales .....	165,3	172,3	180,1	180,6	190,1	204,3	171,7	187,2
f. Autres dettes .....	81,3	96,5	120,1	106,6	121,1	146,5	103,9	131,0
Total des dettes à un an au plus	1.067,1	1.118,9	1.111,6	1.072,3	1.233,4	1.428,9	1.104,3	1.297,9
X. Comptes de régularisation .....	41,4	43,7	40,2	38,1	41,1	46,9	38,0	44,6
<b>Total des dettes</b>	<b>1.443,3</b>	<b>1.491,1</b>	<b>1.525,6</b>	<b>1.534,5</b>	<b>1.770,6</b>	<b>2.065,3</b>	<b>1.592,4</b>	<b>1.873,9</b>

<sup>1</sup> Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

## XII - 2b. 1. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
<b>FLUX DE RESULTATS</b>									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation .....		1.001,8	1.081,4	1.157,3	1.161,1	1.256,2	1.322,8	1.139,7	1.216,2
Frais de personnel .....	-	678,8	735,4	754,8	753,3	781,8	819,6	706,1	753,9
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles .....	-	130,5	150,3	168,6	187,0	215,7	234,3	193,0	207,4
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales .....	-	7,2	7,5	10,3	7,1	7,8	6,5	6,6	5,9
Provisions nettes pour risques et charges .....	-	10,3	5,7	6,6	12,0	11,2	4,5	10,0	4,3
Autres charges d'exploitation <sup>3</sup> .....	-	32,3	34,7	33,1	30,9	29,2	29,0	24,2	26,5
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	3,3	1,1	1,2	2,0	3,2	0,9	3,1	0,8
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>146,0</b>	<b>148,9</b>	<b>185,1</b>	<b>172,8</b>	<b>213,7</b>	<b>229,8</b>	<b>202,9</b>	<b>219,0</b>
Produits financiers .....	+	61,9	78,0	82,0	76,2	86,0	139,0	79,1	131,0
Charges financières .....	-	102,4	107,3	111,4	95,1	97,4	136,8	87,3	125,7
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>=</b>	<b>105,5</b>	<b>119,6</b>	<b>155,7</b>	<b>153,9</b>	<b>202,3</b>	<b>232,0</b>	<b>194,7</b>	<b>224,3</b>
Produits exceptionnels .....	+	54,1	29,9	36,2	34,2	38,8	113,2	29,9	110,3
Charges exceptionnelles .....	-	53,7	30,4	48,4	46,3	65,9	50,9	48,9	46,7
<b>Résultat de l'exercice avant impôts</b>	<b>=</b>	<b>105,9</b>	<b>119,1</b>	<b>143,5</b>	<b>141,8</b>	<b>175,2</b>	<b>294,3</b>	<b>175,7</b>	<b>287,9</b>
Impôts sur le résultat .....	-	40,3	41,9	56,6	53,7	60,0	58,7	55,1	55,1
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>=</b>	<b>65,6</b>	<b>77,2</b>	<b>86,9</b>	<b>88,1</b>	<b>115,2</b>	<b>235,6</b>	<b>120,6</b>	<b>232,8</b>
Transfert net aux réserves immunisées .....	-	5,3	8,8	5,2	9,3	12,1	55,4	7,8	54,5
Bénéfice reporté de l'exercice précédent .....	+	47,9	65,8	74,7	88,2	104,7	134,6	97,3	130,5
Perte reportée de l'exercice précédent .....	-	91,1	77,2	64,7	70,9	73,9	68,3	60,0	61,1
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>	<b>=</b>	<b>17,1</b>	<b>57,0</b>	<b>91,7</b>	<b>96,1</b>	<b>133,9</b>	<b>246,5</b>	<b>150,1</b>	<b>247,7</b>
<b>AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS</b>									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres .....	+	18,5	-8,9	-36,4	-38,9	-66,5	-167,7	-88,7	-172,2
Intervention d'associés dans la perte .....	+	3,0	1,7	0,9	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfice à distribuer .....	-	38,6	49,8	56,2	57,8	67,6	79,0	61,6	75,7
dont : rémunération du capital .....		(36,3)	(47,3)	(50,7)	(51,5)	(61,9)	(73,2)	(56,1)	(70,1)

<sup>1</sup> Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

## XII - 2b. 2. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	2.927	2.927
<b>FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation .....		914,4	972,0	1.031,7	1.030,4	1.118,4	1.178,8	1.024,4	1.091,9
Subsides d'exploitation .....	+	14,0	7,7	10,7	10,2	8,7	6,8	4,4	4,0
<b>Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>928,4</b>	<b>979,7</b>	<b>1.042,5</b>	<b>1.040,6</b>	<b>1.127,1</b>	<b>1.185,6</b>	<b>1.028,8</b>	<b>1.095,9</b>
Frais de personnel .....	-	627,1	663,9	674,8	669,1	692,7	724,5	629,5	670,0
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation .....	-	12,5	14,2	15,9	16,8	16,4	17,6	15,4	16,8
Autres charges d'exploitation .....	-	12,2	11,2	10,5	9,4	9,3	8,6	6,1	7,3
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>276,6</b>	<b>290,4</b>	<b>341,2</b>	<b>345,4</b>	<b>408,7</b>	<b>434,9</b>	<b>377,8</b>	<b>401,8</b>
Produit des immobilisations financières .....	+	11,5	15,1	16,5	20,2	25,3	52,6	24,2	51,2
Produit des actifs financiers circulants .....	+	19,1	18,7	19,9	18,8	21,3	44,4	19,3	42,1
Subsides en intérêts .....	+	2,7	2,7	2,5	2,4	2,4	2,2	2,2	2,0
Charge des dettes .....	-	62,4	60,3	57,2	52,5	54,3	70,2	48,8	64,4
Solde des autres produits et charges financiers .....	+	- 13,0	- 9,3	- 14,6	- 11,0	- 8,8	- 24,7	- 7,8	- 23,8
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur .....	+	15,7	0,5	5,2	- 2,2	- 4,8	1,3	- 5,6	2,0
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	6,4	4,0	4,2	4,9	7,4	1,5	5,9	1,5
Impôts sur le résultat .....	-	38,5	39,2	52,9	49,6	55,8	53,6	51,4	50,6
Intervention d'associés dans la perte .....	+	2,8	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1
Bénéfice à distribuer .....	-	36,7	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	58,5	72,5
<i>dont : rémunération du capital</i> .....		(35,6)	(46,3)	(49,3)	(49,7)	(60,0)	(70,8)	(54,6)	(68,4)
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>=</b>	<b>184,2</b>	<b>176,7</b>	<b>212,2</b>	<b>222,6</b>	<b>277,6</b>	<b>313,5</b>	<b>257,4</b>	<b>289,3</b>
<b>COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Résultat net après impôts .....		61,9	71,4	78,7	79,2	104,3	225,5	110,6	223,7
Amortissements d'exploitation .....	+	123,8	140,2	155,8	171,6	197,4	213,2	177,5	189,6
Amortissements nets exceptionnels .....	+	12,7	4,0	10,1	3,7	15,8	6,0	11,2	4,8
Provisions nettes pour risques et charges .....	+	12,0	11,3	20,0	19,2	26,3	8,9	18,9	9,0
Réductions de valeurs nettes .....	+	17,1	12,9	17,3	21,9	19,5	24,9	13,6	23,8
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital .....	-	9,4	17,2	17,1	19,2	21,8	90,0	15,9	89,1
Intervention d'associés dans la perte .....	+	2,8	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1
Bénéfice à distribuer .....	-	36,7	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	58,5	72,5

<sup>1</sup> Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.



## XII - 2c. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>								
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....	12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	18,2	24,1	35,5	39,0	62,9	52,5	56,8	36,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	2,4	2,1	1,0	1,2	2,9	5,4	2,4	0,5
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	159,8	183,7	221,0	217,9	263,1	323,4	236,0	255,9
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	12,6	16,9	27,8	16,4	24,5	35,6	21,7	27,3
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	48,1	77,3	92,9	121,9	158,2	275,0	139,7	254,3
Cessions (valeur nette comptable) .....	17,6	24,2	34,0	34,1	38,8	75,8	32,3	66,4
<b>II. Schémas complets</b>								
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....	3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	2.927	2.927
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	17,3	23,3	34,4	37,7	61,4	49,8	55,6	34,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	2,4	2,0	1,0	1,2	2,8	5,3	2,4	0,5
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	148,0	167,8	198,8	191,9	229,4	286,1	208,1	229,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	11,3	15,0	26,5	15,0	22,9	33,5	20,5	25,6
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	47,7	76,6	91,7	120,5	154,4	269,3	137,0	250,4
Cessions (valeur nette comptable) .....	17,4	24,0	33,7	33,7	38,3	74,8	31,9	65,5

<sup>1</sup> Données définitives.

## XII - 2d. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>									
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....									
		12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
1. Marges sur ventes (en p.c.) <sup>2</sup>									
1.1 Résultat brut d'exploitation <sup>3</sup> / Chiffre d'affaires .....		8,5	8,3	9,9	10,2	11,0	10,7	11,2	10,7
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires .....		4,2	4,0	4,9	4,7	5,3	5,2	5,5	5,4
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel .....		67,8	68,0	65,2	64,9	62,2	62,0	62,0	62,0
2.2 Autres charges d'exploitation <sup>4</sup> .....		3,2	3,2	2,9	2,6	2,4	2,2	2,1	2,2
2.3 Excédent brut d'exploitation <sup>3,5</sup> = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		29,0	28,8	31,9	32,5	35,4	35,8	35,9	35,8
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) <sup>6</sup>									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée .....		1.429	1.532	1.655	1.718	1.847	1.961	1.883	1.975
3.2 Frais de personnel par personne occupée .....		972	1.044	1.082	1.118	1.154	1.215	1.167	1.224
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		16,0	17,0	19,1	18,8	20,9	24,5	20,7	21,0
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		8,9	9,0	9,3	9,2	11,0	18,7	12,5	19,9
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		32,6	35,1	36,5	36,8	35,5	36,5	36,1	37,0
<b>II. Schémas complets</b>									
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....									
		3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	2.927	2.927
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute <sup>7</sup>									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel .....	-	67,6	67,8	64,7	64,3	61,5	61,1	61,2	61,1
1.3 Impôts et taxes d'exploitation .....	-	1,4	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5
1.4 Autres charges d'exploitation .....	-	1,3	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,6	0,7
1.5 Excédent brut d'exploitation <sup>3,5</sup> .....	=	29,8	29,6	32,7	33,2	36,3	36,7	36,7	36,7
1.6 Produit des actifs financiers <sup>8</sup> .....	+	3,3	3,5	3,5	3,7	4,1	8,2	4,2	8,5
1.7 Charge des dettes .....	-	6,7	6,2	5,5	5,0	4,8	5,9	4,7	5,9
1.8 Impôts sur le résultat .....	-	4,1	4,0	5,1	4,8	4,9	4,5	5,0	4,6
1.9 Rémunération du capital .....	-	3,8	4,7	4,7	4,8	5,3	6,0	5,3	6,2
1.10 Solde des autres flux <sup>9</sup> .....	+	1,3	- 0,2	- 0,5	- 0,9	- 0,8	- 2,0	- 0,9	- 2,1
1.11 Epargne brute <sup>5</sup> .....	=	19,8	18,0	20,4	21,4	24,6	26,5	25,0	26,4
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		15,9	17,1	19,1	18,4	20,4	24,1	20,2	20,9
3. Acquisitions d'immobilisations financières .....		5,1	7,8	8,8	11,6	13,7	22,7	13,3	22,9
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		8,8	8,9	9,0	8,9	10,8	19,3	12,3	20,5
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ....		32,6	35,1	36,6	37,0	35,5	36,7	36,1	37,1

<sup>1</sup> Données définitives.

<sup>2</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

<sup>3</sup> Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

<sup>4</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

<sup>5</sup> Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>6</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

<sup>7</sup> Cf. tableau XII-1b.2.

<sup>8</sup> Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

<sup>9</sup> Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

## XII - 3a. — COMMERCE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>2</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....	33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
<b>ACTIF</b>								
<b>A. Actifs immobilisés</b>								
I. Frais d'établissement .....	1,9	3,0	2,9	2,8	2,1	1,8	1,7	1,3
II. Immobilisations incorporelles .....	11,6	13,3	14,7	16,4	19,6	22,5	16,0	16,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions .....	89,4	101,7	109,3	126,3	143,1	173,7	129,2	147,5
b. Installations, machines et outillage .....	47,0	54,1	57,2	64,3	74,2	90,7	64,8	73,4
c. Mobilier et matériel roulant .....	21,7	26,7	30,7	35,3	39,8	45,2	35,2	37,5
d. Location-financement et droits similaires .....	12,0	14,3	14,7	16,4	18,1	20,8	16,9	18,9
e. Autres immobilisations corporelles .....	16,0	18,0	19,6	21,5	22,9	26,7	20,7	22,6
f. Immobilisations en cours et acomptes versés .....	3,1	4,5	4,1	6,3	11,5	10,1	10,1	9,1
Total des immobilisations corporelles	189,2	219,3	235,6	270,3	309,7	367,2	276,9	309,0
IV. Immobilisations financières .....	113,7	135,4	172,5	174,4	211,7	275,9	197,9	250,5
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>316,4</b>	<b>371,1</b>	<b>425,6</b>	<b>463,8</b>	<b>543,0</b>	<b>667,4</b>	<b>492,6</b>	<b>576,8</b>
<b>B. Actifs circulants</b>								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales .....	19,3	19,3	25,3	27,3	30,0	32,1	29,4	30,1
b. Autres créances .....	6,0	7,3	8,7	9,7	9,2	15,5	8,5	10,0
Total des créances à plus d'un an	25,3	26,6	34,0	37,0	39,2	47,6	37,9	40,1
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks .....	345,7	390,7	402,6	423,1	470,6	513,1	424,8	454,9
b. Commandes en cours d'exécution .....	3,7	4,7	3,9	3,0	5,7	5,8	5,5	5,2
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	349,3	395,3	406,5	426,2	476,3	518,9	430,3	460,1
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales .....	489,3	543,9	502,7	525,4	594,7	656,8	514,8	585,2
b. Autres créances .....	57,1	78,5	76,2	81,5	90,9	115,0	78,6	100,5
Total des créances à un an au plus	546,4	622,4	578,9	606,9	685,6	771,7	593,4	685,7
VIII. Placements de trésorerie .....	58,6	72,4	67,9	86,5	101,5	120,1	94,7	111,5
IX. Valeurs disponibles .....	79,4	88,3	91,2	95,3	102,9	116,7	91,1	101,4
X. Comptes de régularisation .....	14,9	16,1	15,7	17,4	21,1	24,0	19,2	21,3
<b>Total des actifs circulants</b>	<b>1.073,9</b>	<b>1.221,2</b>	<b>1.194,3</b>	<b>1.269,3</b>	<b>1.426,7</b>	<b>1.599,1</b>	<b>1.266,6</b>	<b>1.420,1</b>
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1.390,3</b>	<b>1.592,2</b>	<b>1.619,9</b>	<b>1.733,2</b>	<b>1.969,7</b>	<b>2.266,5</b>	<b>1.759,1</b>	<b>1.997,0</b>

<b>PASSIF</b>								
<b>A. Capitaux propres</b>								
I. Capital .....	190,0	222,0	251,1	259,9	279,1	312,8	248,5	267,9
II. Primes d'émission .....	2,1	3,6	6,5	8,7	10,1	23,5	9,1	23,0
III. Plus-values de réévaluation .....	8,1	7,0	6,7	6,6	6,1	6,5	5,5	6,2
IV. Réserves								
a. Réserve légale .....	10,4	12,2	13,7	14,6	16,1	18,0	15,0	16,6
b. Réserves indisponibles .....	7,3	7,9	8,3	7,9	8,3	8,9	7,8	8,1
c. Réserves immunisées .....	26,8	25,4	24,5	29,2	35,5	44,3	32,5	39,9
d. Réserves disponibles .....	89,0	105,6	116,3	126,9	138,8	155,0	126,5	142,6
Total des réserves	133,5	151,1	162,8	178,7	198,6	226,1	181,7	207,2
V. Bénéfice reporté .....	43,9	65,4	77,5	76,2	88,2	97,3	82,8	91,2
Perte reportée .....	- 48,4	- 55,1	- 56,2	- 59,1	- 54,7	- 61,7	- 43,5	- 48,1
VI. Subsidés en capital .....	1,6	1,8	1,9	2,3	2,3	2,4	2,1	2,2
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>330,7</b>	<b>395,7</b>	<b>450,3</b>	<b>473,2</b>	<b>529,7</b>	<b>607,0</b>	<b>486,2</b>	<b>549,5</b>
<b>B. VII. Provisions pour risques et charges</b> .....	<b>19,1</b>	<b>22,8</b>	<b>22,7</b>	<b>25,0</b>	<b>26,9</b>	<b>31,8</b>	<b>25,7</b>	<b>26,6</b>
<b>C. Dettes</b>								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières .....	102,4	115,3	138,2	166,4	190,4	249,4	170,0	210,7
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(68,4)	(76,8)	(95,4)	(117,2)	(134,7)	(163,6)	(120,9)	(140,2)
b. Dettes commerciales .....	4,9	4,6	3,8	3,5	3,2	3,0	2,5	2,4
c. Acomptes reçus sur commandes .....	0,2	1,0	1,2	0,8	0,2	0,5	0,2	0,5
d. Autres dettes .....	22,6	27,7	25,2	23,3	25,6	32,4	22,0	24,9
Total des dettes à plus d'un an	130,1	148,5	168,4	194,0	219,4	285,2	194,7	238,4
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année .....	16,7	19,1	20,3	26,7	35,1	43,8	31,7	36,3
b. Dettes financières .....	201,2	234,0	199,7	220,1	263,5	310,8	239,8	271,4
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(192,0)	(207,2)	(183,8)	(200,4)	(224,6)	(272,2)	(203,6)	(238,3)
c. Dettes commerciales .....	508,6	563,5	541,0	567,1	641,3	690,2	553,3	611,0
d. Acomptes reçus sur commandes .....	9,9	13,2	13,1	12,3	16,9	16,4	14,6	14,7
e. Dettes fiscales, salariales et sociales .....	62,6	73,4	77,3	82,9	89,2	99,9	81,2	89,0
f. Autres dettes .....	89,8	99,9	103,5	108,5	121,1	149,4	108,1	131,1
Total des dettes à un an au plus	888,8	1.003,1	954,8	1.017,7	1.167,2	1.310,4	1.028,6	1.153,5
X. Comptes de régularisation .....	21,5	22,1	23,7	23,3	26,4	32,1	24,0	29,0
<b>Total des dettes</b>	<b>1.040,4</b>	<b>1.173,7</b>	<b>1.146,9</b>	<b>1.235,0</b>	<b>1.413,0</b>	<b>1.627,8</b>	<b>1.247,3</b>	<b>1.420,9</b>

<sup>1</sup> Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

## XII - 3b. 1. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
<b>FLUX DE RESULTATS</b>									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation .....		434,1	496,6	525,4	549,6	609,2	663,7	558,4	590,0
Frais de personnel .....	-	268,4	313,0	323,5	343,3	364,3	400,7	332,5	355,0
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles .....	-	39,0	46,4	51,7	59,3	71,1	82,2	63,9	70,5
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales .....	-	4,6	5,9	6,2	5,2	6,2	6,6	5,7	5,4
Provisions nettes pour risques et charges .....	-	3,6	3,0	2,5	2,6	2,2	1,4	1,9	0,3
Autres charges d'exploitation <sup>3</sup> .....	-	54,9	61,1	53,8	51,0	50,6	55,9	48,0	50,5
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	0,3	1,1	1,1	0,9	0,5	0,6	0,5	0,2
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>63,9</b>	<b>68,3</b>	<b>88,8</b>	<b>89,1</b>	<b>115,3</b>	<b>117,5</b>	<b>106,9</b>	<b>108,5</b>
Produits financiers .....	+	57,1	62,3	56,1	53,0	51,4	78,5	47,3	70,3
Charges financières .....	-	69,9	65,2	64,2	60,9	68,7	93,2	61,5	82,3
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>=</b>	<b>51,1</b>	<b>65,4</b>	<b>80,7</b>	<b>81,2</b>	<b>98,0</b>	<b>102,8</b>	<b>92,8</b>	<b>96,5</b>
Produits exceptionnels .....	+	13,9	14,4	17,1	19,2	24,6	30,2	22,6	24,7
Charges exceptionnelles .....	-	13,9	13,5	19,5	18,4	24,2	24,3	23,0	19,7
<b>Résultat de l'exercice avant impôts</b>	<b>=</b>	<b>51,1</b>	<b>66,3</b>	<b>78,3</b>	<b>82,0</b>	<b>98,4</b>	<b>108,7</b>	<b>92,4</b>	<b>101,5</b>
Impôts sur le résultat .....	-	18,4	21,4	25,2	27,3	30,4	32,4	27,9	29,4
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>=</b>	<b>32,7</b>	<b>44,9</b>	<b>53,1</b>	<b>54,7</b>	<b>68,0</b>	<b>76,3</b>	<b>64,4</b>	<b>72,0</b>
Transfert net aux réserves immunisées .....	-	1,0	2,6	1,7	5,5	8,0	7,6	7,7	6,0
Bénéfice reporté de l'exercice précédent .....	+	41,9	53,7	64,3	66,6	78,6	87,2	74,5	83,3
Perte reportée de l'exercice précédent .....	-	41,4	47,3	50,1	52,9	50,4	54,9	41,4	42,8
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>	<b>=</b>	<b>32,2</b>	<b>48,7</b>	<b>65,6</b>	<b>62,9</b>	<b>88,2</b>	<b>100,9</b>	<b>89,8</b>	<b>106,6</b>
<b>AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS</b>									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres .....	+	8,3	21,0	35,8	31,5	49,9	51,0	54,0	59,1
Intervention d'associés dans la perte .....	+	1,6	1,4	1,5	1,3	1,0	0,8	0,7	0,6
Bénéfice à distribuer .....	-	25,5	29,1	31,3	32,7	39,3	50,7	36,5	48,2
dont : rémunération du capital .....		(20,9)	(24,5)	(26,7)	(27,8)	(33,2)	(45,1)	(31,1)	(43,2)

<sup>1</sup> Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

## XII - 3b. 2. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	3.779	3.779
<b>FLUX DE RESULTATS CONOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation .....		324,0	347,7	359,6	368,7	413,4	455,2	390,4	410,1
Subsides d'exploitation .....	+	2,3	2,0	1,7	2,9	5,3	3,4	5,2	3,3
<b>Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>326,3</b>	<b>349,7</b>	<b>361,3</b>	<b>371,6</b>	<b>418,7</b>	<b>458,5</b>	<b>395,6</b>	<b>413,4</b>
Frais de personnel .....	-	205,4	225,8	224,8	233,2	246,5	273,3	231,6	244,8
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation .....	-	29,6	32,0	30,9	34,2	36,7	41,4	36,3	39,9
Autres charges d'exploitation .....	-	5,8	6,4	4,8	4,1	4,2	6,2	3,9	4,0
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>85,5</b>	<b>85,5</b>	<b>100,7</b>	<b>100,1</b>	<b>131,3</b>	<b>137,7</b>	<b>123,8</b>	<b>124,8</b>
Produit des immobilisations financières .....	+	13,6	21,0	17,0	13,6	13,2	24,2	12,6	21,3
Produit des actifs financiers circulants .....	+	16,5	17,2	14,8	12,7	13,3	22,2	12,6	20,7
Subsides en intérêts .....	+	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5
Charge des dettes .....	-	32,2	31,7	28,4	25,6	28,4	38,4	26,4	34,5
Solde des autres produits et charges financiers .....	+	- 5,7	- 2,3	- 3,7	- 1,0	- 6,5	- 9,3	- 5,7	- 8,5
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur .....	+	0,7	1,8	1,3	4,9	- 0,1	- 0,8	- 0,4	- 1,3
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	0,4	1,2	1,2	0,9	0,7	0,6	0,7	0,2
Impôts sur le résultat .....	-	14,6	15,9	17,9	19,0	21,4	22,3	20,2	20,5
Intervention d'associés dans la perte .....	+	1,0	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,4	0,3
Bénéfice à distribuer .....	-	21,6	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	30,3	42,3
dont : rémunération du capital .....		(19,9)	(22,8)	(24,6)	(25,2)	(30,2)	(42,2)	(28,6)	(40,7)
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>=</b>	<b>44,0</b>	<b>53,9</b>	<b>60,8</b>	<b>61,6</b>	<b>70,9</b>	<b>70,9</b>	<b>67,4</b>	<b>60,9</b>
<b>COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Résultat net après impôts .....		26,6	35,3	39,3	39,0	50,4	60,4	48,3	56,6
Amortissements d'exploitation .....	+	28,5	31,0	32,6	35,7	43,0	49,5	40,2	43,7
Amortissements nets exceptionnels .....	+	0,1	1,1	2,7	0,5	1,1	1,0	1,0	0,7
Provisions nettes pour risques et charges .....	+	4,0	3,7	3,1	3,0	3,7	0,3	3,5	0,4
Réductions de valeurs nettes .....	+	8,4	9,3	9,6	12,4	15,3	14,7	14,8	11,7
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital .....	-	3,0	3,1	1,9	3,7	11,0	11,6	10,6	10,3
Intervention d'associés dans la perte .....	+	1,0	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,4	0,3
Bénéfice à distribuer .....	-	21,6	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	30,3	42,3

<sup>1</sup> Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

## XII - 3c. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>								
Nombre de comptes annuels .....	33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	4,2	4,9	6,6	7,2	12,1	13,5	10,5	7,3
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,8	0,4	0,7
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	60,6	69,3	80,9	100,3	126,8	148,4	111,7	111,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	9,3	8,9	9,8	11,4	15,5	18,7	13,4	16,9
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	29,4	38,4	62,4	40,3	60,7	113,6	56,7	95,1
Cessions (valeur nette comptable) .....	6,3	12,4	16,5	7,6	12,8	46,4	11,0	40,2
<b>II. Schémas complets</b>								
Nombre de comptes annuels .....	4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	3.779	3.779
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	2,0	2,2	3,8	3,1	6,8	7,1	6,3	5,6
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	0,2	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,4
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	41,7	42,6	46,4	57,0	73,0	84,8	67,2	68,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	7,0	5,3	7,2	8,3	11,6	13,8	10,3	12,8
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	28,4	37,1	59,9	37,1	55,6	103,1	51,2	87,5
Cessions (valeur nette comptable) .....	6,2	12,0	16,0	7,0	12,0	45,4	10,4	39,4

<sup>1</sup> Données définitives.

## XII - 3d. — COMMERCE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>									
Nombre de comptes annuels .....		33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
1. Marges sur ventes (en p.c.) <sup>2</sup>									
1.1 Résultat brut d'exploitation <sup>3</sup> / Chiffre d'affaires .....		2,8	2,8	3,6	3,7	4,3	4,1	4,4	4,1
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires .....		1,6	1,6	2,2	2,1	2,6	2,4	2,7	2,4
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel .....		61,8	63,0	61,6	62,5	59,8	60,4	59,5	60,2
2.2 Autres charges d'exploitation <sup>4</sup> .....		12,7	12,3	10,2	9,2	8,3	8,4	8,6	8,6
2.3 Excédent brut d'exploitation <sup>3,5</sup> = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		25,5	24,7	28,2	28,3	31,9	31,2	31,9	31,2
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) <sup>6</sup>									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée .....		1.391	1.431	1.521	1.525	1.626	1.685	1.649	1.702
3.2 Frais de personnel par personne occupée .....		872	914	951	965	984	1.029	993	1.035
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		13,9	14,0	15,4	18,2	20,8	22,4	20,0	20,5
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		9,9	11,3	11,8	11,6	12,8	12,6	13,3	13,1
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) .....		23,8	24,9	27,8	27,3	26,9	26,8	27,6	27,5
<b>II. Schémas complets</b>									
Nombre de comptes annuels .....		4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	3.779	3.779
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute <sup>7</sup>									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel .....	-	63,0	64,6	62,2	62,8	58,9	59,6	58,6	59,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation .....	-	9,1	9,2	8,6	9,2	8,8	9,0	9,2	9,6
1.4 Autres charges d'exploitation .....	-	1,8	1,8	1,3	1,1	1,0	1,4	1,0	1,0
1.5 Excédent brut d'exploitation <sup>3,5</sup> .....	=	26,2	24,4	27,9	26,9	31,4	30,0	31,3	30,2
1.6 Produit des actifs financiers <sup>8</sup> .....	+	9,2	10,9	8,8	7,1	6,3	10,1	6,4	10,2
1.7 Charge des dettes .....	-	9,9	9,1	7,9	6,9	6,8	8,4	6,7	8,3
1.8 Impôts sur le résultat .....	-	4,5	4,5	5,0	5,1	5,1	4,9	5,1	5,0
1.9 Rémunération du capital .....	-	6,1	6,5	6,8	6,8	7,2	9,2	7,2	9,9
1.10 Solde des autres flux <sup>9</sup> .....	+	- 1,4	0,2	- 0,2	1,4	- 1,6	- 2,2	- 1,6	- 2,5
1.11 Epargne brute <sup>5</sup> .....	=	13,5	15,4	16,9	16,6	16,9	15,5	17,0	14,7
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		12,8	12,2	12,9	15,3	17,4	18,5	17,0	16,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières .....		8,7	10,6	16,6	10,0	13,3	22,5	12,9	21,2
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		10,1	11,7	11,8	11,5	13,4	13,8	13,7	14,2
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) .....		23,2	24,3	27,7	26,8	26,2	26,4	26,8	26,9

<sup>1</sup> Données définitives.

<sup>2</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

<sup>3</sup> Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

<sup>4</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

<sup>5</sup> Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>6</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

<sup>7</sup> Cf. tableau XII-1b.2.

<sup>8</sup> Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

<sup>9</sup> Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.



## XII - 4a. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES\* — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>2</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....	19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	24.064	24.064
<b>ACTIF</b>								
<b>A. Actifs immobilisés</b>								
I. Frais d'établissement .....	4,7	4,4	5,0	4,3	3,4	1,8	3,2	1,2
II. Immobilisations incorporelles .....	7,7	10,8	12,5	16,9	22,4	33,9	17,5	20,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions .....	308,2	343,0	356,9	372,8	412,4	467,9	378,0	401,6
b. Installations, machines et outillage .....	38,2	45,1	47,4	60,8	68,3	87,0	60,9	72,1
c. Mobilier et matériel roulant .....	66,0	58,4	71,0	77,0	80,9	103,7	72,9	89,9
d. Location-financement et droits similaires .....	16,4	17,5	20,6	21,8	25,5	37,8	22,0	32,6
e. Autres immobilisations corporelles .....	31,2	38,8	39,1	44,1	53,6	66,7	47,8	63,1
f. Immobilisations en cours et acomptes versés .....	16,6	17,3	16,9	16,2	22,7	27,9	21,8	19,3
Total des immobilisations corporelles	476,7	520,0	551,9	592,6	663,4	791,0	603,4	678,6
IV. Immobilisations financières .....	64,7	86,1	105,5	132,1	180,4	262,1	150,9	227,2
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>553,8</b>	<b>621,3</b>	<b>674,9</b>	<b>746,0</b>	<b>869,6</b>	<b>1.088,8</b>	<b>775,1</b>	<b>927,0</b>
<b>B. Actifs circulants</b>								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales .....	15,1	10,9	14,2	13,4	21,0	21,7	20,6	18,0
b. Autres créances .....	26,0	35,5	32,8	67,1	74,4	89,3	71,7	83,6
Total des créances à plus d'un an	41,1	46,4	47,0	80,5	95,4	111,0	92,3	101,7
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks .....	43,5	45,8	46,9	46,7	51,1	58,4	43,0	47,6
b. Commandes en cours d'exécution .....	43,1	52,4	60,1	39,0	22,9	24,5	15,9	19,2
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	86,6	98,2	107,0	85,6	73,9	82,9	58,8	66,8
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales .....	155,1	189,8	198,6	209,0	241,9	302,8	211,6	250,8
b. Autres créances .....	52,5	60,7	75,8	87,6	113,2	133,4	96,6	113,5
Total des créances à un an au plus	207,5	250,5	274,4	296,6	355,1	436,2	308,3	364,3
VIII. Placements de trésorerie .....	51,7	58,3	63,1	68,2	93,9	120,3	81,7	99,6
IX. Valeurs disponibles .....	51,1	51,8	57,3	66,0	74,5	82,4	63,7	68,7
X. Comptes de régularisation .....	17,4	22,3	21,8	20,3	22,2	28,3	18,7	23,5
<b>Total des actifs circulants</b>	<b>455,4</b>	<b>527,5</b>	<b>570,6</b>	<b>617,2</b>	<b>715,1</b>	<b>861,1</b>	<b>623,5</b>	<b>724,5</b>
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1.009,2</b>	<b>1.148,9</b>	<b>1.245,5</b>	<b>1.363,1</b>	<b>1.584,7</b>	<b>1.949,9</b>	<b>1.398,6</b>	<b>1.651,5</b>

<b>PASSIF</b>								
<b>A. Capitaux propres</b>								
I. Capital .....	180,8	205,1	231,9	280,7	343,3	392,2	293,0	314,5
II. Primes d'émission .....	3,9	4,1	4,1	6,2	15,2	21,2	14,2	19,5
III. Plus-values de réévaluation .....	8,1	8,2	7,2	7,6	9,6	10,2	8,7	9,0
IV. Réserves								
a. Réserve légale .....	5,0	6,1	6,9	7,9	9,2	10,9	8,0	9,6
b. Réserves indisponibles .....	4,4	4,8	5,2	5,4	5,0	5,3	4,2	4,7
c. Réserves immunisées .....	20,0	24,6	33,7	38,0	43,0	61,0	38,2	57,7
d. Réserves disponibles .....	36,4	45,0	50,1	56,9	65,2	73,0	57,4	65,1
Total des réserves	65,8	80,5	95,8	108,2	122,4	150,2	107,8	136,9
V. Bénéfice reporté .....	15,2	19,8	24,4	29,1	37,9	49,1	30,4	42,1
Perte reportée .....	- 57,8	- 64,2	- 66,0	- 62,3	- 70,8	- 67,6	- 55,1	- 56,9
VI. Subsidés en capital .....	0,9	1,2	1,6	2,0	2,6	3,4	2,4	3,1
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>216,9</b>	<b>254,7</b>	<b>299,0</b>	<b>371,4</b>	<b>460,1</b>	<b>558,6</b>	<b>401,5</b>	<b>468,1</b>
<b>B. VII. Provisions pour risques et charges</b>								
	<b>16,0</b>	<b>18,1</b>	<b>19,2</b>	<b>21,0</b>	<b>23,9</b>	<b>25,0</b>	<b>21,1</b>	<b>23,3</b>
<b>C. Dettes</b>								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières .....	367,7	400,5	425,4	454,4	505,3	611,6	470,7	531,2
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(319,8)	(349,7)	(369,8)	(399,1)	(436,7)	(509,4)	(410,2)	(449,9)
b. Dettes commerciales .....	2,8	1,7	1,4	1,4	1,4	1,5	1,0	1,1
c. Acomptes reçus sur commandes .....	17,0	16,8	13,4	13,6	2,9	3,5	2,9	3,4
d. Autres dettes .....	33,4	38,5	36,5	38,4	43,4	48,7	35,8	40,4
Total des dettes à plus d'un an	420,9	457,6	476,7	507,8	553,1	665,2	510,4	576,1
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année .....	40,8	36,4	40,7	51,2	54,8	67,4	48,0	58,7
b. Dettes financières .....	49,8	63,3	68,5	66,1	82,4	130,8	71,2	108,2
dont : établissements de crédit <sup>3</sup> .....	(44,4)	(54,4)	(58,5)	(55,5)	(66,3)	(98,5)	(57,8)	(82,8)
c. Dettes commerciales .....	120,6	149,0	152,4	161,2	192,2	234,4	168,6	195,7
d. Acomptes reçus sur commandes .....	21,2	26,7	31,2	27,0	31,2	38,0	24,0	31,0
e. Dettes fiscales, salariales et sociales .....	34,6	39,8	42,7	47,2	53,0	60,6	42,1	48,8
f. Autres dettes .....	55,9	67,1	80,6	78,4	102,1	131,3	83,2	108,4
Total des dettes à un an au plus	322,9	382,3	416,2	431,0	515,7	662,6	437,1	550,8
X. Comptes de régularisation .....	32,4	36,2	34,3	31,9	32,0	38,5	28,4	33,3
<b>Total des dettes</b>	<b>776,2</b>	<b>876,1</b>	<b>927,2</b>	<b>970,8</b>	<b>1.100,7</b>	<b>1.366,2</b>	<b>976,0</b>	<b>1.160,1</b>

<sup>1</sup> Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

\* A l'exclusion des centres de coordination.

## XII - 4b. 1. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES\* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	24.064	24.064
<b>FLUX DE RESULTATS</b>									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation .....		260,4	306,7	326,0	353,4	404,8	456,0	346,5	386,6
Frais de personnel .....	-	161,4	191,3	202,4	221,3	247,0	272,8	208,7	231,1
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles .....	-	42,4	49,0	55,9	63,9	79,1	91,8	68,8	76,7
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales .....	-	2,1	2,2	2,7	2,7	3,2	3,3	2,7	2,4
Provisions nettes pour risques et charges .....	-	1,1	1,3	1,2	2,0	1,9	1,6	1,8	1,3
Autres charges d'exploitation <sup>3</sup> .....	-	20,2	24,5	19,0	16,3	16,8	19,5	14,6	16,5
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
<b>Résultat d'exploitation</b>	=	<b>33,5</b>	<b>38,5</b>	<b>44,9</b>	<b>47,3</b>	<b>56,9</b>	<b>67,2</b>	<b>50,0</b>	<b>58,7</b>
Produits financiers .....	+	19,9	24,7	26,3	29,7	35,0	56,1	31,0	49,1
Charges financières .....	-	33,3	38,8	39,1	41,5	45,5	62,6	40,6	54,0
<b>Résultat courant avant impôts</b>	=	<b>20,1</b>	<b>24,4</b>	<b>32,1</b>	<b>35,5</b>	<b>46,4</b>	<b>60,7</b>	<b>40,4</b>	<b>53,8</b>
Produits exceptionnels .....	+	9,7	13,5	17,9	15,3	19,6	33,9	16,6	31,0
Charges exceptionnelles .....	-	6,7	9,3	10,1	11,6	14,1	18,9	10,4	16,7
<b>Résultat de l'exercice avant impôts</b>	=	<b>23,1</b>	<b>28,6</b>	<b>39,9</b>	<b>39,2</b>	<b>51,9</b>	<b>75,7</b>	<b>46,6</b>	<b>68,1</b>
Impôts sur le résultat .....	-	8,2	9,5	10,9	11,4	13,7	15,7	11,3	12,8
<b>Résultat de l'exercice</b>	=	<b>14,9</b>	<b>19,1</b>	<b>29,0</b>	<b>27,8</b>	<b>38,2</b>	<b>60,0</b>	<b>35,3</b>	<b>55,3</b>
Transfert net aux réserves immunisées .....	-	2,0	4,2	9,0	4,2	5,9	18,7	5,4	17,7
Bénéfice reporté de l'exercice précédent .....	+	11,7	16,0	19,0	23,3	28,4	34,6	23,1	30,1
Perte reportée de l'exercice précédent .....	-	54,2	58,9	60,5	63,4	62,3	62,1	50,5	54,9
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>	=	<b>- 29,6</b>	<b>- 28,0</b>	<b>- 21,5</b>	<b>- 16,5</b>	<b>- 1,6</b>	<b>13,8</b>	<b>2,5</b>	<b>12,9</b>
<b>AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS</b>									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres .....	+	38,8	40,3	35,8	33,4	22,3	10,5	15,6	8,2
Intervention d'associés dans la perte .....	+	0,8	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,5	0,8
Bénéfice à distribuer .....	-	10,0	13,3	15,3	17,7	21,5	25,1	18,6	21,9
dont : rémunération du capital .....		(8,3)	(10,3)	(12,1)	(14,1)	(17,5)	(20,9)	(15,2)	(18,4)

<sup>1</sup> Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

<sup>3</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

\* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 2. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES\* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)<sup>1</sup>

	Total des entreprises							Echantillon constant <sup>2</sup>	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels .....		2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	2.483	2.483
<b>FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation .....		190,2	210,6	221,1	234,1	266,5	299,5	236,9	264,1
Subsides d'exploitation .....	+	2,1	2,6	0,5	0,7	1,7	2,2	1,6	2,1
<b>Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>192,2</b>	<b>213,1</b>	<b>221,6</b>	<b>234,8</b>	<b>268,2</b>	<b>301,6</b>	<b>238,5</b>	<b>266,1</b>
Frais de personnel .....	-	123,5	138,9	143,8	153,9	170,2	186,0	148,9	162,8
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation .....	-	3,8	4,8	5,0	4,8	4,3	5,3	3,8	4,7
Autres charges d'exploitation .....	-	5,1	5,8	3,7	4,0	5,8	7,8	5,5	7,0
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>=</b>	<b>59,8</b>	<b>63,6</b>	<b>69,1</b>	<b>72,0</b>	<b>87,8</b>	<b>102,3</b>	<b>80,3</b>	<b>91,6</b>
Produit des immobilisations financières .....	+	3,1	4,2	5,3	6,9	8,7	18,9	7,3	17,1
Produit des actifs financiers circulants .....	+	8,5	9,5	8,8	9,4	13,4	19,9	12,4	17,6
Subsides en intérêts .....	+	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8
Charge des dettes .....	-	22,8	24,3	23,9	24,0	28,1	35,7	25,9	31,9
Solde des autres produits et charges financiers .....	+	- 0,7	- 1,3	- 0,2	- 1,3	0,2	- 2,4	0,3	- 2,2
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur .....	+	1,7	0,1	0,8	0,9	1,2	6,0	1,2	5,9
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....	+	0,3	0,2	0,2	0,8	0,5	0,3	0,5	0,2
Impôts sur le résultat .....	-	5,9	6,3	6,9	6,5	8,1	8,3	6,9	7,1
Intervention d'associés dans la perte .....	+	0,2	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,4	0,7
Bénéfice à distribuer .....	-	7,5	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	14,7	17,8
<i>dont : rémunération du capital</i> .....		(7,0)	(8,5)	(9,7)	(11,3)	(14,5)	(17,7)	(12,9)	(15,8)
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>=</b>	<b>37,7</b>	<b>37,3</b>	<b>43,3</b>	<b>46,5</b>	<b>60,8</b>	<b>83,0</b>	<b>55,8</b>	<b>74,9</b>
<b>COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE</b>									
Résultat net après impôts .....		10,9	13,1	20,1	16,5	24,4	44,6	23,9	42,5
Amortissements d'exploitation .....	+	31,5	33,4	36,2	39,2	48,4	55,4	43,8	48,4
Amortissements nets exceptionnels .....	+	1,1	0,8	2,0	1,2	1,9	3,9	1,6	3,7
Provisions nettes pour risques et charges .....	+	1,2	1,1	0,7	1,6	1,7	2,2	1,6	2,1
Réductions de valeurs nettes .....	+	2,9	3,1	3,9	5,7	7,5	9,2	5,3	7,6
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital .....	-	2,7	4,7	8,9	5,2	7,5	13,1	6,1	12,2
Intervention d'associés dans la perte .....	+	0,2	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,4	0,7
Bénéfice à distribuer .....	-	7,5	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	14,7	17,8

<sup>1</sup> Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>2</sup> Données définitives.

\* A l'exclusion des centres de coordination.

## XII - 4c. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES\* — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>								
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....	19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	24.064	24.064
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	3,3	5,3	5,6	8,4	12,7	20,3	10,5	9,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	90,9	96,8	112,6	132,4	174,2	249,8	150,5	185,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	16,5	19,6	24,4	23,9	34,4	39,7	29,8	33,8
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	17,5	30,0	33,8	48,2	88,9	120,7	72,4	99,6
Cessions (valeur nette comptable) .....	6,6	9,5	10,3	15,2	22,9	27,1	17,4	25,0
<b>II. Schémas complets</b>								
<i>Nombre de comptes annuels</i> .....	2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	2.483	2.483
<b>A. Immobilisations incorporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	1,5	2,8	2,7	3,8	7,5	13,8	6,8	6,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
<b>B. Immobilisations corporelles</b>								
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	68,5	65,5	72,1	82,2	108,5	170,7	97,6	135,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable) .....	13,8	15,3	21,0	19,5	28,3	30,9	24,9	26,4
<b>C. Immobilisations financières</b>								
Acquisitions .....	15,4	26,4	28,8	41,5	73,7	99,0	62,6	85,8
Cessions (valeur nette comptable) .....	5,8	7,9	8,9	13,6	21,1	23,4	16,0	21,8

<sup>1</sup> Données définitives.

\* A l'exclusion des centres de coordination.

## XII - 4d. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES\* — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant <sup>1</sup>	
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<b>I. Schémas complets et abrégés</b>									
Nombre de comptes annuels .....		19.351	23.411	24.330	28.514	32.220	36.188	24.064	24.064
1. Marges sur ventes (en p.c.) <sup>2</sup>									
1.1 Résultat brut d'exploitation <sup>3</sup> / Chiffre d'affaires .....		11,4	10,8	12,0	12,3	13,3	13,5	13,5	13,6
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires .....		4,9	4,7	5,2	5,1	5,5	5,7	5,6	5,9
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel .....		62,0	62,4	62,1	62,6	61,0	59,8	60,2	59,8
2.2 Autres charges d'exploitation <sup>4</sup> .....		7,8	8,0	5,8	4,6	4,2	4,3	4,2	4,3
2.3 Excédent brut d'exploitation <sup>3,5</sup> = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		30,2	29,6	32,1	32,8	34,8	35,9	35,6	35,9
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) <sup>6</sup>									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée .....		1.512	1.591	1.520	1.567	1.654	1.761	1.688	1.782
3.2 Frais de personnel par personne occupée .....		995	1.041	1.003	1.043	1.069	1.122	1.077	1.126
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		34,9	31,6	34,4	37,5	43,0	54,8	43,4	48,0
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		6,9	7,5	9,7	7,5	8,3	10,7	8,8	11,8
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		21,5	22,1	24,0	27,3	29,0	28,6	28,7	28,3
<b>II. Schémas complets</b>									
Nombre de comptes annuels .....		2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	2.483	2.483
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute <sup>7</sup>									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel .....	—	64,3	65,2	64,9	65,6	63,5	61,7	62,4	61,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation .....	—	2,0	2,3	2,3	2,1	1,6	1,8	1,6	1,8
1.4 Autres charges d'exploitation .....	—	2,7	2,7	1,7	1,7	2,2	2,6	2,3	2,6
1.5 Excédent brut d'exploitation <sup>3,5</sup> .....	=	31,1	29,8	31,2	30,7	32,7	34,0	33,7	34,4
1.6 Produit des actifs financiers <sup>8</sup> .....	+	6,1	6,4	6,4	6,9	8,2	12,9	8,2	13,1
1.7 Charge des dettes .....	—	11,9	11,4	10,8	10,2	10,5	11,8	10,8	12,0
1.8 Impôts sur le résultat .....	—	3,1	3,0	3,1	2,8	3,0	2,8	2,9	2,7
1.9 Rémunération du capital .....	—	3,6	4,0	4,4	4,8	5,4	5,9	5,4	5,9
1.10 Solde des autres flux <sup>9</sup> .....	+	0,9	- 0,3	0,2	0,1	0,6	1,1	0,6	1,3
1.11 Epargne brute <sup>5</sup> .....	=	19,6	17,5	19,5	19,8	22,7	27,5	23,4	28,2
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles .....		35,6	30,8	32,5	35,0	40,5	56,6	40,9	50,9
3. Acquisitions d'immobilisations financières .....		8,0	12,4	13,0	17,7	27,5	32,8	26,2	32,3
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.) .....		7,6	8,4	11,1	7,2	8,4	12,5	9,3	13,8
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ....		17,2	17,4	19,1	22,9	25,1	25,2	24,6	24,8

<sup>1</sup> Données définitives.

<sup>2</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

<sup>3</sup> Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

<sup>4</sup> Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

<sup>5</sup> Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

<sup>6</sup> Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

<sup>7</sup> Cf. tableau XII - 1b.2.

<sup>8</sup> Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

<sup>9</sup> Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

\* A l'exclusion des centres de coordination.

## XII bis. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

### XII bis - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions <sup>1</sup>		
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>													
<b>Secteurs nationaux non financiers</b>													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	184,2	—	67,8	13,0	0,2	3,5	269,5
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.219,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.292,5
Obligations .....	52,1	1,7	0,0	0,0	0,0	8,4	19,7	—	22,6	0,1	51,4	0,0	156,0
Autres emprunts à plus d'un an .....	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,4	0,0	1.727,8
Divers .....	0,0	10,1	15,0	0,0	308,3	0,0	0,0	—	3,7	1,6	5,7	0,0	328,3
(Actions et parts) .....	(.)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(.)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(.)
<b>Total ...</b>	<b>77,5</b>	<b>12,5</b>	<b>15,0</b>	<b>0,0</b>	<b>311,9</b>	<b>.</b>	<b>1.423,6</b>	<b>—</b>	<b>789,3</b>	<b>879,4</b>	<b>268,7</b>	<b>3,5</b>	<b>3.315,4</b>
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus .....	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur .....	32,0	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,5	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur .....	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	62,3	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	19,8	142,7
Autres emprunts à plus d'un an .....	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	4,5	—	7,0	74,1	1,2	0,0	114,0
Divers .....	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts) .....	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
<b>Total ...</b>	<b>67,3</b>	<b>1,7</b>	<b>27,5</b>	<b>2,4</b>	<b>1,7</b>	<b>93,4</b>	<b>53,2</b>	<b>2,6</b>	<b>43,2</b>	<b>120,6</b>	<b>16,7</b>	<b>41,6</b>	<b>471,9</b>
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers .....	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus .....	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur .....	727,8	13,2	—	15,9	22,7	54,8	764,0	32,5	542,9	362,5	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur .....	0,9	0,0	—	0,0	0,0	427,6	178,1	0,0	123,9	136,8	11,6	0,0	878,9
Divers .....	0,0	18,7	—	0,0	36,6	0,1	3,4	0,0	22,4	21,2	3,7	0,0	106,1
<b>Total ...</b>	<b>790,7</b>	<b>32,0</b>	<b>—</b>	<b>27,2</b>	<b>60,1</b>	<b>1.116,2</b>	<b>1.853,8</b>	<b>172,4</b>	<b>945,4</b>	<b>762,7</b>	<b>298,2</b>	<b>53,2</b>	<b>6.111,9</b>
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur .....	26,4	0,1	0,0	0,4	0,5	0,8	28,6	2,8	28,3	45,0	14,0	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur .....	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	66,0	0,0	68,7	26,2	9,0	0,0	179,7
Autres emprunts à plus d'un an .....	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers .....	20,6	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	70,9
(Actions et parts) .....	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
<b>Total ...</b>	<b>48,6</b>	<b>12,4</b>	<b>25,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>9,0</b>	<b>203,0</b>	<b>2,8</b>	<b>166,9</b>	<b>587,8</b>	<b>23,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1.079,6</b>
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus .....	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur .....	1,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,8	0,0	41,6
Réserves de sécurité sociale .....	49,1	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	—	70,5
Divers .....	182,8	0,4	34,3	0,0	0,0	0,0	10,3	—	8,1	15,2	2,2	60,2	313,5
<b>Total ...</b>	<b>232,9</b>	<b>0,4</b>	<b>34,3</b>	<b>0,0</b>	<b>1,3</b>	<b>21,4</b>	<b>19,3</b>	<b>0,0</b>	<b>27,8</b>	<b>22,3</b>	<b>8,0</b>	<b>60,2</b>	<b>427,9</b>
<b>Etranger</b>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires .....	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations .....	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,7	23,3	15,2	0,0	538,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique .....	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers .....	—	16,2	37,5	0,0	5,3	—	20,6	—	162,9	39,0	0,0	—	238,2
(Actions et parts) .....	(.)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(.)
<b>Total ...</b>	<b>.</b>	<b>16,2</b>	<b>156,9</b>	<b>0,0</b>	<b>5,3</b>	<b>3,1</b>	<b>5.315,3</b>	<b>0,0</b>	<b>280,6</b>	<b>83,3</b>	<b>15,2</b>	<b>.</b>	<b>5.704,3</b>

<b>Intermédiaires financiers</b>													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie .....	961,0	13,0	2,9	44,0	8,8	—	—	0,0	39,3	5,7	16,4	0,0	1.091,1
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	12,2	15,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	27,8
Autres engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	—	6.119,5
Autres dépôts en devises à un an au plus .....	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6
Autres dépôts à un an au plus .....	582,4	0,1	—	0,0	4,2	—	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3
Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	0,0	—	—	—	549,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	549,4
Dépôts à plus d'un an .....	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	453,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	—	2,3	1,3	4,0	0,0	462,5
Divers .....	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	10,6	0,0	612,0	685,6
(Actions et parts) .....	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(91,4)
<b>Total ...</b>	<b>2.862,3</b>	<b>13,1</b>	<b>3,5</b>	<b>44,0</b>	<b>13,0</b>	<b>6.131,7</b>	<b>566,0</b>	<b>0,0</b>	<b>105,1</b>	<b>25,2</b>	<b>20,4</b>	<b>612,0</b>	<b>10.396,3</b>
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6
Certificats à un an au plus .....	—	—	—	0,0	—	16,6	23,5	—	7,7	0,0	—	—	47,8
Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5
<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>	<b>—</b>	<b>19,7</b>	<b>153,6</b>	<b>—</b>	<b>8,7</b>	<b>0,0</b>	<b>—</b>	<b>0,7</b>	<b>185,5</b>
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie .....	98,1	0,0	0,0	0,2	9,4	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,1
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Autres dépôts en devises à un an au plus .....	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	58,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1
Autres dépôts à un an au plus .....	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2
Dépôts à plus d'un an .....	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1
Bons de caisse à un an au plus .....	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	605,6	0,0	—	0,1	0,1	0,0	2,7	—	3,0	0,3	1,2	0,0	613,0
Réserves mathématiques .....	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers .....	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	125,8	114,7	0,0	16,5	5,3	0,0	92,3	469,1
(Actions et parts) .....	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)
<b>Total ...</b>	<b>2.048,3</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>21,7</b>	<b>26,3</b>	<b>222,6</b>	<b>119,8</b>	<b>0,0</b>	<b>22,6</b>	<b>12,5</b>	<b>52,8</b>	<b>92,3</b>	<b>2.621,4</b>
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie .....	21,8	0,0	—	0,7	0,0	0,0	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9
Argent à très court terme (franc belge) .....	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	311,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	311,9
Autres dépôts à un an au plus .....	55,1	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	152,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur .....	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur .....	891,2	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	46,7	45,0	34,7	0,0	1.090,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	4,1	0,0	0,0	0,0	0,2	109,0	69,8	—	96,7	18,0	16,8	3,3	317,9
Divers .....	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	106,4	133,1	—	3,2	35,7	0,0	226,7	659,7
(Actions et parts) .....	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
<b>Total ...</b>	<b>1.377,2</b>	<b>10,1</b>	<b>131,5</b>	<b>71,8</b>	<b>33,8</b>	<b>219,8</b>	<b>301,4</b>	<b>4,4</b>	<b>154,4</b>	<b>103,1</b>	<b>55,2</b>	<b>230,0</b>	<b>2.692,7</b>
<i>Autres institutions<sup>1</sup></i>													
Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale .....	98,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,3
Réserves mathématiques .....	764,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	764,6
Divers .....	9,2	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	4,1	14,2
(Actions et parts) .....	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
<b>Total ...</b>	<b>872,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>4,1</b>	<b>877,1</b>
<b>Secteurs indéterminés et ajustements</b> .....	<b>0,0</b>	<b>25,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>15,6</b>	<b>0,0</b>	<b>500,7</b>	<b>5,3</b>	<b>101,1</b>	<b>134,1</b>	<b>39,1</b>	<b>—</b>	<b>821,5</b>
<b>Total des créances</b> .....	<b>—</b>	<b>124,8</b>	<b>398,8</b>	<b>167,5</b>	<b>470,0</b>	<b>—</b>	<b>10.509,7</b>	<b>187,5</b>	<b>2.645,1</b>	<b>2.731,0</b>	<b>797,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

<sup>1</sup> Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.



XII bis - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions <sup>1</sup>		
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>													
<b>Secteurs nationaux non financiers</b>													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,4	181,1	—	82,2	12,5	0,3	4,8	281,3
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	26,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.517,6	—	34,7	25,6	0,0	0,0	1.604,7
Obligations .....	89,8	1,3	0,0	0,0	0,1	7,5	21,8	—	21,6	0,6	41,2	0,0	183,9
Autres emprunts à plus d'un an .....	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	741,4	916,6	222,2	0,0	1.884,1
Divers .....	0,0	16,4	14,8	0,0	315,2	—	0,0	—	4,1	1,9	6,5	0,0	—
(Actions et parts) .....	(.)	(16,9)	(27,5)	(9,9)	(0,2)	(.)	(18,1)	(—)	(10,6)	(0,3)	(80,8)	(0,0)	(.)
<b>Total ...</b>	<b>116,6</b>	<b>18,0</b>	<b>14,8</b>	<b>0,0</b>	<b>318,9</b>	<b>.</b>	<b>1.720,5</b>	<b>—</b>	<b>884,0</b>	<b>957,2</b>	<b>270,2</b>	<b>4,8</b>	<b>.</b>
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	3,6	—	0,0	6,7	0,0	0,0	11,1
Certificats à un an au plus .....	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur .....	24,2	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	16,5	2,3	15,3	8,4	10,9	0,0	78,1
Obligations non accessibles à tout placeur .....	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	64,9	9,5	0,0	15,4	18,3	5,2	18,6	133,1
Autres emprunts à plus d'un an .....	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	5,2	—	7,5	62,6	1,4	0,0	102,8
Divers .....	34,0	0,5	29,1	2,5	0,7	8,7	0,0	—	0,0	2,0	0,0	26,5	104,0
(Actions et parts) .....	(0,0)	(0,8)	(71,7)	(30,1)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(109,5)
<b>Total ...</b>	<b>64,0</b>	<b>0,9</b>	<b>29,1</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>95,7</b>	<b>34,8</b>	<b>2,3</b>	<b>38,2</b>	<b>98,2</b>	<b>17,5</b>	<b>45,1</b>	<b>429,3</b>
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers .....	52,8	0,0	—	1,8	0,0	1,4	93,4	0,0	0,0	0,0	0,0	51,2	200,6
Certificats à un an au plus .....	—	0,0	—	1,3	2,4	680,3	819,1	124,1	262,2	206,4	0,0	0,0	2.095,8
Obligations accessibles à tout placeur .....	876,3	13,1	—	4,8	23,9	94,2	848,1	35,1	611,9	414,1	323,2	0,0	3.244,7
Obligations non accessibles à tout placeur .....	3,1	0,0	—	0,0	0,0	518,9	151,7	0,0	113,2	130,8	15,1	0,0	932,8
Divers .....	0,0	15,9	—	0,0	26,2	0,0	3,5	0,0	23,9	31,9	3,5	0,0	104,9
<b>Total ...</b>	<b>932,2</b>	<b>29,0</b>	<b>—</b>	<b>7,9</b>	<b>52,5</b>	<b>1.294,8</b>	<b>1.915,8</b>	<b>159,2</b>	<b>1.011,2</b>	<b>783,2</b>	<b>341,8</b>	<b>51,2</b>	<b>6.578,8</b>
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,0	0,0	—	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3
Obligations accessibles à tout placeur .....	24,0	0,0	0,0	0,4	0,6	0,0	29,8	3,4	32,3	57,0	16,6	0,0	164,1
Obligations non accessibles à tout placeur .....	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0	12,9	63,9	0,0	72,2	22,6	7,8	4,9	187,7
Autres emprunts à plus d'un an .....	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	72,5	509,8	0,0	0,0	593,0
Divers .....	21,7	2,4	29,9	0,0	0,0	0,0	5,1	—	0,0	15,3	0,0	0,0	74,4
(Actions et parts) .....	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
<b>Total ...</b>	<b>49,1</b>	<b>13,1</b>	<b>29,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>12,9</b>	<b>216,5</b>	<b>3,4</b>	<b>177,0</b>	<b>604,7</b>	<b>24,4</b>	<b>4,9</b>	<b>1.136,9</b>
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	14,1	—	0,0	0,0	—	0,0	14,1
Certificats à un an au plus .....	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur .....	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	11,4	0,0	24,2	6,1	5,5	0,0	49,0
Réserves de sécurité sociale .....	50,0	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	71,7
Divers .....	176,8	0,2	13,3	0,0	0,0	0,0	1,5	—	7,4	14,8	2,3	55,2	271,5
<b>Total ...</b>	<b>227,7</b>	<b>0,2</b>	<b>13,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>	<b>21,7</b>	<b>27,0</b>	<b>0,0</b>	<b>31,6</b>	<b>20,9</b>	<b>7,8</b>	<b>55,2</b>	<b>406,3</b>
<b>Etranger</b>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	—	1,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,7
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,0	—	0,0	0,0	5,8	83,1	—	10,6	19,1	0,0	3,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	835,1	—	23,0	0,0	0,0	0,0	858,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires .....	—	—	—	—	—	—	4.537,3	—	—	—	—	—	4.537,3
Obligations .....	—	0,0	0,0	0,1	0,0	—	507,0	0,0	113,4	32,2	13,5	0,0	—
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique .....	—	—	122,4	—	—	—	16,8	—	—	—	—	—	139,2
Divers .....	—	15,1	42,6	0,0	5,2	—	30,2	—	231,0	64,6	0,0	—	—
(Actions et parts) .....	(.)	(0,3)	(3,2)	(0,0)	(0,0)	(—)	(57,4)	(—)	(7,2)	(—)	(12,8)	(0,0)	(.)
<b>Total ...</b>	<b>.</b>	<b>15,1</b>	<b>165,0</b>	<b>0,1</b>	<b>5,2</b>	<b>5,8</b>	<b>6.011,2</b>	<b>0,0</b>	<b>378,0</b>	<b>115,9</b>	<b>13,5</b>	<b>.</b>	<b>.</b>

<b>Intermédiaires financiers</b>													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie .....	1.020,1	13,1	3,1	45,1	12,1	—	0,0	41,3	6,0	11,6	0,0	1.152,4	
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	16,8	9,9	0,0	0,4	—	0,0	27,1	
Autres engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	6.956,0	—	—	—	—	—	6.956,0	
Autres dépôts en devises à un an au plus .....	151,2	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	151,2	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	766,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	766,6	
Autres dépôts à un an au plus .....	580,8	0,1	—	0,0	5,0	—	—	0,0	6,9	0,0	0,0	592,8	
Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	0,0	—	—	—	552,0	0,0	0,0	—	0,0	552,0	
Dépôts à plus d'un an .....	34,9	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	2,4	0,0	0,0	37,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	461,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,2	—	2,8	0,6	3,7	469,9	
Divers .....	0,5	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,1	24,0	0,0	666,8	
(Actions et parts) .....	(80,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(11,0)	(0,0)	(4,5)	(0,0)	(2,0)	(98,6)	
<b>Total ...</b>	<b>3.015,6</b>	<b>13,2</b>	<b>3,7</b>	<b>45,1</b>	<b>17,2</b>	<b>6.972,8</b>	<b>563,1</b>	<b>0,0</b>	<b>123,6</b>	<b>37,9</b>	<b>15,3</b>	<b>666,8</b>	<b>11.474,3</b>
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	3,4	6,4	—	1,0	0,0	—	10,8	
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	106,6	—	0,0	0,0	—	106,6	
Certificats à un an au plus .....	—	—	—	0,0	—	20,4	19,0	—	11,5	0,0	—	50,9	
Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	—	—	3,6	
<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>	<b>—</b>	<b>23,8</b>	<b>132,0</b>	<b>—</b>	<b>12,5</b>	<b>0,0</b>	<b>—</b>	<b>171,9</b>	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie .....	116,6	0,0	0,0	0,1	13,6	1,3	0,0	—	0,5	3,3	16,5	151,9	
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,2	—	0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	—	—	—	—	—	5,4	—	0,0	0,0	0,0	5,4	
Autres dépôts en devises à un an au plus .....	3,8	0,0	—	0,0	0,0	149,9	—	—	0,0	0,0	0,0	153,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	1.038,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.038,8	
Autres dépôts à un an au plus .....	106,5	0,8	0,4	0,4	24,0	51,8	0,0	—	3,3	1,2	34,1	222,5	
Dépôts à plus d'un an .....	97,9	0,0	—	0,0	0,0	4,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	102,1	
Bons de caisse à un an au plus .....	96,8	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	96,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	635,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,7	—	2,8	0,8	0,7	641,6	
Réserves mathématiques .....	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
Divers .....	108,6	0,0	1,1	21,1	0,0	123,8	121,9	0,0	24,1	7,2	0,0	509,7	
(Actions et parts) .....	(25,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,1)	(0,0)	(2,8)	(29,7)	
<b>Total ...</b>	<b>2.204,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>21,7</b>	<b>37,6</b>	<b>331,0</b>	<b>129,0</b>	<b>0,0</b>	<b>30,7</b>	<b>12,7</b>	<b>51,3</b>	<b>101,9</b>	<b>2.922,8</b>
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie .....	24,3	0,0	—	1,2	1,7	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,0	29,2	
Argent à très court terme (franc belge) .....	0,2	—	—	0,0	—	1,2	0,0	0,0	2,3	1,2	—	4,9	
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,8	0,0	1,4	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	344,1	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	344,1	
Autres dépôts à un an au plus .....	46,8	10,8	0,0	75,6	13,8	3,0	0,0	—	3,7	0,0	1,8	155,5	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur .....	92,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	—	1,4	1,1	0,0	101,6	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	4,4	—	0,0	0,0	0,0	5,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur .....	956,7	0,1	0,0	4,0	2,7	0,1	69,8	5,9	38,6	41,7	27,3	1.146,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	3,6	0,0	0,0	0,0	0,1	130,1	70,9	—	105,0	22,9	19,8	353,8	
Divers .....	3,9	0,2	125,9	8,0	14,8	128,7	101,6	—	1,7	21,8	0,0	652,7	
(Actions et parts) .....	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,8)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(6,5)	
<b>Total ...</b>	<b>1.472,0</b>	<b>11,1</b>	<b>125,9</b>	<b>88,8</b>	<b>33,1</b>	<b>264,0</b>	<b>254,0</b>	<b>5,9</b>	<b>152,7</b>	<b>89,5</b>	<b>50,9</b>	<b>247,5</b>	<b>2.795,4</b>
<i>Autres institutions<sup>1</sup></i>													
Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale .....	110,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110,2	
Réserves mathématiques .....	831,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	831,8	
Divers .....	9,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	14,0	
(Actions et parts) .....	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(3,7)	
<b>Total ...</b>	<b>951,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,8</b>	<b>956,0</b>
<b>Secteurs indéterminés et ajustements</b> .....	<b>0,0</b>	<b>34,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>16,2</b>	<b>0,0</b>	<b>563,8</b>	<b>4,8</b>	<b>123,3</b>	<b>123,3</b>	<b>45,0</b>	<b>—</b>	<b>911,1</b>
<b>Total des créances</b> .....	<b>.</b>	<b>136,1</b>	<b>386,4</b>	<b>166,5</b>	<b>483,7</b>	<b>.</b>	<b>11.567,7</b>	<b>175,6</b>	<b>2.962,8</b>	<b>2.843,5</b>	<b>837,7</b>	<b>.</b>	<b>.</b>

<sup>1</sup> Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

## XII bis - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions		
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>													
<b>Secteurs nationaux non financiers</b>													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	- 0,4	—	0,0	0,0	0,0	- 3,1	—	+ 14,4	- 0,5	+ 0,1	+ 1,3	+ 11,8
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 285,0	—	+ 7,4	+ 5,5	0,0	0,0	+ 229,3
Obligations .....	+ 37,7	- 0,4	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,9	+ 2,1	—	- 1,0	+ 0,5	- 10,2	0,0	+ 27,9
Autres emprunts à plus d'un an .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	+ 73,5	+ 72,0	+ 10,8	0,0	+ 156,3
Divers .....	0,0	+ 6,3	- 0,2	0,0	+ 6,9	+ 166,1	0,0	—	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,8	0,0	+ 180,6
(Actions et parts) .....	(+ 184,0)	(+ 1,9)	(+ 0,3)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 10,9)	(- 1,1)	(-)	(- 0,2)	(+ 0,0)	(+ 29,8)	(0,0)	(+ 225,9)
<b>Total ...</b>	<b>+ 39,1</b>	<b>+ 5,5</b>	<b>- 0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 7,0</b>	<b>+ 165,2</b>	<b>+ 284,0</b>	<b>-</b>	<b>+ 94,7</b>	<b>+ 77,8</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 675,9</b>
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 8,5	—	0,0	- 2,3	0,0	0,0	- 10,8
Certificats à un an au plus .....	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur .....	- 7,8	- 0,8	0,0	- 0,1	- 0,3	0,0	- 2,4	- 0,3	- 5,2	- 3,7	- 0,6	0,0	- 21,2
Obligations non accessibles à tout placeur .....	+ 0,1	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	+ 2,6	- 8,2	0,0	- 0,3	- 4,0	+ 1,2	- 1,2	- 9,6
Autres emprunts à plus d'un an .....	- 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,8	+ 0,7	—	+ 0,5	- 11,5	+ 0,2	0,0	- 11,2
Divers .....	+ 4,7	- 0,2	+ 1,6	+ 0,2	- 0,4	+ 0,5	0,0	—	0,0	- 0,8	0,0	+ 4,7	+ 10,3
(Actions et parts) .....	(0,0)	(0,0)	(+ 25,3)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,4)
<b>Total ...</b>	<b>- 3,3</b>	<b>- 0,8</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>- 18,4</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 22,4</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>- 42,6</b>
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers .....	- 9,2	0,0	—	- 7,7	0,0	- 4,6	+ 2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	- 21,2
Certificats à un an au plus .....	—	- 0,1	—	- 0,5	+ 1,6	+ 50,5	+ 1,9	- 15,8	+ 6,0	- 35,8	0,0	0,0	+ 7,8
Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 148,5	- 0,1	—	- 11,1	+ 1,2	+ 39,4	+ 84,1	+ 2,6	+ 69,0	+ 51,6	+ 40,3	0,0	+ 425,5
Obligations non accessibles à tout placeur .....	+ 2,2	0,0	—	0,0	0,0	+ 74,7	- 28,4	0,0	- 10,7	- 6,0	+ 3,5	0,0	+ 35,3
Divers .....	0,0	- 2,8	—	0,0	- 10,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 1,5	+ 10,7	- 0,2	0,0	- 1,2
<b>Total ...</b>	<b>+ 141,5</b>	<b>- 3,0</b>	<b>-</b>	<b>- 19,3</b>	<b>- 7,6</b>	<b>+ 159,9</b>	<b>+ 60,0</b>	<b>- 13,2</b>	<b>+ 65,8</b>	<b>+ 20,5</b>	<b>+ 43,6</b>	<b>- 2,0</b>	<b>+ 446,2</b>
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 16,2	—	0,0	- 23,5	0,0	0,0	- 7,3
Obligations accessibles à tout placeur .....	- 2,4	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 12,0	+ 2,6	0,0	+ 17,2
Obligations non accessibles à tout placeur .....	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	- 2,1	0,0	+ 3,5	- 3,6	- 1,2	+ 4,9	+ 8,0
Autres emprunts à plus d'un an .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 2,6	+ 33,0	0,0	0,0	+ 35,6
Divers .....	+ 1,1	+ 0,8	+ 4,7	0,0	0,0	0,0	- 2,1	—	0,0	- 1,0	0,0	0,0	+ 3,5
(Actions et parts) .....	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
<b>Total ...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 4,7</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 3,9</b>	<b>+ 13,5</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 10,1</b>	<b>+ 16,9</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 4,9</b>	<b>+ 57,3</b>
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	+ 11,8	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 11,8
Certificats à un an au plus .....	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur .....	- 0,1	0,0	0,0	0,0	- 0,4	0,0	+ 4,7	0,0	+ 4,5	- 1,0	- 0,3	0,0	+ 7,4
Réserves de sécurité sociale .....	+ 0,9	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 1,2
Divers .....	- 6,0	- 0,2	- 21,0	0,0	0,0	0,0	- 8,8	—	- 0,7	- 0,4	+ 0,1	- 5,0	- 42,0
<b>Total ...</b>	<b>- 5,2</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 21,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 7,7</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 21,6</b>
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	—	—	—	0,0	—	—	- 3,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 3,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 2,7	- 0,2	—	- 1,6	- 1,9	0,0	+ 1,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 92,8	—	- 1,8	0,0	0,0	0,0	+ 91,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires .....	—	—	—	—	—	—	+ 538,2	—	—	—	—	—	+ 538,2
Autres dépôts en devises à un an au plus .....	+ 22,3	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 22,3
Autres dépôts en francs belges à un an au plus .....	+ 5,9	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9
Obligations .....	+ 374,5	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	—	+ 67,6	0,0	+ 32,7	+ 8,9	- 1,7	0,0	+ 482,1
Eng. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique .....	—	—	+ 0,9	—	—	—	- 2,3	—	—	—	—	+ 2,1	+ 0,7
Divers .....	+ 138,4	- 1,1	+ 5,1	0,0	0,0	—	+ 9,6	—	+ 68,1	+ 25,6	0,0	+ 152,8	+ 398,4
(Actions et parts) .....	(- 1,6)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 19,9)	(-)	(+ 4,7)	(-)	(+ 8,5)	(0,0)	(+ 31,8)
<b>Total ...</b>	<b>+ 541,1</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 6,0</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 2,7</b>	<b>+ 702,2</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 97,4</b>	<b>+ 32,6</b>	<b>- 1,7</b>	<b>+ 155,9</b>	<b>+ 1.535,1</b>

<b>Intermédiaires financiers</b>													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie .....	+ 59,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 3,3	-	-	0,0	+ 2,0	+ 0,3	- 4,8	0,0	+ 61,3
Argent à très court terme (franc belge) .....	-	-	-	0,0	-	+ 4,6	- 5,7	0,0	0,0	+ 0,4	-	0,0	- 0,7
Autres engagements bruts envers l'étranger .....	-	-	-	-	-	+ 818,7	-	-	-	-	-	-	+ 818,7
Autres dépôts en devises à un an au plus .....	+ 14,7	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 6,2	+ 20,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	+ 76,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 76,0
Autres dépôts à un an au plus .....	- 1,6	0,0	-	0,0	+ 0,8	-	-	-	0,0	- 0,7	0,0	0,0	+ 1,5
Engagements non rangés ailleurs .....	-	-	0,0	-	-	-	+ 2,6	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 2,6
Dépôts à plus d'un an .....	- 8,8	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	+ 0,9	0,0	0,0	0,0	+ 7,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	+ 7,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,2	-	+ 0,5	- 0,7	- 0,3	0,0	+ 7,4
Divers .....	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,1	+ 13,4	0,0	+ 87,5	+ 116,1
(Actions et parts) .....	(+ 1,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 4,3)	(0,0)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(+ 87,5)	(+ 7,2)
<b>Total ...</b>	<b>+ 147,1</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>+ 823,3</b>	<b>- 2,9</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 18,5</b>	<b>+ 12,7</b>	<b>- 5,1</b>	<b>+ 93,7</b>	<b>+ 1.092,9</b>
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge) .....	-	-	-	0,0	-	+ 0,3	+ 3,9	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 4,2
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	-	-	-	-	-	-	21,0	-	0,0	0,0	-	-	+ 21,0
Certificats à un an au plus .....	-	-	-	0,0	-	+ 3,8	- 4,5	-	+ 3,8	0,0	-	-	+ 3,1
Divers .....	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,1	+ 0,1
<b>Total ...</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>+ 4,1</b>	<b>- 21,6</b>	<b>-</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 13,6</b>
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie .....	+ 18,5	0,0	0,0	- 0,1	+ 4,2	+ 0,7	0,0	-	+ 0,3	- 2,1	+ 2,3	0,0	+ 23,8
Argent à très court terme (franc belge) .....	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	-	0,0	+ 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	-	-	-	-	-	3,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,0
Autres dépôts en devises à un an au plus .....	+ 1,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 93,8	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 94,8
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	+ 83,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 83,7
Autres dépôts à un an au plus .....	- 3,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 7,2	+ 15,2	0,0	-	+ 0,4	- 0,3	- 3,3	0,0	+ 16,3
Dépôts à plus d'un an .....	- 1,7	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,7	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,0
Bons de caisse à un an au plus .....	+ 11,4	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	+ 29,9	0,0	-	0,0	- 0,1	0,0	- 1,0	-	- 0,2	+ 0,5	- 0,5	0,0	+ 28,6
Réserves mathématiques .....	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers .....	+ 16,5	0,0	- 0,2	0,0	0,0	- 2,0	+ 7,2	0,0	+ 7,6	+ 1,9	0,0	+ 9,6	+ 40,6
(Actions et parts) .....	(+ 6,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,4)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 5,9)
<b>Total ...</b>	<b>+ 156,3</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 11,3</b>	<b>+ 108,4</b>	<b>+ 9,2</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>- 1,5</b>	<b>+ 9,6</b>	<b>+ 301,4</b>
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie .....	+ 2,5	0,0	-	+ 0,5	+ 1,7	0,0	- 0,1	-	- 0,1	0,0	+ 0,8	0,0	+ 5,3
Argent à très court terme (franc belge) .....	- 0,2	-	-	0,0	-	+ 0,8	- 0,9	0,0	+ 0,4	- 0,2	-	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	-	0,0	- 1,7	0,0	0,0	+ 1,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	+ 32,2	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 32,2
Autres dépôts à un an au plus .....	- 8,3	+ 1,0	0,0	+ 12,9	- 2,2	+ 1,0	- 0,1	-	- 0,4	0,0	- 0,7	0,0	+ 3,2
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur .....	+ 4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,4	-	0,0	+ 0,6	0,0	0,0	+ 11,0
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0	- 31,5	-	- 0,3	0,0	0,0	0,0	- 32,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur .....	+ 65,5	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 8,7	+ 1,5	- 8,1	- 3,3	- 7,4	0,0	+ 56,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	- 0,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 21,1	+ 1,1	-	+ 8,3	+ 4,9	+ 3,0	- 1,9	+ 35,9
Divers .....	- 0,4	+ 0,1	- 5,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 22,3	- 31,5	-	- 1,5	- 13,9	0,0	+ 19,4	- 7,0
(Actions et parts) .....	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,4)	(-)	(- 0,5)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)
<b>Total ...</b>	<b>+ 94,8</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>- 5,6</b>	<b>+ 17,0</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 44,2</b>	<b>- 47,4</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>- 1,7</b>	<b>- 13,6</b>	<b>- 4,3</b>	<b>+ 17,5</b>	<b>+ 102,7</b>
<i>Autres institutions<sup>1</sup></i>													
Obligations non accessibles à tout placeur .....	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale .....	+ 11,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 11,9
Réserves mathématiques .....	+ 67,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 67,2
Divers .....	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	- 0,2
(Actions et parts) .....	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
<b>Total ...</b>	<b>+ 79,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 78,9</b>
<b>Secteurs indéterminés et ajustements</b> .....	<b>0,0</b>	<b>+ 9,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 86,4</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 22,2</b>	<b>- 10,8</b>	<b>+ 5,9</b>	<b>-</b>	<b>+ 115,0</b>
<b>Total des créances</b> .....	<b>+ 1.191,1</b>	<b>+ 11,3</b>	<b>- 14,5</b>	<b>- 1,0</b>	<b>+ 13,7</b>	<b>+ 1.316,4</b>	<b>+ 1.072,7</b>	<b>- 11,9</b>	<b>+ 317,7</b>	<b>+ 112,5</b>	<b>+ 40,4</b>	<b>+ 279,2</b>	<b>+ 4.327,6</b>

<sup>1</sup> Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII bis - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions <sup>1</sup>	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
<b>Dettes par secteur</b>															
1. Entreprises privées et particuliers	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	416,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3.361,0	3,5	.
2. Organismes publics d'exploitation	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	100,6	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	236,3	41,6	<b>471,9</b>
3. Etat (Trésor) .....	790,7	32,0	—	27,2	60,1	910,0	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	4.032,5	53,2	<b>6.111,9</b>
4. Secteur public non compris ailleurs	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	87,1	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	983,5	0,0	<b>1.079,6</b>
5. Sécurité sociale .....	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	268,9	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	77,4	60,2	<b>427,9</b>
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	1.217,0	59,0	102,0	30,0	375,5	1.783,5	.	3.552,9	177,8	1.972,6	2.372,8	614,6	8.690,7	158,5	.
7. Etranger .....	.	16,2	156,9	0,0	5,3	.	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	5.694,4	.	.
8. Organismes principalement monétaires .....	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	2.935,9	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	716,7	612,0	<b>10.396,3</b>
9. Fonds des Rentes .....	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	<b>185,5</b>
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,8	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	207,7	92,3	<b>2.621,4</b>
11. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	1.624,4	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	618,5	230,0	<b>2.692,7</b>
12. Autres institutions <sup>1</sup> .....	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	873,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	<b>877,1</b>
13. Total des intermédiaires financiers	7.159,9	24,0	139,9	137,5	73,6	7.534,9	6.593,8	1.140,8	4,4	290,8	140,8	128,4	1.705,2	939,1	<b>16.773,0</b>
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	41,2	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	780,3	—	<b>821,5</b>
15. Total des créances .....	.	<b>124,8</b>	<b>398,8</b>	<b>167,5</b>	<b>470,0</b>	.	.	<b>10.509,7</b>	<b>187,5</b>	<b>2.645,1</b>	<b>2.731,0</b>	<b>797,3</b>	<b>16.870,6</b>	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-347,1	-5.713,1	-912,1	42,1	.	.	113,4	2,0	23,7	38,3	-79,8	97,6	.	—

<sup>1</sup> Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII bis - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur  Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions <sup>1</sup>	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	468,3	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	3.831,9	4,8	.
2. Organismes publics d'exploitation	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	97,5	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	191,0	45,1	<b>429,3</b>
3. Etat (Trésor) .....	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.021,6	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	4.211,2	51,2	<b>6.578,8</b>
4. Secteur public non compris ailleurs	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	93,1	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	1.026,0	4,9	<b>1.136,9</b>
5. Sécurité sociale .....	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	242,1	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	87,3	55,2	<b>406,3</b>
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	1.389,6	61,2	87,1	10,8	373,9	1.922,6	.	3.914,6	164,9	2.142,0	2.464,2	661,7	9.347,4	161,2	.
7. Etranger .....	.	15,1	165,0	0,1	5,2	.	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	6.518,6	.	.
8. Organismes principalement monétaires .....	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	3.094,8	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	739,9	666,8	<b>11.474,3</b>
9. Fonds des Rentes .....	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	144,5	0,8	<b>171,9</b>
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation .....	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	2.266,2	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	223,7	101,9	<b>2.922,8</b>
11. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	1.730,9	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	553,0	247,5	<b>2.795,4</b>
12. Autres institutions <sup>1</sup> .....	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	952,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	<b>956,0</b>
13. Total des intermédiaires financiers	7.643,5	25,1	134,3	155,6	88,4	8.046,9	7.591,6	1.078,1	5,9	319,5	140,1	117,5	1.661,1	1.020,8	<b>18.320,4</b>
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	50,9	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	860,2	—	<b>911,1</b>
15. Total des créances .....	.	<b>136,1</b>	<b>386,4</b>	<b>166,5</b>	<b>483,7</b>	.	.	<b>11.567,7</b>	<b>175,6</b>	<b>2.962,8</b>	<b>2.843,5</b>	<b>837,7</b>	<b>18.387,3</b>	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-293,2	-6.192,4	-970,4	77,4	.	.	93,4	3,7	40,0	48,1	-118,3	66,9	.	—

<sup>1</sup> Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

## XII bis - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentés	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions <sup>1</sup>	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 51,4	+ 165,2	+ 284,0	-	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 458,0	+ 1,3	+ 675,9
2. Organismes publics d'exploitation	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	- 3,1	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	- 45,3	+ 3,5	- 42,6
3. Etat (Trésor)	+ 141,5	- 3,0	-	-19,3	- 7,6	+ 111,6	+ 159,9	+ 60,0	-13,2	+ 65,8	+ 20,5	+43,6	+ 176,7	- 2,0	+ 446,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 6,0	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 42,5	+ 4,9	+ 57,3
5. Sécurité sociale	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	- 26,8	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	+ 9,9	- 5,0	- 21,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 172,6	+ 2,2	- 14,9	-19,2	- 1,6	+ 139,1	+ 331,6	+ 346,8	-12,9	+169,4	+ 91,4	+47,1	+ 641,8	+ 2,7	+1.115,2
7. Etranger	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 546,0	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 830,5	+155,9	+1.535,1
8. Organismes principalement monétaires	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 152,7	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 23,2	+ 93,7	+1.092,9
9. Fonds des Rentés	-	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 4,1	- 21,6	-	+ 3,8	0,0	-	- 17,8	+ 0,1	- 13,6
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+11,3	+ 167,4	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 16,0	+ 9,6	+ 301,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+17,0	- 0,7	+ 106,5	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	- 65,5	+ 17,5	+ 102,7
12. Autres institutions <sup>1</sup>	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 477,4	+ 1,1	- 5,6	+18,1	+14,8	+ 505,8	+ 980,0	- 62,7	+ 1,5	+ 28,7	- 0,7	-10,9	- 44,1	+120,6	+1.562,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 9,7	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	+ 103,2	-	+ 115,0
15. Total des créances	+1.191,1	+11,3	- 14,5	- 1,0	+13,7	+1.200,6	+1.316,4	+1.072,7	-11,9	+317,7	+112,5	+40,4	+1.531,4	+279,2	+4.327,6
Solde des créances et des dettes ..	+ 515,2	+53,9	-460,7	-58,3	+35,3	+ 85,4	- 218,7	- 20,2	+ 1,7	+ 16,3	+ 9,8	-38,5	- 30,9	+164,2	-

<sup>1</sup> Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

### XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

#### 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire <sup>1</sup>	Autres engagements envers les entreprises et particuliers <sup>2</sup>			Total	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires <sup>4</sup>		Divers <sup>11</sup>	
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat <sup>3</sup>	Autres pouvoirs publics <sup>4</sup>	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations <sup>7</sup>	Fonds des rentes			Autres inter-médiaires financiers <sup>10</sup>
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires <sup>6</sup>		Avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	Autres <sup>9</sup>		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) (6) à (9) + (11) à (15)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1981 .....	824,9	725,3	268,1	103,8	<b>1.922,1</b>	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	-224,7
1982 .....	856,7	789,0	325,7	125,8	<b>2.097,2</b>	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	-195,7
1983 .....	931,0	854,9	388,4	128,7	<b>2.303,0</b>	- 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	-200,2
1984 Anc. série <sup>12</sup> ...	934,2	929,7	425,9	137,8	<b>2.427,6</b>	- 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	-173,1
Nouv. série <sup>12</sup>	913,4	929,7	425,9	137,8	<b>2.406,8</b>	- 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	-173,1
1985 .....	964,7	1.016,2	481,6	123,6	<b>2.586,1</b>	- 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	-165,4
1986 .....	1.040,7	1.172,6	489,6	113,3	<b>2.816,2</b>	- 814,3	1.756,6	200,9	1.292,4	1.298,5	50,4	209,4	18,8	277,5	-175,6
1987 .....	1.091,3	1.313,3	506,6	130,2	<b>3.041,5</b>	- 816,5	1.853,5	204,9	1.444,1	1.451,1	49,8	127,6	25,8	354,3	-202,0
1988 Décembre ....	1.152,4	1.378,0	506,0	151,2	<b>3.187,7</b>	- 961,5	1.915,5	228,8	1.723,6	1.731,8	45,9	106,6	25,4	263,2	-159,8
1989 Mars .....	1.129,4	1.473,1	508,0	161,5	<b>3.272,0</b>	-1.045,9	2.137,0	219,3	1.782,2	1.790,0	48,8	52,0	21,7	262,5	-205,5
Juin .....	1.213,1	1.436,0	506,9	185,6	<b>3.341,7</b>	-1.054,5	2.166,6	216,4	1.976,6	1.981,2	45,2	56,5	16,8	254,7	-336,8
Septembre ....	1.125,1	1.527,4	571,4	192,3	<b>3.416,3</b>	-1.184,4	2.225,9	214,7	2.110,0	2.113,1	48,3	47,8	14,7	214,9	-275,6
Décembre ....	1.214,3	1.555,1	565,5	189,9	<b>3.524,9</b>	-1.018,9	2.031,6	229,8	2.190,1	2.186,7	47,7	66,5	27,4	265,3	-314,8
1990 Mars .....	1.186,8	1.655,6	583,9	223,9	<b>3.650,2</b>	-1.028,7	2.254,4	248,6	2.088,5	2.093,6	45,6	30,7	22,7	260,3	-271,8
Juin .....	1.250,7	1.592,3	642,5	204,6	<b>3.690,1</b>	-1.052,1	2.255,0	256,5	2.195,7	2.187,7	45,6	4,7	35,4	217,7	-268,4
Septembre ....	1.147,0	1.634,6	692,0	195,0	<b>3.668,7</b>	-1.100,3	2.280,9	232,8	2.267,4	2.264,4	44,9	5,5	35,3	210,2	-308,1
Décembre ....	1.223,3	1.679,1	715,8	175,0	<b>3.793,1</b>	-1.032,8	2.161,7	266,0	2.312,9	2.310,6	37,1	36,7	45,4	230,7	-264,7

<sup>1</sup> Voir tableau XIII-4, colonne (10).

<sup>2</sup> Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

<sup>3</sup> Y compris la dette indirecte de l'Etat.

<sup>4</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

<sup>5</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>6</sup> Voir tableau XIII-9, colonne (4).

<sup>7</sup> Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

<sup>8</sup> Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

<sup>9</sup> Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB.

<sup>10</sup> Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>11</sup> Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le FMI.

<sup>12</sup> La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV<sup>e</sup> année, tome II, n° 6, décembre 1949; XXX<sup>e</sup> année, tome II, n° 5, novembre 1955; XXXIII<sup>e</sup> année, tome II, n° 5, novembre 1958; XLII<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1976; LII<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.



### XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

#### a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91	30-6-91	30-9-91	31-12-91
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	363,7	363,7	363,7	333,8
2. FMI : — Participation .....	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	17,2	16,9	16,3	16,4
— Prêts .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux .....	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	18,4	18,4	17,7	18,4
— Autres .....	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,4	4,4	4,4	4,5
3. Ecus .....	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	105,4	106,3	113,9	110,6
4. Accords internationaux .....	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,4	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	3,5	3,2	3,2	3,1
5. FECOM .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,6
6. CEE : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation .....	29,6	10,7	15,5	2,0	0,4	0,7	15,9	11,2	18,6	17,0	15,4	16,9	5,1	5,7	4,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères .....	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	221,9	228,2	259,1	237,7	236,1	223,9	226,5	228,1	230,8
b) en franc belge .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,2	21,5	8,5	21,6
<b>Total des créances sur l'étranger .....</b>	<b>321,3</b>	<b>323,8</b>	<b>303,7</b>	<b>278,1</b>	<b>371,4</b>	<b>395,5</b>	<b>452,4</b>	<b>451,3</b>	<b>481,0</b>	<b>453,7</b>	<b>455,3</b>	<b>771,6</b>	<b>766,1</b>	<b>761,5</b>	<b>756,4</b>
<b>B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :</b>															
1. Pièces et billets .....	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	3,0	2,9	2,9	2,6	2,6	17,7	23,2	18,6	11,6
c) sur les banques de dépôts .....	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0	40,8	57,6	46,0	42,6
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :															
a) à un an au plus .....	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	21,2	24,6	29,1	29,1	29,1	29,1	29,5	29,9	30,9	31,2
— autres .....	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,2	37,3	37,2	37,2	37,2	19,6	19,5	24,3	17,7
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	3,0	3,0	2,0	2,0
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	1,3	0,4	0,9	1,0	0,8	0,5	0,6	0,5	0,0
b) effets commerciaux .....	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	15,8	5,6	20,9	18,1	14,1	11,7	9,1	12,7	13,8
c) avances .....	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,2	0,0
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie .....	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	0,0	0,0	0,0	0,0
b) autres .....	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	8,9	0,0	13,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres .....	—	—	—	—	—	0,0	1,0	4,7	3,7	0,0	3,3	8,1	14,7	13,9	14,5
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres .....</b>	<b>63,0</b>	<b>80,1</b>	<b>64,5</b>	<b>41,7</b>	<b>55,2</b>	<b>55,0</b>	<b>66,5</b>	<b>57,4</b>	<b>83,0</b>	<b>67,7</b>	<b>64,9</b>	<b>15,4</b>	<b>17,6</b>	<b>19,6</b>	<b>19,4</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>731,1</b>	<b>698,4</b>	<b>653,9</b>	<b>624,5</b>	<b>652,2</b>	<b>657,9</b>	<b>712,0</b>	<b>669,3</b>	<b>706,9</b>	<b>667,1</b>	<b>682,7</b>	<b>920,1</b>	<b>942,9</b>	<b>931,0</b>	<b>1910,2</b>

<sup>1</sup> Y compris la dette indirecte de l'Etat.

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>5</sup> Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91	30-6-91	30-9-91	31-12-91
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le FMI .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
2. Envers le FECOM .....	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge <sup>1</sup> .....	6,6	6,2	6,7	5,8	5,0	10,2	4,7	6,3	5,9	6,8	8,3	9,5	6,8	10,2	10,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger .....	55,1	6,5	7,0	6,1	5,3	10,5	4,9	6,5	6,1	7,1	8,5	9,8	7,1	10,4	10,8
<b>B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :</b>															
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	12,6	16,3	14,8	14,6	15,0	15,4	20,0	14,6	16,3	15,8	19,9	16,1	18,1	17,3	* 16,8
2. Autres :															
a) envers la BNB .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	383,3	381,9	379,9	400,5	410,7	415,0	422,6	402,1	418,5	399,7	408,6	401,9	427,1	404,4	*414,7
— monnaie scripturale <sup>5</sup> .....	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	0,8	0,7	0,8	0,1	0,7	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,0	0,2	0,2	0,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres .....</b>	<b>278,8</b>	<b>292,1</b>	<b>250,8</b>	<b>202,8</b>	<b>220,0</b>	<b>216,1</b>	<b>263,6</b>	<b>245,4</b>	<b>265,2</b>	<b>244,0</b>	<b>245,2</b>	<b>484,8<sup>6</sup></b>	<b>487,4</b>	<b>496,1</b>	<b>!463,5</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>731,1</b>	<b>698,4</b>	<b>653,9</b>	<b>624,5</b>	<b>652,2</b>	<b>657,9</b>	<b>712,0</b>	<b>669,3</b>	<b>706,9</b>	<b>667,1</b>	<b>682,7</b>	<b>920,1</b>	<b>942,9</b>	<b>931,0</b>	<b>!910,2</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

<sup>5</sup> A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB., lequel est repris sous C. 3. c).

<sup>6</sup> Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91	30-6-91	31-7-91	31-8-91	30-9-91	31-10-91	30-11-91	31-12-91	31-1-92
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>													
1. Or .....	363,7 <sup>5</sup>	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	333,8	333,8
2. FMI. : — Participation .....	15,0	15,0	17,2	16,5	16,9	16,9	16,9	16,3	16,3	16,3	15,7	16,4	16,4
— Prêts .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux .....	18,9	18,8	18,4	18,4	18,8	18,4	17,6	17,7	17,7	17,3	17,4	18,4	18,2
— Autres .....	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,5	4,5
3. Ecus .....	105,4	105,4	105,4	106,3	106,3	106,3	113,9	113,9	113,9	111,3	111,3	110,6	102,2
4. Accords internationaux .....	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2	3,2	3,2	3,1	3,2	3,1	3,1	3,1	3,1
5. FECOM .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,6	0,0
6. CEE : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation .....	15,1	17,0	16,9	9,6	5,3	5,1	6,7	7,1	5,7	6,7	6,1	4,6	6,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères .....	223,1	231,5	223,9	224,4	226,6	226,6	226,4	228,1	228,1	231,3	232,8	230,8	230,1
b) en franc belge .....	17,0	7,3	18,2	17,8	17,6	21,5	24,2	10,1	8,5	36,8	40,7	21,6	12,7
Total des créances sur l'étranger .....	766,1	766,6	771,6	764,7	762,8	766,1	777,1	764,5	761,5	791,0	795,1	756,4	727,2
<b>B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :</b>													
1. Pièces et billets .....	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,9
2. Autres : a) sur la BNB :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	13,8	3,3	17,7	7,0	22,8	23,2	11,6	19,3	18,6	6,2	10,1	11,6	17,5
c) sur les banques de dépôts .....	33,5	54,2	40,8	57,4	48,8	57,6	42,8	43,9	46,0	28,5	23,5	42,6	34,2
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>													
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :													
a) à un an au plus .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	29,7	29,5	29,5	29,5	29,9	29,9	29,9	29,9	30,9	30,9	30,9	31,2	34,2
— autres .....	34,0	26,0	19,6	17,5	19,2	19,5	17,7	15,5	24,3	11,8	14,7	17,7	7,9
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :													
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :													
a) acceptations bancaires .....	0,1	0,4	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,7	* 0,0	* 0,0	* 0,0
b) effets commerciaux .....	4,3	9,5	11,7	9,1	12,0	9,1	13,8	19,1	12,7	15,8	* 16,6	* 13,8	* 19,9
c) avances .....	0,0	0,1	0,7	0,0	0,5	0,7	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,8
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) autres .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres .....	13,8	8,0	8,1	13,8	15,4	14,7	16,8	15,0	13,9	19,4	15,8	14,5	12,5
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres .....</b>	15,5	13,7	15,4	17,6	17,1	17,6	18,4	21,1	19,6	19,5	* 21,2	* 19,4	* 13,7
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>915,2</b>	<b>915,6</b>	<b>920,1</b>	<b>921,6</b>	<b>932,9</b>	<b>942,9</b>	<b>932,7</b>	<b>932,8</b>	<b>931,0</b>	<b>927,0</b>	<b>931,0</b>	<b>910,2</b>	<b>870,9</b>

<sup>1</sup> Y compris la dette indirecte de l'Etat.

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>5</sup> Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91	30-6-91	31-7-91	31-8-91	30-9-91	31-10-91	30-11-91	31-12-91	31-1-92
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>													
1. Envers le FMI .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
2. Envers le FECOM .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge <sup>1</sup> .....	6,3	8,9	9,5	10,9	8,9	6,8	7,3	7,5	10,2	7,1	9,8	10,6	11,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger .....	6,5	9,2	9,8	11,2	9,1	7,1	7,6	7,8	10,4	7,4	10,0	10,8	11,7
<b>B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :</b>													
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	13,2	14,7	16,1	16,5	16,3	18,1	15,3	15,2	17,3	16,8	15,8	* 16,8	* 16,8
2. Autres :													
a) envers la BNB .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :													
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	394,7	394,8	401,9	399,9	412,3	427,1	408,6	408,3	404,4	405,5	406,6	*414,7	*391,8
— monnaie scripturale <sup>5</sup> .....	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,0	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	0,1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	14,4	8,0	7,2	5,7	4,0	2,7	3,9	1,9	2,3	1,6	0,7	4,0	0,8
<b>D. Autres .....</b>	<b>486,0<sup>6</sup></b>	<b>488,6</b>	<b>484,8</b>	<b>487,9</b>	<b>490,9</b>	<b>487,4</b>	<b>496,8</b>	<b>499,2</b>	<b>496,2</b>	<b>495,2</b>	<b>497,6</b>	<b>463,5</b>	<b>449,4</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>915,2</b>	<b>915,6</b>	<b>920,1</b>	<b>921,6</b>	<b>932,9</b>	<b>942,9</b>	<b>932,7</b>	<b>932,8</b>	<b>931,0</b>	<b>927,0</b>	<b>931,0</b>	<b>910,2</b>	<b>870,9</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

<sup>5</sup> A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB., lequel est repris sous C. 3. c).

<sup>6</sup> Nouvelle série.

**b) Organismes publics monétaires — Actif<sup>1</sup> — Chiffres annuels et trimestriels**

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECOM .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation .....	0,4	4,7	2,0	2,1	0,8	0,0	0,0	0,2	3,7	3,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge .....	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des créances sur l'étranger .....</b>	<b>0,4</b>	<b>4,8</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>0,0</b>	<b>2,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :</b>															
1. Pièces et billets .....	1,8	1,6	1,9	2,0	2,2	2,2	2,4	2,1	2,4	2,3	2,9	2,3	2,3	3,1	2,2
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics .....	2,2	3,0	1,3	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) sur les banques de dépôts .....	4,1	0,2	3,4	1,1	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	86,8	84,3	70,6	83,6	94,6	91,1	93,4	107,4	114,3	108,6	107,1	116,5	115,1	114,1	101,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,7	14,6	14,4	14,4	14,4	14,2	14,1	14,1	14,1	14,1
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>3</sup> :															
a) à un an au plus .....	39,2	42,4	41,2 <sup>6</sup>	47,1	45,7	51,7	64,6	59,7	54,1	54,1	72,8	67,3	70,9	63,4	91,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>4</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux .....	0,8	0,6	0,3	2,7	0,3	0,0	0,0	0,1	3,1	2,5	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0
c) avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres .....	0,0	0,0	0,0	0,4	2,7	0,8	5,5	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,4	0,9
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>5</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,3	0,0	0,7	0,2	0,0	0,9	0,0	1,9	0,2	0,5	0,0	0,2	0,0	0,3	0,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>D. Autres .....</b>	<b>13,3</b>	<b>13,9</b>	<b>11,8</b>	<b>11,3</b>	<b>15,3</b>	<b>16,6</b>	<b>14,5</b>	<b>16,0</b>	<b>14,1</b>	<b>16,7</b>	<b>16,4</b>	<b>26,5</b>	<b>25,4</b>	<b>25,4</b>	<b>17,7</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>164,1</b>	<b>166,1</b>	<b>148,6<sup>6</sup></b>	<b>167,7</b>	<b>188,7</b>	<b>188,8</b>	<b>197,5</b>	<b>208,2</b>	<b>212,0</b>	<b>203,2</b>	<b>219,5</b>	<b>231,8</b>	<b>230,1</b>	<b>222,8</b>	<b>232,1</b>

<sup>1</sup> OCP, Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), IRG (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

<sup>2</sup> Y compris la dette indirecte de l'Etat.

<sup>3</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>4</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>5</sup> Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>6</sup> Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

**b) Organismes publics monétaires — Passif<sup>1</sup> — Chiffres annuels et trimestriels**

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le FMI .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge .....	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger .....	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :</b>															
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,9	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9
2. Autres :															
a) envers la BNB .....	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,5	2,5	3,0	2,9	2,4	2,6	2,6
b) envers les organismes publics .....	2,2	3,0	1,4	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	5,8	5,6	6,8	6,7	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	15,4	15,5	15,6	14,4	15,1	14,7	15,4	15,3	16,1	16,3	16,3	16,3	16,9	17,3	17,8
— monnaie scripturale .....	97,3	96,2	90,3	105,6	116,1	113,9	117,5	131,0	143,4	137,5	141,0	151,3	156,3	148,3	142,4
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics .....	37,9	40,1	29,5 <sup>5</sup>	34,0	36,5	43,1	51,9	48,3	35,7	38,5	52,1	55,2	50,8	49,4	63,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>D. Autres</b> .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	164,1	166,1	148,6 <sup>5</sup>	167,7	188,7	188,8	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,8	232,1

<sup>1</sup> OCP, Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), IRG (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la BNB.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

<sup>5</sup> Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECOM .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,8
8. Acceptations en franc belge représ. d'export. ....	17,8	16,4	30,5	19,2	21,3	15,9	16,8	16,3	16,1	15,7	15,4	15,8	15,3	17,6	16,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères .....	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	4.056,3	4.226,1	4.797,6	5.226,9	5.449,4	5.115,9	5.021,4	4.966,7	4.964,0	4.704,8	5.014,3
b) en franc belge .....	140,0	167,5	191,5	220,2	251,6	262,5	294,2	325,1	297,4	312,4	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1
<b>Total des créances sur l'étranger .....</b>	<b>3.084,9</b>	<b>3.683,5</b>	<b>4.517,0</b>	<b>4.664,9</b>	<b>4.765,4</b>	<b>4.943,9</b>	<b>5.615,7</b>	<b>6.098,5</b>	<b>6.292,6</b>	<b>5.992,6</b>	<b>5.883,2</b>	<b>5.821,0</b>	<b>5.850,2</b>	<b>5.619,3</b>	<b>5.949,7</b>
<b>B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :</b>															
1. Pièces et billets .....	10,8	11,0	14,4	12,8	12,4	12,8	13,1	11,5	12,9	12,1	17,1	12,2	14,0	12,8	17,7
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1
b) sur les organismes publics .....	5,8	5,6	6,8	6,8	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
c) sur les banques de dépôts .....	399,5	469,5	437,1	517,2	466,5	544,3	569,4	635,0	642,5	637,6	604,4	648,7	893,5	845,5	879,4
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :															
a) à un an au plus .....	337,4	481,1	482,2	553,3	745,1	781,1	783,1	998,9	1.002,6	1.035,4	875,5	1.097,4	1.065,2	1.062,7	925,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	392,5	482,3	499,2	615,1	642,2	740,9	812,9	802,0	816,8	846,0	813,7	810,2	852,3	867,5	899,9
— autres .....	113,8	155,9	249,1	266,6	170,9	133,8	115,7	115,5	119,7	122,8	122,3	112,8	105,0	119,2	117,5
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	24,1	23,3	25,6	39,4	51,5	54,3	59,8	59,4	62,6	66,2	64,5	78,0	83,6	79,2	88,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	20,0	10,0	18,9	23,1	21,3	27,6	28,9	27,8	28,7	29,5	28,3	29,1	29,1	29,8	28,3
— autres .....	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,8	73,8	72,5	60,0	57,3
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	16,6	13,5	17,8	15,5	14,0	13,1	11,6	11,3	9,2	11,3	11,5	11,2	10,5	7,4	7,1
b) effets commerciaux .....	160,6	167,0	201,1	191,2	220,3	173,9	172,5	160,5	167,4	158,7	164,6	154,4	160,0	149,0	150,6
c) avances .....	821,1	863,0	904,9	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,0	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4
d) autres créances à un an au plus .....	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	17,0	23,3	23,2	18,6	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	15,2	15,0	15,6	16,2	9,3
— autres .....	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	32,5	30,6	30,1	28,7	27,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres .....	10,0	2,6	21,1	16,8	16,1	25,0	19,9	21,7	16,8	14,7	20,8	13,8	35,4	21,4	44,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres .....	73,9	96,4	98,6	129,4	168,9	256,9	183,4	193,6	178,4	155,1	187,4	176,7	142,7	163,8	172,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et obligations accessibles à tout placeur .....	75,4	64,8	56,3	65,9	61,4	62,6	77,0	70,5	65,7	70,6	67,1	67,4	58,8	65,0	61,1
— autres .....	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	72,5	74,4	72,1	72,0	64,1	58,0	54,0	54,3
<b>D. Autres .....</b>	<b>377,4</b>	<b>438,5</b>	<b>544,0</b>	<b>588,8</b>	<b>619,7</b>	<b>625,4</b>	<b>751,0</b>	<b>771,6</b>	<b>756,6</b>	<b>799,7</b>	<b>804,9</b>	<b>827,7</b>	<b>790,1</b>	<b>788,5</b>	<b>854,5</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>6.078,5</b>	<b>7.151,8</b>	<b>8.308,7</b>	<b>8.857,0</b>	<b>9.246,6</b>	<b>9.854,0</b>	<b>10.954,2</b>	<b>11.783,9</b>	<b>12.164,0</b>	<b>12.070,7</b>	<b>11.851,5</b>	<b>11.964,6</b>	<b>12.272,2</b>	<b>12.086,0</b>	<b>12.491,4</b>

<sup>1</sup> Y compris la dette indirecte de l'Etat.

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le FMI .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8
b) en franc belge <sup>1</sup> .....	360,5	368,7	459,1	531,0	555,9	619,2	726,4	802,1	857,7	892,1	904,2	944,0	1.055,4	1.092,2	1.050,4
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total des engagements envers l'étranger .....</b>	<b>3.677,3</b>	<b>4.462,1</b>	<b>5.448,6</b>	<b>5.686,9</b>	<b>5.852,9</b>	<b>6.126,4</b>	<b>6.962,3</b>	<b>7.589,0</b>	<b>7.786,0</b>	<b>7.629,1</b>	<b>7.349,6</b>	<b>7.296,8</b>	<b>7.377,2</b>	<b>7.166,1</b>	<b>7.429,2</b>
<b>B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :</b>															
1. Pièces et billets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la BNB .....	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0
b) envers les organismes publics .....	4,1	0,2	3,4	1,2	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,0
— autres .....	399,1	468,8	436,3	516,4	465,9	543,3	568,2	633,9	640,8	635,9	603,1	647,3	892,1	844,2	878,3
<b>C. Engagem. envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>2</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale .....	334,6	393,7	392,9	427,6	468,4	502,6	545,1	532,6	591,5	519,0	574,9	555,2	601,2	525,2	584,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	1,1	1,2	2,1	2,2	3,7	5,3	6,8	6,6	6,1	6,0	6,7	6,0	6,3	6,6	6,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers <sup>3</sup> :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5
— autres dépôts .....	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	921,6
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6
— bons de caisse et obligations .....	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,5	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	676,1
b) en monnaies étrang. : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— org. d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	13,0	15,8	11,6	19,9	22,3	37,4	69,2	79,6	74,4	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9
<b>D. Autres<sup>4</sup> .....</b>	<b>408,2</b>	<b>436,8</b>	<b>516,8</b>	<b>579,3</b>	<b>649,6</b>	<b>679,2</b>	<b>764,1</b>	<b>782,7</b>	<b>912,0</b>	<b>897,5</b>	<b>939,0</b>	<b>938,0</b>	<b>901,7</b>	<b>945,8</b>	<b>956,6</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>6.078,5</b>	<b>7.151,8</b>	<b>8.308,7</b>	<b>8.857,0</b>	<b>9.246,6</b>	<b>9.854,0</b>	<b>10.954,2</b>	<b>11.783,9</b>	<b>12.164,0</b>	<b>12.070,7</b>	<b>11.851,5</b>	<b>11.964,6</b>	<b>12.272,2</b>	<b>12.086,0</b>	<b>12.491,4</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEFL.

<sup>2</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>3</sup> Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

<sup>4</sup> Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note <sup>3</sup>).



d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																
1. Or .....	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	50,4	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	(6)
2. FMI : — Participation .....	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	15,6	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	(1)
— Prêts .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
— Droits de tirage spéciaux .....	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	(7)
— Autres .....	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	(7)
3. Ecus .....	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	137,3	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	(7)
4. Accords internationaux .....	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,9	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	(7)
5. FECOM .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
6. CEE : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
7. Obligations .....	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,8	(7)
8. Accept. en franc belge représent. d'exportation .....	49,8	50,7	43,2	36,8	24,1	16,2	17,5	21,9	31,4	33,8	31,3	29,3	33,9	34,5	32,0	(7)
9. Autres : a) en monnaies étrangères .....	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	4.091,0	4.337,1	4.954,3	5.440,8	5.650,2	5.334,4	5.243,2	5.194,9	5.223,1	4.942,6	5.250,3	(7)
b) en franc belge .....	140,0	167,6	191,5	220,3	252,0	262,5	294,2	325,1	297,5	312,7	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1	(7)
Total des créances sur l'étranger .....	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	5.044,7	5.315,2	6.011,2	6.547,9	6.735,8	6.449,3	6.335,6	6.274,6	6.331,2	6.072,9	6.405,0	(6)
<b>B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :</b>																
1. Pièces et billets .....	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	(1)
2. Autres : a) sur la BNB :																
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)
— autres .....	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	(1)
b) sur les organismes publics .....	12,4	13,2	12,5	12,7	20,0	15,7	12,0	12,6	15,9	10,1	9,5	8,2	5,4	6,7	8,1	(1)
c) sur les banques de dépôts .....	403,6	469,7	442,7	519,0	473,4	551,8	571,2	650,5	665,2	642,2	608,3	652,0	900,8	847,4	883,6	(1)
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>																
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :																
a) à un an au plus .....	461,2	602,4	589,8	673,9	876,8	909,2	913,5	1.143,3	1.153,9	1.180,9	1.019,6	1.251,0	1.217,4	1.213,8	1.063,8	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	415,0	507,0	524,9	642,5	671,5	773,1	848,8	840,9	855,7	884,9	852,5	853,4	895,5	910,7	943,1	(7)
— autres .....	151,3	193,4	286,6	304,1	208,3	171,2	153,2	152,8	156,9	160,0	159,5	150,1	142,2	156,4	154,7	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :																
a) à un an au plus .....	63,3	65,7	66,8 <sup>5</sup>	86,5	97,1	105,9	124,4	119,0	116,7	120,3	137,3	145,3	154,5	142,6	180,0	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	21,0	10,6	19,6	23,8	22,0	28,4	29,6	28,5	29,3	30,2	28,9	29,7	29,7	30,6	29,1	(8)
— autres .....	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,8	73,8	72,5	59,8	57,2	(8)
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :																
a) acceptations bancaires .....	27,2	20,8	18,1	17,6	14,0	13,1	11,6	11,5	10,3	12,4	12,8	11,7	11,4	8,4	7,9	(9)
b) effets commerciaux .....	203,7	213,8	201,4	201,7	220,6	173,9	172,5	165,1	176,2	171,5	180,4	161,5	181,0	167,0	164,7	(9)
c) avances .....	821,5	863,4	905,0	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,1	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4	(9)
d) autres créances à un an au plus .....	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	17,7	23,8	23,6	18,8	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	15,2	15,0	15,6	16,2	9,3	(11)
— autres .....	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	32,5	30,6	30,1	28,7	27,8	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie .....	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	52,0	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	(12)
b) autres .....	10,0	16,2	21,1	17,2	18,8	25,8	25,4	21,7	16,8	14,7	27,4	22,7	35,4	35,3	45,4	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres .....	74,3	96,5	99,3	129,6	168,9	257,9	183,4	199,0	187,3	157,5	188,4	181,6	146,3	164,2	176,0	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. acc. à tout placeur .....	75,7	65,1	56,6	66,2	61,7	62,9	77,1	67,5	70,6	79,0	67,2	67,5	58,8	65,0	61,2	(14)
— autres .....	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	74,4	72,1	63,7	72,0	64,1	58,0	54,0	54,3	(14)
D. Autres .....	467,2	515,4	635,9	664,6	676,8	697,2	820,5	840,2	838,4	889,4	887,8	911,6	898,5	881,7	937,1	(15)
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>6.905,6</b>	<b>8.049,0</b>	<b>9.155,7<sup>5</sup></b>	<b>9.678,6</b>	<b>10.059,8</b>	<b>10.695,0</b>	<b>11.809,6</b>	<b>12.668,9</b>	<b>13.079,3</b>	<b>12.968,3</b>	<b>12.783,1</b>	<b>12.865,8</b>	<b>13.209,3</b>	<b>12.975,9</b>	<b>13.406,2</b>	

<sup>1</sup> Y compris la dette indirecte de l'Etat.

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>5</sup> Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																
1. Envers le FMI .....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers le FECOM .....	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8	
b) en franc belge <sup>1</sup> .....	367,3	375,5	465,3	537,7	561,7	624,2	736,6	806,6	861,8	896,4	908,9	950,3	1.061,3	1.099,0	1.058,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger .....	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.859,0	6.131,7	6.972,7	7.593,8	7.790,3	7.633,7	7.354,5	7.303,3	7.383,3	7.173,2	7.437,8	(6)
<b>B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :</b>																
1. Pièces et billets .....	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	(1)
2. Autres :																
a) envers la BNB .....	4,4	4,6	6,5	5,2	4,4	3,8	3,6	14,2	24,4	6,6	3,0	5,4	7,6	2,6	2,7	
b) envers les organismes publics .....	6,3	3,2	4,8	2,7	11,7	10,7	2,5	6,5	5,0	0,8	4,8	0,8	2,2	2,0	4,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations .....	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,0	
— autres .....	405,3	474,7	443,6	523,5	476,7	552,2	576,0	641,2	650,1	643,2	608,9	652,6	894,7	848,3	883,8	
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>2</sup> et particuliers :																
— monnaie fiduciaire .....	384,9	398,8	397,5	394,3	415,6	425,3	430,5	410,2	435,4	423,4	438,8	418,4	435,5	417,0	426,4	(1)
— monnaie scripturale <sup>3</sup> .....	432,3	490,1	483,6	533,4	584,8	616,9	662,9	663,9	735,4	656,8	716,2	706,8	757,9	673,9	727,4	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	39,6	42,1	32,3	37,0	40,3	49,1	59,0	55,3	42,3	44,9	59,3	61,6	57,4	56,1	69,4	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers <sup>4</sup> :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5	(2)
— autres dépôts .....	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	921,6	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts .....	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6	(3)
— bons de caisse et obligations .....	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,4	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	676,1	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus .....	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres <sup>5</sup> .....	13,0	15,8	11,6	19,9	22,4	37,5	69,2	79,6	74,5	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9	(14)
<b>D. Autres .....</b>	662,8	715,6	808,9	830,1	852,3	899,2	980,3	1.045,7	1.175,2	1.165,0	1.202,6	1.183,4	1.167,4	1.189,8	1.201,8	(15)
<b>TOTAL DU PASSIF...</b>	<b>6.905,6</b>	<b>8.049,0</b>	<b>19.155,7<sup>6</sup></b>	<b>9.678,6</b>	<b>10.059,8</b>	<b>10.695,0</b>	<b>11.809,6</b>	<b>12.668,9</b>	<b>13.079,3</b>	<b>12.968,3</b>	<b>12.783,1</b>	<b>12.865,7</b>	<b>13.209,3</b>	<b>12.975,9</b>	<b>13.406,2</b>	

<sup>1</sup> Pour la BNB, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEFL.

<sup>2</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>3</sup> A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB, lequel est repris sous C. 3. c).

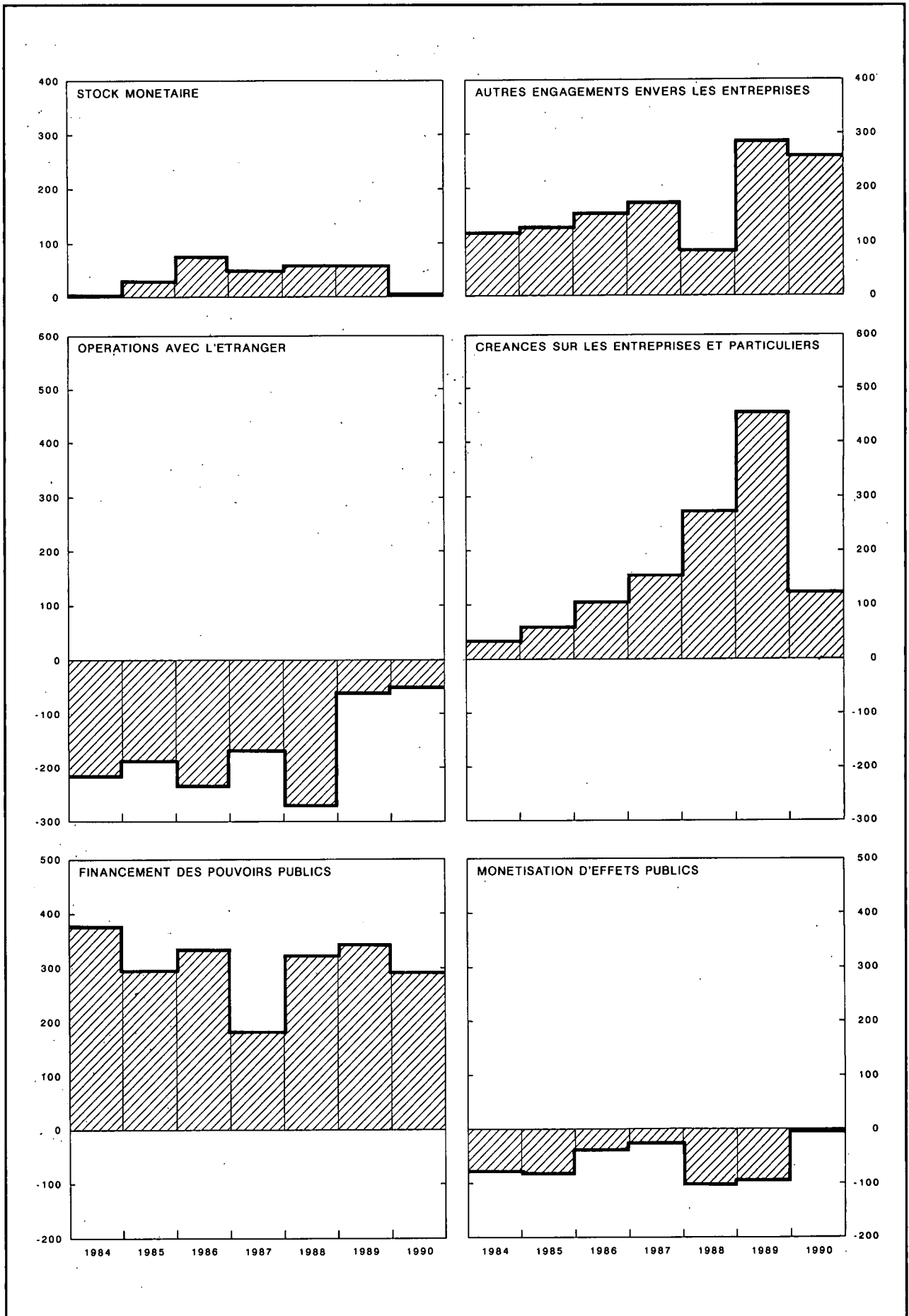
<sup>4</sup> Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

<sup>5</sup> Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 4).

<sup>6</sup> Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers <sup>1</sup>			Total  (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises <sup>2</sup> et particuliers) <sup>3</sup>	Créances sur les entreprises <sup>4</sup> et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) <sup>7</sup>		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires <sup>10</sup>	Divers <sup>11</sup>
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation <sup>5</sup>	Obligations <sup>6</sup>	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat <sup>8</sup>	Autres pouvoirs publics <sup>9</sup>	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1983 .....	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	<b>+ 205,9</b>	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984 .....	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	<b>+ 124,6</b>	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985 .....	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	<b>+ 158,5</b>	- 188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986 .....	+ 75,9	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	<b>+ 229,9</b>	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987 .....	+ 50,5	+ 140,7	+ 17,1	+ 17,0	<b>+ 225,3</b>	- 170,4	+ 152,6	0,0	- 0,8	- 0,9	+ 162,0	+ 1,3	- 14,0	- 2,5	+ 72,6	+ 25,3
1988 .....	+ 61,1	+ 64,7	- 0,6	+ 21,0	<b>+ 146,2</b>	- 273,7	+ 280,7	- 8,0	- 0,1	- 1,2	+ 292,2	+ 31,3	- 89,6	- 13,5	- 89,8	+ 18,0
1989 .....	+ 61,9	+ 177,1	+ 59,5	+ 38,7	<b>+ 337,2</b>	- 277,2	+ 454,9	+ 3,1	- 3,5	+ 11,6	+ 327,1	+ 1,9	- 78,6	+ 18,6	+ 4,4	- 125,0
1990 .....	+ 9,0	+ 124,0	+ 150,3	- 15,0	<b>+ 268,2</b>	- 53,8	+ 123,9	- 10,6	+ 6,6	- 1,0	+ 249,4	+ 36,3	+ 4,0	- 7,1	- 40,1	- 39,4
1988 4 <sup>e</sup> trimestre ...	+ 31,5	+ 32,9	- 8,5	- 6,9	<b>+ 49,0</b>	- 8,1	+ 65,6	- 7,6	- 3,6	0,0	- 8,2	+ 2,5	- 25,5	+ 7,0	+ 3,2	+ 23,6
1989 1 <sup>er</sup> trimestre ...	- 23,0	+ 95,0	+ 2,0	+ 10,3	<b>+ 84,3</b>	- 45,2	+ 58,2	+ 2,6	- 9,5	+ 0,5	+ 211,3	- 9,2	- 54,3	- 3,9	+ 2,1	- 68,2
2 <sup>e</sup> trimestre ...	+ 83,7	- 37,1	- 1,1	+ 24,1	<b>+ 69,7</b>	- 74,0	+ 191,2	- 2,4	+ 3,1	+ 3,2	+ 42,5	- 2,6	- 15,0	- 5,9	- 8,0	- 62,4
3 <sup>e</sup> trimestre ...	- 88,0	+ 91,4	+ 64,5	+ 6,7	<b>+ 74,6</b>	- 186,9	+ 131,9	+ 2,0	+ 7,4	+ 1,6	+ 119,7	- 2,6	+ 30,8	+ 0,9	- 39,8	+ 9,8
4 <sup>e</sup> trimestre ...	+ 89,2	+ 27,7	- 5,9	- 2,4	<b>+ 108,6</b>	+ 28,9	+ 73,7	+ 0,7	- 4,4	+ 6,4	- 46,3	+ 16,3	- 40,2	+ 27,5	+ 50,2	- 4,2
1990 1 <sup>er</sup> trimestre ...	- 27,5	+ 100,4	+ 18,4	+ 34,0	<b>+ 125,3</b>	+ 30,1	- 93,1	- 1,9	- 5,4	- 8,5	+ 195,4	+ 17,9	+ 0,4	- 4,8	- 5,9	+ 1,2
2 <sup>e</sup> trimestre ...	+ 63,9	- 63,3	+ 58,6	- 19,3	<b>+ 40,0</b>	- 15,5	+ 94,1	- 0,5	+ 9,1	+ 13,1	- 8,3	+ 8,2	+ 4,1	- 5,4	- 44,8	- 14,1
3 <sup>e</sup> trimestre ...	- 103,7	+ 42,3	+ 49,5	- 9,6	<b>- 21,5</b>	- 108,0	+ 76,7	- 1,4	+ 0,9	- 4,9	+ 81,8	- 24,7	+ 1,6	+ 19,8	- 9,6	- 53,7
4 <sup>e</sup> trimestre ...	+ 76,2	+ 45,5	+ 23,7	- 20,0	<b>+ 124,4</b>	+ 39,7	+ 46,2	- 6,8	+ 2,1	- 0,7	- 19,6	+ 34,8	- 2,1	- 16,7	+ 20,2	+ 27,3

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1

<sup>1</sup> Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

<sup>2</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>3</sup> Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que le contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

<sup>4</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

<sup>5</sup> Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

<sup>6</sup> Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

<sup>7</sup> Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

<sup>8</sup> Y compris la dette indirecte de l'Etat.

<sup>9</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

<sup>10</sup> Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

<sup>11</sup> Y compris les variations comptables que le contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

### XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>1</sup> et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics <sup>6</sup>	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor <sup>2</sup>	Billets de la BNB	Stock de monnaie fiduciaire <sup>3</sup>	Auprès de la BNB <sup>4</sup>	Auprès des organismes publics <sup>5</sup>	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982 .....	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	<b>856,7</b>
1983 .....	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	<b>931,0</b>
1984 Ancienne série <sup>7</sup> .....	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	<b>934,2</b>
1984 Nouvelle série <sup>7</sup> .....	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	<b>913,4</b>
1985 .....	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	<b>964,7</b>
1986 .....	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,4	584,8	1.000,4	40,3	<b>1.040,7</b>
1987 .....	14,7	425,6	425,3	0,3	113,9	502,6	616,9	1.042,2	49,1	<b>1.091,3</b>
1988 .....	15,4	430,4	430,5	0,2	117,5	545,1	662,9	1.093,3	59,1	<b>1.152,4</b>
1989 Juin .....	16,1	434,6	435,4	0,4	143,4	591,5	735,3	1.170,7	42,4	<b>1.213,1</b>
Septembre .....	16,3	421,4	423,4	0,3	137,5	519,0	656,8	1.080,2	44,9	<b>1.125,1</b>
Décembre .....	16,3	442,5	438,8	0,4	140,9	575,0	716,2	1.155,1	59,2	<b>1.214,3</b>
1990 Mars .....	16,3	416,6	418,4	0,3	151,3	555,2	706,8	1.125,2	61,6	<b>1.186,8</b>
Juin .....	16,9	434,8	435,5	0,3	156,3	601,2	757,8	1.193,3	57,4	<b>1.250,7</b>
Septembre .....	17,3	415,5	418,0	0,3	148,3	525,2	673,8	1.090,9	56,2	<b>1.147,0</b>
Octobre .....	17,5	413,6	415,1	0,2	141,7	524,9	666,7	1.081,8	66,2	<b>1.148,0</b>
Novembre .....	17,6	415,0	416,8	0,2	135,2	539,3	674,7	1.091,5	55,6	<b>1.147,1</b>
Décembre .....	17,8	428,5	426,4	0,3	142,4	584,8	727,4	1.153,8	69,4	<b>1.223,3</b>
1991 Janvier .....	17,6	407,8	412,3	0,1	163,1	556,0	719,3	1.131,6	82,1	<b>1.213,7</b>
Février .....	17,6	409,4	412,4	0,2	142,6	553,8	696,6	1.109,0	86,0	<b>1.195,0</b>
Mars .....	17,8	418,1	419,8	0,2	143,4	578,6	722,2	1.142,0	99,5	<b>1.241,5</b>
Avril .....	18,0	416,3	417,9	0,1	158,7	596,4	755,2	1.173,1	90,5	<b>1.263,7</b>
Mai .....	18,3	428,6	430,5	0,1	138,5	585,6	724,3	1.154,8	95,6	<b>1.250,4</b>
Juin .....	18,3	445,2	445,4	0,3	161,9	632,3	794,5	1.239,9	89,0	<b>1.328,9</b>
Juillet .....	18,5	423,8	427,0	0,3	150,8	570,6	721,7	1.148,7	102,0	<b>1.250,6</b>
Août .....	18,5	423,4	426,8	0,3	153,7	555,2	709,2	1.136,0	102,5	<b>1.238,5</b>
Septembre .....	18,5	421,7	423,0	0,2	139,2	583,3	722,7	1.145,7	95,9	<b>1.241,6</b>
Octobre .....	18,3	422,3	423,9	0,1	135,3	558,5	693,9	1.117,8	122,3	<b>1.240,1</b>

<sup>1</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires, financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>2</sup> Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la BNB.

<sup>3</sup> Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la BNB détenus par les organismes et les banques.

<sup>4</sup> Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

<sup>5</sup> OCP et Crédit Communal de Belgique.

<sup>6</sup> Le compte ordinaire du Trésor à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

<sup>7</sup> La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

### XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période <sup>1</sup>			Variations <sup>2</sup>					
	BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger <sup>3</sup>	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger <sup>4</sup> (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger <sup>5</sup> (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)
				BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	
1983 .....	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0
1984 .....	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5
1985 .....	296,7	-1.019,8	- 723,1	- 3,5	-130,6	-134,1	+ 43,3	+ 10,8	-188,2
1986 .....	272,0	-1.086,3	- 814,3	- 6,3	-109,6	-115,9	+ 16,3	+ 3,1	-235,3
1987 .....	366,0	-1.182,5	- 816,5	+ 79,1	-133,1	- 54,0	+117,2	- 0,8	-170,4
1988 .....	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 25,5	-146,4	-120,8	+153,0	- 0,1	-273,7
1989 .....	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 82,2	-169,5	- 87,3	+193,4	- 3,5	-277,2
1990 .....	446,8	-1.479,6	-1.032,8	+ 16,5	+ 57,5	+ 74,0	+121,3	+ 6,6	- 53,9
1988 4 <sup>e</sup> trimestre .....	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 6,5	+ 30,6	+ 37,0	+ 48,7	- 3,6	- 8,1
1989 1 <sup>er</sup> trimestre .....	444,4	-1.490,3	-1.045,9	+ 64,2	-126,1	- 61,9	- 7,2	- 9,5	- 45,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	435,1	-1.489,7	-1.054,5	+ 4,8	- 82,2	- 77,5	- 6,6	+ 3,1	- 74,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	448,8	-1.633,2	-1.184,4	+ 11,9	- 90,4	- 78,5	+101,0	+ 7,4	-186,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 1,4	+129,3	+130,6	+106,2	- 4,4	+ 28,9
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	444,8	-1.473,5	-1.028,7	- 1,3	+ 33,2	+ 32,0	+ 7,3	- 5,4	+ 30,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	474,9	-1.527,0	-1.052,1	+ 36,2	- 42,1	- 5,9	+ 0,6	+ 9,1	- 15,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	446,6	-1.546,9	-1.100,3	- 20,5	- 13,6	- 34,1	+ 73,0	+ 0,9	-108,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	446,8	-1.479,6	-1.032,8	+ 2,1	+ 79,9	+ 82,0	+ 40,3	+ 2,1	+ 39,6

<sup>1</sup> Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

<sup>2</sup> Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères.

<sup>3</sup> Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs.

<sup>4</sup> Crédits mobilisés auprès des banques belges.

<sup>5</sup> Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

### XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE<sup>1</sup>

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Variations aux cours de change des réserves de transactions <sup>6</sup>
	Avoirs bruts au comptant					Engagements bruts au comptant				Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI <sup>2</sup>	CEE <sup>3</sup>	Monnaies étrangères	Accords internationaux <sup>4</sup>	Total	A vue <sup>5</sup>	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10) = (6) - (9)	(11)	
1985 .....	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	23,6	30,6	257,6	- 8,4
1986 .....	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	23,6	29,7	246,4	+ 7,2
1987 .....	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	23,6	28,9	342,1	+ 80,7
1988 .....	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	23,6	34,1	360,7	+ 25,2
1989 .....	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 12,3
1990 .....	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 16,5
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 0,5
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	51,5	41,4	116,1	228,2	2,9	440,1	6,5	23,6	30,1	410,0	+ 3,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	51,5	39,9	109,5	259,1	2,5	462,4	6,1	23,6	29,7	432,7	+ 28,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	23,6	30,7	406,0	- 18,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 3,6
Nouvelle série											
1991 .....	333,8	39,3	123,3	230,8	3,1	730,3	10,8	21,7	32,5	697,8	+ 17,5
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	21,4	31,2	705,4	- 4,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	363,7	39,8	106,3	226,5	3,2	739,5	7,1	21,4	28,5	711,0	+ 7,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	363,7	38,4	113,9	228,1	3,2	747,3	10,4	21,4	31,8	715,5	- 1,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	333,8	39,3	123,3	230,8	3,1	730,3	10,8	21,7	32,5	697,8	+ 15,5
1991 Janvier .....	363,7	38,3	105,4	223,1	3,5	734,0	6,5	21,4	27,9	706,0	- 4,0
Février .....	363,7	38,3	105,4	231,5	3,5	742,4	9,2	21,4	30,5	711,8	+ 6,2
Mars .....	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	21,4	31,2	705,4	- 6,4
Avril .....	363,7	39,3	106,3	224,4	3,5	737,2	11,2	21,4	32,6	704,7	+ 0,2
Mai .....	363,7	40,1	106,3	226,6	3,2	739,9	9,1	21,4	30,5	709,3	+ 5,3
Juin .....	363,7	39,8	106,3	226,5	3,2	739,5	7,1	21,4	28,5	711,0	+ 1,8
Juillet .....	363,7	38,9	113,9	226,4	3,2	746,2	7,6	21,4	29,0	717,2	+ 0,2
Août .....	363,7	38,4	113,9	228,1	3,1	747,3	7,8	21,4	29,2	718,1	+ 1,1
Septembre .....	363,7	38,4	113,9	228,1	3,2	747,3	10,4	21,4	31,8	715,5	- 2,4
Octobre .....	363,7	38,0	111,3	231,3	3,1	747,5	7,4	21,4	28,8	718,7	+ 7,0
Novembre .....	363,7	37,5	111,3	232,8	3,1	748,4	10,0	21,4	31,4	716,9	- 1,8
Décembre .....	333,8	39,3	123,3	230,8	3,1	730,3	10,8	21,7	32,5	697,8	+ 10,3
1992 Janvier .....	333,8	39,0	102,2	230,1	3,1	708,2	11,7	21,7	33,4	674,8	- 13,1

<sup>1</sup> Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la BNB. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

<sup>2</sup> Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du FMI et que la BNB a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la BNB pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Comprendent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le FECOM au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la BNB.

<sup>4</sup> Comprendent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la CEE et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la BNB.

<sup>5</sup> Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la BNB en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

<sup>6</sup> Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

### XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

#### ACTIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
<b>Encaisse en or</b> .....	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,5	51,5
<b>Fonds Monétaire International :</b>									
Participation .....	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8	16,6	15,9
Prêts .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux .....	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,6	19,1
<b>Ecus</b> .....	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	118,6	109,1
<b>Monnaies étrangères</b> .....	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	221,9	236,1
<b>Monnaies étrangères et or à recevoir :</b>									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6	27,4	31,9
Autres .....	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ecus à recevoir :</b>									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres .....	—	—	—	—	—	—	—	3,0	0,8
<b>Accords internationaux</b> .....	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,4	3,4
<b>Avances au FMI</b> .....	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	0,0	0,0	0,0
<b>Dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR</b> .....	—	—	—	—	—	—	3,2	4,9	4,9
<b>Fonds Européen de Coopération Monétaire...</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>CEE : Concours financier à moyen terme</b> .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Débiteurs pour change et or à terme</b> .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	0,0
<b>Effets de commerce</b> .....	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7	33,2	30,3
<b>Avances sur nantissement :</b>									
Organismes régis par une loi spéciale .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé ...	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,5	3,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes .....	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	0,0
Autres institutions du secteur public .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3
Entreprises privées et publiques, et particuliers .....	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Effets publics :</b>									
Effets publics belges .....	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Concours spécial au Fonds des Rentes</b> .....	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	66,5	36,7
<b>Monnaies divisionnaires et d'appoint</b> .....	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,7	0,9
<b>Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :</b>									
Compte A .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B .....	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,9	2,6
<b>Créance consolidée sur l'Etat</b> .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
<b>Bons du Trésor spéciaux</b> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972</b> .....	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,2	3,2
<b>Valeurs à recevoir</b> .....	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5	6,0	0,8
<b>Fonds publics</b> .....	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8	26,2	30,6
<b>Immeubles, matériel et mobilier</b> .....	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1	10,0	10,7
<b>Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
<b>Comptes transitoires</b> .....	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5	19,1	19,9
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>663,0</b>	<b>731,1</b>	<b>698,4</b>	<b>653,9</b>	<b>624,5</b>	<b>652,2</b>	<b>657,9</b>	<b>712,0</b>	<b>682,7</b>

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.



### XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

#### PASSIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
<b>Billets en circulation</b> .....	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4	442,5	428,5
<b>Comptes courants :</b>									
Trésor public, compte ordinaire .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers, entreprises et particuliers .....	1,4	1,3	1,5	1,2	0,5	1,3	0,9	1,0	0,5
Banques à l'étranger et institutions internationales .....	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9	2,1	5,9
<b>Valeurs à payer</b> .....	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2	17,5	9,6
<b>Accords d'aide financière</b> .....	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,7
<b>Fonds Monétaire International :</b>									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
<b>Fonds Européen de Coopération Monétaire</b> ...	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ecus à livrer :</b>									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0	121,6	109,9
Autres .....	—	—	—	1,4	—	—	—	—	—
<b>Réserve monétaire :</b>									
Belgique .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Monnaies étrangères et or à livrer :</b>									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres .....	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	6,8	3,4	1,1
<b>Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
<b>Comptes transitaires</b> .....	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3	10,8	11,2
<b>Réserve indisponible de plus-values sur or</b> ...	—	—	—	—	—	—	—	54,8	54,8
<b>Capital</b> .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>Fonds de Réserve :</b>									
Réserve statutaire .....	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4
Réserve extraordinaire .....	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9	18,3	20,8
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6	9,5	10,1
<b>Bénéfice net à répartir</b> .....	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2
<b>Total du passif</b> ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0	682,7

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

### XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

	1990 31 déc.	1991 31 déc.
<b>ACTIF</b>		
Or .....	363,7	333,8
Monnaies étrangères .....	231,7	230,8
Droits de tirage spéciaux (DTS) .....	17,3	18,4
Participation au FMI .....	14,4	16,4
Prêts au FMI .....	—	—
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR.....	4,4	4,5
Ecus .....	108,5	110,6
FECOM : Financements à très court et à court terme .....	—	12,6
CEE : Soutien financier à moyen terme .....	—	—
Accords internationaux .....	3,4	3,1
Avances sur nantissement .....	3,3	43,9
Effets de commerce .....	30,3	18,4
Effets achetés sur le marché .....	—	17,7
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire .....	—	42,6
Avances au Fonds des Rentes .....	—	—
Avances à l'Etat belge .....	107,7	0,0
Avances à l'Etat luxembourgeois .....	—	—
Monnaies .....	0,9	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :		
Compte A .....	0,0	0,0
Compte B .....	2,6	3,8
Placements statutaires (art. 21) .....	30,6	34,2
Immeubles, matériel et mobilier .....	10,7	11,2
Autres actifs .....	0,2	0,5
Comptes de régularisation .....	7,0	6,9
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>936,7</b>	<b>910,2</b>
<b>PASSIF</b>		
Billets en circulation .....	428,5	431,5
Comptes courants en francs :		
Trésor .....	0,0	—
Autres .....	6,4	7,1
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire .....	—	4,2
Comptes courants en monnaies étrangères .....	0,0	0,0
Accords d'aide financière .....	2,6	3,8
Contrepartie des DTS alloués .....	21,4	21,7
FECOM : Financements à très court et à court terme .....	—	—
Réserve indisponible de plus-values sur or .....	54,8	54,8
Autres passifs .....	8,6	2,4
Comptes de régularisation .....	0,3	0,1
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères.....	368,7	336,0
Provision pour immeubles, matériel et mobilier.....	1,9	1,4
Provision sociale pour risques divers .....	8,5	8,7
Capital .....	0,4	0,4
Fonds de réserve :		
Réserve statutaire .....	2,4	2,5
Réserve extraordinaire .....	20,8	23,5
Compte d'amortissement d'immeubles, de matériel et de mobilier .....	10,1	10,6
Bénéfice net à répartir .....	1,2	1,3
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>936,7</b>	<b>910,2</b>

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

### XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1991 10 juin	1991 8 juillet	1991 5 août	1991 9 sept.	1991 7 oct.	1991 4 nov.	1991 9 déc.	1992 6 janvier
<b>ACTIF</b>								
Or .....	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	333,8
Monnaies étrangères .....	225,9	225,6	226,6	226,9	230,2	231,4	228,8	232,6
Droits de tirage spéciaux (DTS) .....	18,7	18,0	17,6	17,7	17,6	17,3	17,4	18,1
Participation au FMI .....	16,9	16,9	16,9	16,3	16,3	16,3	15,7	16,4
Prêts au FMI .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,5
Écus .....	106,3	113,9	113,9	113,9	113,9	111,3	111,3	110,6
FECOM : Financements à très court et à court terme .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,6
CEE : Soutien financier à moyen terme .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux .....	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,1	3,1	3,1
Avances sur nantissement .....	35,5	45,2	45,6	35,3	44,1	41,1	44,9	38,7
Effets de commerce .....	19,0	17,6	18,2	30,7	17,8	22,4	20,5	18,1
Effets achetés sur le marché .....	17,5	17,5	17,4	11,1	18,6	11,8	7,8	20,7
Créances suite à d'autres interventions sur le mar- ché monétaire .....	69,9	71,3	53,6	53,2	41,2	48,5	52,5	40,8
Avances au Fonds des Rentes .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances à l'Etat belge .....	0,1	0,1	0,1	0,1	3,6	0,0	3,9	0,0
Avances à l'Etat luxembourgeois .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies .....	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B .....	3,0	2,9	3,0	3,8	4,0	4,0	3,9	3,8
Placements statutaires (art. 21) .....	33,9	33,9	33,9	33,9	33,9	33,9	33,9	33,9
Immeubles, matériel et mobilier .....	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
Comptes divers .....	5,7	6,0	7,0	7,8	8,4	8,9	10,1	10,9
	935,2	951,6	936,7	933,3	932,6	929,6	933,3	910,1
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	430,7	445,0	428,4	423,6	424,8	421,9	423,8	427,9
Comptes courants en francs :								
Trésor .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres .....	5,9	6,3	4,8	4,5	4,9	5,5	5,4	7,1
Engagements suite à des interventions sur le mar- ché monétaire .....	4,0	2,6	3,5	1,0	2,3	3,0	1,2	5,3
Comptes courants en monnaies étrangères .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière .....	3,0	2,9	3,0	3,8	4,0	4,0	3,9	3,8
Contrepartie des DTS alloués .....	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,7
FECOM : Financements à très court et à court terme .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve indisponible de plus-values sur or .....	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8
Différences d'évaluation sur or et monnaies étran- gères .....	363,8	369,7	369,7	369,6	368,9	365,5	366,0	335,7
Capital .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement .....	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5
Comptes divers .....	17,7	15,0	17,3	20,6	17,6	19,6	23,0	19,9
	935,2	951,6	936,7	933,3	932,6	929,6	933,3	910,1

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

### XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : OCP.

	Nombre de comptes	Avoir global <sup>1</sup>	Avoirs des particuliers <sup>2</sup>	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) <sup>3</sup>	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1984 .....	1.261	247,1	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985 .....	1.257	256,4	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986 .....	1.232	286,8	95,4	500,2	966,3	495,7	966,3	2.928,5	97
1987 .....	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988 .....	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989 .....	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1990 .....	1.142	325,7	109,4	574,6	1.129,2	574,1	1.129,2	3.407,0	98
1991 .....	1.154	308,1	103,2	621,4	1.205,6	622,0	1.205,6	3.654,6	98
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.147	285,8	105,5	514,0	958,6	509,7	958,6	2.940,8	98
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.146	321,4	114,2	602,1	1.275,9	596,1	1.275,9	3.749,9	98
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.143	349,1	115,3	621,5	1.191,1	603,0	1.191,1	3.606,6	98
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.142	318,7	106,4	536,5	1.050,0	558,3	1.050,0	3.194,8	98
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.142	313,7	102,2	538,3	999,7	538,9	999,7	3.076,7	98
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.145	307,6	106,8	657,1	1.371,9	667,4	1.371,9	4.068,2	98
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.145	316,3	104,3	673,7	1.313,6	660,7	1.316,6	3.961,9	98
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.149	311,3	104,0	576,1	1.084,8	581,7	1.084,8	3.327,4	98
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.154	297,5	97,7	578,6	1.052,2	578,1	1.052,2	3.261,1	98
1990 Décembre .....	1.142	314,5	101,7	544,4	956,9	538,0	956,9	2.996,1	98
1991 Janvier .....	1.144	328,2	104,0	646,1	1.275,9	634,0	1.275,9	3.831,8	98
Février .....	1.145	306,1	113,2	651,4	1.349,1	673,8	1.349,1	4.023,4	98
Mars .....	1.145	288,2	103,9	673,9	1.490,6	694,4	1.490,6	4.349,5	98
Avril .....	1.145	338,1	102,8	710,6	1.341,3	665,6	1.341,3	4.059,9	99
Mai .....	1.145	308,1	107,9	670,4	1.347,1	693,9	1.347,1	4.058,5	98
Juin .....	1.145	303,0	102,1	640,0	1.252,3	622,8	1.252,3	3.767,3	98
Juillet .....	1.148	349,7	104,3	642,8	1.153,4	655,2	1.153,4	3.604,8	98
Août .....	1.149	294,1	105,1	554,4	1.044,7	553,4	1.044,7	3.197,1	98
Septembre .....	1.149	289,4	102,6	531,1	1.056,0	536,6	1.056,2	3.180,1	97
Octobre .....	1.150	316,8	96,2	594,7	1.095,1	599,8	1.095,1	3.384,7	98
Novembre .....	1.152	275,4	102,5	563,0	1.105,9	574,4	1.105,9	3.349,2	98
Décembre .....	1.154	299,5	94,7	578,1	955,6	560,2	955,6	3.049,5	98

<sup>1</sup> Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.  
<sup>2</sup> Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

<sup>3</sup> Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

### XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES<sup>1</sup>

(milliards de francs)

#### Actif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 oct.	1991 31 oct.	1990 30 nov.	1991 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, CNCP .....	16,2	16,7	21,4	21,5	16,1	17,6	15,6	16,6
Prêts au jour le jour .....	260,9	265,8	353,6	359,9	329,8	409,0	323,0	444,8
Banquiers .....	2.562,7	2.792,1	2.800,6	2.962,4	3.047,7	2.949,3	3.053,7	2.895,7
Maison-mère, succursales et filiales .....	1.627,8	1.897,9	1.989,1	2.098,4	1.739,7	2.699,7	1.885,1	2.288,8
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	68,3	65,9	112,1	86,1	83,8	104,2	79,4	113,6
Portefeuille-effets .....	1.169,5	1.105,5	1.166,7	1.196,3	1.301,7	981,2	1.291,9	981,3
a) Effets publics .....	901,4	838,4	917,6	980,8	1.067,5	742,0	1.069,0	739,2
b) Effets commerciaux <sup>a</sup> .....	268,1	267,1	249,1	215,5	234,2	239,2	222,9	242,1
Reports et avances sur titres .....	5,4	6,1	8,5	2,3	3,3	4,9	3,7	9,1
Débiteurs par acceptations .....	39,0	44,5	45,8	45,5	47,2	64,5	45,0	68,8
Débiteurs divers .....	2.106,0	2.476,1	2.992,8	3.181,3	3.099,4	3.445,2	3.144,7	3.407,0
Valeurs mobilières .....	1.629,0	1.762,5	1.752,7	1.877,6	1.847,0	2.028,4	1.874,1	2.040,0
a) Fonds publics belges .....	1.086,2	1.135,2	1.117,2	1.176,4	1.158,3	1.268,9	1.175,1	1.285,1
b) Autres titres d'emprunt .....	510,0	581,8	580,2	649,7	635,0	706,6	646,8	696,3
c) Actions et parts de sociétés .....	16,1	15,6	17,2	12,7	15,9	14,4	15,9	14,2
d) Autres valeurs mobilières .....	16,7	29,9	38,1	38,8	37,8	38,5	36,3	44,4
Valeurs de la réserve légale .....	5,6	5,5	6,6	6,7	6,7	7,9	6,7	8,0
Participations .....	48,7	73,0	89,0	82,8	86,3	89,7	86,2	90,5
a) Filiales .....	32,8	46,5	67,2	63,9	67,0	65,0	66,9	65,7
b) Autres participations .....	15,9	26,5	21,8	18,9	19,3	24,7	19,3	24,8
Frais de constitution et de premier établissement	2,8	3,2	3,6	3,7	3,9	3,8	3,9	3,8
Immeubles .....	27,5	33,1	35,6	42,0	42,7	48,9	42,7	49,1
Participations dans les filiales immobilières .....	2,3	2,6	2,1	2,1	2,2	2,1	2,2	2,0
Créances sur les filiales immobilières .....	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1	0,3	0,1
Matériel et mobilier .....	10,7	11,3	12,5	12,8	13,6	13,8	13,6	13,6
Divers .....	271,4	392,3	458,6	509,8	471,8	483,4	489,2	473,3
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>9.854,0</b>	<b>10.954,2</b>	<b>11.851,5</b>	<b>12.491,4</b>	<b>12.143,2</b>	<b>13.353,7</b>	<b>12.361,0</b>	<b>12.906,1</b>
<sup>a</sup> La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la BNB et des autres institutions publiques de crédit .....	53,0	45,7	47,8	48,1	48,1	37,3	48,0	37,6
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	1,5	16,5	12,7	14,6		14,1	

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

### XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES<sup>1</sup>

(milliards de francs)

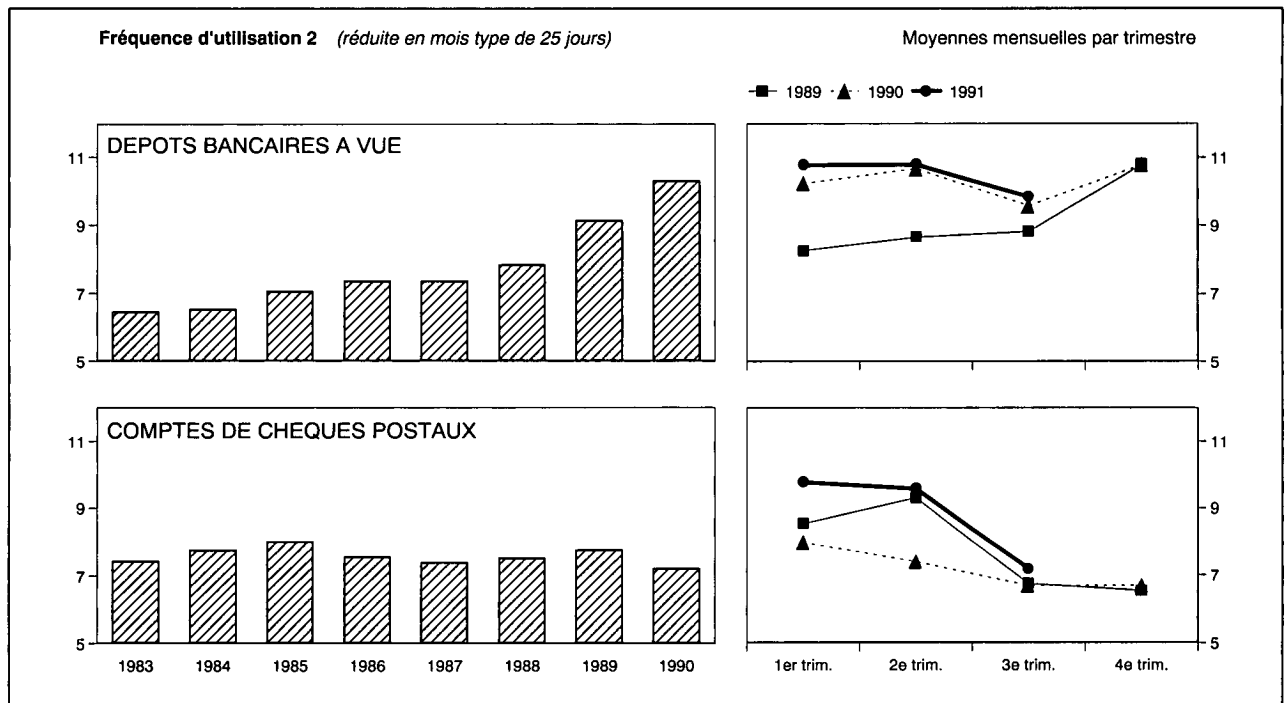
#### Passif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 oct.	1991 31 oct.	1990 30 nov.	1991 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles ....	33,7	9,6	21,8	15,0	16,4	88,8	13,8	84,2
a) Créanciers garantis par des privilèges ....	9,0	9,2	10,4	9,4	6,3	5,7	6,2	5,6
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	24,7	0,4	11,4	5,6	10,1	83,1	7,6	78,6
Emprunts au jour le jour .....	365,2	448,0	445,9	472,4	480,1	555,4	522,3	595,8
Banquiers .....	4.684,7	4.856,4	4.841,1	4.913,1	4.785,5	4.903,0	4.940,0	4.673,7
Maison-mère, succursales et filiales .....	940,7	1.344,0	1.557,7	1.704,2	1.469,6	1.964,5	1.494,3	1.774,2
Acceptations .....	39,0	44,5	45,8	45,5	47,2	64,5	45,0	68,8
Autres valeurs à payer à court terme .....	81,4	69,5	113,1	76,5	79,2	93,9	87,9	98,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	4,9	5,4	5,2	3,1	3,0	2,8	3,2	2,8
Dépôts et comptes courants .....	2.647,8	2.983,8	3.410,0	3.628,6	3.646,9	3.859,1	3.636,0	3.796,1
a) A vue .....	662,4	731,1	812,7	780,2	733,7	790,5	733,2	798,5
b) A un mois au plus .....	675,7	734,7	896,3	976,0	1.008,4	1.079,7	1.032,5	1.005,0
c) A plus d'un mois .....	520,3	637,2	720,7	969,1	1.038,3	1.110,5	1.001,9	1.117,9
d) A plus d'un an .....	28,3	30,1	22,8	23,6	27,9	25,8	24,5	25,6
e) A plus de deux ans .....	58,7	70,0	80,0	85,8	86,6	83,0	86,7	81,0
f) Carnets de dépôts .....	698,3	776,4	873,5	767,2	730,8	699,3	732,8	694,9
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	4,1	4,3	4,0	26,7	21,2	70,3	24,4	73,2
Obligations et bons de caisse .....	461,6	470,7	533,4	690,8	663,9	800,5	673,5	806,1
Montants à libérer sur titres et participations ..	1,4	1,5	2,0	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9
Divers .....	335,9	416,2	504,4	550,1	564,6	578,3	555,3	557,2
<i>Total de l'exigible ...</i>	9.596,3	10.649,6	11.480,4	12.101,1	11.758,3	12.912,7	11.973,2	12.459,6
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés .....	68,3	87,1	94,7	101,8	95,9	128,0	98,4	134,3
<i>Non exigible :</i>								
Capital .....	91,0	98,2	119,2	144,7	144,1	156,7	144,5	155,7
Fonds indisponible par prime d'émission .....	12,9	13,4	22,8	23,4	23,3	26,9	23,4	26,8
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	5,2	5,5	6,5	7,0	7,0	8,3	7,0	8,3
Réserve disponible .....	44,5	47,5	55,5	56,0	56,8	63,8	56,8	63,8
Autres réserves .....	22,8	40,0	52,8	44,0	44,0	43,5	43,7	43,5
Provisions .....	13,0	12,9	19,6	13,4	13,8	13,8	14,0	14,1
<i>Total du non exigible ...</i>	189,4	217,5	276,4	288,5	289,0	313,0	289,4	312,2
<b>Total du passif ...</b>	<b>9.854,0</b>	<b>10.954,2</b>	<b>11.851,5</b>	<b>12.491,4</b>	<b>12.143,2</b>	<b>13.353,7</b>	<b>12.361,0</b>	<b>12.906,1</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX<sup>1</sup>



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs à l'OCP <sup>4</sup>	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs à l'OCP <sup>4</sup>
1983 .....	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984 .....	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985 .....	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986 .....	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987 .....	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988 .....	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989 .....	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1990 .....	4.648,3	922,8	5.571,1	10,44	10,31	7,21
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	3.877,7	783,0	4.660,7	9,05	8,82	6,73
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4.885,7	775,5	5.661,2	10,80	10,80	6,52
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4.581,4	1.065,3	5.646,7	10,50	10,24	7,98
2 <sup>e</sup> trimestre .....	4.735,1	1.000,8	5.735,9	10,53	10,67	7,50
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.390,0	835,4	5.225,4	9,69	9,57	6,67
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4.886,9	789,8	5.676,7	11,05	10,79	6,68
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4.823,2	1.178,6	6.001,8	10,91	10,77	9,76
2 <sup>e</sup> trimestre .....	5.124,7	1.141,5	6.266,2	10,64	10,78	9,57
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.645,5	856,0	5.501,5	10,25	9,85	7,19
1990 Novembre .....	4.373,8	863,0	5.236,8	9,95	9,95	7,14
Décembre .....	5.737,3	764,8	6.502,1	12,20	12,20	6,72
1991 Janvier .....	4.901,2	1.031,7	5.932,9	11,16	10,73	8,78
Février .....	4.842,1	1.226,1	6.068,2	10,51	10,95	9,54
Mars .....	4.726,4	1.278,0	6.004,4	11,05	10,63	11,00
Avril .....	5.015,4	1.090,9	6.106,3	10,78	10,78	9,26
Mai .....	5.228,8	1.238,7	6.467,5	10,56	11,00	10,03
Juin .....	5.129,9	1.095,0	6.224,9	10,57	10,57	9,39
Juillet .....	4.987,3	812,1	5.799,4	10,90	10,09	6,80
Août .....	4.224,8	832,6	5.057,4	9,54	9,18	6,95
Septembre .....	4.724,4	923,2	5.647,6	10,26	10,26	7,81
Octobre .....	4.923,9	813,7	5.737,6	11,81	10,93	7,27
Novembre .....	4.876,6	968,9	5.845,5	10,20	10,62	8,32

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

**Références bibliographiques :** *Rapports annuels de la BNB — Moniteur belge : Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'INS — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation : XL<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX<sup>e</sup> année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.**

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la BNB	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la BNB	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1980 .....	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981 .....	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 .....	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 .....	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 .....	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 .....	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 .....	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 .....	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6
1988 Septembre .....	44,5	142,2	0,0	0,0	77,5	5,6	0,0	98,9
Décembre .....	46,7	124,1	0,0	0,0	50,9	10,9	0,0	106,6
1989 Mars .....	55,8	69,5	0,0	0,0	68,9	0,0	0,0	52,0
Juin .....	49,9	78,9	0,0	0,0	67,2	0,0	0,0	56,5
Septembre .....	55,0	69,3	0,0	0,0	67,6	0,0	0,0	47,9
Décembre .....	79,9	66,5	0,0	0,0	64,1	6,6	5,3	66,5
1990 Janvier .....	84,7	13,2	0,0	0,0	69,4	0,0	8,6	13,2
Février .....	89,4	15,4	0,0	0,0	63,9	0,0	19,3	15,4
Mars .....	60,7	30,7	0,0	0,0	47,0	0,0	8,9	30,7
Avril .....	64,0	22,1	0,0	0,0	50,3	0,0	7,9	22,1
Mai .....	53,8	46,4	0,0	0,0	61,8	0,0	0,0	32,2
Juin .....	52,8	24,6	0,0	0,0	68,3	0,0	0,0	4,7
Juillet .....	51,5	52,7	0,0	0,0	71,8	0,0	0,0	26,1
Août .....	58,9	22,9	0,0	0,0	46,0	0,0	7,9	22,9
Septembre .....	53,0	5,5	0,0	0,0	33,6	0,8	13,5	5,5
Octobre .....	43,6	38,3	0,0	0,0	56,4	0,0	0,0	20,4
Novembre .....	42,3	33,5	0,0	0,0	50,5	1,3	0,0	18,8
Décembre .....	41,9	65,0	0,0	0,0	58,8	7,7	0,0	36,7



**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages<sup>1</sup>**

Source : CGER.

Périodes	Dépôts <sup>2</sup>				Bons d'épargne <sup>3</sup>	Total
	Versements <sup>4</sup>	Remboursements	Excédents ou déficits	Solde <sup>5</sup>	Montant en circulation	
					(1)	(2)
1982 .....	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983 .....	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984 .....	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985 .....	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986 .....	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987 .....	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1988 .....	2.410,0	2.372,6	37,4	662,3	279,8	942,1
1989 .....	.	.	64,6	727,0	283,6	1.010,6
1990 .....	.	.	- 25,3	722,5	333,3	1.055,8
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	.	.	- 5,4	696,3	287,2	983,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	.	.	30,7	727,0	283,6	1.010,6
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	.	.	- 31,8	716,1	289,1	1.005,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	.	.	- 5,0	711,1	310,1	1.021,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	.	.	- 24,5	686,5	324,8	1.011,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	.	.	+ 36,0	722,5	333,3	1.055,8
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	.	.	- 14,6	707,9	361,0	1.068,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	.	.	+ 6,7	714,6	370,9	1.085,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	.	.	+ 3,9	718,5	378,7	1.097,2
1990 Novembre .....	.	.	+ 4,9	687,7	330,1	1.017,8
Décembre .....	.	.	+ 34,8	722,5	333,3	1.055,8
1991 Janvier .....	.	.	- 4,0	718,5	341,2	1.059,7
Février .....	.	.	- 8,4	710,1	354,8	1.064,9
Mars .....	.	.	- 2,2	707,9	361,0	1.068,9
Avril .....	.	.	+ 5,8	713,7	363,3	1.077,0
Mai .....	.	.	- 1,0	712,7	367,0	1.079,7
Juin .....	.	.	+ 1,9	714,6	370,9	1.085,5
Juillet .....	.	.	+ 14,8	729,4	374,0	1.103,4
Août .....	.	.	- 14,0	715,4	375,0	1.090,7
Septembre .....	.	.	+ 3,1	718,5	378,7	1.097,2
Octobre .....	.	.	+ 1,0	719,5	381,9	1.101,4
Novembre .....	.	.	+ 2,6	722,1	386,6	1.108,7

<sup>1</sup> Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

<sup>2</sup> Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

<sup>3</sup> Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

<sup>4</sup> Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

<sup>5</sup> Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1990 les intérêts capitalisés s'élèvent à 23,1 milliards.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I<sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990
<b>ACTIF</b>			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux .....	7,8	9,7	7,6
Prêts au jour le jour .....	5,8	7,0	11,2
Banquiers .....	153,2	169,1	216,8
Filiales .....	0,3	1,2	4,6
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	2,7	2,5	1,8
Portefeuille-effets .....	217,2	198,5	182,0
a) effets publics .....	(208,3)	(189,4)	(173,7)
b) effets commerciaux .....	(8,8)	(9,1)	(8,2)
Reports et avances sur titres .....	0,9	0,5	0,2
Débiteurs par acceptation .....	0,3	0,1	0,1
Débiteurs divers .....	446,1	509,1	545,3
Valeurs mobilières .....	449,9	518,5	528,4
a) fonds publics belges .....	(400,3)	(461,8)	(463,1)
b) autres titres d'emprunts .....	(43)	(50,2)	(59,0)
c) autres valeurs mobilières .....	(0,4)	(0,5)	(0,8)
Participations .....	1,7	2,6	3,5
a) filiales .....	(0,7)	(1,0)	(2,1)
b) autres participations .....	(1,0)	(1,6)	(1,3)
Immeubles .....	12,0	11,6	11,5
Matériel et mobilier .....	1,4	1,6	1,4
Divers .....	63,3	77,4	71,4
Compte de résultats : perte de l'exercice .....	—	—	—
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>1.362,6</b>	<b>1.509,4</b>	<b>1.585,8</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>EXIGIBLE</b>			
Créanciers couverts par des sûretés .....	1,1	1,8	1,3
a) créanciers garantis par des privilèges .....	(1,1)	(1,8)	(1,3)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	(0,0)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour .....	5,7	12,4	17,4
Banquiers .....	175,3	211,8	221,1
Filiales .....	—	—	1,4
Acceptations .....	0,3	0,1	0,1
Autres valeurs à payer à court terme .....	6,9	7,7	7,3
Dépôts et comptes courants .....	765,9	835,6	852,3
a) à vue et à un mois au plus .....	(626,2)	(674,7)	(642,5)
b) à plus d'un mois .....	(139,7)	(160,9)	(209,8)
Obligations et bons de caisse .....	279,8	283,6	333,3
Divers .....	97,0	118,5	103,4
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>1.332,0</b>	<b>1.471,5</b>	<b>1.537,6</b>
<b>EXIGIBLE SPECIAL</b>			
Emprunts subordonnés .....	2,8	4,4	12,9
<b>NON EXIGIBLE</b>			
Fonds de réserve .....	26,2	31,7	33,5
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice .....	1,6	1,8	1,8
<b>Total du passif ...</b>	<b>1.362,6</b>	<b>1.509,4</b>	<b>1.585,8</b>

<sup>1</sup> L'entité I comprend la Caisse d'épargne.



## XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<b>ACTIF</b>									
IMMOBILISE .....	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
<b>DISPONIBLE ET REALISABLE :</b>									
Placements provisoires .....	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1	45,4	51,5
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge .....	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6	81,1	77,1
2. garantis par banques et organismes financiers .....	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7	3,4	2,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution .....	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9	134,7	158,8
Crédits commerciaux .....	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6	14,4	25,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0	13,7	12,7
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux .....	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6	88,3	82,8
Autres <sup>1</sup> .....	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0	2,7	3,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. Opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes .....	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2	44,6	47,5
2. Autres <sup>2</sup> .....	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Banquiers .....	—	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6	—	—
Débiteurs divers .....	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9	9,7	11,1
Fonds publics et participations .....	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6	58,9	52,8
Divers .....	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9	16,0	15,5
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>404,5</b>	<b>410,8</b>	<b>436,3</b>	<b>461,4</b>	<b>487,7</b>	<b>503,1</b>	<b>521,5</b>	<b>514,5</b>	<b>543,3</b>
<b>PASSIF</b>									
NON EXIGIBLE .....	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9	11,6	11,6
EXIGIBLE SPECIAL .....	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
<b>EXIGIBLE :</b>									
Obligations .....	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9	138,9	110,0
Bons de caisse .....	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7	140,5	170,6
Dépôts et emprunts divers .....	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3	125,0	155,9
Effets réescomptés .....	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7	7,4	8,4
Banquiers .....	—	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2	—	—
Créditeurs divers .....	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6	23,0	17,7
Provisions pour charge et risques divers .....	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3	9,9	7,4
Amortissement sur agios portefeuilles-titres .....	—	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3	—	—
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3	44,7	47,6
2. Autres <sup>3</sup> .....	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5
Divers .....	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,6	13,0	13,1
<b>Total du passif ...</b>	<b>404,5</b>	<b>410,8</b>	<b>436,3</b>	<b>461,4</b>	<b>487,7</b>	<b>503,1</b>	<b>521,5</b>	<b>514,5</b>	<b>543,3</b>

<sup>1</sup> Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

<sup>2</sup> Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

<sup>3</sup> Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES  
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1<sup>er</sup> DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**a) Situation globale des banques d'épargne**

(milliards de francs)

**Actif**

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 oct.	1991 31 oct.	1990 30 nov.	1991 30 nov.
Caisse, BNB, Chèques Postaux .....	3,3	3,5	4,0	4,1	3,5	3,9	3,4	3,5
Prêts au jour le jour .....	4,5	3,4	5,0	12,2	7,1	20,3	9,6	17,5
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers .....	101,0	144,5	140,8	223,7	184,3	216,3	210,6	262,1
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois) .....	7,8	7,8	8,4	8,7	6,7	8,6	6,6	7,0
Effets de commerce et factures .....	4,4	4,3	5,2	5,0	5,3	4,9	4,9	4,9
Débiteurs par acceptations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,4
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires .....	179,2	213,8	254,8	314,4	309,3	367,9	309,4	347,1
Portefeuille-titres et participations .....	744,8	849,7	891,0	934,4	915,3	972,4	911,9	974,6
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus .....	(75,5)	(73,4)	(96,2)	(92,8)	(83,1)	(92,6)	(82,4)	(107,9)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 <sup>er</sup> , 4 <sup>o</sup> , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(374,1)	(449,9)	(442,1)	(494,2)	(492,0)	(553,8)	(491,8)	(534,9)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(193,3)	(188,9)	(174,3)	(162,1)	(155,7)	(150,3)	(155,5)	(155,5)
c) Obligations de sociétés belges .....	(21,5)	(22,3)	(23,1)	(20,8)	(22,0)	(19,3)	(20,8)	(19,7)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges .....	(15,1)	(16,2)	(16,4)	(19,2)	(17,6)	(20,6)	(17,7)	(20,6)
e) Autres valeurs .....	(65,3)	(99,0)	(138,9)	(145,3)	(144,9)	(135,8)	(143,7)	(136,0)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires .....	307,1	338,2	346,9	389,5	380,3	417,7	384,6	420,1
Actionnaires ou sociétaires .....	2,5	2,4	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Débiteurs divers .....	7,7	8,8	9,0	12,0	19,5	17,5	16,1	14,6
Divers .....	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable ...	1.362,6	1.576,7	1.667,3	1.906,4	1.833,6	2.032,2	1.859,5	2.054,1
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles .....	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Immeubles et terrains .....	9,6	10,1	10,1	11,5	10,8	12,0	11,0	12,0
Leasing immobilier .....	1,3	1,6	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9
Matériel et mobilier .....	2,6	2,9	2,7	2,6	2,8	2,8	2,9	2,8
Leasing mobilier .....	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Cautionnements imposés par la loi .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé ...	13,7	14,8	13,7	15,3	14,9	16,1	15,1	16,1
Comptes transitoires <sup>1</sup> .....	60,5	63,0	78,9	89,0	86,4	87,1	92,0	91,8
Total de l'actif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.934,9	2.135,4	1.966,6	2.162,0
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 <sup>er</sup> des dispositions coordonnées ..	1.334,0	1.540,4	1.618,0	1.862,2	1.778,8	1.936,4	1.807,9	1.987,9
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.315,8	1.515,6	1.591,7	1.836,1	1.755,4	1.860,6	1.785,7	1.960,9

<sup>1</sup> Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES  
REGIÉS PAR LE CHAPITRE I<sup>er</sup> DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**a) Situation globale des banques d'épargne**

(milliards de francs)

**Passif**

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 oct.	1991 31 oct.	1991 30 nov.	1991 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 <sup>er</sup> des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans .....	710,4	803,3	859,7	930,4	891,4	999,5	897,2	1.007,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	171,2	212,8	203,8	275,0	270,5	309,6	274,2	311,5
c) de cinq ans ou plus .....	232,0	210,7	162,5	168,0	170,9	179,7	169,7	180,0
Réserves techniques .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution .....	6,5	6,7	7,0	7,6	7,5	8,2	7,5	8,2
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	3,1	3,0	3,4	3,2	2,3	1,6	2,2	1,9
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	0,1	1,3	0,5	3,8	0,3	1,8	1,5	1,1
b) auprès de la BNB .....	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	6,9	0,0	3,1
c) auprès d'autres intermédiaires financiers ....	158,1	250,3	329,6	411,6	371,9	371,8	389,9	385,7
Acceptations .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,4
Mobilisation d'actifs .....	0,6	0,4	1,2	0,1	0,1	11,3	0,1	15,9
Autres engagements à un mois maximum .....	3,5	3,5	3,9	5,9	2,5	4,4	2,5	3,7
Créditeurs divers .....	3,4	4,7	4,8	6,2	6,9	6,4	9,3	6,3
Provisions pour charges .....	5,1	5,2	2,5	2,4	2,2	2,1	2,3	2,2
Divers .....	11,5	1,0	1,0	1,7	1,0	9,6	1,0	12,8
Total de l'exigible ...	1.305,6	1.503,0	1.580,5	1.819,0	1.727,6	1.913,4	1.757,5	1.940,5
Fonds propres :								
a) capital .....	25,4	31,2	30,2	30,5	30,4	30,7	30,4	30,8
b) réserve légale .....	1,6	1,7	1,9	2,1	2,1	2,3	2,1	2,2
c) autres réserves .....	31,8	43,7	52,3	55,2	54,9	56,3	54,9	56,3
Comptes de redressements d'actifs .....	15,0	17,2	19,9	20,0	20,6	20,2	20,6	20,2
Comptes transitoires <sup>1</sup> .....	57,4	57,7	75,1	83,9	99,3	112,5	101,1	112,0
Total du passif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.934,9	2.135,4	1.966,6	2.162,0

<sup>1</sup> Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES  
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1<sup>er</sup> DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964<sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 oct.	1991 31 oct.	1990 30 nov.	1991 30 nov.
<b>ACTIF</b>								
Caisse, BNB, Chèques Postaux .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers .....	0,5	0,5	1,2	0,6	1,4	1,0	2,2	1,1
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires .....	11,9	11,5	11,3	11,8	11,6	13,3	11,7	13,4
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	3,7	4,4	5,5	6,5	6,3	7,0	6,4	7,0
Autres crédits .....	4,5	7,1	7,5	8,2	7,8	9,1	8,1	9,1
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public .....	7,4	9,8	8,4	9,6	9,1	9,6	9,3	9,6
b) Autres valeurs .....	0,9	0,5	0,6	1,3	1,2	1,3	1,3	1,4
Divers .....	1,1	1,1	1,0	1,1	0,9	1,2	1,1	1,2
Total de l'actif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	38,3	42,5	40,1	42,8
<b>PASSIF</b>								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans .....	5,0	6,0	7,4	9,7	9,3	11,8	9,6	11,5
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	6,4	7,6	8,8	12,3	11,8	15,5	12,3	15,5
c) de cinq ans ou plus .....	9,9	9,4	7,7	4,8	5,8	4,5	5,5	4,5
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers .....	2,4	5,4	4,7	5,8	5,2	3,6	6,2	4,1
Fonds propres .....	1,9	2,1	2,4	2,5	2,5	2,8	2,5	2,8
Divers .....	3,4	3,5	3,7	3,3	3,0	3,6	3,3	3,7
Total du passif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	38,3	42,5	40,1	42,8
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération .....	6	6	6	6	6	6	6	6

<sup>1</sup> Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 4, avril 1988.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES  
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I<sup>er</sup> DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup>  
de la Loi du 10 juin 1964<sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 oct.	1991 31 oct.	1990 30 nov.	1991 30 nov.
<b>ACTIF</b>								
Caisse, BNB, Chèques Postaux .....	3,3	3,5	4,0	4,1	3,5	3,9	3,4	3,5
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédi- aires financiers .....	106,0	148,4	147,0	236,5	192,8	237,6	222,4	280,7
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires .....	319,1	349,7	358,2	401,3	391,9	431,0	396,3	433,5
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	12,8	14,9	15,3	19,4	26,9	25,5	23,6	22,6
Autres crédits .....	195,9	233,1	275,9	336,4	329,2	390,9	329,0	368,5
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public .....	650,2	722,0	721,0	758,7	739,9	806,3	739,0	807,9
b) Autres valeurs .....	102,9	138,0	179,0	186,6	185,7	177,0	183,5	177,7
Divers .....	76,6	79,8	95,0	106,8	103,3	105,7	109,5	110,4
Total de l'actif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.973,2	2.177,9	2.006,7	2.204,8
<b>PASSIF</b>								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans .....	715,4	809,3	867,1	940,1	900,7	1.011,3	906,8	1.019,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	177,6	220,4	212,6	287,3	282,3	325,1	286,5	327,0
c) de cinq ans ou plus .....	241,9	220,1	170,2	172,8	176,7	184,2	175,2	184,5
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	7,6	7,7	7,9	8,4	8,3	9,0	8,3	9,0
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB .....	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	6,9	0,0	3,1
b) Autres intermédiaires financiers .....	161,2	257,4	336,0	421,3	377,5	388,9	397,7	407,2
Fonds propres .....	60,7	78,7	86,8	90,3	89,9	92,1	89,9	92,1
Divers .....	102,4	95,8	114,3	126,6	137,8	160,4	142,3	162,8
Total du passif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.973,2	2.177,9	2.006,7	2.204,8

<sup>1</sup> Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIII<sup>e</sup> année, tome I, n<sup>o</sup> 4, avril 1988.



## XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique <sup>1</sup>	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créditeurs	Débiteurs	
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat		à fin de période						
1986 .....	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987 .....	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988 .....	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1989 .....	44,6	4,7	52,0	63,9	31,0	570,6	16,5	22,4	45,6	1.043,2
1990 .....	49,0	3,7	63,4	68,1	28,5	593,0	19,3	21,0	57,0	1.440,5
1991 .....	54,3	4,1	73,0	64,1	34,4	652,6	25,2	52,1	76,1	3.752,8
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	13,1	1,1	7,7	16,9	31,0	570,6	16,5	20,7	65,5	327,9
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	12,4	1,2	18,5	18,1	30,7	572,9	18,5	22,6	62,6	352,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	10,5	0,9	14,1	14,3	30,6	594,9	17,0	18,6	52,0	295,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	8,1	0,7	14,9	15,7	29,2	583,3	17,4	18,1	48,5	371,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	18,0	0,9	15,9	20,0	28,5	593,0	19,3	24,6	64,9	420,5
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	18,2	1,0	20,2	14,4	29,7	625,4	20,2	52,3	76,2	1.074,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	10,9	0,9	14,1	14,0	32,5	639,7	24,1	47,6	52,3	920,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	12,1	0,8	16,7	15,3	33,9	646,8	23,8	50,2	66,9	932,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	13,1	1,4	22,0	20,4	34,4	652,6	25,2	58,3	108,9	826,2
1990 Décembre .....	4,7	0,2	7,4	6,6	28,5	593,0	19,3	28,2	63,5	174,0
1991 Janvier .....	6,4	0,2	9,1	5,7	28,5	626,9	19,4	59,8	87,9	421,8
Février .....	5,8	0,6	5,7	4,2	29,3	626,0	20,2	48,1	84,7	355,0
Mars .....	6,0	0,2	5,4	4,5	29,7	625,4	20,2	49,0	56,1	297,2
Avril .....	4,3	0,4	4,7	3,5	32,4	630,0	19,9	48,1	53,8	320,2
Mai .....	3,2	0,2	4,0	4,8	32,6	636,9	20,1	43,5	49,1	301,4
Juin .....	3,4	0,3	5,4	5,7	32,5	639,7	24,1	51,1	53,9	298,9
Juillet .....	6,0	0,4	6,5	5,4	34,9	636,4	22,9	49,0	64,6	366,7
Août .....	2,2	0,1	4,0	5,0	33,0	637,6	24,4	51,5	64,0	248,2
Septembre .....	3,9	0,3	6,2	4,9	33,9	646,8	23,8	50,2	72,2	317,2
Octobre .....	4,7	0,6	6,5	6,3	34,7	634,6	24,8	57,3	109,9	304,4
Novembre .....	4,0	0,5	5,9	6,2	34,7	645,2	24,9	58,1	109,3	203,3
Décembre .....	4,4	0,3	9,6	7,9	34,4	652,6	25,2	59,4	107,5	318,5

<sup>1</sup> Y compris la dette en monnaies étrangères.

## XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année  
(milliards de francs)

Sources : MAE, Office de Contrôle des Assurances.

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
<b>A. Actifs réglementaires<sup>1</sup> :</b>							
Valeurs Etat belge et titres assimilés .....	110,9	129,4	156,2	193,9	263,7	302,1	316,9
Obligations organisations internationales .....	3,5	4,0	5,2	5,7	8,6	6,8	7,7
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans) .....	52,3	52,2	49,7	49,0	43,6	37,5	33,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans) .....	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2
Certificats immobiliers sociétés belges .....	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	0,9	1,2
Actions sociétés belges .....	36,3	40,0	52,4	74,2	58,3	88,4	93,7
Immeubles .....	37,6	37,9	38,6	40,6	44,0	46,7	59,3
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit .....	124,4	133,1	137,8	147,9	153,8	164,9	181,3
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés .....	0,5	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge) .....	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,7
Actions sociétés étrangères (bourse belge) .....	4,0	4,3	4,8	4,0	2,0	2,9	3,5
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère) .....	1,5	1,7	1,7	1,6	1,3	1,0	1,2
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère) .....	5,0	4,8	7,8	7,5	2,3	9,9	7,0
Certificats fonds communs de placement .....	0,5	0,5	0,8	0,9	1,1	2,3	1,7
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	8,2	8,5	8,5	7,0	10,3	10,1	16,5
Numéraire .....	4,5	4,8	2,6	8,0	13,8	9,1	9,2
Avances sur polices .....	11,2	11,1	11,3	11,3	12,1	10,8	10,8
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées .....	10,7	12,8	15,4	17,6	21,4	23,7	24,2
Primes restant à encaisser .....	1,3	1,4	1,6	1,8	2,1	1,9	2,1
Créances sur intermédiaires .....	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	1,7	1,9
Total A ...	414,0	448,9	496,3	573,2	641,5	722,0	773,6
<b>B. Autres valeurs :</b>							
Créances sur réassureurs .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs .....	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres .....	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2
Total B ...	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2
TOTAL GENERAL (A + B) ...	416,7	451,1	498,2	574,9	644,7	725,6	778,8
Encaissement affaires directes .....	50,5	54,6	59,2	68,4	81,4	89,5	98,6
Provisions techniques affaires directes .....	395,0	430,7	470,5	549,4	625,1	694,7	764,3

<sup>1</sup> Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

## XV. — ACTIFS FINANCIERS \*

### 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics <sup>2</sup>					Total <sup>6</sup> (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers <sup>3</sup>	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale <sup>4</sup>	Autres actifs à un an au plus <sup>5</sup>			Actifs à plus d'un an <sup>5</sup>			
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux <sup>7</sup>	Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1983 .....	- 3,1	+ 3,1	+ 21,6	+ 24,7	+128,9	+150,5	+ 713,7	+ 864,2
1984 .....	- 9,8	+ 20,3	+ 43,8	+ 64,1	+119,6	+173,9	+ 611,8	+ 785,7
1985 .....	+ 8,9	+ 27,1	+ 14,8	+ 41,9	+125,1	+175,9	+ 763,0	+ 938,9
1986 .....	- 5,8	+ 8,8	+ 6,1	+ 14,9	+112,2	+121,3	+ 879,4	+1.000,7
1987 .....	+ 6,3	+ 17,2	+ 15,1	+ 32,3	+110,1	+148,7	+ 893,8	+1.042,5
1988 .....	+ 13,0	+ 13,1	+ 5,5	+ 18,6	+ 81,5	+113,1	+1.190,8	+1.303,9
1989 ..... *	- 0,8	+ 11,0	+ 18,4	+ 29,4	+ 61,6	+ 90,2	+1.518,3	+1.608,5
1990 ..... *	- 4,3	+ 48,6	- 4,0	+ 44,6	+ 94,9	+135,2	+1.067,7	+1.202,9
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .. *	+ 12,3	+ 2,4	- 13,9	- 11,5	+ 6,9	+ 7,7	+ 211,1	+ 218,8
4 <sup>e</sup> trimestre .. *	+ 6,6	- 2,9	+ 43,1	+ 40,2	+ 12,4	+ 59,2	+ 335,0	+ 394,2
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .. *	- 10,9	+ 49,8	- 33,6	+ 16,2	+ 23,2	+ 28,5	+ 301,3	+ 329,8
2 <sup>e</sup> trimestre .. *	- 2,1	- 7,8	+ 6,1	- 1,7	+ 39,0	+ 35,2	+ 401,5	+ 436,7
3 <sup>e</sup> trimestre .. *	+ 7,3	+ 24,1	- 17,0	+ 7,1	+ 18,0	+ 32,4	+ 147,3	+ 179,7
4 <sup>e</sup> trimestre .. *	+ 1,4	- 17,5	+ 40,5	+ 23,0	+ 14,7	+ 39,1	+ 217,5	+ 256,6
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .. *	+ 14,5	+ 96,6	- 18,1	+ 78,5	+ 27,5	+120,5	+ 482,9	+ 603,4
2 <sup>e</sup> trimestre .. *	- 1,7	+ 6,7	+ 26,3	+ 33,0	+ 37,5	+ 68,8	+ 442,3	+ 511,1
3 <sup>e</sup> trimestre .. *	- 12,0	- 2,8	- 37,4	- 40,2	+ 25,4	- 26,8	+ 144,1	+ 117,3

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Voir tableau XV-3.

<sup>4</sup> Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

<sup>5</sup> Durée à l'origine.

<sup>6</sup> Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

<sup>7</sup> BNB, Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC, banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

\* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII<sup>e</sup> année, tome II, n<sup>os</sup> 1-2, juillet-août 1988.

## XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés <sup>1</sup> et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire <sup>2</sup>	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la BNB	Auprès de l'OCF	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982 .....	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	64,6	502,4	876,6	71,1	<b>947,7</b>
1983 .....	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,0	959,2	68,0	<b>1.027,2</b>
1984 Ancienne série <sup>3</sup> ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	78,6	552,7	938,0	83,6	<b>1.021,6</b>
Nouvelle série <sup>3</sup> ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	83,2	557,3	942,6	58,2	<b>1.000,8</b>
1985 .....	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	92,0	612,8	996,4	67,1	<b>1.063,5</b>
1986 .....	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	99,8	675,5	1.079,1	61,3	<b>1.140,4</b>
1987 .....	411,6	0,3	77,4	476,1	46,7	108,3	708,8	1.120,4	67,6	<b>1.188,0</b>
1988 .....	415,6	0,2	78,1	517,2	59,6	120,2	775,3	1.190,9	80,6	<b>1.271,5</b>
1989 Juin .....	423,0	0,4	94,0	559,7	68,2	133,9	856,2	1.279,2	60,9	<b>1.340,1</b>
Septembre .... *	412,8	0,3	96,5	517,1	63,7	124,7	802,3	1.215,1	73,2	<b>1.288,3</b>
Décembre .... *	421,7	0,4	94,9	572,6	68,6	136,5	873,0	1.294,7	79,8	<b>1.374,5</b>
1990 Mars .....	404,6	0,3	106,2	551,6	77,2	140,6	875,9	1.280,5	68,9	<b>1.349,4</b>
Juin .....	418,4	0,3	104,7	599,1	84,9	160,8	949,8	1.368,2	66,8	<b>1.435,0</b>
Septembre .... *	405,3	0,3	105,5	523,7	77,1	146,0	852,6	1.257,9	74,1	<b>1.332,0</b>
Décembre .... *	413,2	0,3	92,8	580,9	73,5	156,1	903,6	1.316,8	75,5	<b>1.392,3</b>
1991 Mars .....	406,7	0,2	95,8	574,7	76,2	147,5	894,4	1.301,1	90,0	<b>1.391,1</b>
Juin .....	432,4	0,3	106,1	629,1	84,3	172,2	992,0	1.424,4	88,3	<b>1.512,7</b>
Septembre .... *	411,6	0,2	91,2	580,0	78,6	148,8	898,8	1.310,4	76,3	<b>1.386,7</b>

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Billets et pièces du Trésor et billets de la BNB, après déduction du montant de ces billets et pièces détenus par les intermédiaires financiers.

<sup>3</sup> La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

## XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères <sup>2</sup>			Autres actifs <sup>3</sup>					Total général
	Encaisses monétaires <sup>4</sup>	Autres actifs à un an au plus <sup>5,6</sup>	Actifs à plus d'un an <sup>5,7</sup>	Total	A un an au plus <sup>5</sup> (dépôts) <sup>8</sup>	A plus d'un an <sup>5</sup> (valeurs mobilières) <sup>9</sup>	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger <sup>10</sup>	Divers <sup>11</sup>	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1983 .....	+ 82,6	+146,8	+327,8	+ 557,2	- 15,3	+ 84,0	+ 68,7	+23,6	+ 1,6	+ 12,7	+ 49,9	+ 87,8	+ 713,7
1984 .....	- 21,2	+228,9	+215,5	+ 423,2	- 9,4	+104,5	+ 95,1	- 1,6	+10,2	+ 14,4	+ 70,5	+ 93,5	+ 611,8
1985 .....	+ 53,8	+223,8	+278,8	+ 556,4	- 5,4	+ 90,1	+ 84,7	+18,4	+ 8,5	+ 5,0	+ 90,0	+121,9	+ 763,0
1986 .....	+ 82,7	+412,8	+ 83,9	+ 579,4	+ 29,8	+112,7	+142,5	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+ 86,8	+157,5	+ 879,4
1987 .....	+ 41,3	+357,3	+139,3	+ 537,9	+ 49,0	+ 89,7	+138,7	- 1,1	+19,9	+ 90,2	+108,2	+217,2	+ 893,8
1988 .....	+ 70,5	+228,2	+267,5	+ 566,2	+ 33,4	+194,0	+227,4	+12,1	+ 6,0	+127,2	+251,9	+397,2	+1.190,8
1989 .....	+103,8	+518,6	+147,4	+ 769,8	+108,8	+243,7	+352,5	- 7,8	- 3,7	+207,8	+199,7	+396,0	+1.518,3
1990 .....	+ 22,1	+337,2	+652,9	+1.012,2	+ 70,3	- 64,6	+ 5,7	-32,0	+ 5,0	+220,7	-143,9	+ 49,8	+1.067,7
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 64,1	+115,9	- 30,9	+ 20,9	- 12,0	+142,3	+130,3	-29,1	+ 0,3	+ 50,3	+ 38,4	+ 59,9	+ 211,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 79,6	+211,7	+ 0,1	+ 291,4	+ 41,1	- 3,1	+ 38,0	+ 6,6	- 2,3	+ 75,9	- 74,6	+ 5,6	+ 335,0
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 14,2	+171,5	+101,8	+ 259,1	+115,8	- 49,5	+ 66,3	+ 9,9	+ 0,3	+ 24,9	- 59,2	- 24,1	+ 301,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 87,7	- 37,4	+285,7	+ 336,0	- 23,7	+ 13,2	- 10,5	-12,6	+ 1,3	+ 68,8	+ 18,5	+ 76,0	+ 401,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-110,3	+ 59,4	+164,8	+ 113,9	+ 14,9	- 34,7	- 19,8	-12,8	+ 1,2	+ 25,9	+ 38,9	+ 53,2	+ 147,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 58,9	+143,7	+100,5	+ 303,1	- 36,7	+ 6,4	- 30,3	-16,5	+ 2,2	+101,1	-142,1	- 55,3	+ 217,5
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 15,7	+ 88,2	+216,6	+ 289,1	+ 46,5	+ 18,0	+ 64,5	.	+ 3,0	+ 43,0	+ 83,3	+129,3 <sup>12</sup>	+ 482,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+123,3	+ 64,6	+157,3	+ 345,2	- 28,7	+ 13,4	- 15,3	.	- 2,3	+ 77,8	+ 36,9	+112,4 <sup>12</sup>	+ 442,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-114,0	+148,6	+ 78,6	+ 113,2	+ 18,3	- 23,6	- 5,3	.	+ 1,5	+ 33,3	+ 1,4	+ 36,2 <sup>12</sup>	+ 144,1

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

<sup>3</sup> Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

<sup>4</sup> Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

<sup>5</sup> Durée à l'origine.

<sup>6</sup> Voir tableau XV-4a, colonne (8).

<sup>7</sup> Voir tableau XV-5, colonne (4).

<sup>8</sup> Voir tableau XV-4a, colonne (11).

<sup>9</sup> Voir tableau XV-5, colonne (7).

<sup>10</sup> Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

<sup>11</sup> Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

<sup>12</sup> Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

**XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES PARTICULIERS  
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS<sup>2</sup>**

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge							En monnaies étrangères <sup>3</sup>				Total général
	Après des intermédiaires financiers nationaux <sup>4,5</sup>					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger		Total	Après des intermédiaires financiers nationaux <sup>4,7</sup>	A l'étranger	Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers <sup>6</sup>	Total	Certificats de trésorerie	Autres actifs					
								(1)	(2)	(3)	(4)	
1983 .....	+111,5	+ 35,1	+ 11,8	+ 1,4	+159,8	+ 2,8	- 15,8	+146,8	- 10,1	- 5,2	- 15,3	+131,5
1984 .....	+114,3	+ 58,1	+ 6,9	+ 0,9	+180,2	- 1,1	+ 49,8	+228,9	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+219,5
1985 .....	+162,0	+ 7,8	+ 26,6	+ 7,8	+204,2	- 6,7	+ 26,3	+223,8	- 1,3	- 4,1	- 5,4	+218,4
1986 .....	+206,7	+ 87,2	+ 51,5	+ 15,3	+360,7	+ 3,5	+ 48,6	+412,8	- 0,4	+ 30,2	+ 29,8	+442,6
1987 .....	+224,2	+ 77,1	+ 18,2	+ 10,5	+330,0	- 3,5	+ 30,8	+357,3	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+406,3
1988 .....	+185,3	- 13,0	+ 13,4	+ 41,2	+226,9	- 0,1	+ 1,4	+228,2	+ 20,2	+ 13,2	+ 33,4	+261,6
1989 .....	+190,0	+ 95,6	+ 83,3	+ 77,4	+446,3	0,0	+ 72,3	+518,6	+ 62,0	+ 46,8	+108,8	+627,4
1990 .....	-258,3	+380,2	+ 89,9	+ 15,3	+227,1	+ 0,1	+110,0	+337,2	+ 2,6	+ 67,7	+ 70,3	+407,5
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .. *	+ 16,4	+ 44,0	+ 22,8	+ 19,5	+102,7	- 2,8	+ 16,0	+115,9	+ 4,7	- 16,7	- 12,0	+103,9
4 <sup>e</sup> trimestre .. *	+116,5	- 19,9	+ 55,3	+ 35,0	+186,9	- 4,2	+ 29,0	+211,7	+ 8,2	+ 32,9	+ 41,1	+252,8
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .. *	-169,4	+265,2	+ 16,7	- 0,1	+112,4	+ 1,0	+ 58,1	+171,5	+ 59,4	+ 56,4	+115,8	+287,3
2 <sup>e</sup> trimestre .. *	-127,8	+ 7,9	+ 35,2	+ 17,0	- 67,7	- 1,0	+ 31,3	- 37,4	- 24,4	+ 0,7	- 23,7	- 61,1
3 <sup>e</sup> trimestre .. *	- 54,2	+ 69,9	+ 2,7	+ 26,2	+ 44,6	+ 1,1	+ 13,7	+ 59,4	- 14,0	+ 28,9	+ 14,9	+ 74,3
4 <sup>e</sup> trimestre .. *	+ 93,1	+ 37,2	+ 35,3	- 27,8	+137,8	- 1,0	+ 6,9	+143,7	- 18,4	- 18,3	- 36,7	+107,0
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .. *	-131,9	+ 95,3	+ 43,8	- 7,9	- 0,7	+37,5	+ 51,4	+ 88,2	+ 46,0	+ 0,5	+ 46,5	+134,7
2 <sup>e</sup> trimestre .. *	+ 8,4	- 18,4	+ 22,3	+ 5,2	+ 17,5	+38,3	+ 8,8	+ 64,6	- 16,3	- 12,4	- 28,7	+ 35,9
3 <sup>e</sup> trimestre .. *	- 25,2	+ 51,5	+ 20,6	+ 34,7	+ 81,6	+ 7,2	+ 59,8	+148,6	+ 11,1	+ 7,2	+ 18,3	+166,9

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

<sup>4</sup> Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRG.

<sup>5</sup> Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

<sup>6</sup> Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

<sup>7</sup> Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES PARTICULIERS  
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS<sup>2</sup>  
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX<sup>3</sup>**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers <sup>4</sup>	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)
1982 .....	1.135,1	506,9	80,0	9,5	1.731,5	127,5	<b>1.859,0</b>
1983 .....	1.246,6	542,0	91,8	10,9	1.891,3	129,7	<b>2.021,0</b>
1984 .....	1.360,9	600,1	98,7	11,8	2.071,5	139,2	<b>2.210,7</b>
1985 .....	1.522,9	607,9	125,3	19,6	2.275,7	126,1	<b>2.401,8</b>
1986 .....	1.729,6	695,1	176,8	34,9	2.636,4	116,0	<b>2.752,4</b>
1987 .....	1.953,8	772,2	195,0	45,4	2.966,4	136,8	<b>3.103,2</b>
1988 .....	2.139,1	759,2	208,4	86,6	3.193,3	163,3	<b>3.356,6</b>
1989 Juin .....	2.196,2	830,7	213,6	109,5	3.350,0	213,0	<b>3.563,0</b>
Septembre .....	2.212,6	874,7	236,4	129,0	3.452,7	215,5	<b>3.668,2</b>
Décembre .....	2.329,1	854,8	291,7	164,0	3.639,6	212,1	<b>3.851,7</b>
1990 Mars .....	2.159,7	1.120,0	308,4	163,9	3.752,0	261,4	<b>4.013,4</b>
Juin .....	2.031,9	1.127,9	343,6	180,9	3.684,3	235,4	<b>3.919,7</b>
Septembre .....	1.977,7	1.197,8	346,3	207,1	3.728,9	217,4	<b>3.946,3</b>
Décembre .....	2.070,8	1.235,0	381,6	179,3	3.866,7	195,4	<b>4.062,1</b>
1991 Mars .....	1.938,9	1.330,3	425,4	171,4	3.866,0	251,0	<b>4.117,0</b>
Juin .....	1.947,3	1.311,9	447,7	176,6	3.883,5	240,4	<b>4.123,9</b>
Septembre .....	1.922,1	1.363,4	468,3	211,3	3.965,1	244,2	<b>4.209,3</b>

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

<sup>4</sup> Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

## XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES<sup>1</sup> ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN<sup>2</sup>

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères <sup>3,4</sup>			Total général
	Bons de caisse et obligations <sup>5</sup>	Actions <sup>6</sup>	Dépôts	Total	Obligations	Actions <sup>7</sup>	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	
1983 .....	+ 266,6	+43,5	+17,7	+ 327,8	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	<b>+ 411,8</b>
1984 .....	+ 193,3	+20,1	+ 2,1	+215,5	+108,5	- 4,0	+104,5	<b>+ 320,0</b>
1985 .....	+ 269,0	+ 2,6	+ 7,2	+278,8	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	<b>+ 368,9</b>
1986 .....	+ 75,7	+ 8,7	- 0,5	+ 83,9	+ 81,9	+30,8	+112,7	<b>+ 196,6</b>
1987 .....	+146,5	-14,4	+ 7,2	+139,3	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	<b>+ 229,0</b>
1988 .....	+275,8	+ 2,5	-10,8	+267,5	+213,0	-19,0	+194,0	<b>+ 461,5</b>
1989 .....*	+105,3	+55,8	-13,7	+147,4	+165,6	+78,1	+243,7	<b>+ 391,1</b>
1990 .....*	+672,1	-19,3	+ 0,1	+652,9	- 45,3	-19,3	- 64,6	<b>+ 588,3</b>
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....*	- 17,5	-10,9	- 2,5	- 30,9	+123,1	+19,2	+142,3	<b>+ 111,4</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....*	- 4,2	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	- 29,1	+26,0	- 3,1	<b>- 3,0</b>
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....*	+111,3	- 9,5	0,0	+101,8	- 32,1	-17,4	- 49,5	<b>+ 52,3</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....*	+283,0	+ 3,0	- 0,3	+285,7	+ 8,7	+ 4,5	+ 13,2	<b>+ 298,9</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....*	+174,7	- 5,6	- 4,3	+164,8	- 23,4	-11,3	- 34,7	<b>+ 130,1</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....*	+103,0	- 7,2	+ 4,7	+100,5	+ 1,5	+ 4,9	+ 6,4	<b>+ 106,9</b>
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....*	+208,9	+ 5,4	+ 2,3	+216,6	+ 0,1	+17,9	+ 18,0	<b>+ 234,6</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....*	+151,6	+ 4,8	+ 0,9	+157,3	+ 16,6	- 3,2	+ 13,4	<b>+ 170,7</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....*	+ 78,2	- 2,6	+ 3,0	+ 78,6	- 22,2	- 1,4	- 23,6	<b>+ 55,0</b>

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

<sup>4</sup> Achats nets de titres par des résidents de l'UEBL, après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

<sup>5</sup> Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

<sup>6</sup> Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

<sup>7</sup> Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'UEBL.



XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES<sup>1</sup> ET LES PARTICULIERS  
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES<sup>2</sup> AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne <sup>3</sup>		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983 .....	+ 15,9	- 2,1	+ 120,8	+ 60,0	+ 58,0	+ 107,4	+ 39,8	+ 46,9	+ 232,4	+ 214,3	<b>+ 446,7</b>
1984 .....	- 4,9	- 13,2	+ 68,4	+ 36,5	+ 67,4	+ 71,6	+ 46,0	+ 28,6	+ 163,7	+ 136,7	<b>+ 300,4</b>
1985 .....	- 0,7	+ 11,6	+ 138,8	+ 43,4	+ 74,2	+ 78,3	+ 32,9	+ 35,0	+ 256,8	+ 156,7	<b>+ 413,5</b>
1986 .....	+ 19,4	+ 8,8	+ 179,3	+ 9,3	+ 138,0	+ 12,8	+ 97,1	+ 0,3	+ 442,6	+ 22,4	<b>+ 465,0</b>
1987 .....	+ 8,4	- 3,1	+ 204,4	+ 12,7	+ 90,5	+ 35,6	+ 97,3	+ 1,7	+ 397,5	+ 50,0	<b>+ 447,5</b>
1988 .....	+ 3,2	+ 1,3	+ 158,5	+ 3,0	+ 70,4	+ 58,3	+ 84,4	+ 21,1	+ 317,8	+ 82,4	<b>+ 400,2</b>
1989 .....	+ 5,4	+ 17,8	+ 356,6 <sup>4</sup>	+ 52,9 <sup>4</sup>	+ 181,3	- 3,9	+ 51,0 <sup>4</sup>	- 58,9 <sup>4</sup>	+ 612,1	- 9,9	<b>+ 602,2</b>
1990 .....	- 10,1	- 0,8	+ 185,7	+ 124,6	+ 12,2	+ 187,0	+ 65,0	+ 75,8	+ 252,0	+ 387,4	<b>+ 639,4</b>
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 10,6	+ 2,8	+ 79,3 <sup>4</sup>	+ 62,4 <sup>4</sup>	+ 13,4	- 11,2	- 41,6 <sup>4</sup>	- 61,0 <sup>4</sup>	+ 43,3	- 9,8	<b>+ 33,5</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 9,0	- 1,5	+ 126,5	- 10,1	+ 93,5	- 25,0	+ 47,2	- 9,1	+ 274,7	- 44,2	<b>+ 230,5</b>
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 17,2	+ 11,2	+ 125,1	+ 17,2	+ 5,7	+ 18,2	+ 32,7	+ 2,1	+ 157,5	+ 37,5	<b>+ 195,0</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 13,2	- 0,9	- 16,5	+ 55,6	- 8,3	+ 90,0	+ 8,3	+ 28,8	- 4,2	+ 174,4	<b>+ 170,2</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 13,6	+ 1,0	- 7,3	+ 46,5	- 37,3	+ 62,7	- 22,8	+ 38,1	- 80,0	+ 147,3	<b>+ 67,3</b>
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,5	- 12,1	+ 84,4	+ 5,4	+ 52,1	+ 16,1	+ 46,8	+ 6,7	+ 178,7	+ 28,2	<b>+ 206,9</b>
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 6,6	+ 2,8	+ 24,3	+ 59,5	+ 2,0	+ 79,0	+ 7,0	+ 30,3	+ 29,5	+ 168,8	<b>+ 198,3</b>
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 25,2	+ 10,9	+ 36,7	+ 29,3	+ 23,9	+ 40,0	+ 27,8	+ 9,4	+ 124,5	+ 78,7	<b>+ 203,2</b>
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 21,0	- 14,8	+ 12,2	+ 18,6	- 13,5	+ 12,0	+ 16,1	+ 8,5	- 21,0	+ 39,1	<b>+ 18,1</b>

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

<sup>3</sup> Y compris les entreprises régies par le chapitre 1<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>4</sup> Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

**XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES<sup>1</sup> ET LES PARTICULIERS**  
**ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(milliards de francs)

Fin de période	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne <sup>2</sup>		Total		
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)
1982 .....	359,1	90,5	1.229,0	315,7	690,1	905,7	366,8	321,1	2.735,5	1.542,5	<b>4.278,0</b>
1983 .....	375,0	88,4	1.362,2	375,7	748,1	1.013,0	406,6	368,1	2.980,3	1.756,8	<b>4.737,1</b>
1984 Ancienne série <sup>3</sup> .....	370,1	75,2	1.435,5	412,1	815,4	1.084,6	452,6	396,7	3.148,8	1.893,5	<b>5.042,3</b>
Nouvelle série <sup>3</sup> .....	370,1	75,2	1.435,5	412,2	820,1	1.081,6	452,6	396,7	3.153,5	1.890,5	<b>5.044,0</b>
1985 .....	369,4	86,8	1.562,5	455,6	894,3	1.159,9	485,5	431,7	3.398,5	2.047,2	<b>5.445,7</b>
1986 .....	388,8	95,6	1.732,2	464,9	1.032,3	1.172,7	582,6	432,0	3.831,5	2.069,6	<b>5.901,1</b>
1987 .....	397,2	92,5	1.931,0	477,6	1.122,8	1.208,4	679,9	433,7	4.223,4	2.119,7	<b>6.343,1</b>
1988 .....	400,4	93,8	2.095,7	480,6	1.193,2	1.266,6	764,3	454,9	4.547,4	2.202,1	<b>6.749,5</b>
1989 Juin .....	* 407,4	110,3	2.247,1	481,1	1.267,6	1.299,0	809,7	466,1	4.842,1	2.246,2	<b>7.088,3</b>
Septembre .....	* 396,8	113,1	2.324,2 <sup>4</sup>	543,5 <sup>4</sup>	1.281,0	1.287,8	768,1 <sup>4</sup>	405,1 <sup>4</sup>	4.883,2	2.236,4	<b>7.119,6</b>
Décembre .....	* 405,8	111,6	2.439,1	533,4	1.374,5	1.262,7	815,3	395,9	5.146,3	2.192,0	<b>7.338,3</b>
1990 Mars .....	* 388,6	122,8	2.554,1	550,6	1.380,2	1.280,9	848,0	398,1	5.293,7	2.229,6	<b>7.523,3</b>
Juin .....	* 401,8	121,9	2.536,0	606,2	1.371,9	1.370,9	856,3	426,9	5.287,9	2.404,0	<b>7.691,9</b>
Septembre .....	* 388,2	122,9	2.524,7	652,7	1.334,6	1.433,6	833,5	465,0	5.203,9	2.551,3	<b>7.755,2</b>
Décembre .....	* 395,7	110,8	2.605,5	658,1	1.386,7	1.449,7	880,3	471,7	5.379,0	2.579,5	<b>7.958,5</b>
1991 Mars .....	* 389,1	113,6	2.639,3	717,6	1.388,7	1.528,8	887,3	502,1	5.418,0	2.748,5	<b>8.166,5</b>
Juin .....	* 414,3	124,5	2.681,7	746,8	1.412,6	1.568,7	915,1	511,5	5.548,2	2.827,0	<b>8.375,2</b>
Septembre .....	* 393,3	109,7	2.686,6	765,4	1.399,1	1.580,7	931,2	519,9	5.519,9	2.866,0	<b>8.385,9</b>

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la Loi du 10 juin 1964.

<sup>3</sup> La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique et à un meilleur recensement des obligations et des bons de caisse détenus par les sociétés et les particuliers.

<sup>4</sup> Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

## XVI. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES \*

### 1. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

(variations en milliards de francs)

Période	Engagements contractés principalement par des particuliers <sup>2</sup>				Engagements contractés principalement par des sociétés <sup>1</sup> et entreprises individuelles <sup>2</sup>							Total		
	Prêts personnels et à tempérament	Crédits hypothécaires <sup>3</sup>	Autres <sup>4</sup>	Total (4) = (1) à (3)	Actions	Obligations		Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers		Autres engagements <sup>5</sup>	Total (11) = (5) à (10)	Total général (12) = (4) + (11)	dont <sup>7</sup>	
						Organismes publics d'exploitation <sup>6</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investissement et crédit-bail	Autres crédits				Franc belge	Monnaies étrangères <sup>8</sup>
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1983 .....	6,5	13,3	1,8	21,5	44,5	19,6	8,8	14,9	11,5	160,2	259,5	281,1	235,9	4,6
1984 .....	13,8	17,2	1,2	32,3	17,2	4,5	3,9	44,8	- 19,4	158,4	209,4	241,6	198,2	28,8
1985 .....	24,3	22,6	2,7	49,7	12,9	-10,6	- 0,2	45,3	42,8	195,5	285,7	335,3	268,3	15,8
1986 .....	33,4	52,9	0,8	87,1	21,7	- 4,6	-12,3	71,7	21,4	112,7	210,6	297,7	258,8	14,4
1987 .....	44,6	83,8	3,0	131,3	30,1	-20,3	-16,1	129,9	19,0	143,8	286,4	417,8	348,6	7,9
1988 .....	35,0	99,9	0,7	135,6	45,8	-32,6	16,2	145,2	165,5	186,2	526,3	661,9	470,3	56,9
1989 .....	34,6	140,7	8,1	183,5	89,6	-18,8	14,1	154,4	291,4	324,1	854,8	1.038,2	724,4	68,1
1990 .....	43,6	97,9	5,8	147,3	16,2	-21,1	4,3	176,6	56,0	305,1	537,0	684,4	406,5	6,1
1989 3 <sup>e</sup> trim.	- 6,7	29,7	0,9	23,9	11,5	- 5,8	1,6	36,4	62,6	63,9	170,2	194,1	106,1	21,5
4 <sup>e</sup> trim.	- 1,4	49,1	5,2	53,0	14,0	- 6,5	9,0	41,6	87,7	134,4	280,2	333,1	274,4	- 9,8
1990 1 <sup>er</sup> trim.	8,3	29,6	- 0,6	37,3	2,5	0,5	0,9	48,5	-106,7	27,5	- 26,8	10,5	- 54,8	11,3
2 <sup>e</sup> trim.	40,6	24,0	2,6	67,2	7,6	- 5,5	0,9	46,3	62,1	109,2	220,5	287,7	230,9	-15,1
3 <sup>e</sup> trim.	- 7,7	13,3	- 0,5	5,1	0,9	- 3,8	- 0,2	36,6	43,4	31,8	108,7	113,8	61,5	20,1
4 <sup>e</sup> trim.	2,4	31,1	4,3	37,7	5,2	-12,3	2,7	45,2	57,2	136,6	234,6	272,4	168,9	-10,2
1991 1 <sup>er</sup> trim.	5,2	21,2	- 0,9	25,5	5,2	- 3,5	0,4	23,1	47,3	74,0	146,5	172,0	72,2	28,0
2 <sup>e</sup> trim.	36,9	11,6	- 0,1	48,4	27,0	- 0,8	- 0,2	36,9	28,9	146,3	238,1	286,5	160,7	18,1
3 <sup>e</sup> trim.	- 2,4	16,1	1,5	15,2	3,6	- 1,5	- 3,1	37,9	17,7	6,9	61,5	76,7	56,0	- 5,0

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> La ventilation des engagements entre particuliers et sociétés est basée sur la nature des engagements.

<sup>3</sup> A l'exception des emprunts hypothécaires contractés auprès des « Autres intermédiaires financiers » tels que définis à la note<sup>5</sup> du tableau XVI-3a.

<sup>4</sup> Il s'agit principalement de crédits à court terme (notamment d'avances sur nantissement).

<sup>5</sup> Comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, non compris dans les colonnes (5) à (7).

<sup>6</sup> Y compris les certificats à 1 an au plus.

<sup>7</sup> Le solde concerne les engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

<sup>8</sup> Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

\* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV<sup>e</sup> Année, n<sup>o</sup> 7-8, juillet-août 1991.

## XVI - 2a. — ENGAGEMENTS<sup>1</sup> CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS<sup>2</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I <sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers <sup>3</sup>	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1983 .....	0,0	0,6	2,3	24,0	- 8,3	10,6	27,0	5,3	21,1	40,6
1984 .....	0,0	-0,7	12,5	13,3	- 4,2	12,6	23,0	0,5	31,3	25,8
1985 .....	0,0	-0,5	20,6	49,3	3,1	7,7	25,5	21,9	49,3	78,4
1986 .....	0,0	1,4	31,5	64,4	13,6	26,4	40,5	- 0,2	85,6	92,0
1987 .....	0,0	-0,7	41,9	106,1	15,7	17,7	74,2	14,5	131,8	137,6
1988 .....	0,0	-0,3	45,7	228,1	20,9	38,3	69,8	26,1	136,4	292,3
1989 .....	0,0	0,7	93,0	352,9	- 5,8	46,5	96,2	49,1	183,5	449,2
1990 .....	0,0	-1,9	43,4	95,8	34,6	60,1	69,3	55,9	147,3	209,9
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	-0,1	42,3	81,8	-33,8	7,4	15,4	10,0	23,9	99,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,9	9,2	84,1	7,1	14,3	36,7	30,0	53,0	129,3
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,0	-0,3	7,9	- 75,0	10,3	21,9	19,0	- 7,8	37,3	- 61,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,1	34,7	57,0	13,3	19,4	19,2	30,7	67,2	107,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	-0,2	- 3,1	62,3	2,5	9,8	5,8	6,8	5,1	78,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	-1,5	3,9	51,5	8,5	9,0	25,3	26,2	37,7	85,2
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,0	-0,4	4,3	58,9	3,6	15,7	17,7	- 0,9	25,5	73,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,0	28,1	30,9	13,8	14,6	6,6	21,1	48,5	66,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	-0,1	- 0,6	20,8	4,7	17,5	11,1	16,9	15,2	55,1

<sup>1</sup> Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

<sup>2</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>3</sup> Voir colonne (4) du tableau XVI-1, dont on retranche les montants de la colonne (8) du tableau XVI-3a.

**XVI - 2b. — ENGAGEMENTS<sup>1</sup> CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS<sup>2</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I <sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1983 .....	0,0	2,9	214,3	1.030,8	245,6	156,3	602,4	448,7	1.062,4	1.638,7
1984 .....	0,0	2,3	226,9	1.063,4	241,5	168,9	625,3	449,1	1.093,7	1.683,8
1985 .....	0,0	1,8	247,6	1.095,6	244,4	176,6	650,8	471,1	1.142,9	1.745,0
1986 .....	0,0	3,2	279,2	1.143,9	258,0	203,1	691,4	470,8	1.228,7	1.821,0
1987 .....	0,0	2,6	321,1	1.242,3	273,7	220,7	765,7	485,4	1.360,5	1.950,9
1988 .....	0,0	2,3	366,7	1.483,7	294,6	259,0	835,5	511,6	1.496,8	2.256,5
1989 .....	0,0	3,1	459,8	1.825,7	288,8	305,4	931,7	560,6	1.680,3	2.694,8
1990 .....	0,0	1,2	503,2	1.896,9	323,4	365,5	1.001,3	616,6	1.827,9	2.880,2
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	2,2	408,3	1.683,7	315,5	283,8	879,6	520,7	1.603,4	2.490,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	2,2	450,6	1.759,9	281,7	291,1	895,1	530,6	1.627,3	2.583,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	3,1	459,8	1.825,7	288,8	305,4	931,7	560,6	1.680,3	2.694,8
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,0	2,8	467,7	1.745,6	299,1	327,3	950,8	552,8	1.717,6	2.628,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	2,9	502,4	1.799,9	312,4	346,8	970,0	583,5	1.784,8	2.733,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	2,7	499,3	1.855,8	314,9	356,6	975,7	590,3	1.790,1	2.805,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	1,2	503,2	1.896,9	323,4	365,5	1.001,3	616,6	1.827,9	2.880,2
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,0	0,8	507,5	1.977,2	326,9	381,2	1.019,0	615,7	1.853,4	2.974,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,8	535,5	2.018,6	340,7	395,8	1.025,6	636,8	1.901,8	3.052,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,8	535,0	2.024,8	345,4	413,3	1.036,6	653,6	1.917,0	3.092,5

<sup>1</sup> Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

<sup>2</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

**XVI - 3a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —  
VENTILATION PAR CREANCIER**

(variations en milliards de francs)

Période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne <sup>1</sup>	Etablissements de crédit du secteur public	Total <sup>2</sup>	Banques	Banques d'épargne <sup>1</sup>	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale <sup>3</sup>	Total <sup>4</sup>	p.m. Autres intermédiaires financiers <sup>5</sup>	Banques d'épargne <sup>1</sup>	Etablissements de crédit du secteur public	Total <sup>6</sup>	p.m. Autres intermédiaires financiers <sup>5</sup>
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1983 .....	0,2	2,1	4,1	6,5	2,0	-10,7	21,4	0,4	13,1	31,5	0,3	1,4	1,8	3,2
1984 .....	6,1	4,7	3,2	14,0	6,4	- 8,7	18,3	1,0	17,0	8,9	-0,4	1,6	1,2	0,3
1985 .....	17,0	3,4	4,1	24,5	3,7	- 1,4	19,8	0,4	22,6	5,4	0,9	1,7	2,7	0,4
1986 .....	18,3	7,4	7,7	33,4	13,2	5,8	32,4	1,5	52,9	8,9	0,5	0,5	1,0	-1,9
1987 .....	17,6	9,2	17,8	44,6	24,2	5,9	54,2	-0,5	83,8	5,1	0,7	2,3	3,0	4,4
1988 .....	16,1	8,6	10,2	35,0	29,7	13,2	57,6	-0,8	99,7	11,0	-1,0	1,7	0,7	-1,6
1989 .....	22,4	1,1	11,3	34,8	70,6	- 7,7	77,5	0,0	140,4	16,9	0,7	7,5	8,1	6,2
1990 .....	12,6	9,3	21,7	43,6	30,8	22,8	44,3	0,0	97,9	.	2,5	3,3	5,8	.
1989 3 <sup>e</sup> trimestre ..	- 1,2	-7,3	1,8	- 6,7	43,5	-26,8	12,9	0,0	29,7	.	0,3	0,7	1,0	.
4 <sup>e</sup> trimestre ..	- 1,4	0,6	- 0,5	- 1,4	10,6	5,9	32,5	0,0	49,0	16,9	0,5	4,7	5,2	6,2
1990 1 <sup>er</sup> trimestre ..	- 1,1	2,9	6,5	8,3	9,0	7,0	13,5	0,0	29,6	.	0,4	-1,0	- 0,6	.
2 <sup>e</sup> trimestre ..	26,5	7,0	7,2	40,6	8,2	5,3	10,5	0,0	24,0	.	1,1	1,5	2,6	.
3 <sup>e</sup> trimestre ..	- 8,8	-0,5	1,6	- 7,7	5,6	4,0	3,7	0,0	13,3	.	-1,0	0,5	- 0,5	.
4 <sup>e</sup> trimestre ..	- 4,0	0,0	6,3	2,4	7,9	6,5	16,7	0,0	31,1	.	2,0	2,3	4,3	.
1991 1 <sup>er</sup> trimestre ..	- 6,4	1,6	10,0	5,2	10,6	3,4	7,2	0,0	21,2	.	-1,4	0,5	- 0,9	.
2 <sup>e</sup> trimestre ..	26,6	7,7	2,6	36,9	1,5	5,7	4,4	0,0	11,6	.	0,3	-0,4	- 0,1	.
3 <sup>e</sup> trimestre ..	- 7,8	0,5	4,9	- 2,4	7,2	3,9	5,0	0,0	16,1	.	0,3	1,2	1,5	.

<sup>1</sup> Y compris les entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Cf. colonne (1) du tableau XVI-1.

<sup>3</sup> Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

<sup>4</sup> Cf. colonne (2) du tableau XVI-1.

<sup>5</sup> Variations annuelles des crédits octroyés par les principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), les fonds de pension (autres que légaux) et les sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

<sup>6</sup> Cf. colonne (3) du tableau XVI-1.

**XVI - 3b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —  
VENTILATION PAR CREANCIER**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne <sup>1</sup>	Etablissements de crédit du secteur public	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Banques	Banques d'épargne <sup>1</sup>	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale <sup>2</sup>	Total (9) = (5) à (8)	p.m. Autres intermédiaires financiers <sup>3</sup>	Banques d'épargne <sup>1</sup>	Etablissements de crédit du secteur public	Total (13) = (11) + (12)	p.m. Autres intermédiaires financiers <sup>3</sup>
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)		(10)	(11)	(12)		(14)
1983 .....	105,3	27,4	13,4	146,0	109,1	215,8	582,4	32,1	939,4	150,2	2,4	6,6	9,1	21,2
1984 .....	111,4	32,1	16,5	159,9	115,5	207,3	600,6	33,1	956,5	159,0	2,1	8,1	10,3	21,6
1985 .....	128,3	35,4	20,5	184,3	119,2	205,9	620,5	33,5	979,1	164,4	3,1	9,8	13,0	22,0
1986 .....	146,6	42,8	28,2	217,7	132,5	211,6	652,9	35,0	1.032,0	173,3	3,6	10,3	13,9	20,1
1987 .....	164,3	52,0	46,0	262,3	156,7	217,5	707,1	34,5	1.115,8	178,3	4,2	12,6	16,8	24,5
1988 .....	180,4	60,7	56,3	297,4	186,4	230,7	764,8	33,7	1.215,6	189,3	3,1	14,4	17,5	22,9
1989 .....	202,7	61,9	67,5	332,1	257,1	223,0	842,4	33,7	1.356,3	206,2	3,8	21,8	25,7	29,1
1990 .....	215,2	71,2	89,2	375,7	287,9	245,8	886,7	33,7	1.454,2	.	6,3	25,1	31,5	.
1989 2 <sup>e</sup> trimestre ..	205,3	68,5	66,2	340,1	202,9	243,9	796,9	33,7	1.277,5	.	3,0	16,5	19,5	.
3 <sup>e</sup> trimestre ..	204,1	61,3	68,1	333,4	246,5	217,1	809,9	33,7	1.307,1	.	3,3	17,2	20,5	.
4 <sup>e</sup> trimestre ..	202,7	61,9	67,5	332,1	257,1	223,0	842,4	33,7	1.356,3	206,2	3,8	21,8	25,7	29,1
1990 1 <sup>er</sup> trimestre ..	201,5	64,8	74,1	340,4	266,2	230,0	855,9	33,7	1.385,8	.	4,3	20,8	25,1	.
2 <sup>e</sup> trimestre ..	228,0	71,7	81,3	381,0	274,4	235,3	866,4	33,7	1.409,8	.	5,3	22,3	27,6	.
3 <sup>e</sup> trimestre ..	219,2	71,2	82,9	373,3	280,1	239,3	870,1	33,7	1.423,1	.	4,3	22,8	27,2	.
4 <sup>e</sup> trimestre ..	215,2	71,2	89,2	375,7	287,9	245,8	886,9	33,7	1.454,2	.	6,3	25,1	31,5	.
1991 1 <sup>er</sup> trimestre ..	208,9	72,8	99,2	380,9	298,6	249,2	894,1	33,7	1.475,6	.	4,9	25,7	30,6	.
2 <sup>e</sup> trimestre ..	235,5	80,5	101,8	417,8	300,1	255,0	898,4	33,7	1.487,2	.	5,3	25,3	30,6	.
3 <sup>e</sup> trimestre ..	227,7	81,0	106,7	415,4	307,3	258,8	903,4	33,7	1.503,2	.	5,5	26,5	32,0	.

<sup>1</sup> Y compris les entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

<sup>3</sup> Principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), fonds de pension (autres que légaux) et sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

## XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUES ET CARTES DE CREDIT

### 1. Résultats généraux

Source : INS, Statistiques du commerce.

Période	Nombre de contrats à la fin du semestre (milliers) <sup>1</sup>				Encours des crédits à la fin du semestre (milliards de francs) <sup>1</sup>				Crédits octroyés durant le semestre (milliards de francs)		
	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total	p.m. Cartes de banque et cartes de crédit <sup>2</sup>	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Cartes de banque et cartes de crédit	Total	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (5) + (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)
1982 2 <sup>e</sup> semestre .....	1.261	752	2.013	3.231	67,6	90,9	7,2	165,7	17,8	40,0	57,8
1983 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.366	734	2.100	3.443	73,6	82,9	7,7	165,7	23,4	28,0	51,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.398	750	2.148	4.061	72,6	90,6	9,4	172,6	21,2	42,7	63,9
1984 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.322	720	2.042	4.157	80,3	86,9	9,5	176,7	27,9	31,5	59,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.406	769	2.175	4.264	79,8	94,2	12,3	186,3	22,8	45,6	68,4
1985 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.388	748	2.136	4.229	90,0	93,6	10,2	193,8	31,3	36,6	67,9
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.369	800	2.169	4.336	95,3	102,1	14,4	211,8	29,1	48,4	77,5
1986 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.468	782	2.250	4.478	108,2	107,2	12,7	228,1	41,1	48,6	89,7
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.576	843	2.419	4.467	111,7	112,5	14,6	238,8	36,2	50,5	86,7
1987 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.721	932	2.653	4.560	124,7	134,0	13,1	271,8	45,4	75,5	120,9
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.756	925	2.681	4.699	130,4	129,8	16,4	276,6	40,2	44,5	84,7
1988 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.769	996	2.765	4.799	143,8	152,9	16,5	313,2	52,4	82,9	135,3
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.791	988	2.379	4.895	147,5	142,5	19,2	309,2	42,2	46,0	88,2
1989 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.819	1.044	2.863	5.215	162,1	170,0	19,3	351,4	56,9	92,5	149,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.728	1.022	2.750	5.527	166,2	159,8	22,4	348,4	47,8	47,2	95,0
1990 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.789	1.039	2.828	5.727	183,9	185,0	22,1	391,0	63,5	96,4	159,9
2 <sup>e</sup> semestre .....	1.751	1.042	2.793	6.178	182,3	180,2	27,0	389,5	47,4	56,3	103,6
1991 1 <sup>er</sup> semestre .....	1.719	1.046	2.765	6.552	187,2	208,0	25,0	420,2	53,4	99,5	152,9

<sup>1</sup> A l'exclusion des arriérés.

<sup>2</sup> Nombre de cartes de banque et de cartes de crédit en circulation (y compris celles attribuées à des non-particuliers).



## XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUE ET CARTES DE CREDIT

### 2. Contrats non honorés

Source : Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Nombre de personnes enregistrées <sup>1</sup> (milliers)	Nombre de contrats enregistrés (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible <sup>2</sup> des contrats visés à la colonne précédente (milliards de francs)	p.m. indice du nombre de consultations <sup>3</sup> 1988 = 100
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1988 .....	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989 .....	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990 .....	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 .....	244,1	272,9	196,6	18,9	94
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	168,2	171,5	122,9	10,0	100
4 <sup>e</sup> trimestre .....	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	183,4	193,7	134,7	11,5	110
2 <sup>e</sup> trimestre .....	190,7	204,1	139,9	12,2	102
3 <sup>e</sup> trimestre .....	196,4	212,2	146,8	13,0	96
4 <sup>e</sup> trimestre .....	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	213,4	238,3	171,3	15,7	119
2 <sup>e</sup> trimestre .....	225,2	250,4	180,5	16,8	97
3 <sup>e</sup> trimestre .....	234,6	260,9	187,5	17,6	98
4 <sup>e</sup> trimestre .....	244,1	272,9	196,6	18,9	94
1990 Décembre .....	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 Janvier .....	207,3	230,0	163,5	14,7	105
Février .....	209,2	233,0	166,3	15,2	101
Mars .....	213,4	238,3	171,3	15,7	119
Avril .....	219,5	242,3	174,6	16,1	124
Mai .....	223,3	247,5	178,8	16,6	101
Juin .....	225,2	250,4	180,5	16,8	97
Juillet .....	227,1	252,7	181,9	17,0	90
Août .....	229,5	255,8	183,6	17,1	85
Septembre .....	234,6	260,9	187,5	17,6	98
Octobre .....	236,8	264,6	190,6	18,1	115
Novembre .....	242,3	270,6	194,8	18,7	102
Décembre .....	244,1	272,9	196,6	18,9	94

<sup>1</sup> A l'exclusion des garants.

<sup>2</sup> Pour les contrats non résiliés, il s'agit des arriérés; pour les autres, il s'agit du montant exigible.

<sup>3</sup> Moyenne mensuelle du nombre de consultations calculée selon un mois-type de 22 jours ouvrables.

## XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

### 1. Demandes de crédits hypothécaires pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux<sup>1\*</sup>

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte <sup>2</sup>	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte <sup>2</sup>	Transformation	Construction	Total
1983 .....	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984 .....	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985 .....	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986 .....	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	43,6	182,4
1987 .....	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988 .....	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989 .....	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990 .....	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	16,4	2,4	2,5	5,6	26,9	34,3	5,4	2,8	14,7	57,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	22,3	3,2	3,4	11,9	40,8	50,5	7,6	4,1	32,0	94,2
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	17,9	2,5	2,9	9,3	32,6	38,5	6,1	3,4	24,5	72,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	14,8	2,1	2,3	3,8	23,0	30,1	4,7	2,4	9,5	46,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	14,5	2,0	2,2	3,7	22,4	30,0	4,8	2,4	9,5	46,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	17,9	2,4	2,8	7,5	30,6	37,2	5,7	3,5	18,9	65,3
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	14,3	2,0	2,8	4,7	23,8	28,6	4,3	3,1	11,0	47,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	17,6	2,3	3,1	4,6	27,6	34,7	5,0	3,4	10,5	53,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	16,2	2,0	2,9	5,1	26,2	33,1	4,5	3,4	12,1	53,1
1990 Octobre .....	8,4	1,1	1,3	4,1	14,9	17,8	2,7	1,7	10,6	32,8
Novembre .....	5,2	0,7	0,8	2,2	8,9	10,6	1,6	1,0	5,3	18,5
Décembre .....	4,3	0,6	0,7	1,2	6,8	8,8	1,4	0,8	3,0	14,0
1991 Janvier .....	5,0	0,7	0,9	1,9	8,5	10,0	1,4	1,0	4,2	16,6
Février .....	4,4	0,7	0,8	1,5	7,4	8,8	1,3	1,0	3,4	14,5
Mars .....	4,9	0,7	1,0	1,4	8,0	9,8	1,6	1,0	3,3	15,7
Avril .....	5,6	0,8	1,0	1,4	8,8	10,8	1,6	1,0	3,3	16,7
Mai .....	6,0	0,7	1,0	1,5	9,2	12,0	1,6	1,1	3,5	18,2
Juin .....	6,0	0,8	1,1	1,7	9,6	11,9	1,8	1,3	3,7	18,7
Juillet .....	5,8	0,7	1,0	1,6	9,1	12,0	1,7	1,2	3,8	18,7
Août .....	5,0	0,6	0,9	1,6	8,1	10,0	1,3	1,1	4,0	16,4
Septembre .....	5,4	0,7	1,0	1,9	9,0	11,1	1,5	1,1	4,3	18,0
Octobre .....	6,6	0,9	1,1	1,9	10,5	13,1	1,9	1,3	5,0	21,3

<sup>1</sup> Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours des ces crédits.

<sup>2</sup> Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

\* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI<sup>e</sup> année, Tome II, n<sup>os</sup> 1-2, juillet-août 1986.

**XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES**

**2. Inscriptions hypothécaires**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs <sup>1</sup>
1983 .....	12,0
1984 .....	14,1
1985 .....	15,2
1986 .....	21,1
1987 .....	27,2
1988 .....	28,5
1989 .....	35,4
1990 .....	32,2
1991 .....	33,7
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	36,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	38,5
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	34,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	34,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	28,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	32,1
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	32,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	31,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	35,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	35,5

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus, y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

## XVI - 6a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits <sup>3</sup>	Total <sup>4</sup>  (8) = (3) à (7)	dont	Total	dont
									Monnaies étran- gères <sup>5</sup>		Monnaies étran- gères <sup>5</sup>
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1983 .....	8,6	5,5	13,3	1,7	1,1	4,7	5,7	26,4	8,1	119,0	101,2
1984 .....	1,4	-0,8	38,4	6,4	-12,1	- 0,5	- 6,7	25,4	3,7	150,2	128,2
1985 .....	- 9,4	-0,3	40,2	5,1	- 0,1	- 9,6	52,5	88,2	16,5	-113,6	-115,2
1986 .....	2,6	-3,5	68,8	2,9	16,5	-16,2	21,0	93,0	23,4	- 38,9	- 60,6
1987 .....	- 8,8	-2,5	115,5	14,3	-47,9	-13,1	79,9	148,9	14,4	- 21,2	- 10,2
1988 .....	-18,7	0,4	124,0	21,1	0,5	- 0,7	165,7	310,6	64,0	80,4	73,6
1989 .....	0,9	3,3	150,0	4,3	- 2,6	- 0,4	294,4	445,7	65,5	124,8	94,2
1990 .....	-16,2	-6,5	164,8	11,8	-17,6	- 8,6	82,2	232,6	8,0	18,5	13,6
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 1,7	1,8	37,9	- 1,5	- 2,6	- 2,7	67,9	99,0	18,1	- 22,7	- 46,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,1	-1,1	43,2	- 1,7	0,9	3,8	83,0	129,2	- 8,1	- 60,7	- 52,1
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,2	-3,2	43,9	4,6	-13,6	- 3,3	- 89,8	- 58,2	7,9	53,8	53,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	- 1,2	0,0	37,5	8,8	7,0	- 2,4	57,4	108,3	-19,3	- 17,9	- 22,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 0,4	-0,9	34,4	2,2	-11,2	- 3,8	58,4	80,0	18,6	19,6	- 0,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	-14,8	-2,4	49,0	- 3,8	0,2	0,9	56,2	102,5	0,8	- 37,0	- 17,2
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,4	2,3	24,8	- 1,6	2,5	- 0,1	45,0	70,6	30,7	41,5	47,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,8	0,0	36,6	0,3	4,1	- 1,1	25,9	65,8	16,7	26,7	- 6,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,4	-0,9	40,2	- 2,3	-17,0	- 1,6	36,3	55,6	- 8,3	- 33,7	- 12,3

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

<sup>3</sup> Principalement des avances.

<sup>4</sup> Cf. colonnes (8) et (9) du tableau XVI-1.

<sup>5</sup> Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 6b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES  
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits <sup>3</sup>	Total  (8) = (3) à (7)	dont	Total	dont
									Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1983 .....	106,7	47,1	566,9	14,4	214,9	148,6	540,1	1.484,9	176,1	867,7	817,7
1984 .....	108,0	46,2	605,3	20,8	202,8	148,1	552,6	1.529,6	199,1	1.017,9	954,5
1985 .....	98,6	45,9	645,5	25,9	202,7	138,5	588,0	1.600,6	198,3	904,4	832,8
1986 .....	101,1	42,4	714,4	28,7	219,3	122,2	593,0	1.677,6	205,7	865,5	786,3
1987 .....	92,3	39,9	830,0	43,1	171,4	109,2	665,2	1.818,8	212,5	844,3	752,3
1988 .....	73,6	40,3	954,0	64,1	171,8	108,6	844,1	2.142,6	289,9	924,8	830,7
1989 .....	73,8	43,6	1.104,0	68,5	169,2	108,2	1.127,5	2.577,4	344,4	1.049,6	929,3
1990 .....	57,7	37,2	1.268,8	80,2	151,5	99,6	1.185,2	2.785,3	327,9	1.068,1	949,4
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	74,4	42,9	1.022,9	71,6	170,9	107,1	1.000,6	2.373,1	358,4	1.133,0	1.030,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	72,7	44,7	1.060,7	70,1	168,3	104,4	1.062,9	2.466,4	370,8	1.110,2	980,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	73,8	43,6	1.104,0	68,5	169,2	108,2	1.127,5	2.577,4	344,4	1.049,6	929,3
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	74,1	40,5	1.147,9	73,1	155,5	104,9	1.032,6	2.514,0	347,2	1.103,4	987,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	72,9	40,5	1.185,4	81,8	162,6	102,5	1.087,4	2.619,7	325,3	1.085,5	964,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	72,5	39,6	1.219,8	84,0	151,4	98,8	1.139,4	2.693,4	337,5	1.105,1	974,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	57,7	37,2	1.268,8	80,2	151,5	99,6	1.185,2	2.785,3	327,9	1.068,1	949,4
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	58,0	39,6	1.293,6	78,6	154,0	99,5	1.251,5	2.877,2	380,0	1.109,5	1.000,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	58,9	39,7	1.330,1	78,9	158,1	98,4	1.287,9	2.953,4	407,1	1.136,2	1.001,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	59,2	38,8	1.370,4	76,7	141,1	96,8	1.309,6	2.994,6	384,3	1.102,5	994,6

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

<sup>3</sup> Principalement des avances.

## XVI - 7a. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger				
	Organismes publics d'exploitation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits <sup>3</sup>	Total (8) = (3) à (7)	dont		Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total (12) = (10) + (11)	dont
									Monnaies étrangères <sup>4</sup>	Monnaies étrangères <sup>4</sup>				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1983 .....	3,2	4,0	9,4	1,5	2,3	4,7	- 1,2	16,7	8,0	9,2	99,4	108,5	99,8	
1984 .....	0,5	-2,6	30,3	3,5	-11,4	- 0,5	- 6,8	15,1	3,4	6,6	135,6	142,2	133,2	
1985 .....	-6,2	-0,5	18,2	4,7	2,7	- 9,6	40,0	55,9	7,3	-10,6	-108,8	-119,4	-122,1	
1986 .....	-3,0	0,6	50,4	1,6	15,9	-16,2	15,1	66,9	28,3	11,1	- 56,6	- 45,5	- 51,3	
1987 .....	-1,5	3,2	71,9	13,4	-47,5	-13,1	79,6	104,3	13,0	-24,0	- 7,6	- 31,6	- 40,5	
1988 .....	-7,6	1,4	77,1	19,7	- 0,1	- 0,7	138,2	234,2	56,0	- 1,2	81,6	80,4	78,1	
1989 .....	3,8	2,9	83,5	3,0	- 2,5	- 0,4	262,5	346,1	58,6	1,3	92,9	94,2	71,3	
1990 .....	-6,1	-5,3	67,8	10,5	-18,2	- 8,6	55,9	107,4	5,1	5,2	4,3	9,5	15,4	
1989 3 <sup>e</sup> trimestre ...	2,1	2,2	19,7	- 1,5	- 2,5	- 2,7	64,5	77,5	12,0	- 5,2	- 19,1	- 24,3	- 48,3	
4 <sup>e</sup> trimestre ...	1,3	-1,5	24,8	- 2,4	0,9	3,8	57,1	84,2	-10,6	3,2	- 77,9	- 74,7	- 65,7	
1990 1 <sup>er</sup> trimestre ...	-0,2	-1,9	22,0	4,2	-13,9	- 3,3	- 81,9	- 72,9	11,1	7,9	37,4	45,3	48,8	
2 <sup>e</sup> trimestre ...	-0,5	0,2	14,4	8,4	6,8	- 2,4	30,1	57,3	-16,5	- 0,5	- 27,9	- 28,4	- 30,3	
3 <sup>e</sup> trimestre ...	0,2	-0,5	11,3	1,6	-11,3	- 3,8	64,8	62,6	11,1	9,0	4,2	13,2	8,7	
4 <sup>e</sup> trimestre ...	-5,6	-3,1	20,1	- 3,7	0,2	0,9	42,9	60,4	- 0,6	-11,2	- 9,4	- 20,6	- 11,8	
1991 1 <sup>er</sup> trimestre ...	0,4	2,3	18,4	- 2,1	1,8	- 0,1	38,1	56,1	27,0	3,0	35,0	38,0	44,6	
2 <sup>e</sup> trimestre ...	0,8	0,5	13,5	0,0	4,1	- 1,1	13,2	29,7	2,2	8,3	8,4	16,7	- 1,9	
3 <sup>e</sup> trimestre ...	0,5	-0,9	13,6	- 2,3	-16,7	- 1,6	28,3	21,3	- 1,7	4,4	- 35,3	- 30,9	- 10,5	

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

<sup>3</sup> Principalement des avances.

<sup>4</sup> Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

## XVI - 7b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger			
	Organismes publics d'exploitation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits <sup>3</sup>	Total	dont	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères <sup>4</sup>				Monnaies étrangères <sup>4</sup>
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)	
1983 .....	38,7	16,4	126,9	13,1	209,6	148,6	477,5	975,7	175,2	55,0	797,2	852,1	804,6
1984 .....	39,2	13,9	157,3	16,7	198,2	148,1	490,0	1.010,3	197,9	61,6	932,8	994,3	937,9
1985 .....	33,1	13,4	175,5	21,4	200,9	138,5	512,8	1.049,1	188,0	51,0	824,0	875,0	815,8
1986 .....	30,0	14,0	225,9	23,0	216,9	122,2	511,9	1.099,9	200,4	62,0	767,5	829,5	764,4
1987 .....	28,5	17,2	297,8	36,5	169,4	109,2	583,8	1.196,6	205,6	37,9	759,8	797,7	723,9
1988 .....	20,8	18,5	375,0	56,2	169,3	108,6	735,2	1.444,3	274,8	36,8	841,5	878,3	802,1
1989 .....	24,7	21,4	458,4	59,2	167,0	108,2	986,8	1.779,6	322,5	38,1	934,4	972,5	873,5
1990 .....	18,6	16,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.018,0	1.862,3	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1989 2 <sup>e</sup> trimestre ...	21,2	20,7	414,0	63,1	168,5	107,1	889,0	1.641,8	345,1	40,1	1.031,3	1.071,4	987,4
3 <sup>e</sup> trimestre ...	23,3	22,9	433,7	61,6	166,0	104,4	948,0	1.713,7	351,4	34,9	1.012,2	1.047,1	939,1
4 <sup>e</sup> trimestre ...	24,7	21,4	458,4	59,2	167,0	108,2	986,8	1.779,6	322,5	38,1	934,4	972,5	873,5
1990 1 <sup>er</sup> trimestre ...	24,5	19,5	480,4	63,5	153,1	104,9	899,7	1.701,6	328,5	45,9	971,8	1.017,7	922,3
2 <sup>e</sup> trimestre ...	24,0	19,7	494,9	71,8	159,9	102,5	927,1	1.756,2	309,3	45,4	943,9	989,3	892,0
3 <sup>e</sup> trimestre ...	24,2	19,2	506,1	73,4	148,6	98,8	985,5	1.812,4	314,0	54,4	948,1	1.002,5	900,7
4 <sup>e</sup> trimestre ...	18,6	16,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.018,0	1.862,3	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1991 1 <sup>er</sup> trimestre ...	19,0	18,4	544,6	67,6	150,5	99,5	1.077,5	1.939,7	351,5	46,2	973,7	1.019,9	933,4
2 <sup>e</sup> trimestre ...	19,8	18,9	558,1	67,6	154,7	98,4	1.101,2	1.980,0	364,2	54,5	982,2	1.036,7	931,5
3 <sup>e</sup> trimestre ...	20,3	18,0	571,6	65,3	138,0	96,8	1.114,9	1.986,6	347,9	58,9	946,9	1.005,8	921,0

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

<sup>3</sup> Principalement des avances.

**XVI - 8a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES  
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1<sup>er</sup>  
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'exploit- ation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement <sup>3</sup>	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres <sup>4</sup>	Total	dont		
							Monnaies étran- gères <sup>5</sup>	Total	dont Monnaies étran- gères <sup>5</sup>
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)			
1983 .....	2,9	1,5	6,5	-1,1	0,8	6,2	0,0	4,4	2,3
1984 .....	0,9	2,0	8,6	-0,5	1,8	9,9	0,0	5,6	3,6
1985 .....	-1,6	-0,5	9,0	-2,9	3,7	9,8	0,6	4,7	1,0
1986 .....	4,3	-2,8	18,1	0,4	6,4	24,9	-0,1	3,0	2,0
1987 .....	-2,6	-3,5	21,3	-0,5	2,9	23,7	-0,1	4,8	1,3
1988 .....	-4,3	0,3	28,6	0,2	13,4	42,2	4,1	- 0,5	0,4
1989 .....	-2,1	0,6	40,0	0,0	7,9	47,9	-1,9	17,2	15,3
1990 .....	-1,1	-0,8	40,6	0,6	21,0	62,1	2,0	5,5	2,5
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	-2,2	-0,3	12,2	-0,2	- 2,1	9,9	1,8	3,1	0,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,1	0,3	12,4	-0,1	1,6	13,9	-1,2	12,9	13,1
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,6	-1,1	12,1	0,3	10,1	22,4	1,3	7,6	8,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,2	-0,1	9,2	0,1	10,1	19,4	-0,3	7,8	3,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-0,2	-0,4	7,4	0,1	2,9	10,4	0,6	0,5	- 0,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	-1,7	0,8	11,9	0,1	- 2,1	9,9	0,4	-10,4	- 8,5
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,4	0,1	9,0	0,2	5,9	15,2	1,4	3,2	2,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	-0,4	8,9	0,1	6,0	15,0	4,4	6,3	6,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,0	8,3	-0,3	9,5	17,5	-0,7	- 0,1	3,0

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

<sup>3</sup> Y compris le crédit-bail.

<sup>4</sup> Principalement des avances.

<sup>5</sup> Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.



**XVI - 8b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES  
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I<sup>er</sup>  
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'exploit- ation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement <sup>3</sup>	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres <sup>4</sup>	Total	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères		Monnaies étran- gères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1983 .....	20,4	21,8	91,9	4,6	17,5	114,1	0,0	9,6	7,0
1984 .....	21,4	23,8	100,5	4,0	19,2	123,7	0,0	15,1	10,6
1985 .....	19,7	23,4	109,5	1,1	23,0	133,5	0,7	19,8	11,5
1986 .....	24,1	20,5	127,7	1,5	29,3	158,5	0,5	22,9	13,6
1987 .....	21,5	17,0	148,8	1,0	32,3	182,2	0,4	27,7	14,9
1988 .....	17,2	17,4	177,4	1,2	45,7	224,3	4,6	27,2	15,3
1989 .....	15,2	18,0	217,3	1,2	53,7	272,2	2,7	44,4	30,6
1990 .....	14,1	17,2	257,8	1,8	74,7	334,3	4,7	49,8	33,1
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	17,3	18,0	192,8	1,5	54,2	248,4	2,1	28,4	16,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	15,1	17,7	204,9	1,3	52,1	258,3	3,8	31,5	17,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	15,2	18,0	217,3	1,2	53,7	272,2	2,7	44,4	30,6
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	15,8	16,9	229,3	1,5	63,8	294,6	4,0	52,0	39,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	16,0	16,8	238,5	1,6	73,9	314,0	3,7	59,8	42,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	15,8	16,4	245,9	1,7	76,8	324,4	4,3	60,2	41,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	14,1	17,2	257,8	1,8	74,7	334,3	4,7	49,8	33,1
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	14,5	17,2	266,9	2,0	80,6	349,5	6,1	53,0	35,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	14,5	16,8	275,8	2,1	86,6	364,5	10,6	59,3	42,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	14,5	16,8	284,0	1,8	96,2	382,0	9,9	59,1	45,0

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>3</sup> Y compris le crédit-bail.

<sup>4</sup> Principalement des avances.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

## XVI - 9a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investissement <sup>3</sup>	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres <sup>4</sup>	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères <sup>5</sup>		Monnaies étrangères <sup>5</sup>
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	
1983 .....	1,8	0,1	- 2,4	-0,2	6,3	3,7	0,1	6,0	6,0
1984 .....	0,3	-0,4	2,3	-0,1	- 1,7	0,5	0,3	2,4	- 0,1
1985 .....	-1,0	0,5	13,5	0,0	8,9	22,5	8,4	1,1	- 0,4
1986 .....	-0,2	-1,2	1,4	0,1	- 0,4	1,2	- 4,7	3,6	2,8
1987 .....	-4,0	-2,2	23,4	0,1	- 2,7	20,8	1,6	5,8	5,2
1988 .....	-6,5	-1,1	19,6	0,3	14,1	33,9	4,1	0,4	- 0,1
1989 .....	-2,4	-0,2	28,1	-0,2	23,8	51,6	8,8	13,5	11,9
1990 .....	-7,1	-0,3	57,8	0,0	5,5	63,2	0,9	3,5	2,3
1989 3 <sup>e</sup> trimestre .....	-1,5	-0,1	6,1	0,0	5,5	11,5	4,3	- 1,5	- 2,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	-1,3	0,2	6,8	0,1	24,2	31,1	3,7	1,1	1,3
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,1	-0,2	10,2	0,0	-17,9	- 7,8	- 4,5	0,8	1,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	-1,0	-0,1	14,4	0,1	17,3	31,7	- 2,4	2,8	4,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-0,2	0,0	16,3	0,0	- 9,3	7,1	6,9	5,9	1,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	-6,0	0,0	16,9	-0,1	15,4	32,2	0,9	- 6,0	- 4,3
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	-0,1	0,0	- 2,2	0,5	0,9	- 0,8	2,2	0,4	3,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,0	14,6	-0,2	6,7	21,1	10,0	3,6	- 2,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,0	0,0	18,4	0,0	- 1,5	16,9	- 5,9	- 2,7	0,4

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

<sup>3</sup> Y compris le crédit-bail.

<sup>4</sup> Principalement des avances.

<sup>5</sup> Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 9b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES  
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation <sup>2</sup>	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement <sup>3</sup>	Crédits d'es- compte et d'accep- tation (4)	Autres <sup>4</sup>	Total  (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)
1983 .....	44,7	8,9	349,4	0,7	45,0	395,1	0,9	6,0	6,0
1984 .....	45,1	8,5	351,6	0,5	43,4	395,5	1,2	8,5	6,0
1985 .....	44,0	9,1	365,1	0,7	52,2	418,0	9,7	9,5	5,5
1986 .....	43,8	7,9	366,5	0,9	51,8	419,2	4,9	13,1	8,3
1987 .....	39,7	5,6	389,9	1,0	49,1	440,0	6,4	18,9	13,5
1988 .....	33,2	4,4	409,4	1,3	63,2	473,9	10,4	19,3	13,4
1989 .....	30,9	4,3	437,5	1,0	87,0	525,5	19,2	32,8	25,2
1990 .....	23,8	4,0	495,3	1,0	92,4	588,8	20,1	36,3	27,5
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	33,6	4,2	424,6	0,9	57,4	482,9	11,2	33,2	26,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	32,1	4,1	430,7	0,9	62,8	494,4	15,5	31,7	23,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	30,9	4,3	437,5	1,0	87,0	525,5	19,2	32,8	25,2
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	31,0	4,1	447,7	1,0	69,1	517,8	14,7	33,6	26,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	30,0	4,0	462,0	1,1	86,4	549,5	12,3	36,4	30,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	29,8	4,0	478,4	1,1	77,0	556,6	19,2	42,3	31,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	23,8	4,0	495,3	1,0	92,4	588,8	20,1	36,3	27,5
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	23,7	4,0	493,1	1,5	93,4	588,0	22,4	36,6	30,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	23,7	4,0	507,7	1,3	100,1	609,1	32,4	40,3	28,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	23,7	4,0	526,1	1,3	98,6	626,0	26,5	37,5	28,6

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>3</sup> Y compris le crédit-bail.

<sup>4</sup> Principalement des avances.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

## XVI - 10. — ENGAGEMENTS DES SOCIÉTÉS<sup>1</sup> A L'ÉGARD DE L'ÉTRANGER

(variations en milliards de francs)

Période	Investissements directs en Belgique		Autres acquisitions d'actions belges par l'étranger	Acquisitions d'obligations belges par l'étranger		Acquisitions d'immeubles par l'étranger	Autres engagements	Total	dont <sup>3</sup> :	
	Création et extension de sociétés, prises de participation	Prêts		Organismes publics d'exploitation <sup>2</sup>	Sociétés privées				Franc belge	Monnaies étrangères <sup>4</sup>
			(1)			(2)	(3)	(4)		
1983 .....	50,5	-11,4	1,4	2,7	0,1	3,0	- 4,5	41,8	- 0,1	- 3,5
1984 .....	12,6	-10,4	- 4,7	7,3	0,7	3,0	29,5	38,0	- 3,9	25,1
1985 .....	27,8	13,8	12,1	- 5,8	2,1	3,9	15,3	69,2	13,2	- 0,7
1986 .....	23,5	-10,5	28,8	- 4,9	0,6	2,6	13,9	54,0	35,9	- 9,1
1987 .....	57,9	11,3	23,8	- 6,3	2,6	0,2	21,6	111,1	34,8	- 6,7
1988 .....	115,8	40,4	17,9	- 0,2	-0,9	2,9	14,3	190,2	36,7	- 7,1
1989 .....	128,8	95,8	30,6	-10,0	-4,6	11,9	60,4	312,9	43,8	2,6
1990 .....	151,7	92,2	28,1	-10,1	3,0	14,9	51,3	331,0	39,2	- 1,9
1989 2 <sup>e</sup> trimestre .....	43,8	23,7	2,4	- 0,3	-1,4	2,7	2,4	73,3	0,6	4,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	21,3	34,4	16,7	- 3,1	-0,3	3,8	21,1	93,9	18,5	3,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	22,8	33,0	3,6	- 4,3	-0,2	4,2	26,4	85,5	15,3	- 1,6
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	41,7	9,7	8,1	0,3	0,5	3,0	6,4	69,7	7,3	3,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39,1	20,1	4,6	- 4,1	0,6	2,9	54,1	117,3	24,0	4,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	21,7	9,8	6,4	- 4,5	0,9	4,7	15,0	54,0	15,9	1,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	49,2	52,6	9,0	- 1,8	1,0	4,3	-24,2	90,0	- 8,0	-10,8
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	36,8	29,5	0,5	- 1,9	1,5	3,9	13,8	84,1	23,4	- 2,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	66,7	21,2	6,2	- 0,2	2,2	2,6	25,7	124,4	30,4	1,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	21,7	- 3,5	8,2	0,5	0,8	1,4	-11,6	17,5	-11,1	3,3

<sup>1</sup> Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1964.

<sup>2</sup> Y compris les certificats à un an au plus.

<sup>3</sup> Le solde concerne les engagements envers l'étranger, dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

<sup>4</sup> Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 11. — CREDITS<sup>1</sup> D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL<sup>2</sup> AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**1. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire<sup>3</sup> est un résident belge**

Ventilation d'après la branche d'activité du bénéficiaire

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
<b>Agriculture et commerce de gros des produits agricoles</b> .....	85,8	92,1	103,2	106,0	60,3	62,5	70,0	73,9
<b>Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries</b> .....	44,7	48,0	51,7	49,0	14,9	16,9	17,1	13,2
Alimentation, boissons et tabac .....	217,6	235,3	262,2	276,9	92,3	107,1	129,0	139,1
Textile, habillement et cuir .....	124,3	135,3	146,5	156,2	61,9	70,1	82,9	89,9
Industrie chimique <sup>4</sup> .....	317,1	339,5	374,8	375,8	82,8	105,9	130,7	147,5
Métallurgie de base .....	135,3	142,3	168,0	172,3	59,1	59,9	70,4	63,9
Fabrications métalliques .....	458,6	498,3	577,2	537,8	186,8	228,7	261,6	242,2
Produits minéraux non métalliques et bois	122,3	134,2	172,0	177,2	64,4	71,2	101,3	96,9
Papier, carton et imprimerie .....	77,4	85,2	95,6	104,1	41,0	48,4	55,9	59,5
Pétrole .....	118,9	136,2	133,1	135,0	20,5	24,1	22,3	30,6
Diamant et orfèvrerie .....	45,8	54,7	61,5	56,7	26,6	34,8	36,2	38,5
Autres .....	3,9	3,9	4,7	4,8	2,3	2,0	2,5	3,4
<b>Construction et affaires immobilières de génie civil</b> .....	137,0	161,7	216,7	273,9	76,3	93,5	137,5	179,1
<b>Production et distribution d'énergie et d'eau</b> ..	158,4	160,9	156,5	137,3	82,9	86,7	91,8	78,3
<b>Autres services :</b>								
Commerce de gros non spécialisé .....	129,8	162,8	183,0	184,5	70,7	84,6	106,3	109,4
Commerce de détail .....	162,3	194,5	237,8	258,4	113,4	130,6	166,4	176,9
Transports, entrepôts et communications .....	211,2	242,1	282,5	346,5	132,9	151,0	177,8	235,5
Services financiers <sup>5</sup> .....	287,1	415,4	491,9	512,7	134,6	192,4	215,7	204,8
Autres services aux entreprises <sup>6</sup> .....	120,8	151,1	206,8	331,2	62,3	79,2	124,8	209,4
Autres services aux particuliers <sup>7</sup> .....	177,8	202,1	228,9	305,1	169,6	188,1	231,8	256,9
<b>Total ...</b>	<b>3.160,4</b>	<b>3.622,4</b>	<b>4.205,1</b>	<b>4.501,4</b>	<b>1.555,6</b>	<b>1.837,7</b>	<b>2.232,0</b>	<b>2.448,9</b>

<sup>1</sup> Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

<sup>2</sup> Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

<sup>3</sup> Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

<sup>4</sup> Y compris industrie du plastique, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

<sup>5</sup> Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

<sup>6</sup> Notamment entreprises de factoring, de location-financement, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

<sup>7</sup> Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVI - 11. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**2. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire<sup>1</sup> est un non-résident**

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(encours en milliards de francs)

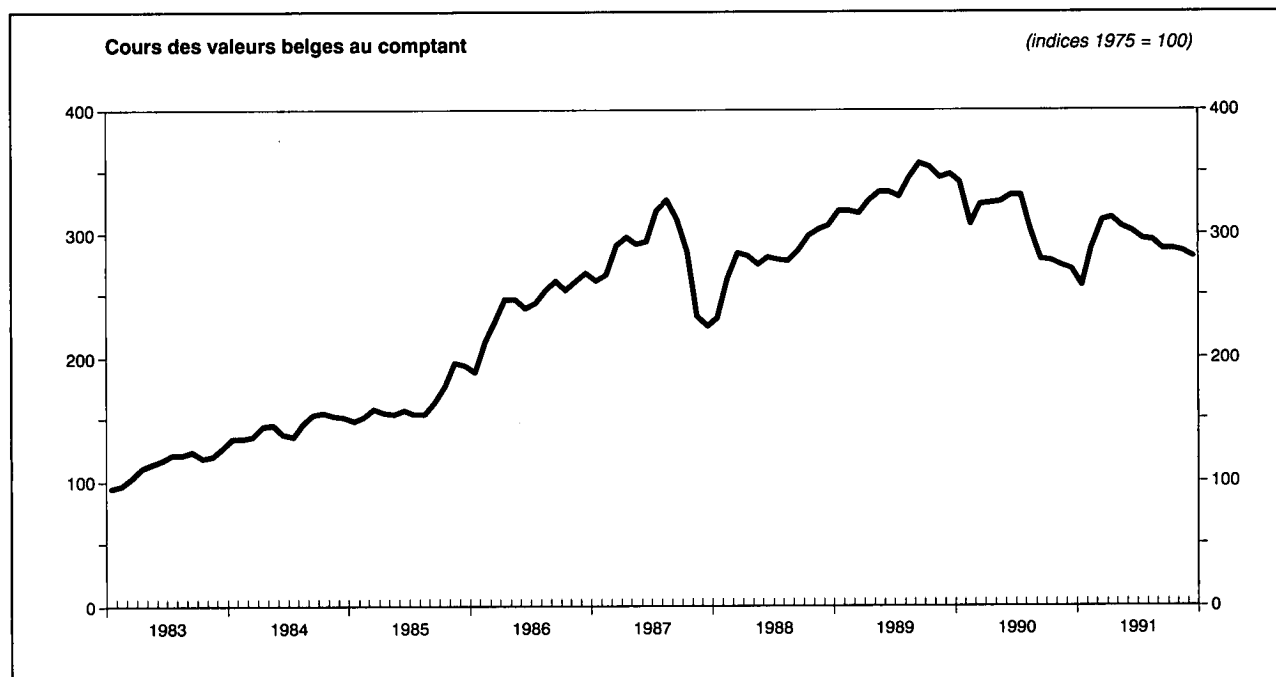
Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
<b>Communauté Economique Européenne</b> .....	829,6	1.139,0	1.182,4	1.240,4	293,0	374,2	398,7	460,8
Royaume-Uni .....	316,3	487,8	548,5	538,9	56,1	85,9	120,7	102,7
Allemagne .....	103,4	146,1	120,9	152,7	39,9	51,8	46,5	62,8
France .....	85,3	89,4	79,7	98,4	31,0	32,9	34,8	42,9
Pays-Bas .....	101,6	121,8	140,7	159,5	45,9	51,8	50,1	72,5
Italie .....	69,6	74,1	77,0	86,8	28,1	33,4	36,3	50,0
Luxembourg .....	43,4	64,9	66,4	54,0	11,3	20,0	14,3	15,0
Danemark .....	12,0	29,0	25,3	27,4	7,3	10,5	8,7	22,0
Irlande .....	5,3	3,2	3,2	11,5	0,4	0,6	1,1	6,8
Grèce .....	5,3	5,2	4,2	3,3	4,0	4,0	2,9	2,5
Espagne .....	62,3	81,7	82,8	78,0	50,1	60,7	63,5	64,9
Portugal .....	25,1	35,8	33,7	29,9	18,9	22,6	19,8	18,6
<b>Autres pays d'Europe</b> .....	87,8	106,2	139,3	106,4	32,7	39,3	50,5	47,6
dont : Suisse .....	46,4	61,1	80,6	58,6	12,2	15,0	21,1	22,4
Norvège .....	4,7	5,5	5,0	5,2	1,0	1,5	2,2	1,9
Suède .....	8,3	13,4	17,5	11,5	0,3	3,3	8,4	6,3
<b>Etats-Unis et Canada</b> .....	323,4	423,4	449,8	397,7	105,0	132,3	118,0	132,0
<b>Pays exportateurs de pétrole</b> .....	57,9	56,6	61,4	49,1	46,6	42,1	41,7	34,2
<b>Autres pays de l'hémisphère occidental</b> .....	172,4	151,1	165,2	153,7	90,2	79,8	86,2	74,1
dont : Brésil .....	51,8	42,7	36,0	23,8	25,4	17,8	14,9	9,2
Mexique .....	25,9	20,2	25,9	23,1	21,8	17,5	20,9	15,1
<b>Autres pays d'Afrique</b> .....	41,6	49,0	53,4	48,4	34,7	35,8	36,2	32,3
dont : Afrique du Sud .....	3,4	4,8	4,0	2,7	2,7	3,4	3,3	1,9
Zaïre .....	15,1	19,1	24,1	26,0	13,2	12,4	14,7	15,0
<b>Australie et Nouvelle-Zélande</b> .....	123,9	114,5	111,1	65,6	88,0	72,5	72,2	45,7
<b>Autres pays d'Asie</b> .....	184,3	146,4	162,9	128,0	84,0	82,1	78,5	49,9
dont : Japon .....	94,4	55,1	47,3	16,7	32,9	34,4	28,3	6,7
<b>Total</b> ...	<b>1.820,9</b>	<b>2.186,2</b>	<b>2.325,5</b>	<b>2.189,3</b>	<b>774,2</b>	<b>858,1</b>	<b>882,0</b>	<b>876,6</b>

<sup>1</sup> Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même

envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers.

## XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

### 1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance <sup>1,2</sup>	Cours des actions au comptant <sup>3</sup>		Taux de rendement des actions <sup>4</sup>		Capitaux traités Moyennes par séance <sup>1</sup>	Cours des actions au comptant <sup>3</sup>
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles <sup>5</sup>		
		(millions de francs)	(indices 1975 = 100)		(%)		
1984 .....	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985 .....	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986 .....	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987 .....	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1988 .....	1.227	281	276	3,2	2,8	354	464
1989 .....	1.232	336	310	2,9	2,4	463	586
1990 .....	913	308	282	2,9	2,5	376	531
1991 .....	889	293	277	3,3	3,0	291	526
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.352	349	317	2,8	2,4	458	602
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.306	325	295	2,7	2,0	572	586
2 <sup>e</sup> trimestre .....	951	327	300	2,4	1,8	351	565
3 <sup>e</sup> trimestre .....	824	304	277	3,0	2,9	364	515
4 <sup>e</sup> trimestre .....	570	274	256	3,6	3,5	217	456
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	887	285	270	3,3	3,6	298	485
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.044	307	289	3,2	2,7	339	532
3 <sup>e</sup> trimestre .....	760	293	279	3,4	2,9	289	560
4 <sup>e</sup> trimestre .....	865	285	269	3,4	3,1	239	526
1990 Décembre .....	514	271	255	3,6	3,5	232	456
1991 Janvier .....	487	257	244	3,7	3,7	274	447
Février .....	1.038	289	274	3,2	3,1	312	482
Mars .....	1.137	311	293	3,0	2,9	308	525
Avril .....	1.082	313	294	3,1	2,7	286	496
Mai .....	1.032	306	289	3,2	2,6	306	537
Juin .....	1.017	302	286	3,2	2,6	426	563
Juillet .....	785	296	282	3,3	2,8	318	567
Août .....	765	295	281	3,3	2,8	314	562
Septembre .....	730	288	274	3,5	3,0	234	552
Octobre .....	808	288	274	3,4	3,0	251	547
Novembre .....	936	286	269	3,5	3,1	278	535
Décembre .....	850	281	264	3,4	3,1	189	497

<sup>1</sup> Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

<sup>2</sup> Obligations de sociétés et actions uniquement.

<sup>3</sup> Source : INS. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

<sup>4</sup> Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Source : Kredietbank.

<sup>5</sup> Actions sans avantages fiscaux.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS<sup>1</sup>**

Source : *INS*.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
<b>A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique<sup>4</sup></b>									
1970 .....	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971 .....	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972 .....	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973 .....	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974 .....	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975 .....	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976 .....	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977 .....	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
<b>B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger</b>									
1970 .....	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971 .....	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972 .....	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973 .....	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974 .....	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975 .....	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976 .....	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977 .....	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
<b>C. — Total<sup>4</sup></b>									
1970 .....	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971 .....	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972 .....	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973 .....	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974 .....	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975 .....	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976 .....	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977 .....	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

<sup>1</sup> Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la BNB, la SNCI et la SABENA.



## XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS<sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : INS (données modifiées par la BNB<sup>2</sup>).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues			émissions continues nettes (6)	Total des émissions nettes (7) = (5) + (6)	Total des émissions nettes (8) = (2) + (7)	Total des émissions nettes (INS) (9)
			émissions brutes (3)	amortissements (4)	émissions nettes (5) = (3) - (4)				
<b>A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique</b>									
1973 .....	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	<b>37,7</b>	39,1
1974 .....	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	<b>42,2</b>	43,2
1975 .....	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	<b>53,0</b>	58,1
1976 .....	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* <b>51,4</b>	* 63,3
1977 .....	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* <b>78,4</b>	* 99,4
1978 .....	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* <b>55,9</b>	* 72,9
1979 .....	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* <b>56,6</b>	* 79,8
1980 .....	87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	<b>75,6</b>	120,0
<b>B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger</b>									
1973 .....	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	<b>0,2</b>	0,2
1974 .....	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	<b>0,1</b>	0,1
1975 .....	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	<b>1,8</b>	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	<b>0,4</b>	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- <b>0,3</b>	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- <b>0,4</b>	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- <b>0,4</b>	- 0,4
1980 .....	.	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- <b>0,1</b>	- 0,1
<b>C. — Total général</b>									
1973 .....	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	<b>37,9</b>	39,3
1974 .....	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	<b>42,3</b>	43,3
1975 .....	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	<b>54,8</b>	59,9
1976 .....	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* <b>51,8</b>	* 63,7
1977 .....	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* <b>78,1</b>	* 99,1
1978 .....	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* <b>55,5</b>	* 72,5
1979 .....	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* <b>56,2</b>	* 79,4
1980 .....	87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	<b>75,5</b>	119,9

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (SNCI, SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'INS.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la BNB comme indiqué à la note <sup>2</sup> ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

## XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS<sup>1</sup>

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales (1)	Emissions <sup>2</sup> nettes (2)	Emissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)
1981 <sup>3</sup> .....	115,9	48,3	47,9	96,2
1982 .....	152,1	102,3	6,1	108,4
1983 .....	330,4	239,2	27,4	266,6
1984 .....	124,4	87,7	5,0	92,7
1985 .....	169,0	103,5	7,8	111,3
1986 .....	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 <sup>er</sup> trimestre .....	21,5	12,2	2,0	14,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	46,3	26,4	5,5	31,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39,5	22,7	0,0	22,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 <sup>er</sup> trimestre .....	60,5	30,8	0,0	30,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	61,2	35,1	1,1	36,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	51,5	29,7	0,1	29,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 <sup>er</sup> trimestre ..... *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars .....	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril .....	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai .....	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin .....	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet .....	24,9	17,1	0,0	17,1
Août .....	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre .....	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre .....	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre .....	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre .....	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier .....	11,0	6,0	0,0	6,0
Février .....	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars ..... *	18,7	12,8	0,0	12,8

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>2</sup> Y compris les primes d'émission.

<sup>3</sup> Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE \*

### 1. — INCIDENCE DES OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(variations par rapport à la fin de la période précédente, milliards de francs)

(+) effet d'élargissement des liquidités, (-) effet de resserrement des liquidités

	Billets en circulation <sup>1</sup> Augmentation (-)	Réserves de change nettes <sup>2</sup>	Autres opérations	Effet total d'élargissement ou de resserrement des liquidités  (4) = (1) à (3)	Régulation du marché monétaire par la BNB						Total  (11) = (5) + (6) + (7) + (10)
					Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire	Couverture ou absorption des soldes de fin de journée			
								du Trésor et du Fonds des Rentes	des intermédiaires financiers	total (10) = (8) + (9)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1991 Février .....	- 1,5	+ 1,2	- 2,2	- 2,5	- 0,8	-10,8	+16,8	+ 0,1	- 2,8	- 2,7	+ 2,5
Mars .....	- 8,5	- 2,8	+ 6,0	- 5,3	- 0,6	+ 8,9	- 3,2	+ 1,6	- 1,4	+ 0,2	+ 5,3
Avril .....	+ 1,8	- 1,7	- 0,9	- 0,8	- 6,6	- 9,4	+15,1	- 1,9	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,8
Mai .....	-12,3	+ 2,8	- 0,4	- 9,9	- 0,5	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,0	+ 7,3	+ 9,3	+ 9,9
Juin .....	-16,5	+ 0,6	+ 5,0	-10,9	+ 6,9	- 9,9	+18,9	+ 0,4	- 5,4	- 5,0	+10,9
Juillet .....	+21,4	- 1,3	- 0,3	+19,8	+ 0,9	+ 4,6	-26,5	- 1,9	+ 3,1	+ 1,2	-19,8
Août .....	+ 0,5	- 0,6	- 0,8	- 0,9	+ 1,0	+ 5,4	- 6,1	- 0,2	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,9
Septembre .....	+ 1,7	- 2,3	+ 6,4	+ 5,8	...	+ 1,1	- 6,1	+ 2,7	- 3,5	- 0,8	- 5,8
Octobre .....	- 0,5	+ 3,0	+ 0,2	+ 2,7	+ 0,2	- 1,2	- 0,8	- 2,7	+ 1,8	- 0,9	- 2,7
Novembre .....	...	- 3,2	...	- 3,2	...	...	...	...	+ 3,2	+ 3,2	+ 3,2
Décembre .....	- 9,1	+12,5	+ 5,8	+ 9,2	- 0,2	+ 0,3	- 0,9	...	- 8,4	- 8,4	- 9,2
1992 Janvier .....	+23,0	+ 6,6	-18,2	+11,4	- 0,4	- 0,2	-19,7	...	+ 8,9	+ 8,9	-11,4

<sup>1</sup> Non compris les mouvements comptables dus aux billets mis hors circulation, mais non présentés à l'échange.

<sup>2</sup> Au cours du marché et à la date de valeur, non compris les swaps en devises, qui sont enregistrés à la colonne (7), et non compris les revenus des réserves de change, qui, au moment de leur encaissement, n'influencent pas le marché monétaire en franc belge.

\* **Référence bibliographique :** Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXVI<sup>e</sup> année, n° 6, juin 1991.

### XVIII - 2. — REGULATION DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(encours moyen, milliards de francs<sup>1</sup>)

	Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire						Couverture (+) ou absorption (-) des soldes résiduels					Total  (15) = (1) + (2) + (8) + (14)	
			Portefeuille d'open-market	Repo's	Swaps en devises	Emprunts et prêts interbancaires	Autres	Total  (8) = (3) à (7)	Avances à l'Etat	Surplus (-) de l'Etat	Avances au Fonds des Rentes	Avances en compte courant aux intermédiaires financiers	Surplus (-) de fin de journée des intermédiaires financiers <sup>2</sup>		Total  (14) = (9) à (13)
1991 Février .....	10,3	60,3	27,1	15,4	4,1	0,7	6,5	53,8	2,5	-0,1	...	2,0	-10,3	-5,9	118,5
Mars .....	9,5	59,3	25,2	31,0	1,3	0,5	...	58,0	2,4	...	...	1,8	- 8,1	-3,9	122,9
Avril .....	7,6	46,9	17,8	46,0	2,8	1,4	...	68,0	3,9	...	0,2	2,4	- 6,2	0,3	122,8
Mai .....	2,1	49,9	18,4	67,2	0,7	0,4	...	86,7	1,3	-0,1	...	2,4	- 6,4	-2,8	135,9
Juin .....	5,0	49,3	17,7	63,1	0,5	2,8	...	84,1	1,6	...	0,1	3,9	- 2,8	2,8	141,2
Juillet .....	9,8	47,1	17,6	61,1	1,4	2,4	...	82,5	0,5	...	...	3,6	- 2,2	1,9	141,3
Août .....	10,7	49,5	18,1	44,6	...	2,4	...	65,1	2,2	...	...	4,0	- 1,8	4,4	129,7
Septembre ...	10,9	50,0	14,7	46,9	-1,9	1,8	...	61,5	1,0	...	...	4,4	- 1,3	4,1	126,5
Octobre .....	11,0	49,9	14,1	41,4	-0,2	0,1	...	55,4	1,2	...	...	4,4	- 1,3	4,3	120,6
Novembre ...	11,0	49,9	17,5	41,5	...	0,5	...	59,5	...	...	...	2,8	- 2,8	...	120,4
Décembre ...	10,9	50,4	13,6	48,8	-4,8	1,4	...	59,0	2,4	...	...	4,7	- 1,3	5,8	126,1
1992 Janvier .....	10,8	47,0	14,2	35,5	-2,7	1,8	...	48,8	1,5	...	...	3,0	- 2,1	2,4	109,0

<sup>1</sup> Les opérations ayant un effet d'absorption des liquidités, telles que les « reverse » repo's, les emprunts interbancaires ou l'absorption de surplus de fin de journée, sont soit soldées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement des liquidités, soit mentionnées avec un signe négatif.

<sup>2</sup> Ces surplus sont recueillis par l'Institut de Réescote et de Garantie qui les redépose auprès de la Banque Nationale.

**XVIII - 3. — LIGNES DE CREDIT INDIVIDUELLES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS  
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE  
POUR COUVRIR LES DEFICITS DE FIN DE JOURNEE**

(encours moyen, milliards de francs<sup>1</sup>)

	Belgique			Luxembourg			Total					
	Montant maximum	Ouvertures de crédit <sup>2</sup>	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit <sup>2</sup>	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit <sup>2</sup>	Utilisations	dont primary dealers		
										Montant maximum	Ouvertures de crédit <sup>2</sup>	Utilisations
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4)	(8) = (2) + (5)	(9) = (3) + (6)	(10)	(11)	(12)	
1991 Janvier <sup>3</sup> .....	161,6	58,0	5,8	38,4	7,4	1,3	200,0	65,4	7,1	169,5	50,3	5,5
Février .....	161,7	82,9	1,5	38,4	9,4	0,5	200,1	92,3	2,0	169,5	74,6	1,6
Mars .....	161,7	71,1	1,3	38,4	8,3	0,4	200,1	79,4	1,7	169,5	62,2	1,2
Avril .....	161,9	65,0	1,6	38,4	8,8	0,5	200,3	73,8	2,1	169,5	57,1	1,6
Mai .....	161,9	61,8	1,6	38,4	9,0	0,5	200,3	70,8	2,1	169,5	54,6	1,6
Juin .....	161,9	59,2	3,3	40,5	7,7	0,9	202,4	66,9	4,2	169,5	50,8	3,4
Juillet .....	161,9	60,2	2,8	43,4	6,7	0,6	205,3	66,9	3,4	169,5	51,2	2,8
Août .....	161,9	63,4	3,3	43,6	7,0	0,8	205,5	70,4	4,1	169,5	54,7	3,4
Septembre .....	161,9	61,0	3,5	45,5	7,2	0,7	207,4	68,2	4,2	169,5	52,3	3,5
Octobre .....	161,9	60,4	4,0	45,5	7,0	0,6	207,4	67,4	4,6	169,5	51,2	3,9
Novembre .....	161,2	61,6	2,4	45,5	6,8	0,6	206,7	68,4	3,0	169,5	52,4	2,3
Décembre .....	161,2	61,7	5,1	45,5	7,8	0,8	206,7	69,5	5,9	169,5	53,9	5,2
1992 Janvier .....	161,2	60,7	2,4	45,6	8,1	0,5	206,8	68,8	2,9	169,5	52,9	2,3

<sup>1</sup> Montant moyen par mois calendrier ; cependant, pour les montants maxima : situation en fin de mois.

<sup>3</sup> Moyenne des 29, 30 et 31 janvier 1991.

<sup>2</sup> Partie du montant maximum pour laquelle des nantissements ont été effectués et qui peut donc être effectivement utilisée.

**XVIII - 4. — PLAFONDS POUR LES MOBILISATIONS D'EFFETS DE COMMERCE PAR LES  
ETABLISSEMENTS DE CREDIT AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique		Luxembourg		Total			
	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	dont primary dealers	
							Plafond	Montant imputé
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)	(7)	(8)	
1991 Juin <sup>1</sup> .....	8,7	5,8	1,9	0,2	10,6	6,0	8,5	5,7
Juillet .....	8,7	6,8	1,9	0,9	10,6	7,7	8,5	7,19
Août .....	8,7	6,9	1,9	1,7	10,6	8,6	8,5	8,0
Septembre .....	8,7	6,8	1,9	1,8	10,6	8,6	8,5	8,1
Octobre .....	8,7	6,8	1,9	1,9	10,6	8,7	8,5	8,2
Novembre .....	8,7	6,9	1,9	1,8	10,6	8,7	8,5	8,1
Décembre .....	8,6	6,7	1,9	1,9	10,5	8,6	8,5	8,1
1992 Janvier .....	8,6	6,8	1,9	1,8	10,5	8,6	8,5	8,1

<sup>1</sup> A partir du 17 juin.

**XVIII - 5. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Date de l'adjudication	Mode d'adjudication <sup>1</sup>	Durée de l'opération de crédit (jours-calendrier)	Montant demandé (millions de francs)	Taux d'intérêt offerts	Taux d'intérêt appliqué <sup>2</sup>	Montant adjugé (millions de francs)	Pourcentage attribué <sup>3</sup>	Encours des crédits <sup>4</sup> (millions de francs)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
27.02.1991	V	7	53.150	—	9,10	24.575	46,00	59.625
29.03.1991	* H	7	13.800	9,38 / 8,94	9,00	10.775	33,00	
	V	7	58.150	—	9,00	24.000	41,00	59.575
30.04.1991	V	10	57.900	—	8,80	24.700	42,50	49.475
29.05.1991	V	7	38.575	—	8,75	24.900	64,00	49.875
26.06.1991	V	7	95.625	—	8,75	15.100	15,50	40.000
31.07.1991	V	7	306.550	—	8,75	24.800	8,00	49.450
28.08.1991	V	7	51.625	—	8,90	25.000	48,00	49.975
11.09.1991	A	28	48.400	9,06 / 8,81	9,06	7.950	100,00	
30.09.1991	V	7	180.725	—	9,00	24.675	13,50	50.750
14.10.1991	A	7	112.675	9,25 / 8,88	9,13	24.925	69,00	49.750
29.10.1991	V	8	126.725	—	9,10	24.875	19,50	49.875
04.11.1991	V	7	148.450	—	9,10	25.000	16,65	49.875
06.11.1991	V	7	136.925	—	9,10	24.875	18,00	49.875
08.11.1991	V	7	80.775	—	9,10	24.975	30,65	74.850
13.11.1991	V	7	96.050	—	9,10	25.000	25,65	49.975
18.11.1991	V	7	108.775	—	9,10	24.975	22,75	49.975
20.11.1991	V	7	117.625	—	9,10	24.950	21,00	49.925
25.11.1991	V	7	128.300	—	9,10	24.975	19,25	49.925
27.11.1991	V	7	128.475	—	9,10	24.950	19,25	49.925
02.12.1991	V	7	140.525	—	9,10	24.750	17,50	49.700
04.12.1991	V	7	104.325	—	9,10	15.000	14,10	
	V	28	123.450	—	9,45	10.000	8,00	49.750
09.12.1991	V	7	100.550	—	9,10	14.800	14,50	
	V	23	97.750	—	9,45	10.100	10,05	49.900
11.12.1991	V	7	98.200	—	9,10	14.825	15,00	49.725
16.12.1991	V	6	146.650	—	9,10	9.975	6,55	
	V	21	126.900	—	9,45	10.000	7,70	54.900
18.12.1991	V	7	146.900	—	9,10	9.975	6,60	50.050
20.12.1991	V	7	254.350	—	9,30	10.400	4,00	50.475
23.12.1991	V	7	328.050	—	9,30	10.050	3,00	50.550
27.12.1991	V	8	347.600	—	9,30	10.100	2,80	50.250
31.12.1991	V	7	210.000	—	9,30	24.950	11,75	45.050
06.01.1992	V	7	164.950	—	9,30	20.025	12,00	44.975
08.01.1992	V	7	86.850	—	9,30	24.950	28,50	44.975
13.01.1992	V	7	83.275	—	9,30	20.000	23,70	44.950
15.01.1992	V	7	98.525	—	9,30	25.050	25,10	45.050
20.01.1992	A	7	65.800	9,44 / 9,06	9,38	25.000	82,55	50.050
22.01.1992	V	7	106.550	—	9,40	24.975	23,25	49.975
27.01.1992	V	7	81.675	—	9,40	25.000	30,30	49.975
29.01.1992	V	7	86.750	—	9,40	25.000	28,50	50.000
03.02.1992	V	7	105.075	—	9,40	24.950	23,50	49.950
05.02.1992	V	7	190.550	—	9,40	20.100	10,35	45.050
10.02.1992	V	7	140.100	—	9,40	20.075	14,10	40.175

<sup>1</sup> V adjudication en fonction des quantités, à un taux prédéterminé par la BNB.

H adjudication à taux unique (méthode « à la hollandaise »).

A adjudication à taux multiples (méthode « à l'américaine »).

\* adjudication ayant pour support exclusivement des effets de commerce.

<sup>2</sup> Taux annoncé par la Banque (adjudication en fonction des quantités). Taux unique retenu par la Banque (méthode « à la hollandaise »). Taux inférieur retenu par la Banque (méthode « à l'américaine »).

<sup>3</sup> D'application sur le total des montants demandés (adjudication en fonction des quantités), sur les montants demandés au taux marginal retenu (méthode « à la hollandaise »), ou sur les montants demandés au taux inférieur retenu (méthode « à l'américaine »).

<sup>4</sup> Encours total, tous types d'adjudication confondus, à la date du paiement.

**XVIII - 6a. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A TROIS MOIS<sup>1</sup>**

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives <sup>2</sup> (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 <sup>3</sup> (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjudgé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjudgé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
29.01.1991	133.460	9,61/10,00	132.960	9,97	100	9,86	6.550	139.510
26.02.1991	208.165	9,25/ 9,50	73.965	9,35	100	9,33	24.740	701.210
26.03.1991	149.340	9,33/ 9,53	111.130	9,45	100	9,43	7.235	1.205.105
30.04.1991	232.305	9,24/ 9,39	150.105	9,30	63	9,29	28.775	1.898.645
07.05.1991	224.640	9,19/ 9,33	80.655	9,23	100	9,23	32.905	1.872.520
14.05.1991	235.530	9,12/ 9,25	108.065	9,16	81	9,15	27.270	1.868.600
21.05.1991	273.280	9,04/ 9,15	64.590	9,07	50	9,06	34.085	1.783.220
28.05.1991	228.220	8,83/ 9,02	105.540	8,92	100	8,90	21.500	1.811.555
04.06.1991	164.770	8,94/ 9,13	137.420	9,08	100	9,05	470	1.842.090
11.06.1991	156.185	8,94/ 9,19	98.245	9,10	100	9,09	13.440	1.781.270
18.06.1991	175.620	9,16/ 9,31	70.115	9,22	20	9,20	31.255	1.776.970
25.06.1991	126.670	9,20/ 9,38	45.850	9,28	100	9,27	27.265	1.731.720
02.07.1991	175.480	9,24/ 9,43	41.040	9,27	75	9,26	25.255	1.679.925
09.07.1991	188.420	9,21/ 9,35	81.965	9,25	38	9,24	21.115	1.620.520
16.07.1991	245.085	9,05/ 9,25	163.665	9,09	73	9,07	9.740	1.626.050
23.07.1991	202.785	9,05/ 9,15	153.455	9,09	72	9,08	6.830	1.580.615
30.07.1991	137.770	9,27/ 9,44	133.055	9,40	81	9,35	2.350	1.537.140
06.08.1991	158.700	9,32/ 9,46	71.695	9,38	81	9,37	21.725	1.517.000
13.08.1991	142.575	9,35/ 9,52	67.605	9,43	100	9,42	26.495	1.475.765
20.08.1991	153.445	9,32/ 9,45	102.400	9,38	70	9,36	14.340	1.493.830
27.08.1991	224.455	9,16/ 9,30	100.440	9,19	100	9,18	24.825	1.492.055
03.09.1991	199.895	9,15/ 9,29	92.170	9,19	61	9,18	24.470	1.470.805
10.09.1991	194.565	9,12/ 9,26	74.770	9,18	26	9,17	22.135	1.456.025
17.09.1991	128.360	9,15/ 9,31	48.140	9,22	91	9,20	12.860	1.415.655
24.09.1991	134.665	9,24/ 9,37	69.950	9,28	37	9,26	7.290	1.419.780
01.10.1991	130.170	9,22/ 9,37	37.670	9,27	100	9,26	14.625	1.405.780
08.10.1991	188.290	9,24/ 9,37	66.025	9,27	100	9,27	19.630	1.388.355
15.10.1991	165.385	9,20/ 9,37	104.270	9,27	30	9,25	10.015	1.329.235
22.10.1991	164.445	9,25/ 9,39	128.065	9,30	81	9,29	660	1.297.675
29.10.1991	112.975	9,35/ 9,49	95.775	9,40	100	9,39	4.185	1.262.230
05.11.1991	133.000	9,50/ 9,68	105.000	9,57	100	9,55	160	1.273.970
12.11.1991	113.320	9,38/ 9,53	54.355	9,43	49	9,41	14.295	1.248.520
19.11.1991	141.520	9,40/ 9,54	51.695	9,44	100	9,43	20.290	1.203.765
26.11.1991	125.525	9,46/ 9,59	99.750	9,53	66	9,50	11.480	1.189.730
03.12.1991	127.855	9,56/ 9,69	102.705	9,62	47	9,59	470	1.176.265
10.12.1991	103.105	9,50/ 9,69	28.890	9,60	56	9,59	16.645	1.124.895
17.12.1991	115.435	9,59/ 9,78	61.510	9,63	42	9,62	17.550	1.142.955
24.12.1991	96.835	9,93/10,07	38.935	9,97	61	9,95	16.705	1.121.355
31.12.1991	113.035	9,62/ 9,78	48.475	9,65	100	9,64	16.450	1.133.985
07.01.1992	159.346	9,59/ 9,70	51.211	9,62	19	9,61	19.194	1.118.735
14.01.1992	155.706	9,39/ 9,51	76.790	9,43	28	9,42	18.141	1.099.381
21.01.1992	202.964	9,25/ 9,52	127.958	9,45	25	9,44	10.677	1.109.291
28.01.1992	131.778	9,42/ 9,54	104.467	9,47	78	9,45	108	1.113.906
04.02.1992	125.615	9,55/ 9,70	71.682	9,60	43	9,58	2.346	1.082.774

<sup>1</sup> Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjudgés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux

inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

<sup>2</sup> Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

<sup>3</sup> A la date de paiement.

**XVIII - 6b. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A UN, SIX ET DOUZE MOIS<sup>1</sup>**

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives <sup>2</sup> (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 <sup>3</sup> (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
<b>1. — Certificats de trésorerie à un mois<sup>4</sup></b>								
29.01.1991	79.405	9,56/ 9,88	79.405	9,88	100	9,7482	2.425	81.830
05.02.1991	71.180	9,80/10,10	57.930	10,00	100	9,95	4.070	143.830
12.02.1991	96.830	9,75/10,00	61.910	9,86	100	9,82	1.500	207.240
19.02.1991	106.500	9,40/ 9,70	80.855	9,50	100	9,47	2.320	290.415
26.02.1991	147.290	9,25/ 9,50	75.195	9,33	100	9,31	7.795	291.575
05.03.1991	120.335	9,30/10,00	77.765	9,37	100	9,34	3.895	311.235
12.03.1991	127.465	9,15/ 9,34	80.265	9,23	100	9,20	6.205	334.295
19.03.1991	95.780	9,30/ 9,50	62.930	9,41	100	9,37	2.020	316.070
26.03.1991	110.910	9,30/ 9,45	51.985	9,35	100	9,33	12.695	297.760
<b>2. — Certificats de trésorerie à six mois</b>								
11.06.1991	89.610	9,06/ 9,25	44.105	9,12	100	9,11	2.620	46.725
09.07.1991	66.900	9,29/ 9,50	37.200	9,38	100	9,36	3.020	86.945
06.08.1991	76.030	9,54/ 9,69	27.985	9,57	100	9,56	7.920	122.850
03.09.1991	82.215	9,27/ 9,43	35.700	9,32	63	9,30	7.165	165.715
01.10.1991	57.930	9,30/ 9,45	21.165	9,35	100	9,34	4.360	191.240
29.10.1991	47.080	9,38/ 9,55	41.880	9,45	100	9,41	.	233.120
26.11.1991	84.560	9,45/ 9,58	39.870	9,50	100	9,49	6.520	279.510
24.12.1991	39.330	9,75/ 9,95	6.630	9,79	100	9,77	5.700	245.115
14.01.1992	70.590	9,33/ 9,49	31.040	9,36	100	9,35	4.753	240.688
<b>3. — Certificats de trésorerie à douze mois</b>								
02.04.1991	94.335	9,49/ 9,65	60.985	9,58	100	9,55	4.995	65.980
30.04.1991	106.770	9,30/ 9,45	81.645	9,39	100	9,37	10.915	158.540
28.05.1991	85.265	8,98/ 9,14	37.215	9,05	100	9,03	11.585	207.340
25.06.1991	42.595	9,28/ 9,50	7.820	9,36	100	9,35	8.285	223.445
23.07.1991	59.315	9,33/ 9,48	46.665	9,40	100	9,38	3.000	273.110
20.08.1991	96.785	9,48/ 9,62	6.200	9,51	100	9,50	10.115	289.425
17.09.1991	66.145	9,29/ 9,43	43.265	9,35	100	9,33	670	333.360
15.10.1991	60.795	9,30/ 9,41	30.860	9,34	100	9,33	2.995	367.215
12.11.1991	55.400	9,38/ 9,52	25.745	9,43	100	9,41	4.555	397.515
10.12.1991	66.890	9,48/ 9,62	22.225	9,50	87	9,49	5.570	425.310
07.01.1992	89.085	9,38/ 9,53	13.425	9,39	100	9,39	8.194	446.929
04.02.1992	49.700	9,25/ 9,38	39.475	9,30	100	9,28	748	487.152

<sup>1</sup> Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

<sup>2</sup> Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

<sup>3</sup> A la date de paiement.

<sup>4</sup> Ne sont plus émis après le 26 mars 1991.

**XVIII - 7. — TRANSACTIONS SUR LE MARCHE SECONDAIRE DES TITRES DEMATERIALISES  
ENREGISTREES PAR LE SYSTEME DE CLEARING  
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE<sup>1</sup>**

Moyennes par période des données journalières	Certificats de trésorerie		Obligations linéaires		Total	
	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)
1991 Février .....	62	29,2	137	11,1	199	40,3
Mars .....	63	35,7	138	11,3	201	47,0
Avril .....	74	37,9	164	13,1	238	51,0
Mai .....	80	39,7	150	15,7	230	55,4
Juin .....	57	29,2	187	21,6	244	50,8
Juillet .....	62	30,2	206	22,2	268	52,4
Août .....	61	29,3	155	18,1	216	47,4
Septembre .....	59	27,9	169	16,5	228	44,4
Octobre .....	62	28,4	203	21,3	265	49,7
Novembre .....	69	29,9	183	19,3	252	49,2
Décembre .....	50	22,2	189	22,9	239	45,1

<sup>1</sup> A l'exclusion des opérations d'open market de la Banque Nationale.

**XVIII - 8. — LOCALISATION DES CERTIFICATS DE TRESORERIE DEMATERIALISES<sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL (10)	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablissements de crédit	Autres institutions financières	Administrations publiques	Autres	Total	Etablissements de crédit	Autres institutions financières	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)		
1991 Février .....	934,2	19,0	0,3	15,6	969,1	505,0	31,1	5,3	541,4	71,1	1.581,6
Mars .....	1.050,4	66,2	0,4	24,4	1.141,4	541,7	36,7	8,6	587,0	112,4	1.840,8
Avril .....	1.075,5	91,4	3,6	38,7	1.209,2	557,6	40,4	33,4	631,4	119,6	1.960,2
Mai .....	1.140,7	93,8	6,6	46,8	1.287,9	562,4	41,5	33,6	637,5	93,5	2.018,9
Juin .....	1.099,7	93,3	8,1	63,5	1.264,6	565,1	43,3	33,2	641,6	95,7	2.001,9
Juillet .....	1.041,8	73,4	6,9	61,1	1.183,2	572,5	51,4	39,9	663,8	93,7	1.940,7
Août .....	1.003,2	74,2	3,6	67,1	1.148,1	569,7	57,5	47,4	674,6	81,6	1.904,3
Septembre ...	1.043,9	68,0	2,2	64,8	1.178,9	563,3	100,1	16,1	679,5	60,5	1.918,9
Octobre .....	939,7	89,7	2,0	65,1	1.096,5	579,5	88,0	18,8	686,3	79,8	1.862,6
Novembre ...	966,8	72,5	5,1	53,3	1.097,7	564,4	103,4	18,9	686,7	82,4	1.866,8

<sup>1</sup> Sur la base du rapport qu'effectuent obligatoirement les établissements qui ont obtenu l'autorisation de tenir des comptes de titres dématérialisés de la dette publique (art. 49 de l'A.R. du 29 janvier 1991).



## XIX. — TAUX D'INTERET

(pour cent par an)

### 1. — TAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE<sup>1</sup>

Dates des changements	Taux d'escompte	Taux des avances en compte courant <sup>2</sup>	Taux spécial appliqué aux primary dealers <sup>3</sup>	Taux des octrois de crédits par adjudications <sup>4</sup>	Taux de l'IRG pour les surplus de fin de journée	
					Tranche ordinaire	Tranche de dépassement <sup>5</sup>
1991 29 janvier .....	—	9,75	9,75	—		9,75
31 janvier .....	—	10,25	"	—		9,25
4 février .....	—	10,10	9,60	9,60		9,10
6 février .....	—	10,00	"	—		9,00
11 février .....	—	9,75	9,25	9,25		8,75
18 février .....	—	9,60	9,10	9,10		8,60
20 mars .....	—	9,70	9,20	9,20		8,70
25 mars .....	—	9,60	9,10	9,10		8,60
27 mars .....	—	9,50	9,00	9,00		8,50
8 avril .....	—	9,40	8,90	8,90		8,40
22 avril .....	—	9,30	8,80	8,80		8,30
7 mai .....	—	9,25	8,75	8,75		8,25
17 juin .....	7,50	"	"	"	8,25	6,75
16 août .....	8,00	9,45	8,95	8,94	8,45	6,95
26 août .....	"	9,40	8,90	8,90	8,40	6,90
3 septembre .....	"	9,45	8,95	—	8,45	6,95
4 septembre .....	"	"	"	8,95	"	"
12 septembre .....	"	9,50	9,00	—	8,50	7,00
16 septembre .....	"	"	"	9,00	"	"
14 octobre .....	"	"	"	9,13	"	"
15 octobre .....	"	9,60	9,10	—	8,60	7,10
16 octobre .....	"	"	"	9,10	"	"
20 décembre .....	8,50	9,80	9,30	9,30	8,80	7,30
1992 20 janvier .....	"	"	"	9,375	"	"
21 janvier .....	"	9,90	9,40	—	8,90	7,40
22 janvier .....	"	"	"	9,40	"	"

<sup>1</sup> La réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire entrée en vigueur le 29 janvier 1991 a entraîné une adaptation fondamentale des taux officiels de la Banque. Ceux-ci ne peuvent donc plus être comparés aux taux appliqués antérieurement. Les implications statistiques de cette rupture de série sont expliquées dans le *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, tome I, n° 5, mai 1991 tandis que la réforme a été présentée en détail dans le Rapport annuel 1990 de la Banque.

<sup>2</sup> Ce taux s'applique aux avances qui sont consenties à l'intérieur des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers. Aux avances qui sont consenties au-delà de ces lignes de crédits s'applique un taux qui est de 11,50 p.c.

<sup>3</sup> Ce taux spécial s'applique à l'intérieur de lignes individuelles dont le montant global s'élève, pour l'ensemble des primary dealers, à 5 milliards.

<sup>4</sup> Il s'agit de taux annoncés à l'avance par la Banque, toutes les adjudications effectuées entre janvier et mai 1991 ayant pris la forme d'adjudications en volume. Les dates mentionnées correspondent aux dates des adjudications (ou dates de transaction) et non aux dates de liquidation en chambre de compensation (ou dates de valeur) qui suivent de deux jours les dates d'adjudications. L'absence de données signifie qu'il n'y a pas eu d'adjudication à cette date.

<sup>5</sup> Ce taux s'applique aux surplus qui dépassent les 5 p.c. des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991, LXVI<sup>e</sup> année, n° 6, juin 1991.

### XIX - 2. — TAUX DE REFERENCE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE

Moyennes journalières	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1991 Février .....	9,58	9,59	9,59	—	—	—
Mars .....	9,28	9,31	9,34	—	—	—
Avril .....	9,03	9,18	9,26	—	—	9,31
Mai .....	8,87	8,97	9,04	—	—	9,17
Juin .....	9,01	9,08	9,13	—	—	9,19
Juillet .....	8,96	9,07	9,18	9,33	—	9,39
Août .....	9,06	9,19	9,30	9,42	—	9,48
Septembre .....	9,12	9,16	9,21	9,30	—	9,33
Octobre .....	9,20	9,22	9,28	9,32	—	9,34
Novembre .....	9,24	9,39	9,44	9,44	—	9,41
Décembre .....	9,63	9,65	9,66	9,59	—	9,48
1992 Janvier .....	9,46	9,46	9,46	9,35	—	9,19

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991.

XIX - 3. — TAUX D'INTERET SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE<sup>1</sup>

Moyennes journalières	Overnight	1 semaine	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1985 .....	n.	9,37	9,44	n.	9,44	9,51	9,58	9,65	9,83
1986 .....	n.	8,17	8,20	n.	8,10	8,10	8,11	7,95	7,84
1987 .....	n.	7,04	7,07	n.	7,02	7,04	7,10	7,23	7,38
1988 .....	n.	6,65	6,69	n.	6,66	6,71	6,77	6,91	7,03
1989 .....	n.	8,45	8,49	n.	8,56	8,66	8,73	8,72	8,73
1990 .....	n.	9,68	9,70	n.	9,73	9,78	9,82	9,92	10,01
1991 .....	n.	9,20	9,22	n.	9,27	9,34	9,39	9,44	9,46
1990 Janvier .....	n.	10,34	10,39	n.	10,49	10,49	10,58	10,64	10,64
Février .....	n.	10,35	10,42	n.	10,50	10,60	10,65	10,82	10,92
Mars .....	n.	10,33	10,36	n.	10,40	10,43	10,50	10,63	10,77
Avril .....	n.	10,12	10,12	n.	10,13	10,25	10,27	10,30	10,31
Mai .....	n.	10,06	10,04	n.	10,00	10,02	10,04	9,98	10,01
Juin .....	n.	9,90	9,87	n.	9,80	9,79	9,78	9,72	9,72
Juillet .....	n.	9,45	9,42	n.	9,44	9,42	9,42	9,36	9,34
Août .....	n.	9,16	9,22	n.	9,30	9,37	9,41	9,58	9,73
Septembre .....	n.	8,98	9,03	n.	9,09	9,15	9,15	9,45	9,78
Octobre .....	n.	8,93	8,92	n.	8,92	8,98	8,98	9,13	9,32
Novembre .....	n.	8,79	8,83	n.	8,93	9,04	9,14	9,44	9,62
Décembre .....	n.	9,74	9,74	n.	9,79	9,85	9,87	9,94	10,01
1991 Janvier .....	n.	9,89	9,90	n.	9,95	9,97	10,00	10,01	10,02
Février .....	9,17	9,47	9,52	9,55	9,57	9,58	9,58	9,49	9,49
Mars .....	9,00	9,21	9,23	9,26	9,28	9,31	9,33	9,35	9,36
Avril .....	8,86	8,96	9,00	9,02	9,04	9,17	9,24	9,31	9,31
Mai .....	8,79	8,86	8,86	8,87	8,89	8,98	9,05	9,11	9,17
Juin .....	8,80	8,95	8,96	8,99	9,01	9,09	9,15	9,20	9,24
Juillet .....	8,79	8,93	8,95	8,97	8,99	9,09	9,20	9,38	9,45
Août .....	8,87	9,00	9,03	9,07	9,10	9,22	9,33	9,48	9,54
Septembre .....	9,04	9,12	9,12	9,13	9,14	9,20	9,25	9,38	9,41
Octobre .....	9,17	9,22	9,23	9,23	9,23	9,26	9,32	9,39	9,41
Novembre .....	9,14	9,25	9,26	9,27	9,28	9,45	9,48	9,48	9,48
Décembre .....	9,34	9,57	9,60	9,66	9,71	9,71	9,70	9,65	9,60
1992 Janvier .....	9,41	9,48	9,48	9,48	9,49	9,48	9,48	9,40	9,29

<sup>1</sup> A partir de février 1991, il s'agit de la moyenne des taux emprunteurs et prêteurs communiqués entre 14 h et 14 h 30 par divers participants au marché. Généralement ces taux emprunteurs et prêteurs se situent environ 1/8 de point de pourcentage en dessous et au-dessus des taux moyens repris ici. Avant février 1991, il s'agit de la moyenne des taux minimum et maximum qui sont fixés chaque matin par la dite « collective » de quatre grandes banques. Cette moyenne présente systématiquement un léger écart par rapport au taux d'intérêt moyen du marché. Comme règle pratique, on peut admettre que le taux moyen du marché se situe environ 1/8 de point de pourcentage en dessous de la moyenne des taux indicatifs de la « collective ».

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 4. — TAUX D'INTERET DEBITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Moyennes journalières	Crédits à court terme				Crédits à long terme	
	Crédits d'escompte ordinaires <sup>1</sup>	Crédits d'acceptation <sup>1</sup>	Crédits de caisse <sup>1</sup>	Avances à terme fixe à 3 mois <sup>2</sup>	Crédits d'investissements <sup>3</sup>	Prêts hypothécaires <sup>4</sup>
1985 .....	10,65	10,65	12,61	9,83	11,97	11,52
1986 .....	9,07	9,07	10,47	8,21	8,92	8,79
1987 .....	8,21	8,21	9,34	7,20	8,73	8,24
1988 .....	8,11	8,11	8,86	6,87	8,53	8,05
1989 .....	10,23	10,23	10,98	8,83	8,98	8,52
1990 .....	12,24	12,24	12,99	9,92	10,98	10,99
1991 .....	12,11	12,11	12,86	9,48	10,74	11,50
1990 Janvier .....	12,00	12,00	12,75	10,68	9,94	10,16
Février .....	12,48	12,48	13,23	10,75	10,53	10,50
Mars .....	12,50	12,50	13,25	10,60	11,25	11,00
Avril .....	12,50	12,50	13,25	10,37	11,25	11,00
Mai .....	12,50	12,50	13,25	10,14	11,25	11,00
Juin .....	12,50	12,50	13,25	9,88	11,25	11,00
Juillet .....	12,13	12,13	12,88	9,52	11,25	11,00
Août .....	12,00	12,00	12,75	9,51	11,00	11,00
Septembre .....	12,00	12,00	12,75	9,25	11,00	11,00
Octobre .....	12,00	12,00	12,75	9,08	11,00	11,16
Novembre .....	12,00	12,00	12,75	9,24	11,00	11,50
Décembre .....	12,31	12,31	13,06	9,97	11,00	11,50
1991 Janvier .....	12,50	12,50	13,25	10,10	11,00	11,50
Février .....	12,50	12,50	13,25	9,75	10,91	11,50
Mars .....	12,21	12,21	12,96	9,47	10,70	11,50
Avril .....	12,00	12,00	12,75	9,40	10,70	11,50
Mai .....	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juin .....	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juillet .....	12,00	12,00	12,75	9,26	10,70	11,50
Août .....	12,00	12,00	12,75	9,39	10,70	11,50
Septembre .....	12,00	12,00	12,75	9,32	10,70	11,50
Octobre .....	12,00	12,00	12,75	9,37	10,70	11,50
Novembre .....	12,00	12,00	12,75	9,55	10,70	11,50
Décembre .....	12,08	12,08	12,83	9,77	10,70	11,50
1992 Janvier .....	12,50	12,50	13,25	9,55	10,45	11,26

<sup>1</sup> Taux d'affiche communiqués par l'Association Belge des Banques.

<sup>2</sup> Taux indicatifs calculés en rajoutant au taux moyen des opérations interbancaires une marge variable que l'on peut considérer comme représentative pour les crédits accordés aux débiteurs de premier rang.

<sup>3</sup> Jusqu'au 30 avril 1991 : taux appliqués par la SNCI, indépendamment de la durée du crédit d'investissement. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1991, taux pour les crédits d'une durée égale ou supérieure à 4 ans et assortis d'une révision quinquennale des taux.

<sup>4</sup> Prêts hypothécaires ordinaires octroyés par la CGER, avec taux semi-variable, assurance du solde restant dû et échéance supérieure à 15 ans. Il s'agit du taux proposé aux « nouveaux clients », qui ne tient pas compte des réductions consenties aux « bons » ou « très bons » clients.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET CREDITEURS DES INTERMEDIARIES FINANCIERS BELGES**

Moyennes	Dépôts d'épargne			Dépôts à terme à 3 mois <sup>3</sup>				Bons de caisse <sup>4</sup>		
	Taux de base	Prime de fidélité <sup>1</sup>	Taux brut fictif <sup>2</sup>	Ordinaires	De 1 à 3 millions	De 3 à 5 millions	De 5 à 20 millions	A 1 an	A 3 ans	A 5 ans
1985 .....	5,25	0,75	8,00	6,72	7,76	8,26	8,97	9,00	10,18	10,74
1986 .....	4,29	0,69	6,64	5,36	6,31	6,86	7,48	7,11	7,47	7,72
1987 .....	4,00	0,65	6,20	5,00	5,70	6,07	6,47	6,50	7,24	7,59
1988 .....	3,78	0,74	6,03	4,56	5,29	5,66	6,14	6,23	7,03	7,33
1989 .....	3,75	0,75	6,00	5,09	6,38	7,03	8,10	6,90	7,47	7,73
1990 .....	3,94	1,25	5,94	6,10	7,45	8,16	9,19	8,30	8,76	8,97
1991 .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,80	8,28	8,57	8,69
1990 Janvier .....	3,75	1,25	6,67	5,50	7,39	8,39	9,96	7,50	8,00	8,30
Février .....	3,75	1,25	6,67	5,50	7,50	8,50	10,03	7,50	8,00	8,30
Mars .....	3,75	1,25	5,56	5,91	7,55	8,44	9,88	8,05	8,55	8,85
Avril .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,75	8,50	9,64	8,50	9,00	9,30
Mai .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,69	8,44	9,42	8,50	9,00	8,30
Juin .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,53	8,28	9,15	8,50	9,00	9,30
Juillet .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	8,01	8,79	8,50	9,00	9,30
Août .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,35	7,94	8,78	8,50	8,90	9,00
Septembre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,27	7,77	8,52	8,50	8,90	9,00
Octobre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,35	8,50	8,90	9,00
Novembre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,52	8,50	8,90	9,00
Décembre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,49	8,17	9,24	8,50	8,90	9,00
1991 Janvier .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,60	8,35	9,40	8,50	8,90	9,00
Février .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,46	8,15	9,03	8,43	8,79	8,93
Mars .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,31	7,94	8,75	8,25	8,50	8,75
Avril .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	7,87	8,68	8,25	8,50	8,75
Mai .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,51	8,25	8,50	8,70
Juin .....	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,55	8,25	8,50	8,60
Juillet .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,60	8,25	8,50	8,60
Août .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,73	8,25	8,50	8,60
Septembre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,65	8,25	8,50	8,60
Octobre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,70	8,25	8,50	8,60
Novembre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,89	8,25	8,55	8,60
Décembre .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,10	8,25	8,60	8,60
1992 Janvier .....	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,89	8,27	8,45	8,45

<sup>1</sup> Depuis le 16 janvier 1982, la prime de fidélité est octroyée sur la base du solde minimum maintenu en compte pendant 12 mois. Elle n'est toutefois capitalisée qu'à la fin de l'année calendrier considérée.

<sup>2</sup> La rémunération des dépôts d'épargne ordinaires n'est, dans certaines limites, pas soumise au précompte mobilier. Le taux brut fictif correspond au taux d'intérêt qui, après déduction d'un précompte mobilier fictif (20 p.c. jusqu'en 1983, 25 p.c. à partir de 1984 et 10 p.c. depuis mars 1990), aurait rapporté un taux net équivalent au taux d'intérêt effectif (taux de base + prime de fidélité). Ce taux d'intérêt brut fictif permet d'établir une comparaison avec les taux en vigueur pour les autres formes d'épargne, soumises au précompte mobilier.

<sup>3</sup> Les modifications affectant le taux des dépôts à terme ordinaires font l'objet d'un accord concerté entre la BNB et l'Association Belge des Banques. Pour les autres dépôts à terme, il s'agit de taux d'intérêt indicatifs fixés par l'Association Belge des Banques.

<sup>4</sup> Taux des bons de caisse émis par les institutions publiques de crédits.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991.

## XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC<sup>1</sup>

Source : Fonds des Rentes.

Moyennes journalières <sup>2</sup>	Emprunts classiques							Obligations linéaires
	Taux moyen brut par échéance						Taux moyen net <sup>3</sup>	Taux brut de l'emprunt de référence <sup>4</sup>
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans et plus		
1988 .....	7,00	7,46	7,75	7,80	7,94	8,01	5,91	n.
1989 .....	8,76	8,77	8,73	8,67	8,63	8,59	6,57	n.
1990 .....	10,12	10,14	10,17	10,14	10,10	10,06	8,70	10,01
1991 .....	9,53	9,47	9,46	9,43	9,39	9,31	8,36	9,29
1990 Janvier .....	10,68	10,48	10,39	10,20	10,00	9,93	7,81	9,80
Février .....	10,96	10,85	10,84	10,69	10,64	10,56	8,39	10,40
Mars .....	10,84	10,60	10,55	10,48	10,40	10,36	8,21	10,26
Avril .....	10,36	10,20	10,20	10,18	10,08	10,03	8,81 <sup>5</sup>	10,00
Mai .....	10,13	9,98	10,03	10,02	9,99	9,96	8,82	9,82
Juin .....	9,98	9,94	10,00	10,00	9,98	9,93	8,85	9,75
Juillet .....	9,61	9,63	9,65	9,67	9,66	9,63	8,56	9,56
Août .....	9,78	9,94	10,01	10,02	9,99	9,99	8,93	10,01
Septembre .....	9,81	10,17	10,21	10,24	10,22	10,22	9,11	10,30
Octobre .....	9,62	9,96	10,07	10,14	10,17	10,16	9,06	10,22
Novembre .....	9,65	9,83	9,98	9,98	10,00	9,99	8,94	10,01
Décembre .....	10,02	10,08	10,10	10,09	10,03	9,98	8,90	9,95
1991 Janvier .....	10,06	10,03	10,04	10,03	10,00	9,92	8,87	9,87
Février .....	9,59	9,48	9,42	9,38	9,35	9,32	8,36	9,25
Mars .....	9,41	9,36	9,37	9,34	9,31	9,28	8,39	9,23
Avril .....	9,46	9,38	9,35	9,33	9,28	9,24	8,33	9,17
Mai .....	9,29	9,24	9,26	9,23	9,19	9,17	8,23	9,14
Juin .....	9,34	9,33	9,31	9,33	9,29	9,26	8,29	9,26
Juillet .....	9,57	9,56	9,54	9,59	9,51	9,46	8,38	9,47
Août .....	9,56	9,56	9,54	9,54	9,50	9,41	8,41	9,41
Septembre .....	9,43	9,39	9,43	9,41	9,33	9,24	8,27	9,22
Octobre .....	9,46	9,35	9,38	9,27	9,28	9,13	8,21	9,13
Novembre .....	9,56	9,43	9,43	9,33	9,32	9,15	8,22	9,15
Décembre .....	9,64	9,50	9,49	9,38	9,37	9,15	8,31	9,13
1992 Janvier .....	9,36	9,10	9,03	8,91	8,92	8,75	8,01	8,72

<sup>1</sup> Les emprunts pris en compte pour établir ces statistiques sont les émissions en franc belge à plus d'un an du secteur public ayant fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

<sup>2</sup> Les chiffres annuels sont la moyenne des chiffres mensuels.

<sup>3</sup> Taux de rendement après précompte mobilier concernant les emprunts de 6 ans et plus.

<sup>4</sup> Emprunt « benchmark » : du 1-6-89 au 5-8-90 — OLO 8,25% 1989/99 à partir du 6-8-90 — OLO 10% 1990/00.

<sup>5</sup> A partir de ce mois, seuls sont pris en compte les emprunts émis à l'attention des particuliers auxquels s'applique une retenue à titre de précompte mobilier de 10 p.c.  
Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991.

XIX - 7. — TAUX D'INTERET DES DEPOTS EN EURO-DEVISES A TROIS MOIS<sup>1</sup>

Moyennes journalières	Franc belge	Mark allemand	Florin des Pays-Bas	Franc français	Couronne danoise	Punt irlandais	Lire italienne	Peseta espagnole	Livre sterling	ECU	Dollar des Etats-Unis	Yen japonais
1985 .....	9,57	5,31	6,37	10,69	10,11	n.	n.	n.	12,22	9,27	8,34	6,63
1986 .....	8,08	4,59	5,63	9,36	9,26	n.	n.	n.	10,95	8,05	6,78	5,10
1987 .....	7,08	4,02	5,31	8,56	10,37	n.	n.	n.	9,72	7,20	7,14	4,22
1988 .....	6,75	4,28	4,76	8,02	8,71	n.	n.	n.	10,34	6,98	7,92	4,47
1989 .....	8,70	7,04	7,33	9,32	9,57	n.	n.	n.	13,89	9,39	9,22	5,42
1990 .....	9,77	8,47	8,65	10,27	10,94	n.	n.	n.	14,77	10,43	8,22	7,74
1991 .....	9,33	9,17	9,21	9,50	9,69	10,34	12,01	13,17	11,48	9,85	5,90	7,31
1990 Janvier .....	10,53	8,31	8,89	11,28	12,07	n.	n.	n.	15,16	11,27	8,29	7,01
Février .....	10,59	8,42	8,99	11,00	12,22	n.	n.	n.	15,11	11,18	8,31	7,23
Mars .....	10,46	8,34	8,78	10,64	12,02	n.	n.	n.	15,31	10,77	8,43	7,54
Avril .....	10,27	8,22	8,52	9,95	11,30	n.	n.	n.	15,21	10,47	8,51	7,41
Mai .....	10,00	8,19	8,46	9,75	10,65	n.	n.	n.	15,16	10,34	8,41	7,34
Juin .....	9,73	8,18	8,34	10,00	10,60	n.	n.	n.	14,97	10,19	8,29	7,38
Juillet .....	9,38	8,24	8,24	10,01	10,22	n.	n.	n.	14,95	10,20	8,16	7,68
Août .....	9,37	8,45	8,48	10,13	10,38	n.	n.	n.	14,98	10,27	8,06	8,00
Septembre .....	9,12	8,44	8,46	10,30	10,66	n.	n.	n.	14,91	10,06	8,14	8,37
Octobre .....	8,96	8,56	8,48	10,00	10,35	n.	n.	n.	14,04	9,92	8,11	8,26
Novembre .....	9,11	8,93	8,81	9,93	10,38	n.	n.	n.	13,67	10,10	8,10	8,37
Décembre .....	9,83	9,39	9,41	10,21	10,36	n.	n.	n.	13,79	10,42	7,89	8,24
1991 Janvier .....	9,91	9,30	9,34	10,18	10,40	11,30	12,68	14,81	13,90	10,41	7,28	8,15
Février .....	9,54	9,00	9,01	9,67	10,17	11,11	13,19	14,72	13,21	9,72	6,63	7,99
Mars .....	9,27	9,04	9,07	9,32	9,95	10,74	12,52	13,76	12,34	9,36	6,48	8,11
Avril .....	9,19	9,12	9,11	9,22	9,83	10,25	11,51	13,39	11,89	9,34	6,12	7,91
Mai .....	9,00	8,97	9,05	9,11	9,58	10,36	11,32	12,92	11,45	9,59	5,96	7,75
Juin .....	9,09	8,98	9,10	9,61	9,33	10,19	11,08	12,43	11,21	9,95	6,11	7,75
Juillet .....	9,14	9,09	9,11	9,50	9,31	9,99	11,46	12,77	11,03	9,91	6,05	7,48
Août .....	9,28	9,22	9,27	9,47	9,53	10,05	11,85	12,70	10,86	9,83	5,67	7,28
Septembre .....	9,20	9,15	9,23	9,29	9,65	9,87	11,66	12,36	10,24	9,75	5,52	6,68
Octobre .....	9,25	9,30	9,27	9,21	9,51	10,14	11,43	12,57	10,38	9,86	5,38	6,41
Novembre .....	9,42	9,36	9,36	9,44	9,30	10,13	11,64	12,70	10,45	9,92	4,97	6,17
Décembre .....	9,63	9,52	9,65	9,94	9,68	10,43	12,62	12,88	10,72	10,49	4,51	5,97
1992 Janvier .....	9,43	9,42	9,48	9,86	9,97	10,44	11,83	12,88	10,59	10,28	4,08	5,18

<sup>1</sup> Jusqu'en 1990, moyenne des taux emprunteurs et prêteurs; à partir de 1991, taux emprunteurs.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 8. — TAUX DE RENDEMENT BRUTS A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE :  
COMPARAISON INTERNATIONALE**

	Marchés nationaux <sup>1</sup>							Marché international <sup>2</sup>	
	Belgique <sup>3</sup>	France <sup>4</sup>	Pays-Bas <sup>5</sup>	Allemagne <sup>6</sup>	Royaume-Uni <sup>7</sup>	Etats-Unis <sup>8</sup>	Japon <sup>9</sup>	Dollar US <sup>10</sup>	Ecu <sup>11</sup>
1988 .....	8,01	9,05	6,10	6,5	9,67	8,85	4,28	9,39	8,17
1989 .....	8,59	8,78	7,21	7,0	10,19	8,50	5,05	9,29	8,76
1990 .....	10,06	9,93	8,99	8,8	11,81	8,55	7,36	9,36	10,37
1991 .....	9,31	9,03	8,79	8,5	10,11	7,86	6,53	8,65	9,15
1990 Janvier .....	9,93	9,55	8,31	7,9	10,89	8,21	6,64	8,93	9,72
Février .....	10,56	10,04	8,91	8,7	11,33	8,47	6,92	9,28	10,57
Mars .....	10,36	10,04	9,10	8,9	12,42	8,59	7,36	9,48	10,90
Avril .....	10,03	9,62	8,98	8,8	12,72	8,79	7,24	9,53	10,68
Mai .....	9,96	9,55	9,03	8,9	12,45	8,76	6,70	9,61	10,54
Juin .....	9,93	9,73	9,03	8,9	11,80	8,48	7,06	9,49	10,32
Juillet .....	9,63	9,57	8,79	8,7	11,84	8,47	7,48	9,30	9,99
Août .....	9,99	10,11	9,03	9,0	12,15	8,75	8,19	9,30	10,27
Septembre .....	10,22	10,47	9,21	9,1	12,10	8,89	8,62	9,42	10,57
Octobre .....	10,16	10,36	9,24	9,1	11,74	8,72	7,68	9,51	10,56
Novembre .....	9,99	10,18	9,15	9,0	11,37	8,39	7,40	9,39	10,36
Décembre .....	9,98	9,91	9,10	8,9	10,84	8,08	7,06	9,08	10,01
1991 Janvier .....	9,92	9,79	9,19	9,0	10,59	8,09	6,83	8,95	10,02
Février .....	9,32	9,14	8,68	8,5	10,13	7,85	6,66	8,70	9,32
Mars .....	9,28	9,05	8,69	8,5	10,29	8,11	6,89	8,80	9,19
Avril .....	9,24	8,89	8,65	8,4	10,19	8,04	7,00	8,90	9,09
Mai .....	9,17	8,87	8,68	8,4	10,38	8,07	6,87	8,84	8,98
Juin .....	9,26	9,13	8,70	8,4	10,58	8,28	7,12	8,89	9,14
Juillet .....	9,46	9,16	8,88	8,6	10,28	8,27	6,80	9,07	9,21
Août .....	9,41	9,09	8,90	8,6	10,03	7,90	6,55	8,75	9,18
Septembre .....	9,24	8,86	8,81	8,5	9,64	7,65	6,11	8,53	8,97
Octobre .....	9,13	8,77	8,77	8,4	9,72	7,53	6,02	8,26	8,87
Novembre .....	9,15	8,82	8,79	8,4	9,77	7,42	5,93	8,18	8,95
Décembre .....	9,15	8,82	8,76	8,3	9,67	7,09	5,53	7,92	8,90
1992 Janvier .....	8,75	8,45	8,41	8,0	9,47	7,03	5,53	7,65	8,53

<sup>1</sup> Moyennes journalières, sauf le Japon : fin de mois ou moyennes de fin de mois.

<sup>2</sup> Moyennes hebdomadaires.

<sup>3</sup> Source : Fonds des Rentes : Emprunts du secteur public de 6 ans et plus.

<sup>4</sup> Source : Crédit Lyonnais : Emprunts d'Etat à taux fixe à plus de 7 ans.

<sup>5</sup> Source : Centraal Bureau voor de Statistiek : Emprunts d'Etat de 5 à 8 ans.

<sup>6</sup> Source : OCDE : Emprunts du secteur public de 7 à 15 ans.

<sup>7</sup> Source : OCDE : Titres du gouvernement à 10 ans.

<sup>8</sup> Source : OCDE : Treasury bills and bonds à 10 ans.

<sup>9</sup> Source : OCDE : Emprunts du gouvernement central à 10 ans.

<sup>10</sup> Source : OCDE : Obligations du secteur public de 7 à 15 ans.

<sup>11</sup> Source : OCDE : Emprunts de 7 à 15 ans.

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI<sup>e</sup> année, n° 5, mai 1991.

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

### 1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE<sup>1</sup>

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis <sup>2</sup>		Allemagne <sup>3</sup>		France		Italie		Pays-Bas <sup>3</sup>		Suisse <sup>3</sup>		Japon <sup>3</sup>	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier .....			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février .....					10	7,75	13	11,50						
Mars .....					3	7,50								
Juillet .....							28	12,00						
Août .....	4	6,00												
Septembre ...					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre ...					25	8,00			25	4,50				
Novembre ...					4	7,75			4	4,25	4	2,50		
Décembre ...			4	2,50										
1988 Janvier .....					5	7,50			8	4,00				
Janvier .....					25	7,25			22	3,75				
Mai .....					26	7,00								
Juillet .....			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet .....									29	4,50				
Août .....	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre .....					21	7,25								
Décembre ...					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier .....			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février .....	24	7,00												
Mars .....							6	13,50						
Avril .....			20	4,50					20	6,25	13	4,50		
Mai .....													31	3,25
Juin .....			30	5,00	30	8,75			30	6,75	30	5,50		
Octobre .....			6	6,00	6	9,50			6	7,75	6	6,00	11	3,75
Décembre ...					18	10,00							25	4,25
1990 Mars .....													20	5,25
Avril .....					2	9,75								
Avril .....					26	9,50								
Mai .....							21	12,50						
Août .....													30	6,00
Octobre .....					31	9,25								
Novembre ...									2	8,00				
Décembre ...	19	6,50												
1991 Février .....	1	6,00	1	6,50					1	8,50				
Mars .....					18	9,00								
Avril .....	30	5,50												
Mai .....							13	11,50						
Juin .....													1	5,50
Août .....			16	7,50					16	8,75	16	7,00		
Septembre ...	13	5,00												
Octobre .....					17	8,75								
Novembre ...	6	4,50			19	9,25							15	5,00
Décembre ...	20	3,50	20	8,00	23	9,60	23	12,00	20	9,25			30	4,50

Fin de période	Royaume-Uni		Canada <sup>3</sup>		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada <sup>3</sup>	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1987 .....	8,38		8,66		1991 Janvier .....	13,75		10,73	
1988 .....	12,81		11,19		Février .....	12,75		9,97	
1989 .....	14,75		12,47		Mars .....	12,25		9,92	
1990 .....	13,75		11,72		Avril .....	11,81		9,49	
1991 .....	10,38		7,67		Mai .....	11,31		9,06	
1989 4 <sup>e</sup> trimestre .....	14,75		12,47		Juin .....	11,31		8,90	
1990 1 <sup>er</sup> trimestre .....	14,75		13,51		Juillet .....	10,88		8,94	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	14,75		13,83		Août .....	10,88		8,78	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	14,75		12,65		Septembre .....	10,38		8,59	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	13,75		11,72		Octobre .....	10,38		8,04	
1991 1 <sup>er</sup> trimestre .....	12,25		9,92		Novembre .....	10,38		7,66	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	11,31		8,90		Décembre .....	10,38		7,67	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	10,38		8,59		1992 Janvier .....	10,38		7,29	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	10,38		7,67						

<sup>1</sup> Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances au Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque*

*Nationale de Belgique* : LX<sup>e</sup> année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

<sup>2</sup> Federal Reserve Bank of New York.

<sup>3</sup> Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.



# LEGISLATION ECONOMIQUE

DECEMBRE 1991

*Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.*

*Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :*

- 1. Généralités ;**
- 2. Réglementation économique et financière ;**
- 3. Réglementation fiscale ;**
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;**
  - 4.1. Communautés européennes ;
  - 4.2. Etat belge ;
  - 4.3. Communautés et Régions ;
  - 4.4. Pouvoirs locaux ;
- 5. Réglementation sociale ;**
  - 5.1. Travail ;
  - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
- 6. Relations économiques et financières extérieures ;**
- 7. Divers.**

*Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.*

*Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.*

*Les abréviations suivantes sont utilisées :*

*A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.*

## 1. — GENERALITES

### COMMUNAUTES EUROPEENNES.

**Huitième rapport annuel au Parlement européen** sur le contrôle de l'application du droit communautaire — 1990, *Journal officiel* n° C 338, du 31 décembre 1991, p. 1.

## 2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

### ASSURANCES.

**Directive du Conseil, du 19 décembre 1991**, instituant un comité des assurances, *Journal officiel* n° L 374, du 31 décembre 1991, p. 32.

### BOURSE.

**Arrêté royal du 25 novembre 1991** relatif au courtage en change et en dépôts, *Moniteur*, 5 décembre 1991, p. 27389.

#### Résumé

Cet arrêté a pour objectif de permettre l'entrée en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992 du livre VI, titre II et des articles 214 à 218 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers. Il complète aussi le statut légal des courtiers en change et en dépôts en organisant notamment les conditions d'inscription, les règles d'incompatibilité, les relations avec leurs clients, les informations à fournir à la Commission bancaire et financière.

### ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

**Directive du Conseil du 3 décembre 1991**, portant application de la directive 89/299/CEE concernant les fonds propres des établissements de crédit, *Journal officiel* n° L 339, du 11 décembre 1991, p. 33.

**Proposition modifiée de directive du Conseil** sur la surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée, *Journal officiel* n° C 332, du 21 décembre 1991, p. 6.

### MARCHES FINANCIERS.

**Arrêté ministériel du 22 novembre 1991** modifiant l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991 relatif à l'émission de certificats de trésorerie libellés en francs, *Moniteur*, 3 décembre 1991, p. 27044.

**Arrêté ministériel du 22 novembre 1991** relatif au calendrier des émissions de certificats de trésorerie libellés en francs pour l'année 1991, *Moniteur*, 3 décembre 1991, p. 27044.

**Arrêté ministériel du 28 novembre 1991** portant approbation de l'arrêté du Fonds des Rentes du 13 novembre 1991 modifiant le règlement du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de trésorerie, *Moniteur*, 4 décembre 1991, p. 27170.

**Arrêté ministériel du 29 novembre 1991** fixant les modalités de calcul des intérêts courus à bonifier pour les transactions boursières portant sur des titres de la dette publique belge, *Moniteur*, 4 décembre 1991, p. 27171.

**Arrêté royal du 25 novembre 1991** modifiant l'arrêté royal du 27 février 1991 relatif à l'organisation du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de trésorerie, *Moniteur*, 5 décembre 1991, p. 27388.

#### **MARCHES PUBLICS.**

**Arrêté ministériel du 17 décembre 1991** fixant les montants prévus à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1990 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de travaux, aux articles 1<sup>er</sup> et 5 de l'arrêté royal du 8 décembre 1988 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures et à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 20 décembre 1988 relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures au niveau des pays signataires de l'Accord du G.A.T.T. relatif aux marchés publics, *Moniteur*, 25 décembre 1991, p. 29604.

#### **PECHE.**

**Règlement (CEE) n° 3687/91 du Conseil, du 28 novembre 1991**, portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche, *Journal officiel* n° L 354, du 23 décembre 1991, p. 1.

#### **SIDERURGIE.**

**Décision n° 3654/91/CECA de la Commission, du 13 décembre 1991**, modifiant la décision n° 25-67 portant réglementation d'application de l'article 66 paragraphe 3 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier relatif à l'exemption d'autorisation préalable, *Journal officiel* n° L 348, du 17 décembre 1991, p. 12.

**Décision n° 3855/91/CECA de la Commission, du 27 novembre 1991**, instituant des règles communautaires pour les aides à la sidérurgie, *Journal officiel* n° L 362, du 31 décembre 1991, p. 57.

## SOCIETES ET ENTREPRISES.

### Comptes annuels des entreprises.

**Arrêté royal du 25 novembre 1991** modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1986 relatif aux comptes annuels et aux comptes consolidés des sociétés à portefeuille, *Moniteur*, 5 décembre 1991, p. 27378.

*Cet arrêté royal a pour objectif de transposer en droit belge, en ce qui concerne les sociétés à portefeuille, la septième directive européenne sur les comptes consolidés.*

**Arrêté royal du 25 novembre 1991** relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, *Moniteur*, 24 décembre 1991, p. 29347.

**Communication de la Banque Nationale de Belgique**, *Moniteur*, 28 décembre 1991, p. 29820.

**Arrêté royal du 30 décembre 1991** modifiant l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi que certains arrêtés d'exécution de cette loi, *Moniteur*, 31 décembre 1991, p. 30083.

**Directive du Conseil, du 19 décembre 1991**, concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance, *Journal officiel* n° L 374, du 31 décembre 1991, p. 7.

**Troisième modification à la proposition de cinquième directive du Conseil** fondée sur l'article 54 du traité CEE concernant la structure des sociétés anonymes et les pouvoirs et obligations de leurs organes, *Journal officiel* n° C 321, du 12 décembre 1991, p. 9.

## SYSTEMES STATISTIQUES ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION.

**Règlement (CEE) n° 3924/91 du Conseil, du 19 décembre 1991**, relatif à la création d'une enquête communautaire sur la production industrielle, *Journal officiel* n° L 374, du 31 décembre 1991, p. 1.

## VALEURS MOBILIERES.

**Arrêté royal du 14 novembre 1991** relatif à la reconnaissance mutuelle au sein des Communautés européennes des prospectus d'offre publique et des prospectus d'admission à la cote d'une bourse de valeurs mobilières, *Moniteur*, 3 décembre 1991, p. 27039.

### 3. — REGLEMENTATION FISCALE

#### IMPOTS SUR LES REVENUS.

**Loi du 19 avril 1991** portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Norvège tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Oslo le 14 avril 1988, *Moniteur*, 19 décembre 1991, p. 28878.

**Loi du 9 juillet 1991** portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République populaire de Bulgarie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 25 octobre 1988, *Moniteur*, 28 décembre 1991, p. 29732.

#### PRECOMPTE MOBILIER.

**Avis aux teneurs de comptes de titres dématérialisés**, *Moniteur*, 20 décembre 1991, p. 29051.

*Cet avis contient des dispositions relatives à l'exonération du précompte mobilier en matière de revenus de titres dématérialisés (certificats de trésorerie, obligations linéaires, billets de trésorerie et certificats de dépôt dématérialisés) et de revenus résultant de transactions sur ces titres.*

#### PRECOMPTE PROFESSIONNEL

**Arrêté royal du 19 décembre 1991** modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 25 décembre 1991, p. 29606.

*Cet arrêté royal détermine les barèmes et règles applicables pour le calcul du précompte professionnel dû à la source sur les revenus payés ou attribués à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992.*

### 4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

#### 4.1. COMMUNAUTES EUROPEENNES.

#### BUDGET DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

**Rapport annuel C.E. relatif à l'exercice 1990**, accompagné des réponses des institutions, *Journal officiel* n° C 324, du 13 décembre 1991, p. 1.

**Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 13 novembre 1991**, concernant la protection des intérêts financiers des Communautés, *Journal officiel* n° C 328, du 17 décembre 1991, p. 1.

#### 4.2. ETAT BELGE.

##### DETTE DE L'ETAT.

**Arrêté royal du 29 novembre 1991** relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 9 p.c. 1991-1999, 2<sup>e</sup> série, *Moniteur*, 3 décembre 1991, p. 27042.

**Arrêté ministériel du 2 décembre 1991** relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 9 p.c. 1991-1999, 2<sup>e</sup> série, *Moniteur*, 4 décembre 1991, p. 27172.

**Arrêté royal du 3 octobre 1991** relatif au renouvellement des obligations de la dette à 3,5 p.c. de 1937, *Moniteur*, 28 décembre 1991, p. 29743.

**Arrêté royal du 18 décembre 1991** autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 1992, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires », *Moniteur*, 28 décembre 1991, p. 29747.

**Arrêté ministériel du 27 décembre 1991** fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » pour le premier semestre 1992, *Moniteur*, 28 décembre 1991, p. 29813.

##### GARANTIE DE L'ETAT.

**Arrêté royal du 28 novembre 1991** autorisant le Ministre des Finances à se porter caution envers la Banque européenne d'Investissement, *Moniteur*, 10 décembre 1991, p. 27819.

##### OBLIGATIONS LINEAIRES.

**Arrêté ministériel du 2 décembre 1991** relatif à la troisième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9,25 % — 29 août 1997 », *Moniteur*, 10 décembre 1991, p. 27812.

**Arrêté ministériel du 2 décembre 1991** relatif à la quatrième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9 % — 27 juin 2001 », *Moniteur*, 10 décembre 1991, p. 27813.

## 5. — REGLEMENTATION SOCIALE

### 5.1. TRAVAIL.

#### CONGES ET INTERRUPTION DE CARRIERE.

**Arrêté royal du 11 octobre 1991** déterminant les modalités de l'exercice du droit à un congé pour raisons impérieuses, *Moniteur*, 6 décembre 1991, p. 27518.

#### CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.

**Arrêté royal du 14 novembre 1991** rendant obligatoire la convention collective de travail du 14 mars 1991, conclue au sein de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, modifiant la convention collective de travail du 29 mai 1989 concernant les conditions de travail et de rémunération, *Moniteur*, 20 décembre 1991, p. 28984.

#### EMPLOI.

**Arrêté royal du 13 décembre 1991** relatif à la subvention pour le maintien en service de travailleurs atteints d'une incapacité de travail, *Moniteur*, 20 décembre 1991, p. 28999.

#### GENERALITES.

**Proposition modifiée de directive du Conseil** concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, *Journal officiel* n° C 336, du 31 décembre 1991, p. 11.

### 5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

#### 5.2.2. CHOMAGE.

#### CHOMAGE.

**Arrêté royal du 25 novembre 1991** portant réglementation du chômage, *Moniteur*, 31 décembre 1991, p. 29888.

## 6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

### ACCORDS DE COOPERATION.

**Décision du Conseil du 7 octobre 1991**, concernant la conclusion de l'accord-cadre de coopération entre la Communauté économique européenne et les Etats-Unis mexicains, *Journal officiel* n° L 340, du 11 décembre 1991, p. 1.

**Décision de la Commission du 6 septembre 1991**, relative à la conclusion d'un protocole sur le commerce et la coopération commerciale et économique entre le Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), d'une part, et la république de Hongrie, d'autre part, *Journal officiel* n° L 340, du 11 décembre 1991, p. 39.

### COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

**Règlement (CEE) n° 3587/91 du Conseil, du 3 décembre 1991**, prorogeant en 1992 l'application des règlements (CEE) n° 3831/90, (CEE) n° 3832/90, (CEE) n° 3833/90 et (CEE) n° 3835/90 portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1991 à certains produits originaires de pays en développement, *Journal officiel* n° L 341, du 12 décembre 1991, p. 1.

### EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE.

**Décision du Conseil du 16 décembre 1991**, concernant l'octroi d'un prêt à moyen terme à l'Union soviétique et à ses républiques, *Journal officiel* n° L 362, du 31 décembre 1991, p. 89.

**Règlement (CEE) n° 3800/91 du Conseil, du 23 décembre 1991**, modifiant le règlement (CEE) n° 3906/89 en vue de l'extension de l'aide économique à d'autres pays de l'Europe centrale et orientale, *Journal officiel* n° L 357, du 28 décembre 1991, p. 10.



## LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

**Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.

**Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.

**Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.

**Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.

**Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.

**Cahier n° 6 :** Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.

**Cahier n° 7 :** Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Pouillet.

**Cahier n° 8 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.

# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

*Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.*

*Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.*

\*  
\*\*

334.151.20

ABRAHAM, F.

Social protection and regional convergence in an EMU.  
(International Economics Research Paper, 83.)  
Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L.,  
1991, 21 p.

333.17 - 333.481. - 333.109.  
333.139.2 - 347.734. - 347.736.

BANKING...

Banking crises : cases and issues.  
Washington, International Monetary Fund, 1991,  
IX+375 p.

334.150.0 - 334.154.1 - 334.150.7  
334.151.20

ALLAIS, M.

L'Europe face à son avenir : que faire?  
Paris, Robert Laffont, 1991, 309 p.

330.43 - 331.153.

BEUTELS, R. & DE SCHRYVER, R.

Over het mercantilisme in de Spaanse Nederlanden.  
Economisch-historische duiding van een merkwaardig  
nederlandstalig mercantilistisch traktaat van Pieter Car-  
don : « De oorsprong v/d ruïne en armoede der Spaan-  
se Nederlanden », 1686-1699.  
Tielt, Lannoo, 1991, 189/60 p.

338.8

ANDRIESEN, J.E.

Overheid en groeibeleid.  
(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3835,  
1991 11 20, p. 1152-1155.)  
NL 10

334.151.50 - 349.1

BLANPAIN, R.

Europees arbeidsrecht.  
Brugge, Die Keure, 1991, XI+265 p.

339.0 - 305.7 - 305.8

ARTUS, P.

Excès d'endettement et taux d'intérêt réels élevés :  
quelles voies de sortie?  
(In : *ECONOMIES ET SOCIETES - CAHIERS DE L'ISMEA*, Paris, 3,  
1991 03, p. 11-35.)  
FR 14

351.2 - 336.227. - 334.151.9

BOVENBERG, A.L. et al.

Instrumentkeuze in het milieubeleid.  
(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3833,  
1991 11 06, p. 1108-1112.)  
NL 10

333.825.

336.453. - 368.40 - 336.024.

BRANSON, W.H.

Exchange rate policies for the EFTA countries in the 1990s.  
(CEPR Discussion Paper, 586.)  
London, Centre for Economic Policy Research, 1991, 33 p.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Contribution à la compréhension des mécanismes de financement de la sécurité sociale : dix ans de financement de la sécurité sociale des travailleurs salariés (1981-1991). (In : CAHIER DE LA COUR DES COMPTES, 148/1, session 1991-92.)  
Bruxelles, Chambre des Représentants, 1991, 133-237 p.

339.325.1

333.450.

CARROLL, C.D. et al.

Does consumer sentiment affect household spending? If so, why?  
(Finance and Economics Discussion Series, 168.)  
Washington, Board of Governors of the Federal Reserve System, 1991, 24 p.

CLARIDA, R.H.

The real exchange rate, exports, and manufacturing profits : a theoretical framework with some empirical support.  
(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 3811.)  
Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1991, 21 p.

338.047.

334.151.21

CENTRE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE.

L'entreprise publique dans la Communauté Economique Européenne. + Statistiques des entreprises publiques dans la CEE/Statistics of public enterprises in the EEC/Statistik der öffentlichen Unternehmen in der EWG.  
(Annales du CEEP, 1987.)  
Bruxelles, C.E.E.P., 1987, 226/192 p.

COMITE POUR L'UNION MONETAIRE DE L'EUROPE.

Thygesen, N. : Les relations entre le système européen de banques centrales et les banques centrales nationales. (In : L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE.)  
Paris, Comité pour l'Union Monétaire de l'Europe, 1991, 23-30 p.

339.0 - 333.721. - 333.44  
381.54 - 347.751.3 - 339.325.1

305.5

CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE/BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

Le surendettement. (Colloque tenu à Charleroi le 5 novembre 1991.)  
Charleroi, Centre Public d'Aide Sociale/Banque Nationale de Belgique, 1991, 1+54 p.

CONRAD, K. & SCHROEDER, M.

Demand for durable and nondurable goods, environmental policy and consumer welfare.  
(In : JOURNAL OF APPLIED ECONOMETRICS, Los Angeles, 3, 1991 07/09, p. 271-286.)  
US 38B

334.151.50

CRIJNS, L.H.J.

The EC and social security : state of affairs and future prospects.  
(Working Document.)  
Maastricht, European Institute of Public Administration,  
1991, V+42 p.

333.450. - 333.431.0 - 334.151.20

DE GRAUWE, P. & HEENS, H.

Real exchange rate variability in monetary unions.  
(International Economics Research Paper, 87.)  
Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L.,  
1991, 14 p.

336.452. - 336.401. - 336.61  
382.20 - 339.311.1 - 336.452.  
336.401. - 336.61 - 382.20 - 339.311.1

DARBY, M.R. et al.

The impact of government deficits on personal and  
national saving rates.  
(In : CONTEMPORARY POLICY ISSUES, Long Beach, 4,  
1991 10, p. 39-55.)  
US 30G

331.30 - 331.061. - 321.68

DEJEUNESSE, J.

Quelle Belgique demain? Pour comprendre l'avenir de  
l'économie belge.  
Liège, Edit. Economica, 1991, 164 p.

333.432.6 - 333.110. - 333.111.0  
337.550. - 334.12

DE GRAUWE, P.

German monetary unification.  
(International Economics Research Paper, 84.)  
Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L.,  
1991, 10 p.

339.21 - 311.94 - 313  
339.325.1 - 339.112.0 - 339.112.12.  
339.311.1 - 339.311.3

DEVOS, H. et al.

La richesse de la vieillesse. La situation socio-écono-  
mique des personnes âgées en Belgique : état actuel  
et prospective.  
Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1991, IX+185 p.

334.151.20 - 334.151.25

DE GRAUWE, P.

Is de EG klaar voor één munt?  
(In : ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3837,  
1991 12 04, p. 1218-1219.)  
NL 10

332.224. - 332.830.

DOCUMENTS...

Les bas salaires dans les pays de la Communauté éco-  
nomique européenne.  
(In : DOCUMENTS DU CENTRE D'ETUDE DES REVENUS ET DES COUTS,  
Paris, 101, 19 91 04/06, p. 1-86.)  
FR 15

336.024. - 339.325.5

DUCHESNE, F.

Les modalités d'intervention des pouvoirs publics à la recherche d'un contrôle des dépenses médicales.

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, Série Documents et Point de Vue, 25.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1991, 19 p.

332.81 - 332.630. - 338.044.

658.331. - 307.24 - 305.3

305.94

EUROPE...

Temps de travail, emploi et capacités de production. La réorganisation-réduction du temps de travail.

(In : *EUROPE SOCIALE, Luxembourg, Sup. 4, 1991, p. 1-220.*)

EEC 28F

339.21 - 313

ECONOMIC...

Economic policy and the division of income within the family.

(IFS Report Series, 37.)

London, The Institute for Fiscal Studies, 1991, 147 p.

339.312.4 - 338.023. - 338.047.

303.8 - 305.93

FORD, R. & PORET, P.

Infrastructures et productivité du secteur privé.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 17, 1991, p. 69-95.*)

OCDE 13A

334.151.20

ECONOMISCHE...

Louis, J.-V. : Des aspects institutionnels et politiques de l'Union Economique et Monétaire. (In : *EEN ECONOMISCHE EN MONETAIRE UNIE (EMU) IN EUROPA.*)

's-Gravenhage, Asser Instituut, 1991, 48-52 p.

334.154.5 - 336.212.2 - 334.154.2

334.4

FRANK, M.

Introduction of a common system of interest taxation in the EC member states.

(In : *PUBLIC FINANCE - FINANCES PUBLIQUES, The Hague, 1, 1991, p. 42-65.*)

NL 32

333.154. - 333.109. - 333.731.  
347.734.

ELECTRONIC...

Electronic money flows : the molding of a new financial order.

Boston, Kluwer Academic Publishers, 1991, XIII + 225 p.

333.450.

GANDOLFO, G. et al.

The theory of exchange rate determination, and exchange rate forecasting.

(CIDEI Working Paper, 1.)

Roma, Centro Interdipartimentale di Economia Internazionale, 1991, 20 p.

333.662. - 333.663. - 333.160.

334.154.32 - 347.721.0

GENERALE DE BANQUE.

Les organismes supranationaux.

*Bruxelles, Générale de Banque, 1991, 44 p.*

GROUPEMENTS....

Les groupements d'intérêt économique. (Journée d'étude organisée à Louvain-la-Neuve le 15 mars 1990.) (Droit des Sociétés, 1.)

*Louvain-la-Neuve, Academia, 1991, 174 p.*

334.154.5 - 334.151.3

334.151.21

GERARD, M.

Journée d'études du 11 mars 1991. La fiscalité dans l'Europe de demain : concurrence, coordination ou harmonisation.

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 1, 19 92 01/02, p. 189-256.*)

BE 99

HAHN, H.J.

The European Central Bank : key to European monetary union or target?

(In : *COMMON MARKET LAW REVIEW, Dordrecht, 4, 1991, p. 783-820.*)

NL 699

339.112.12

333.825. - 333.846.7

GHEKIERE, L.

Marchés et politiques du logement dans la CEE.

*Paris, La Documentation Française, 1991, 368 p.*

HAKKIO, C.S.

Exchange rate management and monetary policy mismanagement : a study of Germany, Japan, United Kingdom, and United States after Plaza. (Research Working Paper, 91/03.)

*Kansas City, Federal Reserve Bank of Kansas City, 1991, 18 p.*

382.242.0 - 305.91

333.111.0 - 334.3

GIOVANNINI, A.

International capital mobility and tax avoidance.

(In : *BANCA NAZIONALE DEL LAVORO - QUARTERLY REVIEW, Roma, 177, 1991 06, p. 197-223.*)

IT 4

HOLTROP, M.W.

Les banques centrales et l'intégration économique. (Fondation Per Jacobsson, conférence tenue à Stockholm, le 16 mai 1968.)

*Stockholm, Fondation Per Jacobsson, 1968, III + 47 p.*

382.50 - 382.51 - 380.23  
338.78

336.023.

HOOPER, P. & RICHARDSON, J.D.

International economic transactions : issues in measurement and empirical research.  
(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 3805.)  
Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1991, 24 p.

KERSTENS, K. & MEYERMANS, E.

The Belgian draft and the transition to an all-volunteer force issues of efficiency and equity.  
(Algemene Reeks, 8.)  
Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L., 1991, 42 p.

334.154.30

INFORMATIONS...

Publication des comptes annuels en devises : la législation belge. Publikatie van jaarrekeningen in vreemde munten : de Belgische wetgeving.  
(In : *INFORMATIONS EUROPEENNES*, Bruxelles, 27, 1991 12 16, p. 1-4 + 1-4.)  
BE 202

334.151.1 - 334.151.20

KOLODZIEJAK, A.M.M. & MUIJZERS, A.P.M.

Het verdrag van Maastricht.  
(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3837, 1991 12 04, p. 1209-1213.)  
NL 10

382.11 - 334.151.27

INTERNATIONAL...

Artus, P. : The European Monetary System, exchange rate expectations and the reputation of the authorities.  
(In : *INTERNATIONAL ECONOMIC POLICY CO-ORDINATION*.)  
Oxford, Basil Blackwell, 1991, 9-34 p.

333.613. - 306.173.

KUPIEC, P.

L'instabilité des marchés boursiers dans les pays de l'OCDE : tendances récentes, conséquences pour l'économie réelle et propositions de réformes.  
(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 17, 1991, p. 33-68.)  
OCDE 13A

330.3

ITO, Y. et al.

Hierarchical optimal control for policy evaluation using econometric models for the European Community.  
(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 91/265.)  
Antwerpen, SESO v/d Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1991, 45 p.

333.841. - 333.844. - 333.825.  
334.151.27

LAMBERTINI, L. et al.

Inflation convergence with realignments in a two-speed Europe.  
(CEPR Discussion Paper, 597.)  
London, Centre for Economic Policy Research, 1991, 14 p.



333.453. - 333.46 - 333.102.  
333.137. - 333.432.8

LAMBERTO, D.

The internationalization of the Italian financial system.  
(In : *ECONOMIC BULLETIN - BANCA D'ITALIA*, Roma, 13, 1991 10, p. 83-93.)

IT 25A

336.311.1 - 333.611. - 305.7

MELYN, W. & VANHOREBEEK, F.

« Secondary market prices of linear bonds in Belgium. »  
(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION*, Bruxelles, 1, 1992 01/02, p. 31-48.)

BE 99

331.061. - 304.5

MAKRIDAKIS, S.

Forecasting in the 21st century.  
(In : *INTERNATIONAL JOURNAL OF FORECASTING*, Amsterdam, 2, 1991 08, p. 123-126.)

NL 16A

333.167.

MENKVELD, P.A.

The origin and role of the European Bank for Reconstruction and Development.  
*London, Graham & Trotman, 1991, 184 p.*

333.432.0 - 333.430. - 334.151.20

MELITZ, J.

A suggested reformulation of the theory of optimal currency areas.  
(CEPR Discussion Paper, 590.)  
*London, Centre for Economic Policy Research, 1991, 28 p.*

333.451.1 - 333.450. - 305.92  
333.451.1 - 333.450. - 305.92

MEULEPAS, M. & PLASMANS, J.

Estimating and forecasting exchange rates by means of PPP and UIP : an application on the Belgian Franc and the Dutch Guilder vis à vis the DM and US Dollar.  
(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 91/262.)  
*Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, 1991, III + 45 p.*

305.2

MELYN, W. & MOESEN, W.

Towards a synthetic indicator of macroeconomic performance : unequal weighting when limited information is available.  
(Public Economics Research Paper, 17.)  
*Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L., 1991, 24 p.*

338.043. - 380.23

MUSSATI, G.

Politiche tecnologiche e collaborazione fra sistema scientifico e sistema industriale.  
(In : *RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE SOCIALI*, Milano, 4, 1990 10/12, p. 477-515.)

IT 21B

333.432.6 - 337.550. - 334.12  
333.110.

NEUMANN, M.J.M.

German unification : economic problems and consequences.

(CEPR Discussion Paper, 584.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1991,  
34 p.

336.212.0 - 333.841.

OMEY, E. & DENDUYVER, J.

Inflation en personenbelasting in België.

(In : *MINISTÈRE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 1, 1992 01/02, p. 83-141.*)

BE 99

334.152.1 - 334.153.1 - 305.92

NEVEN, D.J. & ROELLER, L.-H.

European integration and trade flows.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC REVIEW, Amsterdam, 6, 1991 08, p. 1295-1309.*)

NL 14

332.86

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'illettrisme des adultes et les résultats économiques.

Paris, O.C.D.E., 1992, 96 p.

382.51

NIROOMAND, F.

Structure of U.S. foreign trade with Western Europe.

(In : *BEST PAPERS PROCEEDINGS, Edwardsville, Ill., 2, 1991 07, p. 45-49.*)

US 13

333.106.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Rentabilité des banques; comptes des banques - 1981-1989 - Bank profitability ; financial statements of banks. Supplément statistique - Statistical supplement.

Paris, O.C.D.E./O.E.C.D., 1991, 195 p.

336.225.

OCCASIONAL...

Value-added tax : administrative and policy issues.

(In : *OCCASIONAL PAPER - I.M.F., Washington, 88, 1991 10, p. 1-90.*)

IMF 6

336.451. - 336.401. - 336.61

OXLEY, H. & MARTIN, J.P.

La maîtrise des dépenses et des déficits des administrations publiques : tendances des années 80 et perspectives pour les années 90.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 17, 1991, p. 159-206.*)

OCDE 13A

PADOA SCHIOPPA KOSTORIS, F.

Tax rates, progressivity and de facto fiscal indexation in ten European countries.  
(CEPR Discussion Paper, 587.)  
London, Centre for Economic Policy Research, 1991, 40 p.

RIMACORP.

Les sociétés de réassurances au Grand-Duché de Luxembourg.  
Luxembourg, RIMACORP, 1990, 47 p.

380.23

PEERSMAN, G. & VAN POECK, A.

De Belgische competitiviteitswet : een betwistbaar instrument.  
(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Rapport, 91/263.)  
Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1991, 18 p.

333.846.4 - 333.846.2 - 305.7

ROTEMBERG, J.J. et al.

Money, output, and prices : evidence from a new monetary aggregate. (National Bureau of Economic Research, Working Paper, 3824.)  
Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1991, 39 p.

305.91 - 305.7 - 333.613.

PLASMANS, J. & PAUWELS, H.

Modelling and forecasting Belgian stock market prices.  
(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 91/264.)  
Antwerpen, SESO v/d Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1991, 57 p.

339.113. - 334.153.0

SCAPERLANDA, A.

European adjustment & direct foreign investments in the U.S.  
(In : BEST PAPERS PROCEEDINGS, Edwardsville, Ill., 1, 1991 01, p. 76-80.)  
US 13

336.212.2

RAZIN, A. & SADKA, E.

Vanishing tax on capital income in the open economy.  
(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 3796.)  
Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1991, 16 p.

305.3 - 338.043.

SEGERSTROM, P.S.

Innovation, imitation, and economic growth.  
(In : JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY, Chicago, 4, 1991 08, p. 807-827.)  
US 30

332.620. - 658.40

SHARPE, S.A.

Debt and employment volatility over the business cycle.  
(Finance and Economics Discussion Series, 172.)

Washington, Board of Governors of the Federal Reserve  
System, 1991, 29 p.

336.301. - 307.353. - 336.310.  
336.32

UNION ECONOMIQUE BENELUX.

La dette publique dans les pays du Benelux.

Bruxelles, Commission Spéciale de l'Union Economique  
Benelux, 1991, 96 p.

052 - 334.150.0 - 334.154.1  
334.151.20

SOCIETE ROYALE D'ECONOMIE POLITIQUE DE  
BELGIQUE.

Wallenberg, P. : An industrialist's view on Europe of  
today and tomorrow.

(Cahiers de Conférence, 466.)

Charleroi, Société Royale d'Economie Politique de Bel-  
gique, 1991, 26 p.

336.201. - 336.212.0 - 336.214.  
336.221. - 336.225. - 336.61

UNION ECONOMIQUE BENELUX.

Lignes directrices de la politique fiscale en Belgique,  
au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Bruxelles, Union Economique Benelux, 1991, III+90 p.

333.110. - 333.820. - 333.741.0  
333.741.4

STOCKMAN, P.

Het herfinancieringsbeleid van de Nationale Bank van  
België na de Big Bang : een evaluatie na vier maanden  
(februari 1991-mei 1991.)

(Algemene Reeks, 7.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L.,  
1991, 26 p.

331.162.20 - 331.162.21 - 331.162.22 - 331.150.  
331.151. - 331.152. - 331.153. - 331.154.  
331.155. - 331.156. - 331.157. - 333.101.

VAN DER WEE, H.

De bank in Europa : 25 eeuwen bankgeschiedenis.

Antwerpen, Mercatorfonds, 1991, 397 p.

333.831.0 - 339.312.5 - 339.311.3  
333.846.5

TEASE, W. et al.

Tendances des taux d'intérêt réels : l'influence de  
l'épargne, de l'investissement et d'autres facteurs.

(In : REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 17, 1991,  
p. 115-157.)

OCDE 13A

333.138.2 - 338.046.1 - 338.048.  
338.52 - 338.53 - 658.47.  
331.19 - 334.154.34

VINCENT, A. & MARTENS, J.-P.

L'Europe des groupes : présence et stratégies en Bel-  
gique.

Bruxelles, Centre de Recherche et d'Information Socio-  
Politiques, 1991, 252 p.

VOLCKER, P.A.

The triumph of central banking? (The 1990 Per Jacobsson Lecture, Washington, September 23, 1990.)  
*Washington, The Per Jacobsson Foundation, 1991, V+30 p.*

WIBAUT, S.

Optimal public deficit rules in a discrete time setting.  
 (Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, Série Recherche, 114.)  
*Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1991, 16 p.*

333.450. - 333.432.0 - 334.151.25

305.3

von HAGEN, J. &amp; NEUMANN, M.J.M.

Real exchange rates within and between currency areas : how far away is EMU?  
 (International Economics Research Paper, 81.)  
*Leuven, Centrum voor Economische Studiën v/d K.U.L., 1991, 26 p.*

WOLFF, E.N.

Capital formation and productivity convergence over the long term.  
 (In : *AMERICAN ECONOMIC REVIEW, Nashville (Tennessee), 3, 1991 06, p. 565-579.*)  
 US 1

339.325.5

WARSHAWSKY, M.J.

Projections of health care expenditures as a share of GNP : actuarial and economic approaches.  
 (Finance and Economics Discussion Series, 170.)  
*Washington, Board of Governors of the Federal Reserve System, 1991, 38 p.*

08 - 331.157. - 331.227.  
 334.151.20 - 334.150.0

WERNER, P.

Itinéraires luxembourgeois et européens : évolutions et souvenirs, 1945-1985.  
*Luxembourg, Edit. Saint-Paul, 1991, 309/351 p.*

